

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N 49-50-51

AVRIL - MAI - JUIN 1989

## SOMMAIRE

- UN APPEL DE MADAME MITTERRAND EN FAVEUR DES REFUGIES KURDES
- LE PARLEMENT EUROPEEN DEMANDE A L'IRAK «D'ABANDONNER SA POLITIQUE RENFORCEE DE REINSTALLATION DE LA POPULATION KURDE»
- STOCKHOLM : UNE DELEGATION KURDE AU CONGRES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
- PARIS : LE SORT DES KURDES EVOQUE DEVANT LES ETATS-GENERAUX DES DROITS DE L'HOMME
- STRASBOURG: RECONNAISSANCE DES LANGUES REGIONALES OU MINORITAIRES EN EUROPE
- PRIX NOUREDDINE ZAZA 1989
- YACHAR KEMAL PARLE DE SON ENFANCE KURDE
- LES VENTES D'ARMES A L'IRAK ET A L'IRAN
- LE RAPPORT DU DEPARTEMENT D'ETAT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE
- AINSI QUE...
- PUBLICATIONS RECENTES
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
- PUBLICATIONS EN VENTE

---

### UN APPEL DE MADAME MITTERRAND EN FAVEUR DES REFUGIES KURDES

Mme Mitterrand, Présidente de la fondation humanitaire "France-Libertés" a lancé, le vendredi 19 mai, un appel en vue de l'octroi du "statut de réfugiés politiques" aux 36.000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie, à la suite de l'usage massif des armes chimiques lors de la phase finale de la guerre irako-iranienne.

Vivant dans trois camps à Mush, Diyarbakir et Mardin, "dans des habitations précaires, bénéficiant de soins rudimentaires, isolés par des barbelés et contrôlés par des rondes militaires jour et nuit, ces réfugiés qui ont le statut de résidents temporaires sont des "révoltés en puissance", a indiqué l'épouse du chef de l'Etat, au cours d'une conférence de presse à la veille de son voyage aux Etats-Unis où elle entend, a-t-elle dit, aborder cette question avec ses interlocuteurs.

476 personnes, la plupart des enfants, sont mortes des suites des intempéries cet hiver dans ces camps, a ajouté Mme Mitterrand se fondant sur les indications communiquées par les autorités turques durant son voyage d'information du 29 avril au 2 mai en Turquie.

Selon Mme Mitterrand, la Turquie qui abrite une importante communauté kurdophone évaluée à dix millions de personnes, a "refusé de leur accorder le statut de réfugiés politiques".

Ankara a rejeté la responsabilité de cette situation sur les pays occidentaux, notamment européens. La Turquie estime que ceux-ci n'ont pas pris "le relais du gros effort financier" consenti par Ankara (25 millions de dollars) pour l'hébergement des Kurdes irakiens et réclame 85 millions de dollars pour l'assistance humanitaire qu'elle fournit à ces personnes, ainsi que des facilités d'installation en Europe aux Kurdes irakiens désireux de s'y rendre, a précisé l'entourage de Mme Mitterrand.

Une quarantaine de familles kurdo-irakiennes ont demandé à s'installer en France et quelques centaines en Suède et en RFA notamment, selon ces mêmes informations.

Mme Mitterrand a indiqué que près de 1.400 Kurdes irakiens, répondant à l'offre d'amnistie de Bagdad, en novembre 1988, sont retournés dans leur pays, sans laisser de "traces".

## LE PARLEMENT EUROPEEN DEMANDE A L'IRAK «D'ABANDONNER SA POLITIQUE RENFORCEE DE REINSTALLATION DE LA POPULATION KURDE»

Le Parlement européen a adopté le 19 mai la résolution de M. BEYER DE RYKE et de Mme ANDRE (B), au nom du "groupe libéral" qui demande au gouvernement irakien d'abandonner sa politique renforcée de "réinstallation" envers les Kurdes. La résolution stipule ce qui suit:

### LE PARLEMENT EUROPEEN,

A. alarmé par les rapports établissant que 50.000 à 200.000 Kurdes irakiens ont été informés par les autorités irakiennes d'un prochain déménagement de leurs maisons vers des établissements où, soi-disant, ils vivront dans de meilleures conditions;

B. rappelant l'attitude atroce du gouvernement irakien actuel envers ses citoyens, notamment envers la minorité kurde, dont plusieurs milliers ont été assassinés par des gaz toxiques ou après avoir été torturés, et dont 3 à 4.000 villages ont été entièrement rasés dans les années 80,

C. prenant note de la communication rapportant que le programme de "réinstallation" a été retardé par la mort du ministre de la Défense, mais prenant note également du fait que ce retard suit plusieurs manifestations de protestation venant de plusieurs parties du monde contre le traitement des Kurdes,

D. rappelant ses résolutions précédentes sur la violation des droits de l'homme en Irak,

1. demande au gouvernement irakien d'abandonner sa politique renforcée de "réinstallation";

2. demande aux Etats membres de la Communauté européenne d'envoyer leurs ambassadeurs en une représentation commune et puissante auprès du gouvernement irakien afin de lui exposer la préoccupation des Douze sur le bien-être de la population kurde;

3. déplore le fait que les gouvernements des Etats membres et certaines sociétés européennes soient prêts à accorder des crédits à l'Irak et à y intensifier leur commerce sans prendre en considération le devoir des peuples civilisés de montrer leur révolte contre des violations flagrantes des droits de l'homme comme celle dont le régime de Bagdad s'est montré coupable et celle qui a d'ailleurs mené récemment à la suspension des relations diplomatiques de la Communauté avec la dictature roumaine;

4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne, au Secrétaire général de la Ligue arabe et au gouvernement irakien.

### STOCKHOLM: UNE DELEGATION KURDE AU CONGRES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Une importante délégation kurde a participé au Congrès de l'Internationale Socialiste qui s'est tenu les 21, 22 et 23 juin à Stockholm. Invitée par le Secrétaire Général de l'I.S., cette délégation comprenait notamment A.R. GHASSEMLOU, secrétaire général du P.D.K. d'Iran, Massoud BARZANI, président du P.D.K. d'Irak, Noshirvan AMIN, secrétaire-général adjoint de l'Union Patriotique du Kurdistan, accompagnés de leurs collaborateurs.

Au cours des discussions consacrées au Proche-Orient, le sort du peuple kurde a été évoqué par plusieurs intervenants étrangers, en particulier par Pierre Mauroy, ancien Premier ministre et premier secrétaire du P.S. français, et Walid Joublatt, chef du Parti socialiste libanais, vice-président de l'I.S. La résolution finale du Congrès appelle l'attention de l'opinion publique sur "la situation tragique des minorités kurdes dans les pays du Proche-Orient".

Les dirigeants kurdes ont eu de nombreux entretiens avec les personnalités venues du monde entier pour les informer du sort de la population kurde et demander leur soutien. L'un d'eux, A.R. GhassemLou, s'est entretenu à plusieurs reprises avec le chef de la social-démocratie turque, Erdal İnönü. Il lui a en particulier demandé comment son parti pouvait rester insensible au sort des millions de Kurdes persécutés et massacrés en Iran et en Irak alors qu'il s'affirme solidaire des populations opprimées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

La participation d'une délégation unie des Kurdes d'Iran et d'Irak au Congrès de l'Internationale Socialiste constitue un pas significatif vers un début de reconnaissance du problème kurde par la communauté internationale.

### PARIS : LE SORT DES KURDES EVOQUE DEVANT LES ETATS- GENERAUX DES DROITS DE L'HOMME

A l'initiative de la Fédération internationale des droits de l'homme et de la Fondation Danielle Mitterrand, des personnalités éminentes venant de 70 pays du monde se sont réunies les 22, 23 et 24 juin à Paris à l'Opéra de la Bastille, en "Etats- Généraux des droits de l'homme".



Cette réunion, placée sous le haut patronage du Président de la République Française, était dédiée à "toutes les femmes qui ont profondément marqué la lutte pour les droits humains". Parmi les 17 invitées de marque, aux côtés de Mme Allende, Mme Mitterrand, Barbara Hendricks, Elena Bonner, Albertine Sissulu, une femme kurde: Leyla ZANA, épouse de l'ancien maire de Diyarbakir emprisonné depuis septembre 1980 pour sa défense des Kurdes. Elle n'a cependant pas pu venir à Paris, faute de passeport. Les invitées roumaine et sud-africaine avaient également été empêchées de se rendre à Paris. Triste compagnie pour le régime d'Ankara qui se prétend sur la voie du "retour à la démocratie" et fait acte de candidature à la CEE!

Au nom de la "délégation du Kurdistan", le président de l'Institut s'est adressé aux Etats-Généraux. Après avoir rappelé le sort des Kurdes en Turquie et en Irak, il a consacré l'essentiel de son intervention à la tragédie du peuple kurde en Irak, «un peuple chassé de ses terres, interné dans des camps, arraché à ses activités économiques traditionnelles, à son mode de vie, à son patrimoine historique, architectural, culturel détruit (...)». Il a conclu ses propos en ces termes: «Cette catastrophe humaine et écologique se double d'un naufrage moral. Aucun Etat arabe, ni même aucune O.N.G. du monde arabe n'a à ce jour élevé la voix contre ces crimes perpétrés par un régime arabe. Le Tiers-monde reste silencieux. Les puissances de l'Est et de l'Ouest, en particulier l'URSS et la France continuent de vendre des armes à ce régime barbare. Plusieurs membres de la Ligue française des droits de l'homme sont aujourd'hui ministres. Ils restent silencieux comme les autres. A quoi servent alors tous ces discours sur les droits de l'homme et les réunions comme celle d'aujourd'hui?».

## STRASBOURG : RECONNAISSANCE DES LANGUES REGIONALES OU MINORITAIRES EN EUROPE

Le 16 mars 1988, au cours de sa 23<sup>ème</sup> session, la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe avait adopté la résolution 192 "sur les langues régionales ou minoritaires en Europe". Ce texte important dont l'élaboration a demandé 5 années de travail a été approuvé le 5 octobre par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Après l'avis du Comité des ministres, ce document appelé *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* sera proposé à la ratification de chacun des Etats membres dont la Turquie.

Ce dernier pays qui ne reconnaît toujours pas l'existence sur son sol de plus de 12 millions de Kurdes ayant une langue et une culture propres et qui leur refuse le moindre droit spécifique se trouvera au pied du mur. Ne pas ratifier la Charte reviendrait à déroger aux normes juridiques communes de l'Europe occidentale, constituerait un handicap supplémentaire et sérieux sur la voie de l'adhésion à la CEE, adhésion qui pose déjà tant de problèmes. Signer la Charte signifierait le reniement par Ankara de l'un des principaux dogmes de son idéologie nationaliste. 51 ans après la mort de Mustafa Kémal Atatürk, père du nationalisme chauvin turc, l'heure de la dékémalisation n'a toujours pas sonné en Turquie...

Voici les principales dispositions de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires dont le texte intégral en français et en anglais est reproduit aux pages 56-68 de ce bulletin:

**«Les Etats signataires de la présente charte,**

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant que certaines langues régionales ou minoritaires risquent, au fil du temps, de disparaître et, par conséquent, que cette disparition affaiblirait la tradition et la richesse culturelle de l'Europe, et estimant dès lors légitime et nécessaire de prendre des mesures spéciales pour les préserver et les développer;

Considérant que le droit des populations de s'exprimer dans leurs langues régionales ou minoritaires dans leur vie privée et sociale constitue un droit imprescriptible conforme aux principes contenus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe et dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;

Conscients du fait que la défense et le renforcement des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe, loin de constituer un obstacle aux langues nationales, représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale;

Compte tenu des conditions spécifiques et des traditions historiques propres à chaque région des pays d'Europe,

Sont convenus de ce qui suit :

(..)

1. Les parties s'engagent, en matière de langues régionales ou minoritaires parlées sur leur territoire, à prendre comme base de leur politique et dans leurs législations et pratiques les objectifs et principes suivants :

a. la reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'attribut d'une communauté;

b. le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire en faisant en sorte que les divisions administratives existantes ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue régionale ou minoritaire;

c. la nécessité d'une action résolue de promotion des langues régionales ou minoritaires, en vue de les sauvegarder;

e. la promotion de l'usage oral et écrit des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique, sociale et économique;

f. le droit de chacune des communautés pratiquant une langue régionale ou minoritaire d'entretenir et de développer des relations de solidarité avec d'autres communautés analogues de l'Etat;

g. l'enseignement et l'étude des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés;

*h. offrir des facilités afin que les personnes non locutrices de ces langues, habitant sur le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et qui le souhaitent, puissent apprendre ces langues régionales ou minoritaires ;*

*(..)*

*En matière d'enseignement; les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées:*

*a. à prévoir un enseignement préscolaire et primaire qui soit assuré principalement ou totalement dans les langues régionales ou minoritaires, tout au moins aux familles qui le souhaitent;*

*b. à prévoir un enseignement secondaire, y compris l'enseignement technique et professionnel, qui soit assuré principalement dans les langues régionales ou minoritaires, tout au moins aux étudiants qui le souhaitent;*

*c. à offrir la possibilité aux non-locuteurs de ces langues de les apprendre par des cours organisés dans le cadre des programmes préscolaires, scolaires, primaires et secondaires;*

*d. I- à prévoir un enseignement universitaire et supérieur dans les langues régionales ou minoritaires; ou*

*II- à prévoir l'étude de ces langues comme disciplines de l'enseignement universitaire et supérieur, en particulier si le paragraphe (d. I-) n'est pas susceptible de s'appliquer en raison de la situation des langues considérées;*

*f. à prendre des dispositions pour assurer, y compris aux non-locuteurs de ces langues, l'enseignement de l'histoire et de la culture qui sont à la base de la langue régionale ou minoritaire, en tant que composantes du patrimoine européen;*

*(..)*

*En matière de relations avec les services publics, et les autorités administratives et judiciaires, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:*

*a. à ce que les langues régionales ou minoritaires soient utilisées par les autorités administratives ou que ces autorités, ou tout au moins ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public, emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à elles dans ces langues;*

*b. à ce que les langues régionales ou minoritaires soient utilisées par les services publics chargés de fournir des prestations ou que ces services, ou tout au moins ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public, emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à eux dans ces langues;*

*c. à veiller à ce que les services judiciaires utilisent les langues régionales ou minoritaires dans les procédures;*

*f. à proposer les formulaires et textes administratifs d'usage courant pour la population dans les langues régionales ou minoritaires;*

*g. à rendre accessibles, dans les langues régionales ou minoritaires, les textes fondamentaux de l'Etat et les textes qui concernent particulièrement les populations parlant ces langues;*

*j. à favoriser le respect ou l'adoption des formes correctes des patronymes, sur la demande des intéressés, dans les langues régionales ou minoritaires;*

k. à permettre l'utilisation ou l'adoption, le cas échéant conjointement avec une autre dénomination, des formes correctes de la toponymie, dans les langues régionales ou minoritaires;

(..)

En matière de médias, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou de l'influence dans ce domaine:

c .I- à garantir l'existence au moins d'une chaîne de télévision diffusant principalement ou totalement dans la langue régionale ou minoritaire; ou

II- à assurer, si le paragraphe (c. I-) n'est pas susceptible d'application en raison de la situation des langues considérées, la diffusion régulière et dans tous les domaines d'émissions télévisées dans ces langues, sauf si d'autres modalités sont prévues à cet égard;

d. à ne poser aucune entrave à la réception des programmes médiatiques des pays voisins de mêmes langue et culture et, si possible, favoriser une telle réception;

e. à garantir l'existence d'au moins une station de radio émettant dans la langue régionale ou minoritaire, sauf si d'autres modalités sont prévues à cet égard;

g. à favoriser, par les programmes diffusés par la radio et la télévision, l'acquisition et la récupération des patrimoines culturels liés aux langues régionales ou minoritaires;

(..)

1. En matière d'équipements et d'activités culturels -notamment des bibliothèques, vidéothèques, centres culturels, musées, archives, académies, théâtres, cinémas et autres, ainsi que de la production littéraire et cinématographique, de l'expression culturelle populaire, de festivals, des industries culturelles, incluant entre autres l'utilisation des technologies nouvelles- les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou de l'influence dans ce domaine:

b. à favoriser le développement des techniques et des activités de traduction, de doublage et de sous-titrage, afin de promouvoir, soit la connaissance d'oeuvres produites dans des langues régionales ou minoritaires, soit l'accession dans ces langues à des oeuvres produites dans des langues plus répandues;

c. à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou d'aider des activités culturelles sous leurs diverses formes intègrent dans une large mesure la connaissance et l'utilisation des langues et cultures régionales ou minoritaires dans les opérations dont ils ont l'initiative ou auxquelles ils apportent un soutien;

d. à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou d'aider des activités culturelles sous leurs diverses formes disposent d'un personnel maîtrisant la langue régionale ou minoritaire; »...

## PRIX NOUREDDINE ZAZA 1989

Afin de perpétuer la mémoire de Nouredine Zaza, écrivain, journaliste et personnalité patriotique kurde, décédé à Lausanne en octobre dernier, sa famille et l'Institut Kurde de Paris, dont il était l'un des fondateurs, ont décidé la création d'un prix décerné chaque année à un journaliste de la presse francophone, qui par son talent et sa persévérance, aura réussi à

sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde. (cf. le numéro d'octobre 1988 du bulletin pour la biographie de N. Zaza).

Ce prix d'une valeur de 1000 Francs suisses vise également à encourager les journalistes à ne pas oublier le peuple kurde «méconnu de l'Histoire», victime de tant d'injustices et persécutions. Cette année, exceptionnellement et parce que leurs articles avaient retenu l'attention de Noureddine ZAZA quelques semaines avant sa mort, le premier prix a été partagé entre deux journalistes: Antoine BOSSHARD, du *Journal de Genève/Gazette de Lausanne*, et Bernard LANGLOIS, directeur de l'hebdomadaire parisien *Politis*.

Au cours d'une cérémonie sobre et émouvante, le dimanche 30 avril, sur le podium de la scène centrale du Salon International du Livre de Genève, le président de l'Institut a remis, en présence de Madame Favre-Zaza, le prix Zaza 1989 à M. Bosshard. Le deuxième lauréat Bernard Langlois, retenu à Paris, a reçu dans cette ville sa récompense symbolique.

## YACHAR KEMAL PARLE DE SON ENFANCE KURDE

Le plus illustre des écrivains d'expression turque, Yachar Kemal, auteur notamment de *Mémed le Mince*, *Terre de fer, ciel de cuivre*, *La légende du Mont Ararat*, etc., dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 28 mai évoque ses origines familiales et le paradis perdu de son enfance kurde, en mettant l'accent sur un sujet d'actualité mais toujours tabou en Turquie, les Kurdes: «Certes, j'ai vécu plus longtemps à Istanbul qu'à Tchoukourova, mais cette région m'a marqué à jamais, elle a fait de moi l'homme que je suis. Il m'arrive dans mes derniers livres de parler de la ville d'Istanbul mais j'ai l'impression que tout me ramène là-bas, vers "la chaleur jaune" de Tchoukourova. C'est là que j'ai entendu pour la première fois la langue kurde. Car on parlait kurde à la maison. Mais dans le village, le turc était plus répandu. Alors j'ai continué avec le turc. Aujourd'hui je comprends le kurde mais je suis incapable de l'écrire. La voix du grand barde Abdali Zeyneki, dont j'ai raconté la vie dans mon roman *Terre de fer, ciel de cuivre*, résonne encore en moi. Il venait à la maison, lui qui connaissait des centaines d'épopées kurdes. Je le considère comme le Homère des Kurdes et je suis très fier de l'avoir connu, d'avoir été son apprenti.»

L'auteur jette aussi une lumière nouvelle sur l'origine de certains de ses personnages, notamment Mémed, le prototype du bandit d'honneur méditerranéen: «Ma famille a immigré de la région du lac de Van durant la première guerre. Moi, je suis né à Tchoukourova mais j'ai grandi avec les histoires de bandits que ma mère racontait. Elle avait des frères qui s'étaient révoltés contre l'injustice des grands propriétaires féodaux. L'un d'entre eux, le redoutable Mahir, avait été tué par les gendarmes à vingt-cinq ans. Dans l'Est, les aventures de Mahir, mon oncle maternel, sont encore déclamées par les bardes. Puis, vers les années 30, de nombreux bandits d'honneur, tous des paysans pauvres révoltés, arpentaient le Taurus. Il arrivait à mon père de les héberger parfois, non pas par défi au gouvernement mais par hospitalité. J'en étais tellement fier, moi qui avais à peine sept ans à l'époque.»

C'est la première fois que le célèbre romancier ose parler de ses origines kurdes. Dans un pays où l'existence des Kurdes est toujours niée et le fait de se revendiquer Kurde peut avoir des conséquences pénales cela nécessitait un certain courage. Au soir de sa vie, s'estimant sans doute couvert par sa notoriété internationale Yachar Kemal a finalement assumé ce risque. Cela mérite en tout cas d'être relevé et même salué.

## LES VENTES D'ARMES A L'IRAK ET A L'IRAN

Pour la première fois de son existence, le Parlement européen a décidé de se pencher sur le problème des exportations d'armements de la Communauté européenne. Dans un rapport présenté, au nom de la commission politique, à la session de mars 1989 de l'Assemblée de Strasbourg, M. Glyn FORD, travailliste britannique, demande la "définition d'une politique commune des ventes d'armes, sur la base de principes clairs". Au nom de ces principes, le rapporteur souligne l'importance de "limiter le commerce des armes pour réduire l'ampleur des conflits, pour éviter que les exportations d'armements des Etats membres ne se retournent contre l'Europe comme un boomerang et compte tenu du fait que les dépenses de recherche/développement à des fins militaires ne sont pas un moyen efficace d'encourager la technologie européenne civile de pointe. Or, aujourd'hui, un certain nombre de pays renforcent considérablement leur industrie de la défense pour augmenter leurs recettes d'exportations."

A tout seigneur, tout honneur: au premier rang de ces pays européens marchands de canons figurent la France et le Royaume-Uni, avec une place significative pour la RFA, ainsi que pour la Belgique et l'Espagne. Voici les précisions données à ce sujet:

■ *En France, l'industrie de l'armement emploie 4,5% de la main-d'oeuvre industrielle (280.000 personnes); la France pratique une politique agressive en matière d'exportation d'armements dans la mesure où les exportations d'armes sont indispensables pour diminuer le coût marginal du matériel livré à l'armée française; les ventes françaises d'armement dans le tiers monde sont passées de 71% pendant la période 1977-1981 à 86% pendant la période 1982-1986; la France a fourni environ 25% de l'approvisionnement de l'Irak entre 1980 et 1988 cependant que la société Luchaire approvisionnait illégalement l'Iran.*

■ *La production d'armement de la Belgique, relativement modeste, est destinée à concurrence de 95% à l'exportation, dont la moitié à destination du Proche-Orient et du Maghreb.*

■ *La production espagnole à destination du tiers monde s'est rapidement accrue: de 0,2% en 1977-1981 à 1,6% pour la période 1982-1986 (Indonésie, Chili). Si l'exportation vers les pays en guerre est illégale, des armes ont été fournies à l'Iran et à l'Irak dont la destination officielle était le Portugal ou l'Indonésie.*

■ *En Allemagne, les autorités surveillent de près le commerce des armes. Toutefois, une affaire judiciaire a mis en lumière des transferts de missiles, de pièces électroniques et de savoir-faire pour la construction de missiles en Libye, cependant que des plans de sous-marin ont été fournis à l'Afrique du Sud.*

■ *Le Royaume-Uni: les ventes d'armes britanniques au tiers monde sont en passe de se développer. Pendant la guerre Iran-Irak, des équipements radar destinés prétendument à la surveillance de sa frontière orientale ont été vendus à l'Iran.*

Relevant que "l'idéologie n'a pas d'odeur", le rapport constate que "la guerre Iran-Irak a montré que les frontières nationales ou les frontières politiques et idéologiques n'ont guère d'importance pour les professionnels du commerce des armes". Il dresse un tableau éloquent des importations irakiennes et iraniennes d'armements par pays de provenance pour la période 1979-1983 (cf. Revue de presse, p.17).

On apprend ainsi qu'au cours de cette période l'Irak a acheté pour 17.620 millions de dollars d'armes à l'étranger. Ses principaux fournisseurs ont été par ordre d'importance: l'URSS pour 7.200 millions \$ (41% du total), la France pour 3.800 millions \$ (21,5% du total), la Chine

Populaire pour 1.500 millions \$ (8.5%). Les autres pays (Pologne, Roumanie, Italie, RFA, Royaume-Uni, Egypte, Brésil, etc.) pour 5.120 millions \$ (29%).

Les achats d'armements de l'Iran qui s'élèvent au total à 5.365 millions de dollars se répartissent comme suit: USA pour 2.400 millions \$ (44,7%), la France pour 1.200 millions \$ (22,35%), le Royaume-Uni pour 575 millions \$ (10,7%), l'Italie pour 320 millions \$ (5,6%), etc.

## LE RAPPORT DU DEPARTEMENT D'ETAT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Dans le numéro précédent de notre bulletin, nous avons publié les passages consacrés aux Kurdes d'Irak dans le rapport annuel du Département d'Etat américain sur les droits de l'homme. Dans ce numéro, nous présentons à nos lecteurs de larges extraits du rapport sur la situation des Kurdes en Turquie et en:

"La loi turque limite la définition qui permettrait aux minorités d'exprimer leurs identités distinctes et séparées (le mot "minorités" se réfère dans ce rapport aux groupes constituant moins de la moitié de la population démunis de la connotation politique). Parmi les sentiments profondément enracinés concernant les menaces potentielles par rapport à l'intégrité de l'Etat: les Turcs sont très sensibles aux suggestions susceptibles de leur faire comprendre leurs obligations de donner l'autonomie à n'importe quel groupe qui compose la mosaïque imbriquée de la société turque. Le gouvernement ne reconnaît que les groupes non-musulmans, comme cela a été mentionné dans le traité de Lausanne en 1923. Ceci restreint l'identité culturelle des groupes musulmans tels que les Kurdes de la Turquie. Le matériel publié en kurde ou les écrits sur l'histoire kurde ont eu pour résultat l'emprisonnement, et même les chansons kurdes dans les lieux publics ont été interdites. (...)

L'article 17 de la Constitution turque de 1982 statue que «personne ne sera soumis à la torture ou aux mauvais traitements contraires à la dignité humaine». Cependant, il y a eu des allégations crédibles de la torture et des autres mauvais traitements en 1988, même si ce fut en diminution par rapport aux années précédentes.

Le rapport d'Amnesty International écrit en 1988 a fait part de plusieurs actes de torture, y compris l'abus sexuel d'une fille de 16 ans, Saadet Akkaya en avril au quartier général de la police d'Istanbul. La fille a porté plainte contre la police.

D'autres charges ont été soulevées par deux membres du parti social-démocrate populiste (SHP). En janvier, un de ses députés a affirmé que la torture était systématique dans la prison militaire d'Erzurum. A la fin du mois d'août, le secrétaire général du parti, Erdal İnönü, a revendiqué que la torture était un phénomène continu en Turquie mais il n'a rien précisé. En septembre, un autre député de la même région a fait valoir que l'homme qui a été rendu à sa famille par les gendarmes (jandarma) et qui, d'après eux a été assassiné par les séparatistes kurdes, a été en réalité torturé à mort par la police. Selon le député de l'opposition, l'autopsie de la police a révélé que l'homme a été tué par les balles des membres du PKK alors que la deuxième autopsie ordonnée par la famille a démontré que l'homme a été torturé avant de mourir. (...)

Des procédures légales et courantes en Turquie permettent la détention *incommunicado* de détenus jusqu'à 15 jours quand il s'agit de cas courants, mais jusqu'à 30 jours si le cas doit être présenté devant la Cour de Sûreté de l'Etat. C'est pendant cette période qu'il y a le plus d'actes

de torture. Les activistes turcs des droits de l'homme comme les observateurs étrangers sont d'accord que la suppression de la pratique de la détention *incommunicado* ainsi que la permission aux avocats et aux familles de visiter les prisonniers pendant ces périodes de détention, seraient l'un des moyens les plus efficaces pour permettre la disparition de la torture.

A part certaines circonstances, par exemple une personne est appréhendée au moment où elle s'apprêtait à commettre un crime, le juge doit émettre un mandat d'arrêt pour que le parquet puisse incarcérer. Ceci peut mener à la détention d'au moins deux semaines *incommunicado*.

Dans les huit provinces en état de d'exception légal, le gouverneur (ou le gouverneur régional) peut ordonner la détention jusqu'à 30 jours sans inculpation. Une fois formellement inculpé, le détenu est emmené devant le juge et il lui est permis de solliciter un avocat. (...)

Dans les huit provinces toujours en état d'exception, le gouverneur ou le gouverneur régional peut forcer les autorités à faire des perquisitions dans les résidences des partis politiques, des hommes d'affaires, des associations et d'autres organisations sans mandat. Ils peuvent aussi perquisitionner, tenir ou confisquer les personnes, les lettres, les télégrammes et les documents. (...)

Un livre qui a reproduit des séries d'articles publiés en 1966 sur la vie kurde a été interdit. Les travaux de certains gauchistes et de créateurs kurdes seraient interdits à la radio et à la télévision turques pour des raisons politiques et culturelles. (...)

Le gouvernement turc a envisagé, depuis Atatürk, l'assimilation de tous les groupes ethniques résidant à l'intérieur de la Turquie au courant principal de la société turque. Ceci implique une variété de lois et de pratiques turques, ce qui rend difficile de maintenir les identités différentes au sein de la société turque. Les Turcs ressentent bien qu'une acceptation semblable des groupes pourrait éventuellement mettre en cause l'unité de leur Etat. Néanmoins, le maintien de la politique actuelle a suscité des tensions sociales, en particulier en ce qui concerne les citoyens d'origine kurde.

Même si des millions de Kurdes sont entièrement intégrés à la vie politique, sociale et économique du pays, la poursuite par le gouvernement pour une assimilation complète a mené à l'interdiction de la publication de tous les livres, tous les journaux et de tout le matériel en langue kurde. Même les textes qui touchent l'histoire et la culture kurde ainsi que l'identité ethnique sont interdits et il y a eu des mandats d'arrestation contre les chanteurs et les acteurs kurdes. Alors que quelques unes des formes de l'activité culturelle sont permises, les limites de l'expression culturelle sont la raison du mécontentement continuel parmi les Turcs d'origine kurde, spécialement dans les régions économiquement moins développées du Sud-est où ils sont en majorité.

Il n'y a pas de restrictions légales de l'usage privé du kurde. En plus, par la suite des réformes des prisons annoncées en février, le premier ministre Özal a levé les restrictions de l'usage du kurde dans les prisons. Ceci a mis fin à la situation dans laquelle se sont trouvés plusieurs prisonniers kurdes à qui on interdisait de communiquer en kurde avec leurs familles ou leurs avocats. Les lois turques insistent sur l'usage de la langue turque au tribunal, avec les interprètes fournis à ceux qui ne maîtrisent pas le turc.

Toute la question kurde est d'une sensibilité et d'une contestation importantes pour la majorité des citoyens turcs. Au début de 1988, un petit groupe de députés ont levé le tabou



durable quand ils ont essayé d'entamer la discussion parlementaire sur la condition des Kurdes de la Turquie. Cette tentative a été rejetée par les députés de tous les partis: cependant elle a donné lieu à un débat sans précédent de la question. Les émotions qui accompagnent ce problème sont renforcées par la continuelle violence armée des séparatistes kurdes au Sud-est.

Comme un des moyens d'améliorer des problèmes du Sud-est le gouvernement a choisi de mettre de grands efforts pour créer de meilleures conditions économiques en adoptant des programmes de développement économique à grande échelle. Des barrages ont été construits pour fournir l'irrigation et l'énergie hydraulique. Presque tous les villages possèdent maintenant l'électricité. Les tracteurs sont courants. De fait, chaque village a maintenant une école où les enfants apprennent le turc. L'introduction de la télévision dans les régions rurales a un impact majeur parce qu'il donne le même accès à l'information en turc et aux programmes culturels aux habitants de cette région comme aux Turcs." (...)

## AINSI QUE...

■ **LE PREMIER DISQUE COMPACT EN KURDE** : A l'heure où on parle de plus en plus du concept de "World music" ou "sono mondiale", Auvidis a publié avec la collaboration de l'Institut Kurde de Paris, un disque compact consacré à Şivan Perwer, le chantre du Kurdistan.

Chanteur le plus populaire de sa génération au Kurdistan et dans la diaspora kurde, Şivan est également populaire auprès des Azeris, des Turcs et des Persans, une popularité d'autant plus exceptionnelle qu'il est interdit de télévision et de radio et que la possession de l'une de ses cassettes peut valoir à son détenteur de longues années de prison.

Accompagné de son tenbûr (luth kurde à six cordes), Şivan chante la mémoire d'un peuple de 25 millions d'individus, écartelé depuis 1923 entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Un blues à la kurde servi par un accompagnement minimaliste qui constitue un témoignage de premier plan sur cette musique qui ne parvient que rarement aux oreilles du public occidental.

■ **BRÊME : UNE CONFERENCE SUR "LES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN"**. Du 14 au 16 avril 1989 une Conférence sur les droits de l'homme au Kurdistan s'est tenue à Brême (RFA), avec la participation d'intellectuels, d'artistes et de militants kurdes ainsi que de nombreux parlementaires, universitaires et journalistes étrangers amis du peuple kurde. Après des exposés sur les divers aspects de la situation des Kurdes, en particulier en Turquie et en Irak, la Conférence a adopté un document final appelant tous les hommes, toutes les femmes et toutes les organisations «à dénoncer l'oppression du peuple kurde, à s'élever contre la destruction de leur patrimoine historique et culturel ainsi que de leur identité nationale, à refuser leur déportation et l'appauvrissement qui en résulte». Ce texte demande également à l'ONU de «mettre la question kurde à l'ordre du jour et de s'employer à trouver une solution à cette question en conformité avec les règles de Droit international et les principes d'égalité et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» et «d'assurer la participation de représentants kurdes dans le règlement pacifique du conflit du Golfe». Les nations industrialisées sont invitées à «cesser toute aide militaire et financière à la Turquie, à l'Irak et à l'Iran jusqu'à ce que les droits de l'homme soient respectés au Kurdistan».

■ **DISPARITION D'UN CHEF RELIGIEUX KURDE A BAGDAD** : Un chef religieux kurde a disparu durant son voyage à Bagdad, voyage qu'il effectuait dans le but de dissuader le gouvernement irakien de déplacer les habitants de sa ville.

Un membre du Front National du Kurdistan, qui comporte 4 groupes de rebelles kurdes, a déclaré à l'Agence Reuter, que Mullah Mohammad Dargali -chef religieux de la ville kurde Qala Diza- était parti pour Bagdad depuis 11 jours et que personne n'avait eu de ses nouvelles depuis le 17 avril.

Dargali aurait décidé d'entreprendre ce voyage après l'annonce faite par le gouvernement irakien de réinstaller la totalité des 100.000 habitants de Qala Diza et de raser la ville ensuite, action faisant partie du plan de création d'une zone de sécurité tout le long de la frontière avec l'Iran.

■ **NOUVELLE ACROBATIE D'ÖZAL :** Le Premier ministre turc Turgut Ozal, dont la démagogie et l'habileté acrobatique ne sont plus à démontrer, vient de déclarer, dans une interview accordée début juin à la célèbre revue américaine *The New Yorker*, qu'il «*pourrait avoir du sang kurde!*» Interrogé sur la question kurde, il tient des propos surprenants: «*Quant aux Kurdes, c'est une question que l'Occident ne comprend pas. Les gens qui avaient émigré aux Etats-Unis parlaient des langues fort différentes et avaient des différences ethniques. Mais aux USA ils se sont tous considérés comme des Américains. Dans la Turquie où existent de nombreuses cultures différentes nous essayons actuellement de faire la même chose. En Anatolie orientale vivent des gens dont nous appelons certains Kurdes. Mais les mêmes gens vivent aussi à Ankara, Istanbul et Izmir. Il n'y a aucune différence entre ces gens et le reste des Turcs. Je pourrais avoir du sang kurde, mais je me considère comme Turc. Ces gens-là (les Kurdes) sont des Turcs et on ne les maltraite pas. Ils peuvent devenir généraux dans l'armée et même chefs d'Etat. Dans l'armée, la police militaire est composée en grande partie de Kurdes, car ce sont des hommes durs. Ils parlent chez eux leur langue, mais ils ne constituent pas de minorité. Pourquoi demanderaient-ils une autonomie? A mon avis, ce serait une erreur. Ah si seulement l'Occident pouvait comprendre cela!*»

## PUBLICATIONS RECENTES

- Martin VAN BRUINESSEN, *Agha, Scheich und Staat, Politik und Gesellschaft Kurdistans*, traduit de l'anglais, Berlin, Berliner Institut für Vergleichenden Sozialforschung, édition Parabolis, 1989, 541p., photos, cartes. - Bibliographie, glossaire.

- Amir HASSANPOUR, *The Language Factor in National Development: The Standardization of the Kurdish Language, 1918-1985*, thèse de doctorat de communication, Université de Illinois, Urbana, Champaign, 1989. - 464 p.; tableaux, cartes, bibliographie.

## REVUE DE PRESSE

### AVRIL

RAPPORT DU DEPARTEMENT D'ETAT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE ET EN IRAN (Washington 1988)

PARLEMENT EUROPEEN: L'Europe et les exportations d'armes (Strasbourg 13-17 mars)

UN CHEF RELIGIEUX DISPARAIT A BAGDAD (Mirror Indest 4.89)

L'AIDE "CACAHUETES" POUR LES REFUGIES KURDES (Inter Arab Mashreq 7.4.89)

KURDES A L'AVANT-SCENE (L'Hebdo 4.4.89)

LES IRAKIENS COMPTENT DETRUIRE UNE VILLE KURDE (Inter Arab Mashreq 12.4.89)  
 PLUS DE 125 000 KURDES IRAKIENS MENACES DE DEPORTATION (Le Monde 15.4.89)  
 DES MORTS (Inter Arab Mashreq 17.4.89)  
 IRAK: DESTRUCTION (17.4.89)  
 PRIX NOUREDDINE ZAZA: Journaliste genevois primé (Le Courrier de Genève 14.4. et Journal de Genève 18 et 19.4.89)  
 MANIFESTATION A PARIS DE JEUNES KURDES (AFP 19.4.89)  
 DES KURDES RETOURNENT EN IRAK AVANT L'EXPIRATION DE L'AMNISTIE (Inter Arab Mashreq 20.4.89)  
 FRANCE-TURQUIE: Prochaine visite de Mme Mitterrand en Turquie pour visiter des camps de réfugiés kurdes (AFP 20.4.89)  
 ISRAEL-TERRITOIRES-ONU: La condamnation d'Israël, une "farce", selon l'ambassadeur israélien à l'ONU (AFP 21.4.89)  
 TURQUIE-KURDES: Un militaire et un policier tués lors d'un attentat (AFP 21.4.89)  
 TURQUIE-KURDES-IRAK: Retour en Irak de 410 Kurdes réfugiés en Turquie (AFP 22.4.89)  
 REFUGIES EN SUISSE (Documentation Réfugiés 15-24.4.89)  
 L'IRAK NEGOCIE L'ACHAT D'AVIONS MIRAGE-2000 ET ALPHA-JET à LA FRANCE (Le Monde 29.4.89)  
 LES KURDES: Vingt millions d'oubliés (Le Journal de Genève 30.4.89)

## MAI

REMISE DU PRIX NOUREDDINE ZAZA A ANTOINE BOSSHARD (Journal de Genève 1.5, Le Monde 5.5.89)  
 L'IRAK DEPORTERAIT LES KURDES : plus de 200.000 personnes seraient déportées à partir de la frontière avec l'Iran (Herald Tribune 2.5.89)  
 "AUVIDIS" publie un disque compact consacré à Şivan Perwer, le chantre du Kurdistan (AFP, Voix du Nord 4.5.89)  
 POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT... (Méridional 7.5.89)  
 DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ? (Ouest France 12.5.89)  
 CHAMPFLEURY: Découvrez la cuisine kurde (Méridional 26.5.89)  
 IRAK: Le ministre de la défense aurait été tué par les Kurdes (Méridional 21.5.89)  
 TURQUIE-KURDES: Vingt personnes enlevées par des militants kurdes (AFP 4.89)  
 PARLEMENT EUROPEEN: Texte de la résolution sur les Kurdes d'Irak sur le danger qu'ils encourent (Documents de séance 19.4.89)  
 APPEL DE MADAME MITTERRAND EN FAVEUR DE 36.000 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE et la mise au point de l'ambassadeur de Turquie qui critique les pays d'Europe de l'Ouest après l'appel de Mme Mitterrand en faveur de 36.000 Kurdes réfugiés en Turquie (AFP 19.5.89)  
 IRAK-KURDES: Le général Khairallah serait mort dans un attentat visant le président Saddam Hussein, selon un dirigeant de l'opposition kurde (AFP 20.5.89)  
 IRAK-KURDES: Visite de Massoud BARZANI en France (AFP 20.5.89)  
 MADAME MITTERRAND EN APPELLE A LA TURQUIE SUR LE SORT DES KURDES (Financial Times 20-21.5.89)  
 «MES OREILLES BOURDONNENT AVEC LES PLEURS DES FEMMES KURDES», DIT MADAME

MITTERRAND - Un émouvant plaidoyer pour les réfugiés dont les camps sont devenus "comme une bombe" et dont l'état est une "course contre le temps". - Dilemme à propos du statut des "réfugiés" kurdes (Financial Times 22.5.89)

L'AMBASSADEUR DE TURQUIE A PARIS CRITIQUE LES POSITIONS DE MME MITTERRAND SUR LES REFUGIES KURDES (Le Monde 21-22.5.89)

RENCONTRE PCF-FRONT DU KURDISTAN D'IRAK (L'Humanité 23.5.89)

PARLEMENT EUROPEEN: Proposition de résolution déposée par le groupe libéral sur «l'incarcération d'écoliers en Turquie» (Documents de séance 22.5.89)

LA REVOLTE DES REFUGIES KURDES DANS LES CAMPS - Entretien avec Massoud Barzani, et quelques propos de Mme Mitterrand lors d'un petit-déjeuner avec la presse (Expressen 23.5.89)

PARLEMENT EUROPEEN: Texte de l'adoption par le P.E. de la résolution proposée par le groupe libéral, demandant au gouvernement irakien d'abandonner sa politique renforcée de "réinstallation" envers les Kurdes (Le Point de la Session 22-26.89)

LES TROUPES IRAKIENNES SE DECHAINENT CONTRE LES KURDES - Les réfugiés kurdes pourraient risquer la prison (The Guardian 22.5.89)

LE REVE BRISE DES KURDES : Venus de toute la région, ils ont célébré leur nouvel an. Sur fond de guerre et de revendication nationale (Dauphiné Libéré 25.5.89)

IRAK: Le peuple kurde menacé de génocide: Depuis la fin de la guerre du Golfe, Bagdad accentue la répression contre les Kurdes. Le sort de ceux qui se sont réfugiés en Turquie est aussi préoccupant (Libération 26.5.89)

INTERVIEW AVEC LE CHEF DE LA RESISTANCE SUR LA NOUVELLE CAMPAGNE D'EXTERMINATION ET DE DEPORTATIONS DECLENCHEE PAR LE REGIME DE SADDAM HUSSEIN AU KURDISTAN - BARZANI: «Le massacre du peuple kurde continue, l'Europe doit bouger» (Corriere della Sera 28.5.89)

Les demandeurs d'asile "veulent vraiment du travail" - «LES KURDES ONT ETE TROMPES», dit Renton -ministre de l'Immigration britannique- (The Guardian 27.5.89)

COMMÉMORATION DU MASSACRE DES KURDES - L'échec des Nations Unies (Refugee Community News 5.89)

LETTRES ETRANGERES: KEMAL SUR LE CHEMIN DE STENDHAL - Rencontre avec le créateur de "Mémed le Mince", qui parle de sa région natale, des épopées kurdes et du roman moderne (Le Monde 28.5.89)

TURQUIE-KURDES. Attaque de rebelles kurdes: 3 morts et 8 personnes enlevées (AFP 29.5.89)

LES KURDES: Chronique d'un génocide légalisé - "JE VOUS RACONTERAI LA MORT D'UN PEUPLE : LE MIEN" (Avvenimenti 31.4.89)

LES FEMMES ET LE KURDISTAN (Turkey Newsletter 5.89)

CONFERENCE PERMANENTE DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DE L'EUROPE -Résolution 192 bilingue (français-anglais) sur les langues régionales ou minoritaires en Europe (15-17 mars 1988)

## JUIN

Chef du Parti Démocratique du Kurdistan irakien: M. BARZANI DENONCE LE PROJET DE «DEKURDISATION» DU NORD DE L'IRAK (Le Monde 1.6.89)

LES KURDES VEULENT UNE PATRIE (Les Nouvelles de Moscou 2.6.89)

DASSAULT NEGOCIE AVEC L'IRAK UN CONTRAT DE 22 MILLIARDS DE FRANCS (LE MONDE 2.6.89)

IRAK-KURDES: Déplacement massif de population kurde, selon Massoud Barzani (AFP 2.6.89)

DEPORTATION DE KURDES EN IRAK (Liberté 2.6.89)

LES KURDES D'IRAK (Politis-Le Citoyen 2.6.89)

LES KURDES MENACES DE GENOCIDE (Le Pèlerin 2.6.89)

L'IRAK DEMENT VOULOIR DEPORTER LA POPULATION KURDE (Le Monde 3.6.89)

LES TROUPES IRAKIENNES COMMENCENT A REINSTALLER PAR LA FORCE ENVIRON 300.000 KURDES (Financial Times 3.6.89)

LES KURDES IRAKIENS MENACES D'ANEANTISSEMENT: DEPORTATIONS MASSIVES - Un entretien avec Massoud Barzani, président du Front du Kurdistan d'Irak - NOUVEAUX MIRAGES POUR L'IRAK (L'Humanité 3.6.89)

KHOMEINY-KURDES: Hachemi Rafsandjani probable successeur de Khomeiny, selon le principal dirigeant des Kurdes d'Irak (AFP 4.6.89)

DOUTES SUR LES CONDITIONS DES KURDES IRAKIENS (The Times 6.6.89)

GRANDE BRETAGNE-KURDES: Quatorze réfugiés kurdes détenus à l'aéroport de Londres-Heathrow (AFP 7.6.89)

LES DEMANDES DE VISAS (Independent 8.6.89)

GRANDE BRETAGNE "VIOLANT LES DIRECTIVES DE L'ONU A PROPOS DE L'ASILE POUR LES KURDES" - DES REFUGIES "TROMPES PAR DES PROMESSES DE TRAVAIL" (The Independent 8.6.89)

DES MEDECINS CONFIRMENT LES TORTURES SUBIES PAR DES KURDES (THE TIMES 8.6.89)

LA SYRIE SOUPÇONNE L'IRAK DE FOURNIR A NOUVEAU DES ARMES A AOUN (Herald Tribune 8.6.89)

LA CRISE DES REFUGIES KURDES - DES MEDECINS SOUTIENNENT LES REVENDICATIONS DE KURDES TORTURES (THE TIMES 8.6.89)

L'IRAK ET LES KURDES - "LA SOLUTION FINALE"? (The Middle East International 9.6.89)

UNE REponse AUX DEPUTES EUROPEENS (Le Monde 9.6.89)

ŞIVAN PERWER: «Chants du Kurdistan» (L'Humanité 9.6.89)

Le courrier des lecteurs : LE SORT DES KURDES (Ouest-France 9.6.89)

PLUS DE 3.000 REFUGIES KURDES EN TURQUIE INTOXIQUES PAR DU PAIN EMPOISONNE, SELON LE PDK. - INTOXICATION (AFP 10.6, Libération 12.6, Quotidien de Paris 12.6.89)

L'IRAK ACCUSE DE RASER DES VILLES, DE FORCER LES KURDES A QUITTER LEURS MAISONS (Gazette Telegraph 11.6.89)

UNE MITTERRAND QUI DERANGE LES DIPLOMATES (Herald Tribune 12.6.89)

LETTRE OUVERTE A LA CONFERENCE SUR LA DIMENSION HUMAINE DE LA "CSCE" à toutes les délégations (Gamk, quotidien arménien 12-13.6.89)

L'ARMEE IRAKIENNE OBLIGE 100.000 KURDES A QUITTER UNE GRANDE VILLE (The Times 14.6.89)

TURQUIE: Reconduction de l'état d'urgence dans huit départements turcs (AFP 14.6.89)

La mort de Khomeiny et le problème kurde en Iran: M. GHASSEMLOU, CHEF DU PDKI, SE DIT TOUJOURS PRET A NEGOCIER AVEC TEHERAN (Le Monde 15.6.89)

SUEDE-PALME-KURDES: Attentat contre un responsable kurde cité dans l'affaire Palme (AFP 15.6.89)

CHARNIERS TURCS (Evénement du Jeudi 15.6.89)

DES SOLUTIONS KURDES - Les Kurdes en Grande-Bretagne : QUELQUES CAS DE TORTURE RECONNUS PAR LA TURQUIE (The Times 16.6.89)

DROITS DE L'HOMME (Révolution 16.6.89)

LONDRES PREOCUPE PAR LES DEPORTATIONS DE KURDES EN IRAK (Le Monde 17.6.89)

KURDES: LA GUERRE OUBLIEE (Témoignage Chrétien 19.6.89)

LE COMMANDEMENT IRAKIEN : «BABYLONE, RELEVE-TOI!» - LA VEUVE DE PALME AFFIRME QUE L'ACCUSE ETAIT SUR LE LIEU DE L'ATTENTAT (Herald Tribune 20.6, Le Monde 21.6.89)

TURQUIE-KURDES: Dix militaires tués lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes (AFP 22.6.89)

IRAK-IRAN-TURQUIE: L'Irak décide d'établir une "zone inhabitée" le long de ses frontières avec l'Iran et la Turquie (AFP 26.6.89)

LES AUTORITES TURQUES AVOUENT QUE DES KURDES ONT TUE 10 SOLDATS (Herald Tribune 23.6.89)

POESIE. LE POETE KURDE SHERKO BEKAS DANS UNE SOIREE POETIQUE A PARIS: POUR LA PAROLE-MEME (Al-Yomassabeh 26.6.89)

A PROPOS DE LA SITUATION DES REFUGIES EN TURQUIE : L'EPOUSE DE MITTERRAND INVITE LA TURQUIE A S'OCCUPER DES KURDES - LES REFUGIES IRAKIENS AU PAKISTAN CONTINUENT LEUR LUTTE (Al-Ghad Ad-Dimouqrati N° 68 - 6.89)

LA LEGITIMITE DE LA CONDAMNATION A MORT ET DE SA MISE EN APPLICATION SOUS L'ERE DE SADDAM... (Résolution N° 700, date: 27.8.88)

COMITE INTERNATIONAL DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE (Pages 90-91)

LES NATIONALISMES REFONT SURFACE - COMMENT AIDER LES KURDES? (Herald Tribune 28.6.89)

IRAK: LE GOUVERNEMENT RECONNAIT VOULOIR EVACUER DES KURDES DES REGIONS FRONTALIERES (Le Monde 29.6.89)

TURQUIE: KURDES (Libération 30.6.89)

POINT DE VUE: "Seigneurs du monde, Saigneurs du tiers-monde", par Renaud, chanteur (Le Monde 30.6.89)

UN BEAU PAYS - LA MANIERE BRITANNIQUE - A LA RECHERCHE DE SOLUTIONS (Exile Monthly Newsletter of the British Refugee Council 6.89)

«LA SYRIE ABRITE ET SOUTIEN FINANCIERMENT LE PKK ET LES TERRORISTES DE CETTE ORGANISATION SONT DIRECTEMENT FORMES PAR LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES DE SYRIE» affirme le Guide de terrorisme international publié par le Département d'Etat américain (Cumhuriyet 13.4; Tercüman 14.4)

LA COUR DE SURETE DE L'ETAT ACQUITTE LES JOURNALISTES DU QUOTIDIEN MILLIYET QUI AVAIENT INTERVIEWE APO, CHEF DU PKK (Milliyet 12.4)

OPERATION MILITAIRE CONTRE LES KURDES EN IRAK. - La ville de Qala Dizeh, située à la frontière iranienne, encerclée. Ses habitants sont sommés de l'évacuer (Milliyet 15.4)

FARANDOLE EN COMPAGNIE DES CHANSONS KURDES A L'UNIVERSITE D'EDIRNE (En Turquie) - 8 étudiants gardés à vue par la police (Hürriyet 16.4)

LE PARQUET DE DIYARBAKIR OUVRE UNE INFORMATION CONTRE 4 DEPUTES KURDES ACCUSES DE CRITIQUER LA REPRESSION MILITAIRE ET LA MISE SUR PIED DES MILICES PAYSANNES (Tercüman 18.4)

TENSION ET CONFUSION DANS LE NORD DE L'IRAK -Le régime irakien qui voulait déporter les Kurdes vers le Sud renonce à son projet, mais la tension reste vive dans la région (Hürriyet 18.4)

COUP DUR CONTRE LE PKK: 7 militants tués à Siirt par les forces de l'ordre (Tercüman 21.4)

UN GROUPE DE PESHMERGAS TRAVAILLE POUR LE COMPTE DU PKK (Tercüman 25.4)

LES BANDITS DU PKK MITRAILLENT UN TRAIN, MAIS AUCUN MORT (Cumhuriyet 25.4)

50 PROTECTEURS DEPOSENT LES ARMES (Tercüman 26.4)

L'AFFAIRE DES "EXCREMENTS" (QUE L'ARMEE TURQUE A FAIT AVALER AUX PAYSANS KURDES) DEVANT LA COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (Milliyet 3.4, Hürriyet 12.5)

ECHAUFFOUREES ENTRE LES ENFANTS DES DEPUTES TURCS ET KURDES A PROPOS DES CASSETTES DE LA MUSIQUE KURDE (Tercüman 27.4)

D'APRES UN GUIDE DE L'ARMEE DE TERRE SUR UNE POPULATION ETUDIEE DE 879.560 KURDES, 539.840 SONT NATIONALISTES KURDES ET "NON FIALES" (2000'e Dođru 7.5)

"L'EXODE BLANC" DES PAYSANS KURDES VERS LA TCHOUKOUROVA(LA CILICIE) (Tercüman 9.5)

LE DESESPoir DES REFUGIES (KURDES). - Ils attendent dans les camps, sans savoir exactement quoi. Le retour dans leur pays? L'expulsion? L'asile dans un autre pays? L'asile politique en Turquie? (Cumhuriyet 10.5)

LES KURDES A LA T.V. FRANÇAISE (Milliyet 12.5)

QUI DIT LA VERITE? LA TELE FRANÇAISE OU VEYSI? (Hürriyet 12.5.89)

SEMRA ÖZAL A ANNULE SA VISITE A PARIS. ELLE A AINSI PU ECHAPPER AUX MANIFESTATIONS DE PROTESTATION (Milliyet 13.5)

CONFLIT ENTRE KURDES ET TURCS DANS LE QUARTIER RESIDENTIEL RESERVE AUX DEPUTES (Nokta 15.5)

CREATION D'UN FRONT UNI DU KURDISTAN IRAKIEN. LES PESHMERGAS DE BARZANI ET DE TALABANI PASSENT A L'ATTAQUE (Milliyet 14.5)

LA POLICE NIE LA PRATIQUE DE LA TORTURE A CIZRE ET INTENTE UN PROCES CONTRE LES AVOCATS DES VICTIMES ET LE JOURNAL CUMHURIYET (Cumhuriyet 15.5)

UNE LYCEENNE DE 17 ANS DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT POUR SEPARATISME. SON CRIME: AVOIR DECLARE EN CLASSE QUELLE EST KURDE ET VEUT TRAVAILLER POUR SON PEUPLE (Cumhuriyet 18.5)

LA PLAINTe DES MAIRES DE 5 VILLAGES D'URFA: "Les milices pro-gouvernementales sèment la discorde et l'animosité entre les tribus (Milliyet 18.5)

LOBBY KURDE EN ALLEMAGNE. Les Kurdes ont réussi à se faire admettre comme minorité (Milliyet 18.5)

LE PKK A ENLEVE 20 OUVRIERS (Milliyet 18.5)

LES PETITS GENERAUX DE HAKKARI. LES MILITAIRES SE COMPORTEnt COMME EN PAYS CONQUIS (2000' e Doğru 21.5)

PIEGE TRAITRE DU PKK A ELAZIĞ: 4 soldats et 4 terroristes ont été tués. A Şemdinli 7 militants du PKK et 5 soldats trouvent la mort (Hürriyet 24.5, Cumhuriyet 27.5)

NOUS AVONS ETE POIGNARDES!: L'interprète de Mme Mitterrand a mal traduit. - Un pluie de requêtes adressées à Mme Mitterrand (Günaydin 3.5 et Güneş 4.5)

37 PERSONNES GARDEES A VUE A SIIRT (Cumhuriyet 2.6)

2 TERRORISTES ONT ETE TUES A HAKKARI (Hürriyet 3.6)

DANS SES AVEUX DE 99 PAGES, ÇELIK, MEMBRE DU PKK: «Au cours de nos actions nous avons tué 79 personnes » (Cumhuriyet 3.6)

ÖZAL: "MOI AUSSI JE POURRAIS AVOIR DU SANG KURDE" (Hürriyet 6.6)

DES AFFRONTEMENTS AU NORD D'IRAK (Hürriyet 6.6)

LE PREFET DES REGIONS D'ETAT D'URGENCE DECLARE QUE LES "PROPOS DU PKK SONT EXAGERES" (Cumhuriyet 8.6)

CONFERENCE DE PRESSE DU PKK A BRUXELLES: «NOUS AVONS TUE 250 SOLDATS TURCS» (Milliyet 8.6)

BREVE INTERVIEW AVEC COSTA GAVRAS: "Je ne comprends pas pourquoi Yilmaz Güney est interdit" (Cumhuriyet 11.6)

MONUMENT DEDIE A HALABJA A DIYARBAKIR (Cumhuriyet 6.6)

Les 2000 personnes intoxiquées par le "pain empoisonné" sont en cours de soins. - DISCUSSION DANS LES CAMPS DE REFUGIES (Cumhuriyet 14.6)

BOMBE DANS LES LOCAUX DE M.I.T (services secrets turcs) A CIZRE (Cumhuriyet 14.6)

TORTURE EN VIGUEUR (Hürriyet 16.6)

Le responsable d'Amnesty International pour la Turquie: «LES BOURREAUX SONT PLUS PRUDENTS MAINTENANT» (Cumhuriyet 17.6)

2000'e Dođru (hebdomadaire turc) retiré de vente. - Explosion de mine à Eruh: 1 mort (Cumhuriyet 20.6)

L'EX-PORTE-PAROLE DU PKK YILDIRIM EST EN COLERE: «APO AURA UNE FIN» (Milliyet 23.6)

LES JOURS QUE L'ON VIT (Cumhuriyet 23.6)

L'INJUSTICE DES BULGARES N'A PAS ETE ADMISE A L'ORDRE DU JOUR DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE - INÖNÜ, BATTU PAR LE LOBBY KURDE (Tercüman 23.6)

DEVENIR ETRANGER... (Cumhuriyet 24.6)

«45 ARRETES» (Milliyet 24.6)

LE PKK A TUE UN OFFICIER ET 10 SOLDATS A ŞIRNAK. - 11 MARTYRS DANS UNE EMBUSCADE (Milliyet 24.3)

LE JUGE D'ERUH SE MET EN ACTION - ENQUETE SUR LES DISPARUS (Cumhuriyet 24.6)

FUSILLADE CONTRE UNE VOITURE - LE PKK A TUE ENCORE 5 PERSONNES (Milliyet 25.6)

Accusations du Daily Telegraph: «LES PESHMERGAS ONT ETE EMPOISONNES» ( Hürriyet 26.6)

ACCUSATION: TORTURE DE KURDES (Cumhuriyet 27.6)

UN RAPPORT FRUSTRANT DE LA CIA... «LE PKK EN PREPARATION D'UNE GUERRE CIVILE» (Hürriyet 26.6)

L'AMBASSADEUR D'IRAK A ANKARA ACCUSE: «C'EST BARZANI QUI A MIS LE POISON» (Tercüman 28.6)

BOTAN DANS LE TRIANGLE DE LA TERREUR: "QUE L'ETAT SE SOUVIENNE DE NOUS" (Hürriyet 29.6)

TROIS SOLDATS ET 5 AUTRES FURENT TUES A DARGEÇIT - LE PKK A ATTAQUE ENCORE (Cumhuriyet 30.6)



## PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cartes géographiques, cassettes et cartes postales. Vous en trouvez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

### LIBRES

<u>EN FRANÇAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif.....	40 FF
	DOSSIER KURDISTAN (Têkoşer) .....	40 FF
	MEMOIRE DU KURDISTAN, J. Blau .....	60 FF
	CONTES KURDES .....	35 FF
	LES KURDES, B. Nikitine .....	150 FF
	LES KURDES, Terre des Hommes .....	15 FF
	TURQUIE, Défis de Justice, Amnesty International .....	25 FF
<u>EN ALLEMAND</u>	KURDISCHE VOLKDICHTUNG, Thomas Bois.....	20 FF
	KURDISTAN UND DIE KURDEN (I.Ch. Vanly) 1-2-3 .....	40-50-70 FF
<u>EN ANGLAIS</u>	PEOPLE WITHOUT A COUNTRY (Les Kurdes et le Kurdistan).....	200 FF
	DESTROYING ETHNIC IDENTITY Kurds of Turkey, Helsinki Whatch .....	60 FF
	THE LEGAL CONCEPT... The Kurdish Question, Fuad Hussein .....	25 FF
	KURDISH OBSERVER .....	15 FF
<u>EN FLAMAND</u>	LIED DER AARDE, Medenî Ferho .....	20 FF
	CIGERXWÎN, POEZIE UIT KOERDISTAN .....	20 FF
	JÎYANA KURDAN, (Bilingue, kurde-flamand) .....	30 FF
<u>EN ARABE</u>	BITULAT AL-KURD, Djasim Djelîl .....	40 FF
<u>EN ITALIEN</u>	LA LINGUA KURDA .....	20 FF
<u>EN TURC</u>	ŞIVAN'IN SEVDASI, Mahmut Baksi .....	30 FF
	ŻAZACA-KÛRTÇE SÖZLÛK, Malmîsanij .....	85 FF
	BİR KÛRTLE KONUŞMA, Adonis Buduris .....	30 FF
	BÜYÜK ANAYURT ŞAVAŞINDA KÛRTLER, H.M. Çetoev .....	35 FF
	KÛRT MİLLİYETÇİLİĞİ VE Dr. A. CEVDET, Malmîsanij .....	35 FF
	KÛRDİSTAN'DA DİRENİŞ .....	35 FF
	MEDYA GÜNEŞİ (revue) .....	15 FF
	ÖZGÜR GELECEK (revue) .....	15 FF
	KÛRT MÛLTECİLER (M.Ali Aslan) .....	40 FF
	ÇAĞDAŞ TÜRK EDEBİYATINDA KÛRTLER (Rohat) .....	40 FF
<u>Cartes Postales</u>	NOIR et BLANC .....	2 FF
	COULEUR .....	3 FF
<u>Vidéo-Cassette</u>	Y. GÜNEY ET SON PAYS (en version kurde ou turc, 112 minutes).....	250 FF
<u>Cassettes de Musique</u>	NİZAMETTİN ARIÇ (Feqîyê Teyra-n° 2,3,4,5,6 7) .....	35 FF
	BARAN (n°3-4) .....	35 FF
	MAZHAR (Awazî Kurdî) N°2-3-4 .....	35 FF
<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY .....	10 FF
	INAUGURATION DE L'INSTITUT .....	20 FF
<u>PUBLICATIONS DE L'INSTITUT</u>	HÊVÎ, Revue littéraire en kurde, (n° 1 à 6).....	50 FF
	STUDIA KURDICA, N°1 en arabe et persan, n°2 en arabe n° 3 en turc n°4 persan n°5 français (N°5 = 60 FF) .....	40 FF
	Bulletin de liaison et d'information, le numéro: .....	25 FF
	Carte géographique du Kurdistan, en kurde (125x80 cm.) .....	100 FF
	Carte géographique du Monde, en kurde (125x80 cm.) .....	100 FF

## PUBLICATIONS EN KURDE

<u>EN</u>	Ji Tefsîra Quranê, Kamûran Bedirkhan .....	40 FF
<u>KURMANCÎ</u>	Em hîn dibin, Grammaire Kurde, A. Cantekin .....	25 FF
	Berhem, revue culturelle .....	15 FF
	Mirina Kalekî Rind, roman, M. Uzun .....	40 FF
	Hêsîr û Baran, Bavê Nazê .....	30 FF
	Dengê Roja Dîl - Poetry, Derweş Ferho .....	30 FF
	Girtî, roman, Firat Cewerî .....	55 FF
	Komara Demokratîk a Kurdistan "Mahabad", K. Hûsamî .....	30 FF
	Em û Pirsî Me, Ş. B. Sorekli .....	30 FF
	Gundike Danî, M. Baksi .....	60 FF
	Wenda bûn, Ş. B. Sorekli .....	40 FF
	Jiyana Rewşenbîrî û Siyasî ya Kurdan, Dr. Celîlê Celîl .....	40 FF
	Dîwana Rûhî, Şêx Abdurahmanê Aktepî .....	40 FF
	Roja Nû, revue culturelle .....	15 FF
	Têkoşer, revue culturelle .....	15 FF
	Çarçira, revue culturelle .....	20 FF
	Mîrku, revue humoristique, (n° 1, 2 & 3) .....	15 FF
	Îsot, revue humoristique (n° 2,3,4 5) .....	15 FF
	Zengil, revue humoristique .....	15 FF
	Ronahî de 1942 à 1945 les frères Bedirkhan, réédition .....	100 FF
	Roja Nû de 1943 à 1946 les frères Bedirkhan, réédition .....	100 FF
	Rojnamegeriya Kurdî (1908-1981) Malmîsanij & M. Lewendi .....	80 FF
	Şairên Klasîk ên kurd, Abdulreqîb Yûsuf .....	30 FF
	Hawar (1-9) réédition, C. Bedirkhan .....	100 FF
<u>EN DUMILI</u>	Na xumxum a..., Keyo Berz .....	35 FF
	Herakleitos, Malmîsanij .....	20 FF
<u>EN SORANÎ</u>	Halwest, Zencîra Hawar, n° 1 & 5 .....	30 FF
	Çîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullah .....	25 FF
	Du taqlayî bê sut, S. Galib Abdullah .....	30 FF
	Peyv, revue périodique du Centre Culturel Kurde de Londres .....	40 FF
	Komara Kurdiyekey Mahabad, A. Roosewelt .....	30 FF
	Gerran le Behcet Hîkmet, poésie, Kenan Medhat .....	40 FF
	Yekgirtin, revue périodique du Centre Culturel kurde de Danemark .....	40 FF
	Zerdik, poésie, Ahmedê Mela .....	40 FF
	Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes en Suède .....	30 FF
<u>LIVRES</u>	Keça Şerrût Lotta, Astrid Lindgern .....	40 FF
<u>D'ENFANTS</u>	Spî û reş .....	40 FF
	Bavo were derve ! .....	40 FF
	Emîl mîha nîvçe .....	40 FF
	Nebezê li çiyayê mazi .....	40 FF
	Şev baş Alfons .....	40 FF
	Kundirê helez .....	40 FF
	Tuân .....	40 FF
	Masiyê reşê piçûk, Samed Behrengî .....	30 FF
	Pênc saherên me, Ahmet Cantekin .....	15 FF
	Hirç û Daristan, Ahmet Cantekin .....	15 FF
	Qeşmer, Ahmet Cantekin .....	15 FF
	Panda, Ahmet Cantekin .....	15 FF
	Helîn .....	10 FF

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

N° :.....

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde  
Je vous envoie un chèque de .....FF.

Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut.  
Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (France) ou 265 FF pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

## BON DE COMMANDE "HÊVÎ" (revue culturelle en langue kurde)

N° :.....

Je souhaite recevoir .....exemplaire(s) de HÊVÎ, au prix unitaire de 50 FF  
(France), (Etranger 60 FF.)

Je souhaite m'abonner à HÊVÎ (2 numéros par an), abonnement annuel  
100 FF (France), (Etranger 120 FF.)

je vous adresse mon règlement de .....FF par  cheque bancaire,  chèque postale,  mandat-  
lettre,  mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,  
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

## BON DE COMMANDE "STUDIA KURDICA" (étude kurde, en arabe, persan, turc, français)

N° :.....

Je souhaite recevoir .....exemplaire(s) de STUDIA KURDICA,  
en langue.....au prix unitaire de 40 FF. (France), (Etranger 50 FF)  
(le numéro en français au prix unit. de 60 FF, (Etranger 70 FF)

je vous adresse mon règlement de .....FF par  cheque bancaire,  chèque postale,  
 mandat-lettre  mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,  
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :



Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE** 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél.: (1) 48 24 64 64

101st Congress  
1st Session

JOINT COMMITTEE PRINT

S. Prt.  
101-3

**COUNTRY REPORTS ON HUMAN  
RIGHTS PRACTICES FOR 1988**

**R E P O R T S**

SUBMITTED TO THE

**COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS  
U.S. SENATE**

AND

**COMMITTEE ON FOREIGN AFFAIRS  
U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES**

BY THE

**DEPARTMENT OF STATE**

**IN ACCORDANCE WITH SECTIONS 116(d) AND 502B(b) OF THE  
FOREIGN ASSISTANCE ACT OF 1961, AS AMENDED**



**FEBRUARY 1989**

**Printed for the use of the Committees on Foreign Relations and Foreign  
Affairs of the Senate and the House of Representatives respectively**

**U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE**

90-641

**WASHINGTON : 1989**

**For sale by the Superintendent of Documents, Congressional Sales Office  
U.S. Government Printing Office, Washington, DC 20402**

90-641 - 89 - 1

Turkey, a functioning democracy, is a republic with a multiparty parliamentary system and a relatively strong presidency. Prime Minister Turgut Ozal's right-of-center Motherland Party won a 5-year mandate in national elections held in late 1987.

The Turkish National Police in the cities and the Jandarma in the countryside are responsible for maintaining public order. In 1987 the Government lifted martial law in the last five provinces where it had been in effect. A legal "state of emergency" continues to exist in eight provinces in the southeast, where the Turkish Government is combating armed Kurdish separatists. The state of emergency allows the civilian governors to exercise some martial law powers.

The Government has liberalized the economy in recent years and given it a strong free market, export orientation. The economy is rapidly expanding, and the gross national product in 1988 grew at a rate of between 7 and 8 percent. Unemployment and inflation, however, remain serious problems.

Turkey continued to make progress in the observance of human rights in 1988. In January Turkey became the first country to ratify the Council of Europe Convention for the Prevention of Torture. In August 1988, it ratified a similar U.N. convention. By becoming party to these conventions, Turkey for the first time accepted the role of outside observers in investigating allegations of torture in Turkey and monitoring Turkish places of detention.

There were fewer allegations of torture in 1988 than in preceding years. Nevertheless, some charges of torture persisted and were reported in the press. The existence of a legal framework that allows lengthy incommunicado pretrial detention creates both an opportunity for abuse and makes it difficult to prove or disprove charges of mistreatment and torture that do emerge.

Turkish law limits the extent to which minorities can express distinct or separate identities (the word "minorities" throughout this report refers to groups which comprise less than one half of the population and is devoid of political connotation). Amid deeply rooted feelings regarding potential threats to the integrity of the State, Turks are extremely sensitive to suggestions that they have an obligation to provide autonomy to any of the groups which make up the intricate mosaic of Turkish society. The Government only recognizes non-Muslim groups, as mentioned in the Lausanne Treaty of 1923, as minorities. It restricts the separate cultural identity of Muslim groups, such as Turkish Kurds. Publishing materials in Kurdish or writing about Kurdish history has resulted in imprisonment, and even the singing of Kurdish songs in public performances has been prohibited. In 1988, however, the Government did permit, for the first time, the sale of cassettes containing songs in Kurdish.

In the late summer of 1988, the Turkish Government undertook a major humanitarian effort when it gave refuge to 60,000 Iraqi Kurds, who had fled across the border into Turkey. By year's end almost 40,000 remained.

Some inhibitions on full press freedom continue to exist, but the press is active and freely criticizes the Government.

Over the past few years, journalistic practice and court decisions have steadily expanded the scope of press and individual freedom of expression.

#### RESPECT FOR HUMAN RIGHTS

Section 1 Respect for the Integrity of the Person, Including Freedom from:

##### a. Political Killing

There were no known unlawful killings instigated by government or political opposition groups in 1988.

Since 1984 a small number (perhaps 3,000) of Kurdish separatists, mostly members of the illegal Marxist Kurdistan Workers Party (PKK), have conducted a campaign of terrorism in southeast Turkey against security forces as well as fellow Turks of Kurdish origin who do not support them, causing 1,400 deaths, most of them civilian. The Government in 1988 made major strides in combating the campaign, both through improved coordination of the security forces and the creation of better economic conditions for the inhabitants.

##### b. Disappearance

There were no known disappearances caused by government forces.

##### c. Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment

Article 17 of the 1982 Turkish Constitution states that "no one shall be subjected to torture or ill treatment incompatible with human dignity." Nevertheless, there were credible allegations of torture and other mistreatment during 1988, though at a reduced level compared to past years.

In one case, Turkish Christians, detained by Turkish security forces for alleged proselytizing during the spring and summer of 1988, were victims of police brutality and some of their non-Christian cellmates were more severely abused. According to one credible report, one man was beaten, subjected to cold water hoses, and hung from a bar running under his arms with his hands tied behind him.

An Amnesty International report written in June 1988 alleged several incidents of torture, including the reported sexual abuse of 16-year-old Saadet Akkaya in April in Istanbul Police Headquarters. Miss Akkaya reportedly lodged a formal complaint against the police.

Other charges were levied by two members of Turkey's opposition Social Democratic Populist Party (SHP). In January an SHP deputy from the southeast asserted that torture was systematic in the Erzurum Military Prison. In late August, SHP Chairman Erdal Inonu asserted that torture was a continuing phenomenon in Turkey, but he did not offer any specifics. In September an SHP deputy from the same area claimed that a man whose body had been returned to his family by the Jandarma—who said the man had been killed by Kurdish separatists—had actually been tortured to death by the police. As reported by the opposition deputy, a police autopsy showed the man had been killed by gunfire from PKK members, while a second autopsy ordered by the family showed the man had been tortured before he died. In December a

TURKEY

matter, among other things. Stringent new prison regulations were issued on August 1, leading to hunger strikes in 13 prisons. The strikes, during which prisoners refused prison meals but not other forms of sustenance, ended after negotiations in early December which relaxed some of the new regulations. One important reform allows the family members of prisoners who do not speak Turkish to converse during visits in their own language. This change constituted an important step for Turks of ethnic Kurdish origin living in eastern Turkey. (See also Section 5.)

d. Arbitrary Arrest, Detention, or Exile

Except in limited circumstances, such as when a person is caught in the act of committing a crime, a judge must issue a detention warrant to the prosecutor if a person is to be incarcerated. This can lead to at least 2 weeks of incommunicado detention.

In the eight provinces under a legal state of emergency, the governor (or regional governor) may authorize initial detention of a person for up to 30 days without charge. Once formally charged, a detainee is arraigned before a judge and is allowed to retain a lawyer.

A proposed revision of the criminal code under consideration by the Government would accord suspects the right to obtain and have access to a lawyer from the outset of detention. Under existing legislation, a detainee's next of kin must normally be notified "in the shortest time." A detainee does not have a right to bail; the arraignment judge may release the accused on presentation of an appropriate guarantee, or order him held in preventive detention if the court determines that he is likely to flee or destroy evidence.

The Constitution specifies the right of detainees to request "speedy conclusion of arraignment and trial." Nevertheless, judges have ordered a significant number of persons detained while their cases progress, sometimes for a period of years. While many of these cases involved persons accused of violent crimes, others involved membership in illegal organizations.

There is no formal exile. The Government has refused to renew the passports of a number of Turks working abroad who have refused to return home to face court charges or perform military service. These persons may apply to the Interior Ministry for permission to return to Turkey. According to a 1987 report, about 14,000 Turks living abroad (most of them in West Germany) have been denied passports for these and other reasons. In a well-publicized incident, eight Turks tried to enter Turkey on December 17. Five were refused entry on the grounds that they had lost their citizenship; the other three were detained pending investigation of outstanding charges against them. Two were later released. All were allowed to contact lawyers and hold press conferences.

Some human rights observers continue to assert that Turkish detention facilities contain many political prisoners or prisoners of conscience. The authorities detained many persons following the 1980 military intervention, including many charged with acts of violence. Early release under the "Execution of Sentences Act" for those convicted of crimes, and the conclusion of most of the mass trials dating from the same period, in which courts have distinguished carefully

TURKEY

delegation of SHP members travelling in eastern Turkey publicized an incident in Kars province in which three Jandarma officers allegedly tortured seven villagers while investigating a murder stemming from a local blood feud. According to press reports, two victims were hospitalized.

The President of the Istanbul chapter of the Human Rights Association charged that inmates of Bursa prison, including Hasan Fikret Ulusoydan, a Communist writer, were beaten in late September. The beatings led to a widely publicized hunger strike. In December the President of the Ankara chapter of the Human Rights Association announced that three students (two of whom accompanied him to the press conference) had been beaten and hung by the arms after being detained for hanging posters and distributing leaflets. They were later released by a judge.

The Government in January 1988 became the first country to ratify the Council of Europe Convention for the Prevention of Torture. In August it ratified a similar U.N. Convention Against Torture. In taking these actions, the Government accepted the legitimate role of outside observers in investigating torture allegations in Turkey and monitoring Turkish prison conditions. In September a U.N. rapporteur conferred in Turkey with government officials and visited prisons in Istanbul and Ankara.

Current Turkish legal procedures permit incommunicado detention of suspects for up to 15 days upon court order and up to 30 days in cases to be tried in a state security court. It is during this period of detention that most alleged acts of torture are said to occur. Turkish human rights activists and foreign observers alike agree that ending this practice of incommunicado detention and allowing lawyers and family access to prisoners during these periods of detention would be one of the most effective ways of assuring that torture does not occur. Proposed revisions to the criminal code under consideration by the Government would allow immediate access for lawyers.

Observers note that the current system creates a situation in which allegations of torture are difficult to prove or disprove. This was clearly demonstrated in the case of Haydar Kutlu and Dr. Nihat Sargin, leaders of Turkey's outlawed Communist Party, who were arrested in November 1987 after their voluntary return to Turkey. After being held incommunicado for several weeks, the two claimed they had been tortured. They also said that all signs of torture had disappeared and that court-appointed doctors would be unlikely to find any marks. Court-appointed physicians did examine them and found no indications of torture. The two continued to repeat their charges as their trials went forward in 1988.

In 1988 a number of officials were convicted of having tortured people in their custody. Izmir policeman Mehmet Sonmez was sentenced to 7 years for the beating death of Ali Guven during an arrest in 1983, but other offenders received lighter sentences. Proposed revisions to the criminal code would double the penalty for murder by torture, classified as manslaughter, from 8 to 16 years.

Turkish prison conditions suffer in comparison with those in many richer countries. In February Prime Minister Ozal announced a series of reforms that increased visiting hours and gave prisoners greater access to television and printed



between violent and nonviolent acts in meting out sentences, have reduced those numbers significantly.

One such mass trial, which began in 1981, ended in late August. Over half of the 800 defendants were acquitted, and 271 received sentences ranging from 1 to 20 years. Of 53 defendants for whom the prosecutor requested death sentences, 46 were given lesser sentences. The defendants, members of a revolutionary group, had taken over a town shortly before the 1980 military intervention and declared it a "liberated zone." It was retaken by the military without loss of life, but the revolutionaries had allegedly executed a number of people during their brief rule.

With regard to forced or compulsory labor, see Section 6.c.

e. Denial of Fair Public Trial

The Turkish court system and judicial procedures are modeled on Italian (criminal) and Swiss (Civil) law codes. Defendants normally have the right to an open trial.

The Constitution declares that judges shall be independent in the discharge of their duties and provides for the security of their tenure. It also prohibits authorities from giving orders or recommendations concerning the exercise of judicial powers. In many instances, charges brought by prosecutors, who are also independent, are dismissed by the courts.

Eight state security courts try defendants accused of terrorism or other offenses against the security of the State, including drug smuggling and membership in an illegal organization. The same standards of evidence and general rules of procedure are required as in civilian courts. A conviction or acquittal in either system may be appealed. If an appeals court overturns a lower court's guilty verdict, the case is sent back to the lower court for reconsideration. If the lower court insists on its original verdict, the case is returned to the appeals court for a binding opinion.

In some cases, particularly capital cases, appeals to the Supreme Court or to the High Court of Military Appeals are mandatory and automatic. If a death sentence is confirmed by an appeals court, it must be approved by the Council of Ministers, then by Parliament, and finally by the President. No death sentence has been carried out since 1984. In September the Chairman of the Parliamentary Justice Committee remanded the dossiers of 287 prisoners sentenced to death to the Parliamentary Archives, effectively commuting their sentences to life.

f. Arbitrary Interference with Privacy, Family, Home, or Correspondence

The Constitution provides for the inviolability of a person's domicile and the privacy of correspondence and communication. Entry by government officials into a private residence and interception or monitoring of private correspondence are permitted only upon issuance of a judicial warrant.

In the eight provinces still under a state of emergency, however, the governor (or regional governor) may empower authorities to search residences or the premises of political parties, businesses, associations, and other organizations

without a warrant. They may also search, hold, or seize without warrant persons, letters, telegrams, and documents.

Section 2 Respect for Civil Liberties, Including:

a. Freedom of Speech and Press

The Turkish press is lively and vigorous. There are many newspapers and periodicals, all of which are privately owned and reflect a wide range of opinion. There is no government newspaper; all papers reflect opposition views to a greater or lesser extent.

While it is permissible to criticize government leaders or policies, the criminal code has provisions to prosecute those who "insult the President, the Parliament, the Government, and the Army." Penalties range from a 3-year minimum sentence for insulting the President to a 6-year maximum for insulting the other branches of government. The criminal code also has longstanding prohibitions on speech or writings considered threatening to the democratic and secular system of government and the security of the State. The proscriptions apply to: advocacy of a government based on class or racial domination (e.g., communism or fascism); the establishment of a theocratic state (e.g., Islamic fundamentalism); or the creation of a separate state on ethnic lines (e.g., Kurdish separatism). Public prosecutors have been vigorous in bringing charges under these laws, and the number of people charged with such violations fluctuates and is hard to estimate but may be several thousand. However, judges have generally been rigorous in examining the evidence in such cases and dismiss most of them.

The former mayor of Samsun was convicted for insulting the President. He was accused of saying that the upper levels of government are occupied by ignorant people whose obsession with women covering their heads is perverse, meaning that he felt that conservative female Muslim students should be allowed to wear headcoverings on university campuses. (The issue has become an important one between secularists and religious fundamentalists. The Higher Education Council has recently permitted headcoverings, but some faculty members have refused to teach students who wear scarves to class.) The mayor's case is being appealed.

Prosecutors sometimes use these laws to harass newspapers. All papers have a "responsible editor" whose only function is to represent it before the courts and bear the penalty if the paper is found guilty. In a number of instances in 1988 fines were imposed, often for obscenity convictions, but no "responsible editor" actually went to jail. In December the editor of a leftist magazine, *Toward the Year 2000*, was sentenced to 1 1/2 years in prison for "having insulted Atatürk" in an article. The case is being appealed, and there are indications that the appeals court will reverse the conviction. Meanwhile, the magazine's "responsible editor," Fatma Yazici, was fined \$75 for the same incident. Yazici, a prominent leftwing journalist, is involved in as many as 30 other court cases as "responsible editor" and could serve many years in jail for sentences currently under appeal or new convictions. So far, however, she has not served any time in jail.

A publisher and reporter of the major daily, *Milliyet*, are currently on trial for having published in 1988 a series of

TURKEY

government consistently discourages it, and anyone engaging in such activities may be detained, investigated, and possibly prosecuted.

In January and February, a series of articles in a mass-circulation newspaper claimed that various Christian groups were trying to convert Turks through such inducements as sex, language lessons, and trips abroad. The police detained some 50 foreign and Turkish Christians throughout Turkey on suspicion of organizing illegal activities. Most of the detainees belonged to evangelical Protestant groups. While some hearings are still pending, the courts have dismissed all cases heard to date. Nevertheless, some foreigners were later forced to leave Turkey when their residency permits or employment contracts were not renewed. Police in Ankara detained a group of foreign and Turkish Christians for a second time in September. The group was held for 7 days, but none of the detainees was charged with a crime. Several Turkish detainees complained of police brutality during their detention, and one was beaten; none of the foreign detainees was mistreated, but consular access was denied.

Although Turkey is a secular state, Turkey's population is overwhelmingly Muslim. Instruction in "religious culture and moral education" in accordance with a state-prepared curriculum is compulsory for all Muslim students. A recent decree combined the practical and theoretical aspects of this curriculum but also stated that non-Muslims can attend such classes only with written permission of their parents. This superseded a 1986 Education Ministry decree to the effect that non-Muslims had to attend classes in general religious instruction but were excused from the practical sections, which included memorization of Koranic verses and instructions in prayer.

d. Freedom of Movement Within the Country, Foreign Travel, Emigration, and Repatriation

There is freedom of movement within Turkey, and Turks are generally free to travel abroad. The Constitution provides that a citizen's freedom to leave may be restricted on account of the national economic situation, civic obligations (generally military service), or criminal investigation or prosecution.

In April, the Government eased some of the regulations governing passport issuance. Critics, however, point out that while the reforms made it easier for people who had been convicted on criminal charges to obtain passports, the reform has not been fully applied to people accused or convicted of having advocated a government based on class or religion. There is also evidence that some people under indictment for such offenses, as well as others under no indictment at all, are unable to obtain passports or only get them after lengthy delays.

Turkey has resettled approximately 4,500 Afghan refugees in recent years. In the late summer of 1988, it generously provided temporary refuge to some 60,000 Iraqi Kurds. It also provides two temporary settlement facilities for East European refugees. Though the Turkish Government does not grant Iranians refugee status, Turkey serves de facto as a country of first asylum and safehaven for many Iranians. Before the current ceasefire in the Iran/Iraq war, there were an estimated 500,000 Iranians in Turkey, mostly in Istanbul and other large

TURKEY

interviews with a Kurdish leader advocating separatism. It is widely expected that they will be acquitted or, at most, receive a relatively minor fine. The editions of the newspaper containing the interviews were seized by authorities before reaching the newsstands. A book reprinting a series of articles legally published in 1966 on Kurdish life in eastern Turkey was banned. The books were reportedly physically destroyed, and charges were brought against the publisher. The case had not yet been heard at year's end.

Judicial rulings in 1988 affecting freedom of the press have consistently favored more freedom. This is one reason why, despite the possibility of prosecution, the press constantly tests the laws. Government prosecutors continued to use some statutes to harass the press and were at times effective in doing so; but the courts, for the most part, continued to come down on the side of free expression and to expand the bounds of press and individual freedom.

Turkish Radio and Television (TRT) is a government monopoly. Despite fairly extensive coverage of the activities of opposition leaders and their parties, opposition figures complain TRT's broadcasts and news coverage have a strong pro-government bias. A government commission apportions party access to television and radio during election and referendum campaigns based on the percentage of parliamentary seats they presently hold. Works of certain leftist and Kurdish performers and writers are said to be banned from broadcast on TRT for political or cultural reasons.

b. Freedom of Peaceful Assembly and Association

Peaceful assemblies are permitted with prior permission from the authorities. Such requests are generally granted, but assemblies are restricted to sites chosen by the authorities.

The Law on Associations reflects concern over the involvement of some organizations in the violence which preceded the military intervention of 1980. It prohibits associations from having ties to political parties or engaging in political activity. The Government closely monitors association activity. Associations must submit their charters for government approval before they are allowed to form.

Academic freedom is circumscribed in that the Constitution and the Political Parties Law prescribe student and faculty involvement in political activities. These prohibitions stem from concern over university involvement in pre-1980 violence. Political parties may not form youth branches. Students and professors may, however, participate in politics and political parties as individuals, and a number of academicians have been elected to Parliament.

For a discussion of freedom of association as it applies to labor unions, see Section 6.a.

c. Freedom of Religion

Turkey is a secular state. The Constitution provides for freedom of belief, freedom of worship (if in a public building, the building must be specifically designated for this purpose and approved by the State), and private dissemination of one's religious ideas. It is illegal, however, to advocate the establishment of a theocratic state. Systematic proselytization is a legal gray area but the

TURKEY

The November 1987 parliamentary elections, a 36-percent plurality of the popular vote provided Prime Minister Ozal's Motherland Party 292 seats in the 450-person Parliament.

The Constitution provides equal political rights for men and women. There are currently six female Members of Parliament, one of whom is the Minister of Labor. Several women hold important positions in the party hierarchies. Members of minorities, Muslim and non-Muslim, face no legal limitations on political participation as long as they accept Turkish national identity and do not form "exclusive" parties. For example, many Turks of Kurdish descent serve in the Parliament, the Cabinet, and senior government posts.

Section 4 Governmental Attitude Regarding International and Nongovernmental Investigation of Alleged Violations of Human Rights

The Government's attitude toward private organizations monitoring human rights situations is ambivalent. Their representatives are free to come, but the degree of official cooperation extended to them varies and reflects, at times, clear resentment over what the Government perceives as "unfair" reporting by such groups following visits to Turkey.

A nongovernmental Human Rights Association has been active since its charter was officially approved in 1987. It has opened branches in provincial cities, and organizes discussions, publications, rallies, and petitions. It gathered 150,000 signatures in support of the abolition of the death penalty and a general amnesty for all political prisoners. Because of this campaign, several association officials were charged with having illegally participated in politics in contravention of the law on associations, but they were acquitted in early December.

The Social Democratic Populist Party, the main opposition party, also has a human rights committee and has actively pursued human rights issues in Parliament. In December the Government formed an interministerial working group to coordinate government efforts on human rights matters.

Under the European and U.N. conventions against torture ratified by Turkey, committees or rapporteurs are allowed to visit all places of detention (police stations, civilian and military prisons, mental hospitals, etc.) at any time, following notification to the Government. In early September, a U.N. rapporteur met with government officials and visited a prison in Ankara and a prison in Istanbul.

Section 5 Discrimination Based on Race, Sex, Religion, Language, or Social Status

There is no legal discrimination based on race, sex, religion, or social status. The Constitution proclaims Turkey to be a secular state, regards all Turkish citizens as equal, and prohibits discrimination on ethnic, religious, or racial grounds. The Treaty of Lausanne also guarantees the rights of Turkey's non-Muslim minorities. In many respects, there is also little actual discrimination in Turkey. Many prominent Turks are of Kurdish origin. The tiny Jewish and Christian minorities are heavily represented in business and the professions. There are, however, some problems.

TURKEY

The U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) has raised with the Turkish Government a small number of cases of refoulement of persons who had violated Turkish law.

Section 3 Respect for Political Rights: The Right of Citizens to Change Their Government

Turkish citizens have the right and ability peacefully to change their government, within certain legal constraints. Parties advocating a theocratic state, the superiority or dictatorship of a particular social class or group, or "exclusive" or "elitist" political philosophies are prohibited. Among the political groupings which are effectively barred by these provisions are Communist, Marxist, Islamic fundamentalist, Kurdish, and Fascist parties. These are regarded as inimical to a Western-style democracy and a threat to Turkey's fundamental integrity. Fascists and Communists as individuals are banned from membership in other parties. Members of the armed forces and certain categories of civil servants may not join any political party.

Members of the Communist party, such as Haydar Kutlu and Nihat Sargin, and of Kurdish separatist parties, such as Fatma Unal and Sabri Erbil, are among those held on charges of advocating rule by a particular social class or ethnic group. Kutlu and Sargin voluntarily returned to Turkey in November 1987. Over 400 Turkish lawyers volunteered to defend the two and their trial has occasioned domestic debate over the suitability in a democracy of outlawing Communist parties.

At the time of their arrest, Prime Minister Ozal said that he personally would not object to the legalization of Communist parties of the Eurocommunist type, though he felt that many Turks might not agree. President Evren stated that he could foresee the eventual legalization of a Turkish Communist party, but the time had not yet come. The issue of legalizing the Communist party continues to be a subject of debate in Turkey, with members of several parties calling for an amendment to the Constitution.

Turkey has a multiparty, presidential parliamentary system. The President is elected by Parliament for a single 7-year term. The current President, whose election was approved with the adoption of Turkey's new Constitution in the 1982 referendum, is retired General Kenan Evren, former Chief of the Turkish General Staff and head of the National Security Council which governed Turkey during the period of military rule (1980-83). In 1989, a new President will be elected by the Members of the current Parliament.

Elections for public office are on the basis of mandatory universal suffrage and secret ballot. Turgut Ozal's Motherland Party won a 5-year mandate in the national elections held in November 1987, in which political leaders formerly banned from political activity were allowed to participate following a referendum to this effect in September 1987.

The unicameral Parliament has 450 seats elected on a weighted proportional representation basis. Under a "barrage" system, the Turkish election law excludes parties obtaining less than 10 percent of the total national vote. This measure is intended to prevent political fragmentation and recurrence of the parliamentary paralysis of the late 1970's. The law is structured to assist a party which obtains a plurality of the popular vote to obtain a strong majority in Parliament. In

TURKEY

Under the Treaty of Lausanne, the equality of non-Muslim Turkish nationals with Turkish Muslims is guaranteed. Among non-Muslim religious groups there are some 50,000 Armenians, 20,000 Jews, 6,000 Greek Orthodox, and several thousand Syriac Christians. These groups operate churches, monasteries, synagogues, schools, and charitable religious foundations, such as hospitals and orphanages, but have faced a number of restrictive bureaucratic policies and procedures governing their activities and institutions. In some instances, these problems have been caused by municipal governments which have sought to expropriate, by legal means, real estate owned by religious groups and non-Muslims. Over the last few years, the Ozal Government has been sympathetic to these concerns and has taken a number of steps to alleviate them, particularly in regard to the Greek Orthodox Patriarchate in Istanbul. Nevertheless, a variety of obstacles to the efficient operation of their schools, churches, and seminaries have contributed, along with economic factors, to a dwindling of these minority populations. The population of non-Muslim minority groups has declined steadily over the years to under 200,000 people.

The Government has long been a leader in promoting and protecting women's rights. Their marriage and property rights are guaranteed by laws based on the Swiss civil code. Women have full suffrage and educational rights, have attained high office, and are represented in all professions and institutions, including the law and medicine. Still, in much of the country, particularly small towns and villages, cultural constraints severely limit women's roles in society. Traditional attitudes tend to keep women out of blue-collar jobs, though women do perform certain unskilled and semiskilled labor in factories and farm work. In work sites covered by labor agreements, they receive equal pay.

Section 6 Worker Rights

a. The Right of Association

Most workers have the right to associate freely. Among those who do not have the right to form representative unions are public schoolteachers, civil servants, the police, and the military.

Union officers may serve no more than eight consecutive 3-year terms in a given office. The Constitution requires candidates for office to have worked 10 years in the industry represented by the union. Like other associations, unions must have government permission to hold special meetings or rallies, and police officers must be allowed to attend and record the proceedings of both special and mandatory meetings. The Government protects the person and property of trade unionists.

The 1982 legislation banned unions and their officers from any political activities. The 1988 amendments to those laws clarified the right of unions and their officers to express their views on issues which directly affect their members' economic or social interests, but they did not undo constitutional provisions which forbid any union role in party politics. Unions may not establish organic or financial connections with any political party or other association. In practice, union leaders and the executive board of the Turkish Confederation of Labor (Turk-Is) have undertaken significant political activities. In 1988 Turk-Is campaigned hard against the Government's position in a referendum on the timing of local elections, a clearly political issue. While several

TURKEY

Turkish Governments since Ataturk have sought the assimilation of all ethnic groups residing within the territorial boundaries of Turkey into the mainstream of Turkish society. As a result, a variety of Turkish laws and practices make it difficult for ethnic or religious minority groups to maintain fully distinct or separate identities within Turkish society. Turks feel that to permit such groups to do so could eventually bring the unity of their State into question. Pursuit of this policy has, however, caused social strains, particularly with regard to citizens of Kurdish origin.

Although millions of Turkish Kurds are fully integrated into the political, economic, and social life of the nation, the Government's pursuit of full assimilation has led to the proscription of publication of any book, newspaper, or other material in the Kurdish language. Neither are materials dealing with Kurdish history, culture, and ethnic identity permitted, and there have been instances of arrests of entertainers for singing songs or performing in Kurdish. While some forms of cultural activity are permitted, the foregoing limits on cultural expression are a source of genuine discontent to many Kurds of Kurdish origin, particularly in the economically less developed southeast, where they are in the majority.

There are no legal restrictions on the private use of Kurdish. In addition, as part of his February announcement on prison reforms, Prime Minister Ozal lifted restrictions on allowing Kurdish-speaking prisoners to converse in Kurdish with visitors or lawyers. This brought an end to a widely publicized and resented situation in which some Kurdish prisoners and their families were unable to converse during family visits for want of the ability to do so in Turkish. Turkish laws and regulations insist on the use of Turkish in court, with interpreters provided to those who cannot speak Turkish.

The entire Kurdish issue is one of great sensitivity and controversy for the majority of Turkey's citizens. Early in 1988, a small group of deputies broke a longstanding taboo when they tried to initiate a parliamentary discussion on the condition of Turkish Kurds. The move was rejected by parliamentary colleagues from all political parties, but the attempt constituted an unprecedented public discussion of this issue. The emotions surrounding this problem are heightened by the ongoing Kurdish separatist armed violence in the southeast.

As one way of ameliorating the problems of the southeast, the Government has put great efforts into creating better economic conditions through large-scale economic development programs. Dams have been built to provide irrigation and hydroelectric power. Almost all villages are now electrified. Tractors are common. Virtually every village now has a primary school where children learn Turkish. The introduction of television to rural areas is having a major impact, giving the inhabitants of this area the same access to Turkish-language information and cultural programs afforded other Turks.

Notwithstanding the sensitivity of its internal Kurdish issue, the Government generously afforded refuge to some 60,000 Kurds fleeing chemical warfare in Iraq in the late summer of 1988. Foreign observers praised the Government for providing humanitarian assistance under difficult circumstances.

TURKEY

members of the ruling party called for legal action against Turk-Is, no case arising from its referendum activities has yet been opened against the Confederation.

In some circumstances, the Government may take over the assets of a union or confederation after a lengthy court proceeding. This procedure was used in the case of the Confederation of Revolutionary Workers Unions (DISK), which was dissolved by a military court in a proceeding which began in 1981. At year's end the case was on appeal.

Workers have the right to strike. Turkish law and the labor court system, however, require collective bargaining before a strike. The law specifies a series of steps which a union must take before it may legally strike, and a similar series of steps before an employer may engage in a lockout. Nonbinding mediation is the last of those steps. Once a strike is declared, unions are restricted in the actions pickets may take, as well as the number of pickets they may place at each entrance and exit of a strike site. The struck employer may respond with a lockout. If he chooses to remain open, he is prohibited from hiring strikebreakers or from using administrative personnel to perform jobs normally done by strikers. Unions are forbidden to engage in secondary or solidarity strikes, wildcat strikes, or general strikes. In the peak strike year of 1987, all strikes were peaceful, and all ended in collective agreements. That trend continued in 1988.

The International Labor Organization (ILO) has, for a number of years, considered allegations that Turkish laws contravene the standards of ILO conventions which Turkey has ratified. Several ILO missions have visited Turkey in recent years and suggested significant changes in Turkey's labor laws and Constitution. The May 1988 amendments to the Labor Law addressed some of the ILO recommendations. In November the ILO's Committee on Freedom of Association noted improvements in the existing labor legislation but insisted on several additional major amendments to correct provisions incompatible with freedom of association: specifically, the right to establish organizations without previous authorization; to draw up constitutions and rules and elect representatives in full freedom; and to bargain collectively without government interference.

Turk-Is is affiliated with the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU) and the European Trade Union Confederation (ETUC) and represents Turkish workers at the ILO. The Confederation of Revolutionary Trade Unions (DISK), although dissolved by court action, is still carried as a member of the ETUC, and its legal appeals have been actively supported by all three major trade union internationals: the ICFTU, the World Federation of Trade Unions, and the World Confederation of Labor.

b. The Right to Organize and Bargain Collectively

The right to organize and bargain collectively exists for almost all industrial workers in Turkey. The Constitution, the Labor Law, and the Collective Bargaining, Strike, and Lockout Laws make these rights clear. Most industrial activity is organized, as well as some public sector agricultural activities.

TURKEY

The law favors established unions by requiring that a union must have as members 10 percent of the workers in a given work branch as well as 50 percent plus one of the workers at a given work site in order to become a bargaining agent. There is no agent election. The union submits its membership roll to the Ministry of Labor and requests certification as the bargaining agent. Once certified, the union receives dues, check-off privileges, and compensatory payment from nonunion members. The employer must enter good-faith negotiations with the certified union.

In the organized sector of the economy, collective bargaining is the norm. Even in those sectors in which there is no right to strike (for reasons relating to national security, broadly defined, or in newly established free trade zones) collective bargaining, followed if necessary by binding arbitration, is the rule.

Unions complain that the ban on strikes outside the collective bargaining process makes it impossible to protect members against retribution for organizing or performing other union functions. Charges of employer retribution against union activists may be raised in labor courts, which most employers regard as fundamentally pro-labor. Few incidents of antiunion discrimination are reported.

Although organization and collective bargaining are permitted in newly established, duty-free zones near Adana and Antalya, workers in those zones will not be allowed to strike until 1994 (10 years after the zones were legally established).

Until that date, differences between union and employer which cannot be settled otherwise will be determined by binding arbitration. Workers in these zones are paid in foreign exchange rather than in Turkish currency.

c. Prohibition of Forced or Compulsory Labor

Forced or compulsory labor is not practiced.

d. Minimum Age for Employment of Children

The Constitution and labor laws forbid employment of children younger than 14 years of age and require those above 14 who are in school to have their work hours adjusted accordingly. The Constitution also prohibits women and children from engaging in physically demanding jobs, such as underground mining, and from working at night. The Ministry of Education and Sports enforces the laws effectively in the organized industrial area.

In practice, many children work in Turkey. In the major cities, many young boys shine shoes and sell pretzels and sandwiches on the street. In family-owned businesses, including restaurants, boys visibly younger than 14 work long hours, as busboys. Rural families frequently need the small income their children can generate by working outside the family.

In addition there is an informal and essentially unsupervised apprentice system, in which young boys work at low wages in hopes of learning a trade. Auto repair shops frequently have underage helpers. Girls, because of traditional efforts to shield them from public view, are rarely seen in such circumstances, but many are kept out of school to work at

IRAN\*

Iran is officially an Islamic Republic under the leadership of Ayatollah Ruhollah Musavi Khomeini. Its formal system, based on the Constitution approved in 1980 by popular referendum, follows a parliamentary pattern with a legislature and a president elected from among multiple candidates by universal suffrage. However, only candidates meeting highly restrictive religious and political criteria are permitted to contest elections, and the choice offered to voters is limited. The regime continues to be dominated by a political elite composed of Shi'a Muslim clerics who support Khomeini and of laymen aligned with these clerics. The regime, however, is not monolithic, and there are major differences on theology and economic issues such as private property ownership, government versus private control of foreign trade, industrial policy, and diplomatic strategy.

The regime's hold on power is reinforced through arrests, executions, and other forms of intimidation practiced by an extensive internal security system. Political arrests are made by members of the Revolutionary Guard or, less commonly, by members of komitahs, local neighborhood groups which have assumed a quasi-official role.

Although 10 years have passed since the ouster of the Shah in 1979 and the advent of the Islamic Revolution, the regime still considers itself revolutionary but must grapple with the need to revive the economy and operate political and social institutions, both new and old, in a productive manner. Although Iran is an oil-rich developing country, the disruptions of the revolutionary period and the burden of war have caused serious economic deterioration. Inflation and unemployment remain high, and corruption and black market activities continue to flourish.

The human rights situation continued to be affected by the Iran-Iraq war, despite the August 20 ceasefire. Apart from its toll of hundreds of thousands of casualties, the war has resulted in large-scale destruction of cities and villages and massive population displacement, and in general has had a drastic impact on the quality of life of all segments of Iranian society which will continue to be felt for many years.

Major human rights abuses continued in Iran in 1988. These included at least several hundred political executions, continuing arbitrary detentions, the repression of freedoms of speech, press, and association, and the use of torture in repressing political opposition. Amnesty International (AI), in its 1988 Report covering 1987, described many of these abuses and detailed a wide range of particularly brutal forms of torture. A variety of observers in August and September alleged widespread executions of political prisoners. In October AI reported receiving more reports of political executions in Orumieh and Tabriz and elsewhere.

In October the U.N. General Assembly published the interim report by the Special Representative of the Commission on Human Rights in the Islamic Republic of Iran. The report contains eyewitness allegations of torture and executions.

\*Because of the absence of a United States Mission in Iran, this report draws heavily on unofficial sources.

TURKEY

home, especially in rural areas, and may also be employed while under age in the manufacture of handicrafts and rugs.

e. Acceptable Conditions of Work

A tripartite group made up of representatives of labor, Government, and employers sets an annual minimum wage. On July 1, the monthly minimum wage was raised from \$45 to \$76 at the exchange rate of November 1988. Take-home wages rose from \$30 to \$51 per month. Inflation and rapid devaluation of the Turkish currency against the U.S. dollar had reduced its international value significantly by year's end.

The minimum wage is effectively enforced. Unions argue annually that the minimum wage should be set to reflect the needs not just of the worker, but of a worker and three dependents. Most workers, however, earn considerably more than the minimum wage, which generally is restricted to those new to the work force or those providing temporary or part-time services. It would be difficult for a single worker to live on the minimum without support from other sources, and it would be impossible to raise a family on it. It should be noted, however, that workers also receive a hot meal daily (or a food allowance), transportation to and from work, a fuel allowance, and other fringe benefits which make the salary only about one-third of total remuneration.

The Constitution provides for a nominal 45-hour workweek and mandates a right to leisure. Most unions have bargained for fewer hours in the workweek, both to produce more leisure time and to ensure more overtime, which earns premium pay. Labor law limits the number of overtime hours a worker may be required to work to 270 per year.

Occupational safety and health regulations are nominally mandated by the Constitution. In practice, limitations on financial resources and knowhow, lack of safety awareness, fatalism, and carelessness often lead workers and employers to eschew basic devices, frequently resulting in poor occupational safety and health records. To date, the Government has not carried out an effective inspection and enforcement program.

IRAN

c. Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment

Stories of torture in Iran's prisons are rampant and cover a wide range of inhuman practices. According to various sources, mock executions are a common method of torture, as are threats of sexual abuse of female prisoners and female relatives of male prisoners. Beatings of all kinds appear to be common. Allegedly, prisoners are flogged on the soles of their feet until they can no longer walk; others have had damaged kidneys as a result of being kicked and beaten. Former Iraqi prisoners in Iran's prisoner-of-war camps have reported that Iran subjects prisoners to whippings, random executions, and psychological torture.

Torture apparently takes place in government prisons or in government houses in which prisoners of special interest are held for questioning. Presumably it takes place with the sanction of top officials. The U.N. Special Representative cited tortures such as rape, beating by several guards at once, threats against prisoners' families, and forcing relatives or other prisoners to watch torture.

In its 1987 Report, "Torture in the Eighties," AI expressed concern that torture has become a routine practice in at least some Iranian prisons. In its 1988 Report, covering 1987, AI reported that torture of political prisoners remained widespread and that thousands of people were subjected to lashings and other punishments which constitute torture, or cruel, inhuman, or degrading treatment.

d. Arbitrary Arrest, Detention, or Exile

Although arrests for expression of views critical of or different from those of the Government have decreased during the past several years, opposition to the regime itself or to an Islamic form of government still may lead to arbitrary detention. If there is a formal accusation, the charge is usually subversion, antiregime activities, or treason.

There is also evidence that some persons are arrested on trumped-up criminal charges (for example, on drug charges) when their actual "offenses" are political; the lack of fair trials and other procedural safeguards encourage such a practice.

No judicial determination of the legality of detention exists in Iranian law. AI notes that there is no legal time limit on incommunicado detention. Suspects are held for questioning at local Revolutionary Guard offices or in jails. In some cases an Islamic clergyman is involved; in others, unidentified questioners, sometimes including torturers. It is unclear whether this questioning constitutes a trial by a revolutionary court or whether it is part of the investigation process. Sometimes defendants are released after several hours or days, but the process may be repeated two or three times before the authorities decide that the detainee is innocent or that he is guilty and should be jailed. Time spent in detention does not count toward fulfilling prison sentences.

With regard to forced or compulsory labor, see Section 6.c.

IRAN

RESPECT FOR HUMAN RIGHTS

Section 1 Respect for the Integrity of the Person, Including Freedom from:

a. Political Killing

Reliable statistics were not available on the number of people killed for political or religious reasons in 1988. Because of the lack of basic procedural safeguards for defendants tried in revolutionary courts, which handle virtually all political cases, most of the executions ordered each year by such courts amount to summary executions. It is also difficult to separate cases of executions for participation in violent activities or narcotics trafficking from executions based purely on the defendants' beliefs, statements, and associations, given the regime's practice of cloaking the latter category with charges from the former.

Following their capture during an Iraqi-supported offensive into Iran in August, some members of the Iraqi-based National Liberation Army, the military wing of the Mojahedin, were executed along with some of their supporters.

AI, in an Urgent Action memorandum dated November 8, reported "substantial numbers of political executions in Iran in the last 3 months.... Some opposition groups put the figure at over 2,000," while others put the figure in the hundreds. In December AI published a report alleging the execution of more than 300 people since July, but said the true death toll could number in the thousands. Exact figures, however, cannot be determined.

According to the United Nations Human Rights Commission Special Representative, many opponents of the regime were executed during July, August, and September, including members of the Tudeh Party, the People's Fedayeen Organization, the National Liberation Army, and collaborators with the People's Mojahedin Organization. Many were publicly hanged in cities throughout Iran. AI's December report stated that opposition activists were killed secretly in prisons throughout Iran.

Political violence was also perpetrated by opposition groups, including the Mojahedin-e-Khalq, still the most active antiregime organization in Iran. The Mojahedin organization continues its attacks and operations in Iran against Revolutionary Guards, clergy, and members of the Government.

b. Disappearance

No information is available on the number of disappearances in 1988.

Although there are some cases of long-term disappearance, most disappearances are seldom permanent. People are arbitrarily arrested or carried off, held without charge, and some are summarily executed; the society, however, is not tightly controlled, so a persistent relative can usually determine who was responsible for the arrest and locate the detainee.

IRAN

e. Denial of Fair Public Trial

Most of those arrested have a trial of some sort, and although trials of major opposition figures have sometimes been telecast, no trial by a revolutionary court can be called fair or public. If the trial is given publicity, it is generally because the prisoner has already been forced to confess to crimes.

In his 1988 Report, the U.N. Special Representative noted that individuals he interviewed described their trial in prison as an "extremely summary proceeding" lasting a few minutes. None of the persons had access to a defense lawyer and there was no appeal process. Some of those sentenced were imprisoned beyond the limit of their sentence, in one case 3 years beyond it.

Restraints on arbitrary actions of the revolutionary courts were reportedly severely weakened in 1985 by a government decision to limit the review authority of the Supreme Court. Formerly, all cases decided by the revolutionary courts were subject to review by the Supreme Court, permitting improper decisions to be overturned. But under the 1985 decision the Supreme Court can examine only those cases which are recommended for review by the Supreme Judicial Council, which consists of the Chief Justice, the Prosecutor General, and three mullahs.

The judicial system is further weakened by the fact that revolutionary courts can consider cases formally under the jurisdiction of the civil and criminal courts. Assignment of cases to regular rather than revolutionary courts is haphazard and apparently occurs mainly when arrests are made by regular police. Revolutionary courts can also overturn the decisions of civilian courts.

For common criminal offenses, many elements of the pre-revolutionary judicial system survive, and the accused often have the right to a public trial with benefit of lawyers of their own choosing, assuming they can afford the fee. Even this judiciary is not fully independent, however. Many of the former judges were retired after the revolution, and new judges selected. One criterion for new judges is grounding in Islamic law, and political acceptability is a requirement for any government position. Favorable verdicts reportedly can often be "purchased" from the judges serving on civil and criminal courts and to a lesser degree from judges of the revolutionary courts.

f. Arbitrary Interference with Privacy, Family, Home, or Correspondence

The Government is attempting to remake Iranian society according to Khomeini's interpretation of Shi'a Islam. It rejects the Western distinction between a public sphere which the Government may control and a sphere of private life (religion, culture, thought, and private behavior) which the State may not properly control. The regime defines itself as Islamic and attempts to enforce a way of life asserted to be Islamic.

Since Khomeini's eight-point decree of December 1982, Iranians have enjoyed somewhat greater freedom in their private lives. One of the eight points provided that no one had the right to enter private homes without a warrant. An exception was made

IRAN

for suspected hideouts of opposition groups. The decree did say that if Revolutionary Guards entered a home believing it to be an opposition hideout and found they had made a mistake, they were to depart, even if they had found evidence of un-Islamic activities such as the presence of alcoholic beverages. The decree also stated that mail should not be opened or telephones tapped unless there was good reason to suspect antiregime activities.

While homes are still entered, mail opened, and phones tapped, these violations continue to occur less frequently than in the years before 1982. A Headquarters for the Enforcement of the Imam's Decree was set up, as were a number of provincial and local offices. These offices are said to have received thousands of complaints about violations of rights of privacy.

Special Revolutionary Guard units and neighborhood Komitehs check on social activities. Women whose clothing does not completely cover the hair and all of the body except hands and face, or who wear makeup, are subject to arrest. In 1988, however, enforcement of Islamic morality, including of rules governing dress and appearance, became somewhat more lax.

Section 2 Respect for Civil Liberties, Including:

a. Freedom of Speech and Press

The Constitution states that "publications and the press may express ideas freely, except when they are contrary to Islamic principles, or are detrimental to public rights." In practice, most publications are controlled by the Government; independent publishers run the risk not only of press shutdowns and confiscation of publications and equipment but of arrest and summary punishment if they are overly critical of the regime. Examples of such punishments were sufficiently numerous in past years to have a chilling effect.

All books must be submitted to the Ministry of Islamic Guidance for censorship before they can be published. Publishers, authors, and printers also engage in substantial "self-censorship" before submitting books to the Ministry in an effort to avoid the substantial penalties, including economic losses, incurred when books are rejected.

While there are competing newspapers in Iran, and officials and government policies are often subjected to public criticism, newspapers are forbidden to criticize Khomeini and the concept of the Islamic republic, or to support the right of self-determination for any ethnic groups in Iran. Nevertheless, some independent publishers out of favor with the regime continue to survive, and some books and pamphlets critical of the regime are published without reprisal. Foreign books, newspapers, and magazines may be imported only after review.

All broadcasting facilities are government owned.

There has been greater academic freedom in the last several years, and universities operate under looser constraints. For example, the Islamic credentials of applicants for university posts are not rigorously checked as they have been in the past. Course content is still monitored by on-campus informers, however, and genuine critical debates are impossible. To secure permanent employment, professors reportedly must build a record of cooperation with government



IRAN

non-Muslim minority (300,000-350,000 members), have suffered severe persecution, mainly government-directed and aimed at the religious leadership.

In 1983 the Prosecutor General issued an order that effectively banned all Baha'i religious activity and provided the legal foundation on which virtually all members of the faith can be charged with crimes. Baha'i property has been confiscated, shrines demolished, businesses disbanded or confiscated, and known Baha'is denied public-sector employment and social services. Baha'i marriages are not recognized. Participation by Baha'is in social welfare organizations is forbidden, their businesses are outlawed, and teaching of the faith is not permitted. In 1988 the U.N. Special Representative noted that Baha'is with whom he spoke cited "denial of means of subsistence and of access to higher education" as the most common form of harassment. Although the Baha'i national leaders dissolved the community's organizations in obedience to the Prosecutor General's edict, they subsequently were arrested, and at least some were executed. Many ordinary Baha'is also have been arrested on vague charges.

According to the National Spiritual Assembly of Baha'is of the United States, however, the situation of Baha'is improved somewhat during 1988. No Baha'is have been arrested since February. In addition, the number of Baha'is held in prison was reduced, from roughly 200 in late 1987 to about 129 in 1988. There have been no recent reports of torture of Baha'is. A small number of Baha'is have been issued visas to leave the country. Some Baha'i property confiscated by the Government was returned, although the amount represents a small part of the total seized. Some Baha'i students who had been expelled were allowed to resume their studies. The UNHRC Special Representative reported that persons to whom he spoke said the intensity of the campaign of persecution "had somewhat diminished in the first half of 1988."

It is too early to tell whether this improvement represents a temporary lull or reflects a permanent change in government policy. However, it is clear that the Government has not abandoned its anti-Baha'i policies; widespread discrimination against, and persecution of, the community persists.

The small Christian, Jewish, and Zoroastrian (the pre-Islamic religion of Iran) populations are concentrated mainly in urban areas. Their religions are recognized by the Constitution, and they elect representatives to seats reserved for them in the Parliament. They are permitted to practice their religions, to instruct their children, and--although with a great deal of disruptive interference--to maintain schools.

There continue to be reports of officially sanctioned discrimination against these minorities, particularly in the areas of employment and public accommodations, and of severe discrimination by the Government against Muslims who have converted to Christianity. Other reports indicate growing religious tolerance and readiness to accept employment of minorities in the professions. Nevertheless, Christians are sometimes suspected of harboring sympathies with Western powers, while Jews are seen as pro-Israeli and therefore a possible fifth column against Islam and Iran.

IRAN

authorities over several years. As part of the admissions process, all Muslim students must pass examinations that demonstrate knowledge of the Koran and Islamic precepts. The relatively few Jews and Christians who enter universities reportedly must pass tests demonstrating knowledge of their respective religions. All textbooks are reviewed by government authorities to determine their acceptability.

b. Freedom of Peaceful Assembly and Association

Although the Constitution permits unarmed assemblies and marches "provided they do not violate the principles of Islam," the only ones permitted in practice are those sponsored by the Government, such as Friday prayers and sermons and parades on official occasions.

The Constitution permits political parties, groups, professional associations, and both Islamic and minority religious associations, but most independent organizations have either been banned, co-opted by the Government, or are moribund. Restrictions on freedom of speech and assembly discouraged the participation in the 1984 parliamentary elections of any party other than the semi-official Islamic Republican Party (IRP), now also defunct. In December the Ministry of Interior announced that political parties would be allowed to form soon, provided they meet the regime's religious and political criteria.

For a discussion of freedom of association as it applies to labor unions, see Section 6.a.

c. Freedom of Religion

Iran terms itself an Islamic republic, and religion is closely intertwined with government. Grand Ayatollah Khomeini is recognized as the supreme leader, and this position is viewed as having something akin to divine sanction. The President and many other top officials are mullahs (religious leaders), as are the Speaker of the Parliament and nearly half the Parliament deputies.

Approximately 90 percent of Iranians are Shi'a Muslims. Aside from slightly over 1 percent who are non-Muslims (Baha'is, Christians, Zoroastrians, and Jews), the rest are Sunni Muslims. The Sunnis are mostly Kurds, Arabs, Turkomans, Baluch, and other ethnic minorities. Their political influence is very limited. The Constitution declares that "the official religion of Iran is Islam and the sect followed is Ja'fari Shi'ism," but it also states that "other Islamic denominations shall enjoy complete respect." Although Sunnis have encountered religious discrimination on the local level, the regime has made efforts to reduce Shi'a-Sunni antagonism.

Tests of Islamic knowledge and orthodoxy, required in the early postrevolutionary years for public or semipublic employment, have been dropped on the grounds that they conflict with the constitutional provision that "the interrogation of people regarding their beliefs is forbidden." This provision is ignored, however, in the treatment of members of the Baha'i faith.

The Baha'i religion, an offshoot of Islam, is considered a "misguided sect" by the authorities, and is not officially recognized. Since the revolution the Baha'is, Iran's largest

IRAN

d. Freedom of Movement Within the Country, Foreign Travel, Emigration, and Repatriation

Iranians may travel to any part of Iran, except for the war zone on the border with Iraq and, in times of heavy fighting, some Kurdish areas. Such limitations are for purposes of military security. Persons may change their place of residence without obtaining permission.

Travel outside Iran is considerably easier now than before the spring of 1983. Khomeini's decree of December 1982 included the right to travel abroad. Prior to that time passports and exit visas had been difficult to obtain. However, there are indications that in 1988 airport departure procedures were tightened, while the exit tax was increased sharply.

Males of draft age are not issued exit visas except for approved courses of study, and Iranians who are suspect politically, such as some retired military officers and high level public officials under the former regime, may not be able to leave. Persons who have not repaid loans obtained from development banks under the old regime also are denied exit visas. Reportedly some Iranians, particularly those with skills in short supply and who were educated at government expense, are required to post bonds to obtain exit visas.

Jewish Iranians are permitted to obtain passports and to travel, but they are normally denied the multiple-exit visas given to most Iranians and must make a fresh application (with a fresh fee) for each planned trip. Permission is not normally granted for all members of a Jewish family to travel outside Iran at the same time.

With the exception of some with close ties to the former regime, Iranians are generally able to return after long periods abroad without reprisal. Not all citizens who leave, however, are guaranteed the right to return. Iranians suspected of close association with the old regime have encountered problems obtaining new passports, and there have been unconfirmed reports of arrests on their return.

However, numerous other immediate relatives of persons wanted by the regime seem able to live in Iran, travel outside, and return without undue difficulty, and in recent years many who fled at the time of the revolution have returned and have sought, through the Iranian judicial system, the return of their properties.

Iranian passports have always been stamped "not valid for emigration," but the Government does not make a clear distinction between legal residence in another country and emigration. According to the regulations, Iranians with a legal residence outside Iran may be issued passports and advance exit visas by the Iranian embassy, consulate, or interests section in their country of residence. Iranians who have acquired U.S. citizenship are considered Iranian (in effect dual nationals) unless they have formally renounced their Iranian citizenship in accordance with Iranian law.

Dual nationals have complained that the Iranian Interests Section in Washington will neither give them visas in their U.S. passports nor issue them Iranian passports and exit visas on the grounds that their residence in the U.S. is not legal because, according to Iranian law, they emigrated illegally.

IRAN

Although such services may be denied, there are no known instances of the denial of Iranian citizenship to Iranians who left Iran, or to those who have remained there.

Section 3 Respect for Political Rights: The Right of Citizens to Change Their Government

Iran is ruled by a group of religious leaders and their lay associates who share a belief in Ayatollah Khomeini as the supreme leader of the revolution and in the legitimacy and desirability of a theocratic state based on his interpretation of Shi'a Islam. Citizens are not free to question or to change this theocratic form of government. The only political party represented in the Government--the Islamic Republic Party (IRP)--was disbanded in June 1987 at the request of President Ali Khamene'i (IRP Secretary General) and Parliament Speaker Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani, and with the consent of Ayatollah Khomeini.

Beginning a year after the Shah's departure, the revolutionary regime has held elections at fairly regular intervals for President, Parliament deputies, members of the Council of Experts (responsible for choosing Khomeini's successor), and members of local government councils. All elections have been hard fought, generally with several candidates for every position. All candidates must be approved by the Council of Guardians, however, and only those meeting the Council's vaguely described political and religious criteria may run. In practice, only supporters of the theocratic state are accepted. There has, however, been considerable diversity of opinion among candidates on economic and social questions.

Parliamentary elections took place in April but were marred by charges of vote rigging. New elections for some contested seats took place in October.

The independence of the Parliament is enshrined in the Constitution and exists to a large degree in practice. At least three women serve as deputies in the Parliament. While Parliament deputies are typically allied with various powerful political and religious officials, they may speak and vote independently and may shift from one faction to another. Vigorous parliamentary debates--normally covered extensively in the press--cover a wide variety of issues but not central issues such as the war or the fundamental character of the Islamic Republic. Criticism of government officials is often aired in these debates; in some cases, laws proposed by the executive branch have been voted down.

The Constitution provides for a Council of Guardians composed of 12 members: 6 clerics unilaterally appointed by Khomeini, and 6 lay members well-grounded in Islamic law who are nominated by the head of the Judicial Council subject to the Parliament's approval. The Council of Guardians must certify all bills passed by the Parliament as being in accordance with Islamic law and the Constitution. If bills fail to be certified, they are sent back to the Parliament for revision. They cannot become law until passed by the Parliament and certified by the Council.

The Council has rejected various important bills and portions of bills passed by the Parliament, including legislation on land reform, foreign trade, private enterprise, the press code, and reform of the civil code.

IRAN

In February Khomeini ordered the formation of an Expediency Discernment Council to decide on the final disposition of bills on which the Parliament and Council of Guardians are unable to reach agreement. Its 13 members comprise the 6 clerics of the Council of Guardians plus 7 other regime leaders.

Section 4 Governmental Attitude Regarding International and Nongovernmental Investigation of Alleged Violations of Human Rights

The regime in Iran is disdainful of foreign human rights groups, government-sponsored or independent, and regards them as a Western means of interfering in the country's internal affairs. Since 1984, the Government has refused to allow a U.N. Human Rights Commission special representative to enter Iran to prepare his reports and has not commented on human rights violations submitted for consideration. There are no internal human rights groups.

In October 1986, the Government announced that the International Committee of the Red Cross (ICRC) would be permitted to visit Prisoner of War (POW) camps. Since November 1986, the ICRC has been visiting camps and interviewing prisoners. It has assisted in several POW exchanges between Iran and Iraq and its officials are active in arranging the exchange of POW's envisioned by U.N. Security Council Resolution 598, which provides the framework for a negotiated end to the war.

In its 1988 Report, AI reported that it had intervened repeatedly with Iranian authorities in 1987 to urge the release of certain prisoners, fair trials within a reasonable time for all political prisoners, and an end to torture and the death penalty. It said that the Government had failed to provide any substantive response and continued to assert only that there were no political prisoners or torture in Iran.

The U.N. Special Representative, in his interim report of October, "expressed his belief that acts continued to occur in Iran that were inconsistent with international instruments to which the Government was bound... It appears that the persistence of alleged violations of human rights... in particular, the recent reports of a renewed wave of executions... suffices to justify international concern and the need for competent U.N. organs to continue monitoring the situation in that country." By the end of 1988, the Government had not responded publicly to the report, but various officials have denied charges that a series of executions has taken place.

Section 5 Discrimination Based on Race, Sex, Religion, Language, or Social Status

Always the object of discriminatory practices in Iran's conservative society, women have faced even more discrimination since the Revolution. Ultraconservative dress, entirely hiding the hair and all of the body except the face and hands, is a requirement for all women, regardless of their religion, national origin, citizenship, or diplomatic status. In the past, women have been harassed, detained, or physically attacked if they appeared in public in clothing which official or self-appointed guardians of public morality deemed

IRAN

insufficiently modest. However, as noted in Section 1.f., women in 1988 seem to be enjoying somewhat greater freedom in dress and appearance.

Employment opportunities for women are more restricted than was the case under the Shah. Women are legally barred from being judges. Although there are cultural barriers making employment in professional-level positions difficult to obtain, women do work as lawyers, physicians, and statisticians, and in other professions in both the public and private sectors. Two women serve as deputies in the Parliament.

The Family Protection Act, passed under the Shah, was revoked by the Islamic Government and replaced by a Civil code reflecting Islamic law. A bill passed in mid-1983 did give women the right to divorce their husbands, and regulations announced in 1984 substantially broadened to 12 the number of grounds for which a woman may seek divorce. A husband may obtain a divorce without having to state a reason or go to court. The new marriage regulations provide for improved financial settlements for wives whose husbands divorce them. As noted in Section 2.c., the Christian, Jewish, Zoroastrian, and Baha'i minorities suffer varying degrees of officially sanctioned discrimination in a number of areas, particularly with respect to employment and public accommodations. Muslims who have converted to Christianity are similarly discriminated against.

Section 6 Worker Rights

a. The Right of Association

There were until recently no legal labor unions, although some unauthorized unions had been organized and were active. However, a new national labor union, the Islamic Union, reportedly was created in late 1985 under a law enacted by the Parliament. All economic concerns with a minimum of 50 employees are permitted to have a branch of the new union, whose proclaimed goal is to protect workers' interests and further their professional development. Nominally independent, it is in fact controlled by the Labor Ministry. Union employees have little real control over its operations.

It is also believed that there are officially sanctioned "Islamic workers councils" in some factories. These too, however, are more instruments of government control than bodies created and controlled by workers to advance their own interests, although they have frequently been able to block layoffs or firings of workers.

b. The Right to Organize and Bargain Collectively  
In practice, the right of workers to organize independently and bargain collectively is extremely limited.

It is not known whether labor legislation and practice are uniform throughout the country, including the export processing zones.

c. Prohibition of Forced or Compulsory Labor  
Information as to whether forced or compulsory labor is used in Iran is unavailable.

PARLEMENT EUROPÉEN

**avant-première**

**L'EUROPE ET LES EXPORTATIONS D'ARMES**

(Rapport de M. Glyn FORD (Soc., RU), au nom de la commission politique - doc. A2-398/88)

**Dans un rapport "moralisateur", la commission politique demande la définition d'une politique commune des ventes d'armes, sur la base de principes clairs**

Comme le signale l'exposé des motifs, c'est la première fois que le Parlement a l'occasion d'étudier en détail les exportations d'armements de la Communauté européenne puisque le rapport FERGUSON de 1983 les évoquait dans le cadre de la politique industrielle commune et que le rapport TRIVELLI de 1985 abordait ce dossier dans le contexte de la situation économique du tiers monde.

Les principes de base

■ la Communauté européenne donne l'occasion de mettre en place un marché commun de fourniture d'armements, réduisant ainsi la dépendance des fabricants communautaires à l'égard des exportations

■ il est important de limiter le commerce des armes pour réduire l'ampleur des conflits, pour éviter que les exportations d'armements des Etats membres ne se retournent contre l'Europe comme un boomerang et compte tenu du fait que les dépenses de recherche/développement à des fins militaires ne sont pas un moyen efficace d'encourager la technologie européenne civile de pointe.

Or, aujourd'hui, un certain nombre de pays renforcent considérablement leur industrie de la défense pour augmenter leurs recettes d'exportations. Le commerce d'armes manque de statistiques fiables, les certificats de destination finale ne sont guère vérifiés (voir infra, données statistiques)

Les propositions

Que propose donc le rapport FORD, adopté par 33 voix contre 2 et 2 abstentions?

■ Que la Commission publie un rapport annuel sur les exportations d'armes des Etats membres;

■ qu'elle envisage un programme de reconversion industrielle spéciale pour les industries de la défense;

■ que la Communauté mette en oeuvre, dans le cadre de la coopération politique, une politique commune de vente d'armes et sanctionne véritablement les exportations

L'exposé des motifs fournit d'amples précisions sur l'industrie de l'armement dans la Communauté:

■ en France, l'industrie de l'armement emploie 4,5% de la main-d'oeuvre industrielle (280.000 personnes); La France pratique une politique agressive en matière d'exportation d'armements dans la mesure où les exportations d'armes sont indispensables pour diminuer le coût marginal du matériel livré à l'armée française; Les ventes françaises d'armement dans le tiers monde sont passées de 71% pendant la période 1977-1981 à 86% pendant la période 1982-1986; la France a fourni environ 25% de l'approvisionnement de l'Irak entre 1980 et 1988 cependant que la société Luchaire approvisionnait illégalement l'Iran.

■ La production d'armement de la Belgique, relativement modeste, est destinée à concurrence de 95% à l'exportation, dont la moitié à destination du Proche-Orient et du Maghreb.

■ La production espagnole à destination du tiers monde s'est rapidement accrue: de 0,2% en 1977-1981 à 1,6% pour la période 1982-1986 (Indonésie, Chili). Si l'exportation vers les pays en guerre est illégale, des armes ont été fournies à l'Iran et à l'Irak dont la destination officielle était le Portugal ou l'Indonésie.

■ En Allemagne, les autorités surveillent de près le commerce des armes. Toutefois, une affaire judiciaire a mis en lumière des transferts de missiles, de pièces électroniques et de savoir-faire pour la construction de missiles en Libye, cependant que des plans de sous-marin ont été fournis à l'Afrique du Sud.

■ Le Royaume-Uni, dont les exportations contribuent comme en France à réduire le coût marginal du matériel militaire, vient de concevoir une nouvelle gamme de véhicules blindés pouvant être fabriqués et entretenus dans les pays du tiers monde. Dès lors, les ventes britanniques au tiers monde sont en passe de se développer. Pendant la guerre Iran-Irak, des équipements radar destinés prétendument à la surveillance de sa frontière orientale ont été vendus à l'Iran.

#### L'idéologie n'a pas d'odeur

A l'avenir, indique l'exposé des motifs, les Japonais vont devenir de grands exportateurs de technologie et de matériel militaires du XXIème siècle et concurrenceront directement l'industrie militaire européenne, d'où l'importance du paragraphe 11 qui demande à la coopération politique européenne d'engager des négociations avec les grands pays exportateurs d'armements en dehors de la Communauté afin d'empêcher qu'un contrôle plus sévère dans la Communauté ne profite à d'autres... car en matière de vente d'armes, l'idéologie n'a pas d'odeur: selon le SIPRI (Institut international de Recherche sur la Paix de

Stockholm), "la guerre Iran-Irak a montré que les frontières nationales ou les frontières politiques et idéologiques n'ont guère d'importance pour les professionnels du commerce des armes".

IMPORTATIONS IRAKIENNES ET IRANIENNES D'ARMEMENTS (PAR PAYS DE PROVENANCE)  
1979-1983

(en millions de \$)

VENDEUR	Iran	Irak	Total partiel
URSS	40	7.200	7.240
USA	2.400	-	2.400
FRANCE	1.200	3.800	5.000
ROYAUME-UNI	575	280	855
R.F.A.	210	140	350
ITALIE	320	410	730
TCHECOSLOVAQUIE	-	40	40
CHINE POPULAIRE	300	1.500	1.800
ROUMANIE	-	400	400
POLOGNE	50	850	900
AUTRES	550	3.000	3.550
<b>Total</b>	<b>5.365</b>	<b>17.620</b>	<b>22.985</b>

Source : ACDA World Military Expenditures and Arms Transfers 1985

Données concernant le complexe militaro-industriel de certains pays d'Europe occidentale et du tiers monde (1984)

	Total exportation d'armes selon sources nationales (en millions de \$)	Pourcentage estimé des exportations par rapport à la production d'armes conventionnelles (en %)	Total exportations (en %)	Estimation nombre d'emplois dans industrie de l'armement en millier	par rapport à l'emploi mondial dans ce secteur (en %)	Part des exportations mondiales des principaux armements (1981-198) (en %)
France	3,8	50	3,9	330	2,8	10,6
Royaume-Uni	2,6	42	2,8	315	2,7	4,7
RFA	1,7	20	1,0	240	2,1	4,0
Italie	2,5	70	3,4	80	0,7	3,8
Espagne	0,6	45	2,5	60	0,5	1,2
Israël	1,0	55	17,0	90	0,8	1,0
Brazil	0,8	90	3,0	100	0,9	0,7
Suède	0,3	25	1,0	28	0,2	0,2

Mirror Indest 4. 89

## 'Kurdish religious leader goes missing in Baghdad'

A Kurdish religious leader has vanished after travelling to Baghdad to try to dissuade the Iraqi government from resettling the residents of his town.

A member of the Kurdish National Front, which groups four Kurdish rebel groups, told *Reuters* Mullah Mohammad Dargali - religious leader of Qala Diza -- travelled to Baghdad 11 days ago and has not been heard from since April 17.

Dargali decided to make the trip after Iraqi security forces announced they planned to resettle the entire 100,000-strong population of Qala Diza and destroy the town as part of a plan to create a security zone along the border with Iran.

IRNA (Islamic Republic News Agency) said last week Iraqi forces killed several people during protests against the town's destruction.

The Kurdish groups said they believed Baghdad aims to relocate up to 300,000 Kurds in order to isolate rebels fighting Iraqi rule.

Some Kurdish guerillas fought alongside Iran during the eight-year Gulf war.

## Inter-Arab-Meshreq 7.4.89

### 'Peanuts' aid for Kurdish refugees

Turkey has dismissed as "peanuts" foreign offers of

aid for Kurdish refugees and has accused donor countries and organizations of double standards.

Foreign Ministry spokesman Inal Batu said Wednesday foreign donors has pledged only \$8 million compared with Turkey's request for \$85 million from the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR).

"The UNHCR has been informed Turkey sees no possibility of constructive cooperation with the commission and no need to accept the aid," said Batu.

"We see double standards in the attitude of foreign countries which keep talking about human rights...and making criticisms about the refugees' situation."

UNHCR representative Stefan Berglund said: "The Turkish government voiced very strong disappointment at the slow reaction of the donor countries."

"The UNHCR felt assured the international community was able to provide at least \$15 million and it foresaw more funds would become available."

About 50,000 Kurds fled to Turkey after an Iraqi Army offensive eight months ago in which the refugees said Iraq used poison gas, a charge Baghdad denied.

Some 21,000 Kurds are housed in southeastern Diyarbakir and Mus, while 15,000 spent the winter under canvas outside Mardin.

Batu said no Kurdish refugee would be forced to leave and Turkey would continue to provide for them from its own purse.

□ ASYLUM: Fourteen rebels belonging to the separatist Kurdish Workers Party (PKK) have asked Greece for political asylum, said Cumburiyet. The group is currently being held at Alexandroupolis.

L'Hebdo 4.4.89

## Kurdes à l'avant-scène

La peur s'installe chez les requérants. Et la colère aussi. Il y a eu dernièrement les démonstrations de Gorgier et d'Interlaken. Il y a, depuis samedi, l'occupation du théâtre zurichois «Am Neumarkt» par une dizaine de requérants kurdes, soutenus par un mouvement tout nouveau, formé de Suisses de tous bords que l'actuelle politique d'asile de notre pays révolte, le Groupe pour la défense des réfugiés menacés. Cette action a commencé au centre fédéral d'accueil de Klosters, où certains demandeurs d'asile ont décidé de faire la grève de la faim: «Là-bas nous étions complètement isolés du village. Et surtout nous n'avions droit

à aucune information quant à ce qui nous attendait. Ce n'était humainement pas supportable.» Mais, contrairement à ce qui s'est passé à Gorgier ou à Interlaken, la presse locale a réagi au mouvement avec hostilité, allant même jusqu'à nier l'existence d'une grève de la faim. D'où le déplacement du mouvement à Zurich. L'exigence principale des occupants du théâtre est la suppression pure et simple de la procédure d'asile 1988: trop expéditive, trop injuste, trop arbitraire. «Nous avons pensé qu'un théâtre pourrait constituer la tribune idéale où développer et faire connaître notre discours.» Un choix qui s'est révélé d'autant

plus judicieux que le directeur du théâtre, Peter Schweiger, s'est engagé à «ne rien tenter contre les occupants, en signe de solidarité». Le public a réagi positivement et de nombreux spectateurs se sont intéressés au mouvement. Du côté des autorités, c'est le flou. Jean-Pierre Hoby, porte-parole de l'administration communale, a déclaré cette occupation «illégitime», sans laisser entendre qu'une décision d'expulsion ait été prise. Peter Arbenz reste inflexible. «Si les Suisses se solidarisent avec nous, nous avons un espoir de voir nos revendications aboutir. Sinon tant pis.»

Fabienne Girardin

Inter-Arab-Meshreq  
12.4.89

# Iraqis plan to destroy Kurdish town

Nigel Hawkes

THE inhabitants of a large town in Iraqi Kurdistan have been ordered

to leave their homes and move to the desert near Basra. After they go, the town, Qala Diza, will be destroyed.

Kurdish sources on London said last week that a desperate plea to President Saddam Hussein of Iraq to stop forced migration - or at least to allow the population to resettle in Kurdistan - had been turned down.

A delegation led by the chief muhlah of the area, Muhammad Delgail, met the president two weeks ago but he refused to change the plan.

Qala Diza is about 12 miles from the Iranian border and not far from Halabja, where Iraq used poison gas against Kurds in March, 1988. Kurdish sources claim its population is as

high as 150,000.

Many thousands of Kurds have already been moved from homes in Kurdistan to camps in the western desert.

Although chemical weapons are not believed to have been used against Kurds in the past year, reports from Iraq focus increasing on mass executions, disappearances, torture, villages destroyed and transportation of people.

Lord Kilbracken, the president of the British-Kurdish Friendship Society, said last week that it was no exaggeration to describe what was happening in Iraq as genocide. "The plight of the Kurds," he said, "is unspeakable."

(Financial Times)

## Le Monde 15.4.89 Plus de 125 000 Kurdes irakiens menacés de déportation

Les autorités irakiennes ont ordonné aux habitants des villes de Kala-Diza et de Ranya du nord du Kurdistan de quitter leurs habitations avant le 25 avril. Selon les milieux kurdes de Paris, qui font état de cette information, les Irakiens envisagent de détruire les deux agglomérations ainsi que les villages avoisinants qui comptent au total près de cent vingt-cinq mille personnes dans le cadre d'une campagne destinée à vider le nord du Kurdistan irakien de ses habitants.

Le 4 avril, les habitants de Kala-Diza ont été invités à remplir des questionnaires concernant leurs familles en vue de faciliter leur déplacement. Dans plusieurs villages de la région de Kala-Diza, les habitants ont refusé de remplir ces rases par des bulletins de l'armée. Les Kurdes de la région ont aussitôt dépêché à Bagdad une délégation pour s'enquérir auprès du président Saddam Hussein des raisons de ces mesures de déportation, mais n'ont pas été reçus par le chef de la République irakienne.

Selon les milieux kurdes de Paris, les habitants du nord du Kurdistan irakien seront relogés dans des camps de regroupement dans le sud de l'Irak dans une région désertique ou dans les environs de Ramadi à la frontière jordanienne. Des mesures de déportation ont déjà été prises dans le passé concernant les Kurdes du nord de l'Irak relogés dans des camps de regroupement situés dans le Sud. Toujours selon ces milieux, les régions ainsi vidées de leur population kurde seront repeuplées par des Arabes.

Inter-Arab-Meshreq  
17.4.89

□ DEATHS: IRNA Saturday said Iraqi forces killed several people during protests by Kurds against plans to demolish their town in northeast Iraq.

The agency said a Kurdish leader had appealed to De Cuellar to stop the destruction of Qala Diza and the expulsion of its 100,000 inhabitants.

IRNA did not say when the protestors were killed.

Iran claimed last week Baghdad aimed to wipe the town off the map as part of its plan to move the Iraqi Kurdish population away from the border with Iran to arid areas in the south near Saudi Arabia.

Libération  
17.4.89

### Irak: destruction

Le Mouvement islamique du Kurdistan irakien, formation irakienne d'opposition au régime de Bagdad, installée en Iran, a demandé samedi au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, d'intervenir pour « empêcher la destruction de la ville kurde de Qala Diza ». Le même jour, le représentant du Parti démocratique du Kurdistan irakien, Ezzeddine Braouri, a affirmé à Damas que le régime avait donné l'ordre aux 100000 habitants de Qala Diza d'évacuer la ville avant le 25 avril, date prévue de la destruction.



Le Courrier de Genève 14 avril 1989

## Prix Nouredine Zaza

# Journaliste genevois primé

Le 7 octobre 1988 décédait à Lausanne l'écrivain kurde Nouredine Zaza. Pour perpétuer la mémoire de ce patriote, et afin «d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire», a été institué un prix Nouredine Zaza, décerné pour la première fois cette année. Les premiers lauréats sont le directeur de l'hebdomadaire parisien «Politis», Bernard Langlois, et Antoine Bosshard, rédacteur et éditorialiste au «Journal de Genève».

Selon notre confrère Armand Gaspard, ce prix «sera décerné chaque année à un journaliste de la presse francophone qui, par son talent et sa persévérance, aura réussi à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde. Attribué pour la première fois cette année, il est exceptionnellement partagé entre deux journalistes dont les articles avaient retenu l'attention de M. Zaza quelques semaines avant sa mort».

La remise de ce prix aura lieu dans le cadre du Salon international du livre et de la presse de Genève, le dimanche 30 avril à 15 h. 30. Les lauréats le recevront des mains de M. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde à Paris. Toujours selon M. Gaspard, Nouredine Zaza, qui était devenu citoyen suisse, était docteur en pédagogie à l'Université de Lausanne et fondateur du Parti démocratique kurde de Syrie. «M. Zaza avait été confronté dès son enfance à la tragédie de son peuple, tragédie qui continue actuellement, aussi bien en Turquie qu'en Irak et en Iran». M. Zaza a retracé son combat dans un livre autobiographique intitulé «Ma vie de Kurde», paru en 1982.

Agé de 52 ans, licencié ès lettres de l'Université de Lausanne, Antoine Bosshard entre à la «Gazette de Lausanne» en janvier 1965. Il est journaliste professionnel deux ans plus tard,

puis rédacteur de politique étrangère, chef de rubrique et éditorialiste. M. Bosshard émigre à Genève pour entrer chez notre confrère le «Journal de Genève», en mai 1971, où il occupe la fonction de correspondant au palais des Nations Unies, avant de devenir éditorialiste. Antoine Bosshard a effectué des reportages dans de nombreux pays et collaboré occasionnellement avec d'autres médias, en Suisse et en France. En 1984, il avait déjà été primé en recevant le prix Pierre Mille du reportage.

Agé de 44 ans, Bernard Langlois s'est surtout fait connaître par l'émission «Résistances», sur Antenne 2, où il a officié en tant que producteur et journaliste de 1982 à 1986. Depuis, il est directeur de l'hebdomadaire «Politis» et a publié un livre intitulé «Résistances», en 1987. Avant, il a occupé des fonctions diverses dans plusieurs médias, de la radio à la télévision, en passant par un quotidien, «Le Matin», où il était chef d'édition et éditorialiste (1977-1981), et des hebdomadaires.

«Le Courrier» félicite les deux lauréats.

PMY

*Le prix Nouredine Zaza a été créé par sa femme, l'écrivaine et journaliste Gilberte Favre, et l'Institut kurde de Paris.*

Journal de Genève  
18.4.89

PRESSE

**Nouveau prix  
pour notre  
journaliste  
Antoine Bosshard**



Afin de perpétuer la mémoire de Noureddine Zaza, écrivain et fondateur du Parti démocratique kurde de Syrie, décédé à Lausanne en octobre dernier, sa famille et l'Institut kurde de Paris ont décidé la création d'un prix décerné chaque année « à un journaliste de la presse

francophone qui, par son talent et sa persévérance, aura réussi à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde ». Antoine Bosshard, rédacteur de politique étrangère et éditorialiste du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*, est le premier lauréat de ce prix. Celui-ci lui sera décerné le 30 avril prochain par le président de l'Institut kurde de Paris, dans le cadre du Salon international du livre. M. Bosshard partagera ce prix avec M. Bernard Langlois, directeur de *Politis* à Paris. Les articles de ces deux journalistes avaient, en effet, beaucoup frappé M. Zaza peu de temps avant sa mort.

Après la fin du conflit Iran-Irak, l'armée irakienne s'était retournée avec une violence particulière contre les Kurdes au nord du pays, détruisant cinq mille villages, bombardant les habitants avec des gaz chimiques. Antoine Bosshard avait écrit à cette occasion un éditorial percutant.

Ayant effectué de nombreux reportages en Europe de l'Est et dans le bassin méditerranéen, Antoine Bosshard s'est rendu aussi en Iran et en Irak. Il reçut le prix Pierre Mille du reportage en 1984.

Le prix qu'il recevra cette année, nous a-t-il déclaré, sera versé intégralement à la défense du peuple kurde.

P.-E. Dentan

MÉDIAS

Prix Noureddine Zaza

**Pour le peuple kurde**

Docteur en pédagogie de l'Université de Lausanne et fondateur du Parti démocratique kurde de Syrie, Noureddine Zaza a été confronté, dès l'âge de six ans, à la tragédie kurde qui se perpétue aujourd'hui encore tant en Turquie qu'en Irak et en Iran.

Du Kurdistan de Turquie à l'Irak, en passant par la Syrie et le Liban, il aura souffert, dans son esprit et dans sa chair, afin que son peuple puisse jouir des droits humains et culturels les plus élémentaires. Après avoir été torturé dans les prisons du Moyen-Orient, il échappe de justesse à la mort grâce à des pétitions internationales et notamment helvétiques.

Devenu citoyen suisse en 1978, il est décédé à Lausanne, le 7 octobre 1988, des suites d'un cancer, au moment même où ses compatriotes du Kurdistan d'Irak se faisaient gazer...



Noureddine Zaza.

Journal de Genève  
19.4.89

Noureddine Zaza a retracé son combat dans son autobiographie *Ma vie de Kurde* publiée en 1982 aux Editions Pierre-Marcel Favre.

Afin de perpétuer sa mémoire, et d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple « méconnu de l'Histoire », sa famille et l'Institut kurde de Paris ont décidé de créer un Prix Noureddine Zaza. Celui-ci, d'une valeur de 1000 francs, sera décerné chaque année à un journaliste de la presse francophone qui, par son talent et sa persévérance, aura réussi à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde.

Cette année, exceptionnellement – et parce que leurs articles avaient retenu l'attention de Noureddine Zaza quelques semaines avant sa mort –, ce premier Prix sera partagé entre Antoine Bosshardt, du *Journal de Genève/Gazette de Lausanne*, et Bernard Langlois, directeur de *Politis*, à Paris.

Les lauréats recevront leur prix des mains de Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, le dimanche 30 avril à 15 h. 30, au Salon du livre et de la presse. (sp)

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

19.4.89

FRFR

FRA0237 4 GI 0192 FRA /AFP-MT40

Kurdes-manif lead

Manifestation à Paris de jeunes Kurdes

PARIS, 19 avr (AFP) - Une cinquantaine de jeunes militants kurdes, accompagnés de jeunes enfants, se sont enchaînés mercredi en travers de la rue du Quatre Septembre, à l'angle de la place de la Bourse (Paris 2ème), bloquant pendant plus d'une heure et demie la circulation, pour exiger la libération de 26 Kurdes emprisonnés "injustement" selon eux en RFA.

Les forces de police sont intervenues pour sectionner les chaînes avec des pinces et disperser après quelques bousculades les manifestants qui tentaient poursuivre leur manifestation par un sit-in sur la chaussée.

Près d'une dizaine d'entre eux ont été emmenés par la police pour un contrôle d'identité, a-t-on indiqué de source policière.

Ces manifestants sont des "séméaristes" du Front de libération nationale du Kurdistan à Paris (ERNK). Ils ont précisé que six des militants kurdes emprisonnés en RFA, Ali Haidar Kautan, Selahattin Celik, Salman Aylan, Ismail Guler, Ibrahim Kadeh, Saif Yildirim, poursuivent une grève de la faim depuis le 20 mars pour protester contre leurs conditions "inhumaines" de détention.

SZB/vr

AFP 191331 AVR 89

## Inter-Arab-Meshreq

204.89

### Kurds returning to Iraq in time for amnesty

Iraqi Kurds who fled to Turkey last year are returning home to meet the deadline for an amnesty declared by Baghdad, said Thursday's Turkish Daily News.

The paper claimed up to 16,000 refugees will have voluntarily returned home by the time the April 30 deadline falls.

Hundreds of thousand of Kurds fled into Turkey and Iran last August to escape an Iraqi army offensive against Kurdish forces who had cooperated with Iran during the Gulf war.

Turkey's Foreign Ministry later said the Daily

News report had been exaggerated and that only 1,600 refugees were expected to return to Iraq.

□ RAID: Kurdish rebels attacked an army gendarmerie police and a police dormitory in the southeastern town of Silopi Wednesday wounding two people.

The rebels, belonging to the autonomy-seeking Kurdish Workers Party (PKK) raked the adjacent buildings in the town center with automatic gunfire.

The attackers fled after wounding a soldier and policeman keeping guard outside.

More than 1,300 people have died in clashes with the PKK since it launched a campaign for autonomy in 1984.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. 20.4.89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRA0656 4 I 0210 FRA /AFP-BH51

France-Turquie

Prochaine visite de Mme Mitterrand en Turquie pour visiter des camps de réfugiés kurdes

PARIS, 20 avr (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République, se rendra prochainement en Turquie pour y visiter des camps de réfugiés kurdes, a-t-elle annoncé jeudi soir en direct sur la la Cinq.

Selon des sources informées, Mme Mitterrand doit effectuer cette visite des camps de réfugiés kurdes installés au sud-est de la Turquie à la fin avril.

Mme Mitterrand a précisé que la fondation, qui a pour objet de favoriser l'épanouissement et le renforcement des libertés individuelles dans le monde, avait reçu un appel de la communauté kurde irakienne réfugiée en Turquie. "Je réponds à cet appel et je vais visiter ces camps", a-t-elle dit.

Evoquant d'autre part sa rencontre jeudi avec le Dalai Lama, chef spirituel de six millions de Tibétains, Mme Mitterrand a déclaré: "Nous l'avons écouté. Il a fait des propositions. Nous allons voir dans quelle mesure nous pouvons nous engager dans la démarche qu'il nous demande de poursuivre, si c'est faisable, si nous en avons les moyens, si c'est opportun

Le Dalai Lama a demandé au cours de cet entretien l'envoi d'une mission internationale d'enquête au Tibet.

ps/sa

AFP 202219 AVR 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

21.4.89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0488 4 I 0259 ISR /AFP-HG92

Israël-territoires-ONU

La condamnation d'Israël, une "farce", selon l'ambassadeur israélien à l'ONU

JERUSALEM, 21 avril (AFP) - L'ambassadeur intérimaire d'Israël à l'ONU, M. Yohanan Bein, a qualifié, vendredi, de "farce totale" la condamnation, Jeudi, d'Israël par l'Assemblée générale des Nations Unies pour sa politique dans les territoires occupés.

"Cette décision est une nouvelle preuve qu'une solution au Moyen-Orient ne saurait être trouvée par l'intermédiaire des Nations Unies", a-t-il poursuivi dans une déclaration à la radio israélienne.

M. Bein a en outre vivement critiqué l'Arabie Saoudite "qui accuse Israël d'atteinte à la liberté des cultes". "Nous connaissons l'Arabie Saoudite : une seule religion y est légalement autorisée et tous ceux qui veulent prier dans un autre culte doivent le faire en secret", a-t-il dit.

L'ambassadeur a également pris à partie l'Irak "qui nous condamne sur les droits de l'Homme alors que 5.000 Kurdes y ont été tués en quelques jours" et la Syrie "qui nous accuse d'agression, alors que ses soldats ont conquis près de 60 pc du Liban et que des dizaines de milliers de roquettes atteignent chaque jour des quartiers résidentiels de Beyrouth".

Pour M. Bein, la convocation de l'Assemblée générale durant les fêtes de la Pâque Juive est en elle-même une atteinte à la liberté de religion.

"Aujourd'hui, la situation est telle que lorsque l'OLP et le groupe arabe donnent un ordre, les Nations Unies viennent au rapport et restent au garde à vous", a-t-il ajouté.

hs/mst idf

AFP 211904 AVR 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

21.4.89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0135 4 I 0128 TUR /AFP-0D57

Turquie-kurdes

Un militaire et un policier blessés lors d'une attentat

ANKARA, 21 avr (AFP) - Un militaire et un policier turcs ont été blessés Jeudi à Sinopi (sud-est) lors d'un attentat d'un groupe de militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-lenniniste), annonce vendredi le quotidien Tercuman.

Les membres du PKK ont attaqué à l'arme automatique et aux mitraillettes les locaux de la gendarmerie et les logements des militaires tard dans la nuit, blessant les deux hommes, selon le quotidien, qui ne précise pas le nombre des assaillants.

Le Journal ajoute que les forces de l'ordre ont lancé une grande opération de ratissage dans la région afin d'arrêter les militants du PKK, qui ont pris la fuite après l'attentat.

nf/nev/lb

AFP 211041 AVR 89



LES KURDES

Le Monde 30.4.89

# Vingt millions d'oubliés

*La meilleure arme des dictateurs est encore l'oubli. Cet oubli de l'histoire dont le peuple kurde est la victime désignée, Armand Gaspard tente de le dissiper, le temps d'un numéro. Peuple écartelé, peuple pourchassé, il connaît, au gré des régimes sous lesquels il vit, un sort qui ne cesse de s'aggraver. Mais cela n'intéresse personne: ni l'ONU, qui ne reconnaît pas son mouvement de libération. Ni les puissances, préoccupées de ne pas être coupées de leurs sources de ravitaillement en pétrole. Ni la Conférence islamique (on y compte un certain nombre de chrétiens). Ni la Ligue arabe. Seule alliée de ce peuple dont les alliés ont toujours fini par l'abandonner, la presse peut encore jouer un rôle: celui du porte-voix. Des sans-voix. (Réd.)*

## HISTOIRE

Le Journal de Genève

# Un calvaire qui commence à Lausanne

C'est à Lausanne que les malheurs du peuple kurde ont commencé, lors de la Conférence de 1922-23 sur la paix au Proche-Orient. A l'instar des Arméniens, les Kurdes y ont été sacrifiés aux intérêts égoïstes des grandes puissances et des magnats du pétrole.

PAR ARMAND GASPARD

Trois ans auparavant, le Traité de Sèvres du 10 août 1920 reconnaissait une Arménie indépendante dans des frontières généreusement tracées par le président Wilson ainsi qu'un Kurdistan libre et unifié à l'est de l'Euphrate et au sud du mont Ararat. Le Traité de Lausanne du 24 juillet n'y fait même plus allusion. Le Kurdistan et sa population autochtone sont partagés entre la Turquie, l'Irak et l'Iran avec deux excroissances en Syrie (Djézirah) et en Transcaucasie soviétique.

Les chefs kurdes s'insurgent contre ce déni de justice mais leur révolte est noyée dans le sang. Kemal Atatürk décrète alors que dans son pays il n'y a plus de Kurdes mais seulement des «Turcs montagnards». Une loi de 1924, toujours en vigueur, interdit l'usage de la langue kurde dans les écoles, les publications et l'administration.

En Irak, alors sous mandat britannique, la kurdephobie est moins prononcée mais les Kurdes sont traités en citoyens de seconde catégorie et refoulés des régions pétrolifères de Mossoul et Kirkouk dont ils sont, avec les Assyro-Chaldéens chrétiens, les plus anciens habitants.

La Perse impériale des Pahlévi ne se montre guère plus tolérante envers ses Kurdes, bien qu'ils soient aussi de souche iranienne; on les trouve trop turbulents et leur particularisme est mal vu.

C'est pourtant en Iran que se produit, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un événement capital dans l'histoire du peuple kurde: la création de la République de Mehabad sous la direction du cheikh Mustafa Barzani et sous le protectorat de l'URSS. Une réussite, selon les observateurs occidentaux dont un des fils du président Roosevelt. Cependant, ce premier Etat kurde des temps modernes est détruit par l'armée du shah quand l'Armée rouge se retire du nord de l'Iran en 1946. Mais le souvenir de cette indépendance éphémère reste vivace dans la mémoire de tout le peuple kurde dont elle forge la conscience nationale.

## IRAN

# L'alliance avec le diable

«Les ennemis de mes ennemis sont mes amis.» Cette maxime appliquée pendant la guerre du Golfe par les dirigeants kurdes d'Irak et d'Iran a coûté affreusement cher à la population concernée.

Des deux côtés de la frontière irako-iranienne qui traverse le Kurdistan, la lutte pour les droits du peuple kurde est menée sous le même sigle: PDKI. Ce qui veut dire Parti démocratique kurde. La dernière lettre désignant l'Irak dans un cas, l'Iran dans l'autre. Le premier a pour chef Massoud Barzani, fils du fondateur de la République de Mehabad qui se réconcilia ensuite avec le shah pour poursuivre son combat contre Bagdad. Le second, qui lutte contre Téhéran, est dirigé depuis 1975 par par Abdul Rhaman Ghassemlou. Les deux PDKI ont un programme d'autonomie plutôt que d'indépendance. Ils doivent compter chacun avec une dissidence marxiste d'une certaine importance. En Irak c'est l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani qui préconise l'autodétermination. En Iran, il s'agit du Komala, organisation de tendance maoïste.

## La cause du belligérant

Dès le début de la guerre du Golfe on entre dans un scénario classique, chaque parti kurde épousant la cause du belligérant hostile à son propre gouvernement. En Irak, Barzani ouvre un second front avec l'appui de Téhéran qui lui fournit des armes, y compris des missiles SAM-7, et promet que les territoires «libérés» seront placés sous l'administration des nationalistes kurdes d'Irak. Comme on le sait, Bagdad a réagi par les bombardements à l'arme chimique et des transferts de populations.

De son côté, Talabani a tenté un jeu plus subtil. Considérant l'ayatollah Khomeiny trop hostile aux aspirations kurdes, il s'efforça de négocier avec Bagdad un nouveau statut d'autonomie. Mais après plus d'une année de tractations, l'intransigeance irakienne le poussa dans le camp adverse en 1986. En 1988, il conclut également un accord à Damas avec le PKK, l'organisation indépendantiste kurde en Turquie.

En Iran, pendant ce temps, Abdul Rahman Ghassemlou ne peut qu'être soulagé par l'offensive irakienne. Entre 1979 et 1981, quelque 10 000 militants kurdes auraient été tués par les « Gardiens de la révolution » de Khomeiny.

Ar.G.

## Les Kurdes dans le monde

En l'absence de statistiques fiables, on doit se contenter d'estimations avec un *minimum* correspondant aux données des Etats concernés et un *maximum* correspondant à celles des nationalistes kurdes.

TURQUIE: 9 à 12 millions; IRAK: 3 à 4 millions; IRAN: 4 à 6,5 millions; SYRIE: 600 000 à 1 million; URSS: 300 000 à 500 000; LIBAN: env. 100 000; EUROPE: env. 600 000 (émigrés). Total: entre 17 et 25 millions.

## Pour en savoir plus

### Quatre livres:

- Christiane More: *Les Kurdes aujourd'hui* (Mouvement national et partis politiques). Ed. L'Harmattan, Paris, 1985
- Ismet Chériff Vanly: *Le Kurdistan irakien, entité nationale*. Ed. La Baconnière, Neuchâtel, 1970
- Nouredine Zaza: *Ma vie de Kurde*. Ed. Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1982
- Ouvrage collectif: *Les Kurdes et le Kurdistan*. Ed. Maspéro, Paris, 1978

### Trois adresses:

Institut kurde de Paris (fondé en 1983 « pour la défense d'une culture millénaire en péril »), 106, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. 48 24 64 64

Association Suisse-Kurdistan (Bulletin périodique « L'Appel du Kurdistan »). Case postale 2061, 1002 Lausanne

CID-Centre d'information et de documentation sur le Moyen-Orient (série de brochures sur les minorités du Moyen-Orient), 14, rue des Photographes, 1207 Genève

## IRAK

# Bulldozers et armes chimiques

Halabja: une petite ville perdue dans les montagnes du Kurdistan irakien. En mars 1988, elle tombe en mains ennemies au cours d'une offensive des forces iraniennes appuyées par des maquisards kurdes. En représailles, l'aviation de Bagdad largue des bombes chargées de produits toxiques sur la localité. Pour près de 5000 habitants c'est la mort presque instantanée.

Du jour au lendemain, Halabja devient aussi tristement célèbre que Guernica, la ville martyre du pays basque espagnol immortalisée par Picasso.

En l'absence d'une réprobation internationale efficace, Bagdad récidive au cours de l'été, en bombardant à l'arme chimique des villages aux confins de l'Irak, ce qui provoque un exode massif de la population kurde qui - ironie du sort - cherche refuge en Turquie. Faisant bonne mine à mauvais jeu, Ankara ouvre en hâte des camps de réfugiés à proximité de la frontière irakienne, mais refuse comme inopportune une mission d'enquête internationale sur l'usage d'armes chimiques.

Environ 50 000 Kurdes abordent ainsi dans des conditions très précaires les rigueurs de l'hiver en montagne. La majorité de ces réfugiés cherchent à quitter la Turquie et 17 000 préfèrent se rendre en Iran où la Croix-Rouge internationale aide à leur installation mais à peine 2550 d'entre eux choisissent de retourner en Irak qui leur offre pourtant l'amnistie.

## Une politique d'extermination

Les Kurdes sont convaincus que le régime baasiste d'Irak mène contre eux une politique d'extermination. Non seulement par les armes mais encore par le transfert de tribus entières dans le sud du pays et l'arabisation de leur région qui recèle les trois quarts du pétrole irakien. Les faits tendent à justifier leurs craintes. Au cours des vingt dernières années, près d'un million de Kurdes ont déjà été déportés vers des plaines arides entre la frontière jordanienne et Bassorah.

L'accord du 11 mars 1970 mettant fin aux hostilités entre les « pershmergas » (combattants) de Barzani et le gouvernement de Bagdad prévoyait bien un statut d'autonomie pour le Kurdistan mais il ne fut jamais appliqué. En 1974, une autonomie administrative fut octroyée unilatéralement aux Kurdes mais sur 40% de leur territoire seulement, ce qui entraîna la reprise des combats.

Au début d'avril 1979, des organisations humanitaires à Paris et en RFA lançaient un nouveau cri d'alarme en faveur des Kurdes d'Irak. Selon des informations concordantes qui leur sont parvenues, les autorités de Bagdad planifient le transfert de 125 000 à 200 000 habitants du nord du pays et leur regroupement dans des camps spéciaux. Deux villes, Kaladiza et Ranya, seraient déjà évacuées et vouées à la destruction.

Ar.G.

KURDES IRAKIENS RÉFUGIÉS EN TURQUIE: la dernière génération connaît déjà l'exil (Keystone)

## TURQUIE

# Une guérilla entretenue par la répression

Depuis le début des années quatre-vingt, tout le sud-est de la Turquie est le théâtre d'une guerre larvée qui se déroule aux frontières de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Elle est menée par un Front de libération du Kurdistan (ERNK) dont le fer de lance est le PKK (Parti des travailleurs kurdes), une organisation marxiste et indépendantiste. Son fondateur, Abdullah Ocalan, dit Apo, a installé son quartier général à Damas.

Le PKK mène sa guérilla à la manière du « Sentier lumineux » maoïste au Pérou, avec des opérations « coups de poing » non seulement contre des postes de l'armée ou de la gendarmerie mais aussi contre des villages dont la population civile n'est pas épargnée.

A ce terrorisme ponctuel, le gouvernement répond par une contre-terreur généralisée. Même si la loi martiale a été levée dans la plus grande partie du pays depuis que M. Turgut Ozal est au pouvoir, tout le Sud-Est demeure quadrillé par l'armée qui y fait régner l'état d'exception. Quelques dizaines de morts et blessés imputables à la guérilla se traduisent par des centaines, voire des milliers d'arrestations accompagnées de brimades, d'humiliations, de tortures.

Les rapports accablants d'Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont sensibilisé l'opinion publique mondiale sur cette triste réalité, de même que les grèves de la faim et occupations d'édifices publics par les exilés kurdes en Europe, notamment en Suisse.

Après dix ans de cette lutte sans merci deux conclusions peuvent être tirées: le PKK ne paraît pas en mesure de remporter une victoire militaire durable qui lui permettrait de s'implanter dans un « réduit national » qui pourrait devenir un Piémont kurde. De plus, la répression aveugle ne fait qu'entretenir la résistance dans la population kurde.

C'est donc une solution politique que le gouvernement d'Ankara devrait rechercher. En premier lieu il s'agit de sortir l'Anatolie orientale et méridionale de son sous-développement endémique.

Trop de villages sont encore dépourvus d'électricité, d'école, de canalisation. Des programmes à long terme sont en gestation comme la construction de grands barrages sur l'Euphrate. Plus important encore serait l'assouplissement sinon l'abrogation de la législation qui interdit le « kurmandji » et les dialectes apparentés sous peine de lourdes sanctions pénales et dénie aux Kurdes des droits élémentaires comme celui de donner un prénom kurde à leur enfant.

Dernièrement des tentatives de reconnaître au peuple kurde une certaine spécificité ont été faites par des intellectuels et des politiciens. Elles n'émanent pas seulement de la gauche mais également du parti de M. Ozal et même de milieux islamistes hostiles au kéralisme basé sur la laïcité et un nationalisme turc exclusif. Trois députés de souche kurde se sont exprimés à ce sujet au début de l'année 1989.

« Jusqu'à l'âge de six ans je ne parlais que le kurde, dit M. Nurettin Yilmaz (gouvernemental); j'ai appris le turc à l'école primaire... Nous demandons simplement la reconnaissance de l'existence des Kurdes en Turquie. » M. Ferit Boran (conservateur) renchérit: « Les Kurdes devraient avoir le droit de s'exprimer dans leur langue en public, de voir leur littérature publiée et leurs chansons diffusées... Ce n'est pas du séparatisme. » Mais M. Ibrahim Aksoy (social-démocrate) est allé trop loin en revendiquant pour les Kurdes une autonomie culturelle au cours d'une réunion du Parlement européen. A son retour de Strasbourg, il a dû comparaître devant le conseil disciplinaire de son parti qui l'a suspendu pour deux ans.

Plus récemment, la directrice du magazine « Vers l'an 2000 » a été condamnée à six ans et trois mois de prison pour avoir publié un rapport du Comité d'observation des accords d'Helsinki mentionnant en 1988 « la destruction de l'identité ethnique kurde dans le sud-est de la Turquie ».

Ar.G.

Jurnal de Genève 1.5.89

## Remise du prix Nouredine Zaza à Antoine Bosshard



**PRIX NOUREDDINE ZAZA:** Antoine Bosshard (au centre) est félicité par Mme Favre-Zaza. A droite: M. Kendal Nezan (photo Aldag)

Cérémonie sobre et émouvante dimanche après-midi sur le podium de la scène centrale, lors de la première remise du prix Nouredine Zaza. Antoine Bosshard, rédacteur au «Journal de Genève» et à la «Gazette de Lausanne» a reçu cette distinction des mains de Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, alors que le deuxième lauréat Bernard Langlois, directeur de «Politis» était retenu à Paris.

Le peuple kurde aura été brièvement mais intensément présent au Salon dimanche. Car ce prix Nouredine Zaza, du nom du fondateur du Parti démocratique kurde décédé à Lausanne en octobre dernier, récompense un journaliste dont les écrits ont réussi à sensibiliser l'opinion publique à la cause kurde. Normal, dès lors,

que soit évoqué le sort de ce peuple opprimé, trop souvent ignoré. «L'oppression se nourrit du silence. Par vos écrits, vous avez brisé ce carcan» a relevé Kendal Nezan, s'adressant au lauréat.

«Ce prix me touche beaucoup et honore mon journal», a déclaré Antoine Bosshard. Après avoir évoqué la personnalité de Nouredine Zaza et la passion de cet homme pour son peuple, le lauréat s'est exclamé: «le défi pour les journalistes est de faire connaître cette culture kurde, si fine, si évoluée. Et nous savons que nous sommes les seuls qui puissions faire tomber cette chape de silence».

FrN



# Iraq Is Said to Relocate Kurds

## Up to 200,000 May Be Moved From Border With Iran

By Patrick E. Tyler

*Washington Post Service*

BAGHDAD — Iraq is undertaking a new relocation program affecting as many as 200,000 minority Kurds who live near the Iranian border in the northeast, according to diplomats and Iraqi officials here.

In a tense showdown recently, the Iraqi Army surrounded the large Kurdish city of Qala Diza, where Kurdish elders had refused to cooperate with relocation orders, according to a diplomat here. Reports of some violent resistance by Kurds have reached Western embassies.

Iran's news agency reported earlier that several residents had been killed by Iraqi forces during protests and that Iraqi bulldozers were poised outside the city. The agency said the inhabitants were being sent to "makeshift camps set up on the distant, arid Saudi Arabian borders."

The city's Kurdish leaders reportedly sent an emissary to President Saddam Hussein seeking to be exempted from the plan to create a buffer zone along the Iranian border and to empty the densely populated Kurdish communities east of Dukan Lake, 16 kilometers (10 miles) to the southwest.

Mr. Hussein, who is said to have made three recent trips to the area to reassure Kurdish officials that their way of life will be preserved in new and nearby settlements, de-

layed the relocation order until after his birthday, which was Friday. Diplomats said Saturday that they could not tell what the next Iraqi move will be, but a Foreign Ministry official said any resettlement would occur in the same province.

The official said the government was "still studying" the relocation plan but had made a preliminary decision to clear a large swath of territory east of Dukan Lake.

The forced exodus planned for the lake area is one of the largest single relocation steps in the huge social and geographical engineering project that Baghdad began in 1975 to "remake the Kurdistan," as one Western official here put it.

Faced with historical rebellions by Kurdish chieftains of the Barzani and Talabani clans, both of which supported Iran with guerrilla troops against Iraqi forces during the war, Mr. Hussein appears determined to prevent another rebellion from threatening Iraq's northern flank and oil fields around the Kurdish city of Kirkuk.

Iraqi officials have acknowledged razing thousands of Kurdish mountain dwellings, varying from single-family units to settlements of 10,000 people or more. Many of the country's nearly three million Kurds have been concentrated in such urban centers as Arbil, Sulaimaniya and Dahuk.

But Baghdad also says it has undertaken steps to head off Western criticism that its relocation programs are aimed at extinction of the traditional mountain-based Kurdish way of living.

New settlements, some designed for as many as 35,000 residents, have been erected in valleys and on dusty plains throughout Kurdistan. Iraqi officials say that by providing the Kurds with running water, electricity and Kurdish language schools, they are improving living conditions, preserving Kurdish culture and raising the level of literacy among the largely illiterate population.

The U.S. Senate and a number of Western human rights organizations protested the army's assault last summer on Kurdish rebels after the Iran-Iraq cease-fire Aug. 25.

U.S. intelligence agencies said they have received evidence that Iraq had attacked some rebel bases in the deep gorges and caves of Kurdistan with chemical weapons, causing as many as 100,000 Kurds to flee into Turkey and Iran.

### Turks Grant Asylum to 33

*The Associated Press*

ANKARA — Thirty-three ethnic Turks from Bulgaria, who had asked political asylum at the Turkish embassy in Budapest two weeks ago, arrived Sunday in Istanbul, Turkish newspapers reported.

Voix du Nord  
4.5.89

### A Seclin Le Kurdistan en musique

Poésie sacrée, chants de travail, chants d'amour, contes, récits, épopées guerrières, chez les Kurdes, la musique fait partie intégrante de la vie. Ils sont aujourd'hui vingt millions partagés entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, rassemblés autour de leur langue et de leur art. Dans ce peuple tout se chante, tout se danse, question de survie d'identité.

Le groupe Koma Zosan réunit dix hommes et femmes, musiciens, chanteurs et danseurs traditionnels des différents pays qui se partagent le Kurdistan. Ils nous livrent le meilleur de leurs traditions populaires et raffinées.

Mercredi 17, 20 h 30, Vieil Hospice de Seclin. Entrée : 50 F et 40 F

Réervations : Magam tél. 20.78.20.78, mairie de Seclin tél. 20.90.23.80.

Le Monde 5.5.89

Le troisième Salon du livre de Genève

Le courage et le marché

Le troisième Salon international du livre et de la presse, qui s'est tenu du 28 au 30 avril à Genève, peut être considéré comme un succès : ses organisateurs avaient espéré 100 000 visiteurs (le Monde du 28 avril), ils en ont reçu 114 000. Quant aux ventes de livres, elles ont augmenté cette année de 20 %.

Même si le souffle de l'esprit, sauf à de rares exceptions, n'était pas la caractéristique la plus évidente de ce Salon, on a tout de même eu la satisfaction d'admirer des marques de courage : c'est ainsi qu'une radio périphérique franco-suisse, Radio Zones, a exposé les Versets sataniques. Un agent de la sécurité pris de zèle a fait retirer l'ouvrage mais pour un court moment seulement tandis que Pierre-Marcel Fabre, directeur du Salon, déclarait : « Nous ne sommes pas ici pour exercer une quelconque censure. » Les responsables du stand iranien du

Salon prirent la chose mal en main : ils ont fait contre les dirigeants de cette fête du livre qui s'est tenue à Genève, la faute de « contaminer » le Salon.

Une autre forme de courage a été récompensée : celle du chroniqueur politique du Journal de Genève et de la Gazette de Lausanne, Antoine Boshard, qui a su par ses écrits mobiliser l'opinion publique suisse sur la tragédie des Kurdes, persécutés, déportés, massacrés, gazés dans le quasi-indifférence du monde qualifiant l'ouvrage de Salman Rushdie de « virus » et estimant, puisque « tout était permis », qu'ils étaient en droit d'exposer les Protocoles des Sages de Sion, ce faux, fabriqué par la police tsariste, devenu un des outils les plus appréciés de la propagande antisémite.

Les Iraniens ont finalement sabordé leur propre stand en remplaçant tous les livres exposés par une affiche de pro-

testation au nom d'Allah disant « *mon Dieu, pardonne-moi et miséricordieux* ». Le prix qui a été décerné par le législateur de l'Institut kurde de Paris, au journaliste suisse - et que celui-ci partage avec Bernard Langlois de Politis - porte le nom du fondateur du Parti démocratique kurde, Noureddine Zaza, décédé en octobre dernier à Lausanne.

Le prix Jean-Jacques Rousseau a été attribué à Jean-François Revel pour la *Connaissance inutile* (Grasset). Le lauréat du prix Colette est un jeune Français de trente-deux ans, François Sureau, qui vient de publier le *Corruption du siècle* (Gallimard). Le prix Jean Dumur du journalisme a été décerné à notre confrère suisse Yves Lassueur. L'auteur très apprécié des lectures de bandes dessinées Cosey a été récompensé par le prix de la BD. Enfin, le prix « *Enfantaisie* » a été attribué à la *Nature, un monde à découvrir* de Michael Collery (Hachette) par un jury composé d'enfants.

ISABELLE VICHNIAC.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

A l'heure où on parle de plus en plus du concept de "World music" ou "sonne mondiale", Auvidis publie un disque compact consacré à Sivan Perwer, le chanteur du Kurdistan.

Chanteur le plus populaire de sa génération au Kurdistan et dans la diaspora kurde, Sivan est également populaire auprès des Azeris, des Turcs et des Persans, une popularité d'autant plus exceptionnelle qu'il est interdit de télévision et de radio et que la possession de l'une de ses cassettes peut valoir à son détenteur de longues années de prison.

Accompagné de son tenbûr (luth kurde à six cordes), Sivan chante la mémoire d'un peuple de 25 millions d'individus, écartelé depuis 1923 entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Un blues à la kurde servi par un accompagnement minimaliste qui constitue un témoignage de premier plan sur cette musique qui ne parvient que rarement aux oreilles du public occidental.

(Sivan Perwer : "Chants du Kurdistan"/Auvidis).

DS/pc  
AFP 050804 . MAI 89

Meridional 7.5.89

## Pour acte de courage et de dévouement...

Chacun n'est pas sans savoir que quelques hommes du corps des sapeurs-pompiers de la ville sont partis en Arménie lors de la récente catastrophe qui a frappé ce pays qui nous paraît si loin et qui est pourtant si près de nous.

Pour honorer ces hommes qui, quelque fois au préjudice de leur vie, n'hésitent pas à sacrifier la leur pour sauver d'autres, une médaille leur a été consacrée.

Ainsi, mercredi, Alain Labé, maire de la cité des Princes, entouré de nombreux de ses adjoints et conseillers municipaux mais aussi diverses personnalités civiles et

militaires, a remis au médecin-capitaine Loukine, adjudant-chef Bourret, adjudant Viale, caporal-chef Chaix, caporal-chef Roche et au caporal revis la médaille de bronze pour acte de courage et dévouement au nom du Ministre de l'Intérieur.

Par ailleurs, M. Le maire a décerné à Mme Laurence Gardet, la médaille de la ville pour son action humanitaire au Kurdistan.

Mme Gardet fait partie de ces femmes, pleines de courage et de passion pour ce que l'on appelle plus communément la vie. Infirme de son état, elle n'a pas hésité

une seconde à partir renforcer l'action de « Médecins du monde ».

Durant cinq semaines, elle a contribué à porter secours à la population mais aussi aux blessés de guerre. Le Kurdistan qui se trouve au nord de l'Irak est déchiré depuis plusieurs années par une guerre intérieure qui n'en finit plus. Médecin du monde se rend là-bas pour panser les plaies de cette révolution. Mais aussi partout où un secours médical est nécessaire, n'importe où dans ce monde où rien ne va plus par endroits. Merci à eux pour leur courage et dévouement.

## Défenseurs des droits de l'homme ?

Ouest-France  
12.5.89

par François Régis Hutin

La France négocie, actuellement, la construction d'une usine destinée à fabriquer des avions de combat « Mirage », en vue de développer l'industrie nationale d'armement... de l'Afrique du Sud...

Une telle nouvelle, si elle était exacte, provoquerait une flambée d'indignation dans notre pays. Il n'y aurait pas de mots assez durs pour condamner cette politique et ceux qui la font. Meetings, pétitions, protestations de toutes sortes s'organiseraient partout. Heureusement, il n'en est rien ; la France, rassurons-nous, n'ira pas se fourvoyer à faire commerce de ses armes avec ce pays...

Cependant, la France va bel et bien vendre cinquante « Mirage 2000 » et a des pourparlers avec l'Irak sur la construction d'une usine d'avions de guerre, sans que cela semble poser le moindre problème à notre conscience nationale. Pourtant, nous prétendons être profondément attachés aux droits de l'homme ; nous ne nous privons pas de donner, au monde entier, des leçons sur ce sujet et, plus encore, en cette année du bicentenaire de notre Révolution...

A l'Irak, on ne donnera donc pas de leçon, mais des armes. C'est, à nos yeux, un véritable scandale, car l'Irak viole constamment, depuis des années, les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

La chronique d'Amnesty international de mars 1989 consacre cinq grandes pages à l'énumération des crimes, atrocités, massacres perpétrés, ces dernières années jusqu'à des dates toutes récentes, par les autorités irakiennes. « On maltraite même des bébés, pour contraindre leurs parents à avouer de prétendus délits politiques. On exécute de tout jeunes gens. Le 28 octobre 1987, Rizgar Abdal-

lah, âgé de 16 ans, était l'un des quatorze mineurs exécutés à Mossoul. Huit mineurs ont été exécutés le 10 décembre 1987. Début janvier 1987, vingt-neuf enfants et jeunes gens de la province de Sulaymaniyah, âgés de 17 à 23 ans, ont été exécutés sans jugement. »

La liste de ces exactions est longue et s'y ajoute le récit des tortures : trente méthodes sont utilisées : coup, « falaqa », brûlures, décharges électriques, mutilations. Des groupes entiers d'enfants ont été torturés. De nombreux enfants arrêtés en 1985, âgés de 6 à 12 ans alors sont encore détenus, et beaucoup sont retenus en otage. Des exécutions massives ont eu lieu en 1987. On compte les disparus par milliers. Amnesty rappelle également les 5 000 habitants de Halabja, morts à la suite d'une attaque aérienne, à l'arme chimique, les 16 et 17 mars 1988, et les massacres d'élimination systématique des Kurdes.

Si ces informations sont exactes - et Amnesty international ne les publierait pas si elles n'étaient pas vérifiées - si ces informations sont connues du gouvernement français, on comprend mal comment il peut encore envisager d'équiper l'armée d'un gouvernement qui fait un tel usage des avions conçus par la France. En agissant ainsi, nous devenons complices. Comment pourrions-nous oser, ensuite, parler des droits de l'homme ? Comment pourrions-nous nous en prétendre les ardens défenseurs ?

Et pourquoi donc ce qui ne serait pas toléré, concernant l'Afrique du Sud, est-il accepté pour l'Irak ? Que cherchons-nous vraiment : la paix ? La dignité de l'homme, de tout homme ? Ou bien voulons-nous simplement un succès économique, même au prix du sang des enfants ?

Meridional 26.5.89

# AVIGNON

Champfleury

## Découvrez la cuisine kurde

Dans le cadre de ces repas organisée désormais régulièrement tous les vendredis, la M.J.C. Champfleury ouvre toutes grandes ses portes ce vendredi 26 mai, à tous ceux et toutes celles qui désirent découvrir la cuisine laotienne et kurde.

Tout d'abord, à 12 heures, avec Phasay Davane, une jeune laotienne gérante du magasin Vientiane du bd Jules-Ferry, vous fera découvrir les charmes de la cuisine asiatique avec sa salade de soja, les boulettes de crevettes, le riz cantonnais et les superbes galettes laotiennes.

Le soir, à partir de 20 heures, ce sera une grande soirée kurde, avec en plus du repas, un spectacle haut en couleurs et en mélodies qui vous plongera au cœur de la culture kurde grâce à Cenet Yanar et Mehmet Uzun, le premier cuisine ses « lahmacun » et le second jouera du saz, accompagné de ses enfants et de ceux de Cenet.



**Claire, Brigitte et Karima qui seront là pour s'occuper de vous lors de ces repas et du spectacle (Photo J.R.)**

Deux possibilités sont offertes aux participants de cette soirée, soit repas plus spectacle soit assister au spectacle simplement. Le tarif du repas étant de 45 F par personne et l'entrée au spectacle 20 F.

Les réservations étant obligatoires, le secrétariat et les animateurs de la M.J.C. Champfleury sont à votre disposition au 90.86.41.24.

Meridional 21.5.89

**RAK**

### LE MINISTRE DE LA DÉFENSE AURAIT ÉTÉ TUÉ PAR LES KURDES

Le ministre irakien de la Défense, le général Adnan Khaïrallah Talfah est mort le 5 mai dans un attentat qui visait initialement le président Saddam Hussein et non dans un accident, selon la version officielle, a déclaré hier l'un des principaux dirigeants de l'opposition kurde irakienne, M. Massoud Barzani.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

61 GL

FRA0266 4 I 0114 TUR /AFP-SQ22

Turquie-Kurdes

Vingt personnes enlevées par des militants kurdes, selon Anatolie

ANKARA, 16 mai (AFP) - Vingt personnes ont été enlevées par une quarantaine de militants séparatistes kurdes dans la nuit de lundi à mardi à Sennak près de Siirt (sud-est de la Turquie), selon l'agence turque Anatolie.

Les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) qui ont attaqué une mine de lignite, ont mitraillé le véhicule du directeur de la mine lorsque les forces de l'ordre ont tenté d'intervenir, selon l'agence.

Les séparatistes, qui ont également utilisé des lance-grenades, ont ensuite pris la fuite, emmenant avec eux vingt otages.

Nf/ct/nl

AFP 161350 MAI 89



Communautés Européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SEANCE

Edition en langue française

1989 90

19 mai 1989

SERIE B

DOCUMENT N. 114

PROPOSITION DE RESOLUTION

déposée par M. BEYER DE RYKE et  
Mme ANDRE  
au nom du groupe libéral, démocratique  
et réformateur

avec demande d'inscription au débat sur  
des problèmes d'actualité, urgents et  
d'importance majeure  
conformément à l'article 64 du règlement

sur le danger pour les Kurdes en Irak

- A. alarmé par les rapports établissant que 50.000 à 200.000 Kurdes irakiens ont été informés par les autorités irakiennes d'un prochain déménagement de leurs maisons vers des établissements où, soi-disant, ils vivront dans de meilleures conditions,
- B. rappelant l'attitude atroce du gouvernement irakien actuel envers ses citoyens, notamment envers la minorité kurde, dont plusieurs milliers ont été assassinés par des gaz toxiques ou après avoir été torturés, et dont 3 à 4.000 villages ont été entièrement rasés dans les années 80,
  - . prenant note de la communication rapportant que le programme de "réinstallation" a été retardé par la mort du ministre de la Défense, mais prenant note également du fait que ce retard suit plusieurs manifestations de protestation venant de plusieurs parties du monde contre le traitement des Kurdes,
- D. rappelant ses résolutions précédentes sur la violation des droits de l'homme en Irak,
  1. demande au gouvernement irakien d'abandonner sa politique renforcée de "réinstallation" ;
  2. demande aux Etats membres de la Communauté européenne d'envoyer leurs ambassadeurs en une représentation commune et puissante auprès du gouvernement irakien afin de lui exposer la préoccupation des Douze sur le bien-être de la population kurde ;
  3. déplore le fait que les gouvernements des Etats membres et certaines sociétés européennes soient prêts à accorder des crédits à l'Irak et à y intensifier leur commerce sans prendre en considération le devoir des peuples civilisés de montrer leur révolte contre des violations flagrantes des droits de l'homme comme celle dont le régime de Bagdad s'est montré coupable et celle qui a d'ailleurs mené récemment à la suspension des relations diplomatiques de la Communauté avec la dictature roumaine ;
  4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne, au Secrétaire général de la Ligue arabe et au gouvernement irakien.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

361 PARIS FRA 190589 61131 INT EMI  
 Kurdes-Mitterrand  
 Appel de Mme Danielle Mitterrand en faveur de 36.000 kurdes irakiens  
 refugies en Turquie

PARIS, 19 mai (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, presidente de la fondation humanitaire "France-Libertes" a lance, vendredi, un appel en vue de l'octroi du "statut de refugies politiques" aux 36.000 kurdes irakiens refugies en Turquie, a la suite de l'usage massif des armes chimiques lors de la phase finale de la guerre irako-iranienne.

Vivant dans trois camps a Mush, Dyarbaki et Mardine, "dans des habitations precaires, beneficiant de soins rudimentaires, isolés par des barbelés et contrôlés par des rondes militaires jour et nuit, ces refugies, qui ont le statut des residents temporaires sont des +revoites en puissance+", a indique l'epouse du chef de l'Etat, au cours d'une conference de presse a la veille de son voyage aux Etats-Unis ou elle entend, a-t-elle dit, aborder cette question avec ses interlocuteurs.

476 personnes, la plupart des enfants, sont mortes des suites des intemperies cet hiver dans ces camps, a ajoute Mme Mitterrand se fondant sur les indications communiques par les autorites turques durant son voyage d'information du 29 avril au 2 mai en Turquie.

Selon Mme Mitterrand, la Turquie qui abrite une importante communauté kurde evaluee a dix millions de personnes, a "refuse de leur accorder le statut de refugies politiques".

Ankara a rejete la responsabilite de cette situation sur les pays occidentaux, notamment europeens. La Turquie estime que ceux-ci n'ont pas pris "le relais du gros effort financier" consenti par Ankara (25 millions de dollars) pour l'hebergement des kurdes irakiens et reclame 85 millions de dollars pour l'assistance humanitaire qu'elle fournit a ces personnes, ainsi que des facilites d'installation en Europe aux kurdes irakiens desireux de s'y rendre, a precise l'entourage de Mme Mitterrand.

Une quarantaine de familles kurdo-irakiennes ont demande a s'installer en France et quelques centaines en Suede et en RFA notamment, selon ces memes informations.

Mme Mitterrand a indique que pres de 1.400 kurdes irakiens, repondant a l'offre d'amnistie de Bagdad, en novembre 1988, sont retournes dans leur pays, sans laisser de "traces".

rn/jmg

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

428 PARIS  
Kurdes-Mitterrand

FRA

190589 61819

INT

EMI

Mise au point de l'ambassadeur de Turquie apres l'appel de Mme Mitterrand

PARIS, 19 mai (AFP) - L'ambassadeur de Turquie en France, M. Ilter Turkmen, a adresse vendredi soir une mise au point a l'AFP a la suite de l'appel lance par Mme Danielle Mitterrand, presidente de "France-Libertes", pour l'octroi du "statut de refugies politiques" aux 36.000 kurdes irakiens refugies en Turquie.

"Le gouvernement turc s'est scrupuleusement abstenu jusqu'a present de faire des commentaires sur le voyage de Mme Danielle Mitterrand en Turquie (du 29 avril au 2 mai). Mme Mitterrand est l'epouse du president de la Republique francaise et sa visite avait un caractere prive. C'est ainsi que nous l'avons concu et nous nous sommes efforces dans la mesure du possible de faciliter son voyage et ses contacts", a declare l'ambassadeur.

"Franchement, nous ne nous attendions pas a des appels politiques, a des critiques ou a des statistiques sur la population de la Turquie. Meme a ce stade je pense que nous choisirons de ne pas repondre a Mme Mitterrand", a ajoute l'ambassadeur se proposant toutefois de "clarifier l'attitude" de son pays.

"La Turquie, a-t-il indique, eprouve beaucoup de sympathie et de compassion pour les demandeurs d'asiles qui ont du quitter, dans des circonstances tragiques, leur pays natal. Nous les avons accueillis par dizaines de milliers avec un sentiment de solidarite humaine qui s'est traduit en des actes concrets. Nous leur avons donne asile, nous les avons heberges et avons assure leur subsistance dans la mesure, bien entendu, de nos moyens qui sont tres limites par rapport a ceux des pays de l'Europe qui n'ont pas consenti un centime d'aide et qui se sont categoriquement refuses a accorder l'asile a ces irakiens, meme aux personnes qui avaient des familles chez eux", a poursuivi l'ambassadeur.

"A un moment ou les pays d'Europe occidentale s'opposent a toute immigration et cooperent en vue de mieux sceller leurs frontieres, veut-on que la Turquie ouvre ses portes a des exodes massifs", a-t-il dit, indiquant que son pays a "deja accueilli plus d'un million d'Iraniens, des milliers d'Afghans et enfin 40.000 irakiens".

"Malgre nos demandes reiteres, beaucoup de pays europeens, y compris la France, ont categoriquement refuse d'accepter une partie de ces personnes en quete d'asile", a-t-il assure affirmant: "Dans le cas des kurdes d'Irak, on nous a dit carrement qu'on ne voulait surtout pas de kurdes".

rn/sa

idf

319 PARIS FRA 190589 62143 INT EMI  
 France-Kurdes, flti

L'ambassadeur turc critique les pays d'Europe de l'ouest apres l'appel de Mme Mitterrand en faveur de 36.000 Kurdes refugies en Turquie

PARIS, 19 mai (AFP) - L'ambassadeur de Turquie en France, M. Ilter Turkmen, a critique les pays d'Europe de l'ouest, dans une mise au point adressee vendredi soir a l'AFP apres un appel lance par Mme Danielle Mitterrand, presidente de l'association "France-Libertes", pour que les 36.000 Kurdes irakiens refugies en Turquie y recoivent le "statut de refugies politiques".

Soulignant que Mme Danielle Mitterrand, epouse du president de la Republique francaise, avait effectue en Turquie une "visite a caractere prive" du 29 avril au 2 mai, l'ambassadeur souligne que "le gouvernement turc s'est scrupuleusement abstenu jusqu'a present de faire des commentaires sur le voyage".

"Franchement, nous ne nous attendions pas a des appels politiques, a des critiques ou a des statistiques sur la population de la Turquie. Meme a ce stade, je pense que nous choisirons de ne pas repondre a Mme Mitterrand", a ajoute l'ambassadeur.

Mme Danielle Mitterrand avait demande vendredi dans une conference de presse, qu'Ankara accorde le "statut de refugies politiques" aux 36.000 Kurdes irakiens refugies en Turquie, a la suite de l'usage massif des armes chimiques par Bagdad lors de la phase finale de la guerre irako-iranienne.

Vivant dans trois camps a Mush, Dyrbakir et Mardine, dans des conditions precarises", isolés par des barbelés et contrôlés par des rondes militaires, jour et nuit, ces refugies, qui ont le statut des residents temporaires sont des "revoites en puissance", a-t-elle declare, en affirmant que 476 personnes, la plupart des enfants, y sont mortes des suites des intemperies cet hiver.

Selon Mme Mitterrand, la Turquie qui abrite une importante communauté kurdeophone evaluate a dix millions de personnes, a "refuse de leur accorder le statut de refugies politiques".

suivra



A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

264 PARIS FRA 200589 70448 INT EMI  
 Irak-Kurdes,flt1  
 moy

Le general Khairallah serait mort dans un attentat visant le president Saddam Hussein, selon un dirigeant de l'opposition kurde

PARIS, 20 mai (AFP) - Le ministre irakien de la Defense, le general Adnan Khairallah Talfah est mort le 5 mai dans un attentat qui visait initialement le president Saddam Hussein et non dans un accident, selon la version officielle, a declare samedi a l'AFP l'un des principaux dirigeants de l'opposition kurde irakienne, M. Massoud Barzani.

De passage a Paris, le chef du Parti democratique du Kurdistan irakien (PDK, proche de l'Iran), qui effectuait son premier sejour en France, a affirme qu'une bombe avait explose a bord de l'helicoptere presidentiel, selon lui, - et non d'un helicoptere de l'armee -, qui devait ramener le president Saddam Hussein a Bagdad apres une tournee dans la region de Sarsang, au Kurdistan (nord).

A l'issue de cette tournee, "Saddam (Hussein) est rentre par la route, et c'est (le ministre de la Defense) Adnan Khairallah, qui se trouvait a bord de l'helicoptere presidentiel", qui a ete tue dans l'explosion, a ajoute M. Barzani.

Commentant la version officielle selon laquelle l'appareil se serait ecrase a cause d'une tempete de sable, M. Barzani a fait remarquer que "il n'y a pas de sable au Kurdistan, encore moins de tempetes de sable".

Il n'a pas indique precisement qui etait, selon lui, a l'origine de "l'attentat", qu'il a attribue a des "membres des milieux dirigeants militaires et politiques" irakiens.

suivra

208 200589 70449 EMI  
 Irak-Kurdes,flt2-der  
 Le deces...

PARIS - Interroge sur ses relations avec la France, M. Barzani a indique qu'il "n'avait rien contre les relations economiques et commerciales" de Bagdad avec Paris, mais que cette politique ne devait pas servir a "aider un dictateur".

Il a estime que la France devait entretenir des "liens politiques avec le peuple irakien, pas avec un seul homme" (ndlr: le president Saddam Hussein) et qu'elle pouvait jouer un "role positif" dans l'evolution de l'Irak vers la "democratie" grace a ses liens etroits avec ce pays.

M. Barzani a indique qu'il avait eu et aurait des contacts avec les milieux dirigeants francais au cours de son sejour, mais s'est refuse a preciser l'identite de ses interlocuteurs.

Il a indique enfin que la prochaine etape de sa tournee europeenne serait l'Autriche.

M. Massoud Barzani, un des animateurs du combat des kurdes irakiens depuis 1979 dans le nord de l'Irak, a declare que son mouvement appliquait une nouvelle strategie depuis les bombardements chimiques massifs irakiens de l'ete dernier. Elle comprend notamment "pour la premiere fois", l'attaque systematique d'objectifs economiques et industriels "vitaux" pour l'Irak, mais exclut tout recours au terrorisme.

Dfe/rn/hz

# FINANCIAL TIMES

Weekend May 20/May 21 1989

## Mrs Mitterrand in call to Turkey over Kurds

By Edward Mortimer

MRS Danielle Mitterrand, wife of the French President, warned yesterday of "an explosion" if Turkey does not soon grant political refugee status to 36,000 Kurds who fled from Iraq last September, and allow them to receive international help.

Mrs Mitterrand, who visited the refugees three weeks ago, said 300 children had died of cold last winter in one of the camps, at Mardin, where the temperature had fallen to minus 20° C, and she feared more would die of dehydration in the summer heat.

Already the heat had been "unbearable" in the tents during her visit. Moreover, no schooling was being provided for the 20,000 children under 14, and the refugees had no means of supporting themselves, being virtual prisoners in the three camps - at Mus,

Diyarbakir and Mardin - all of which were surrounded by barbed wire. The Turkish authorities had not allowed them to keep the herds they brought with them from Iraq.

Turkey has refused to grant the Kurds refugee status or to allow them to receive help directly from international non-governmental organisations, insisting that financial aid be given from state to state and channelled exclusively through the Turkish Red Crescent. These conditions are unacceptable to the UN High Commission for Refugees, and negotiations with Turkey have broken down.

Mrs Mitterrand said most of the refugees wanted to stay in Turkey to be near their homes. About 600 said they would like to go to west European countries - mainly West Germany and Sweden - but only about



Danielle Mitterrand: visited refugees

40 to France. She was "working on" the French Interior Minister, Mr Pierre Joxe, to get him to open the frontiers. About her husband's attitude she was noticeably discreet, but said she would raise the matter "at the highest level" during their visit to President George Bush this weekend.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FR0257 4 I 0373 FRA /APP-R042

M. des-Mitterrand

A. el de Mme Danielle Mitterrand en faveur de 36 000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie

PARIS, 19 mai (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, Présidente de la fondation humanitaire "France-Libertés" a lancé, mercredi, un appel en vue de l'octroi du statut de réfugiés politiques à 36.000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie, à la suite de l'usage massif des armes chimiques lors de la phase finale de la guerre irako-irakienne.

Viva il dans trois camps à Mus, Diyarbakir et Mardin. Dans ces conditions précaires, bénéficient de soins médicaux, isolés par des barbelés et contrôlés par des forces militaires jour et nuit, les réfugiés, dont le statut des résidents temporaires est en révision et "soumis à la décision" du chef de l'Etat, a déclaré Mme Mitterrand. Elle a appelé la ville de son pays et les Etats-Unis à elle entendre et à lui aider à régler la question avec ses interlocuteurs.

476 personnes, la plupart des enfants, sont mortes des suites des températures cet hiver dans ces camps; a ajouté Mme Mitterrand se fondant sur les indications communiquées par les autorités turques durant son voyage d'information du 29 avril au 2 mai en Turquie.

Selon Mme Mitterrand, la Turquie qui abrite une importante communauté kurde évaluée à dix millions de personnes, a "refusé de leur accorder le statut de réfugiés politiques".

Ankara a rejeté la responsabilité de cette situation sur les pays occidentaux, notamment européens. La Turquie estime que ceux-ci n'ont pas pris "le relais du gros effort financier" consenti par Ankara (25 millions de dollars) pour l'hébergement des kurdes irakiens et réclame 85 millions de dollars pour l'assistance humanitaire qu'elle fournit à ces personnes, ainsi que des facilités d'installation en Europe aux kurdes irakiens désireux de s'y rendre; a précisé l'entourage de Mme Mitterrand.

Une quarantaine de familles kurdo-irakiennes ont demandé à s'installer en France et quelques centaines en Suède et en RFA notamment, selon ces mêmes informations.

Mme Mitterrand a indiqué que près de 1.400 kurdes irakiens, répondant à l'offre d'amnistie de Bagdad, en novembre 1988, sont retournés dans leur pays sans laisser de "traces".

AP/JMA

AFP 191331 MAI 89

Financial Times

22.5.89

# My ears ring with the cries of Kurdish women, says Mrs Mitterrand

Edward Mortimer reports on an impassioned plea for refugees whose camps are 'like a bomb' and whose plight is a 'race against time'

I the undersigned, beneficiary of the amnesty decree no. 866 issued on November 30 1988 by the Revolutionary Command Council, hereby undertake to reside in the place designated by the Committee in ... Province, ... District, ... Regroupment Camp, ... House. I also undertake not to engage in any political activity hostile to the Baath Party and the Revolution, and I shall incur the penalty of execution if I provide false information, if I commit any act contrary to the system or to the law, or if I change my residence without informing the relevant authorities. I sign in the presence of the head of the Party Committee, the Party member representing the Police, the representative of the Military Police, and the representative of the Political Police.

The above is a translation of the document which Kurdish refugees are required to sign if

they wish to return to Iraq, according to Mrs Danielle Mitterrand, wife of the French president, who recently returned from a visit to three camps in eastern Turkey containing 36,000 Kurdish refugees.

It explains, she says, why none of the refugees are willing to return to Iraq in present conditions. Some 1,400 of them apparently did so when the amnesty was first offered, taking with them some 70 Iraqi prisoners. They went to their assigned zones of residence, but their relatives still in Turkey have been unable to get any news of them since, and believe that most of them are now dead.

"These three camps are three bombs," said Mrs Mitterrand. "There's going to be an explosion. All those men, mountain people in the prime of life, they're not going to accept. They've already borne the winter. They've seen their

children die of cold. They're not going to watch them being dehydrated... I'm absolutely convinced of it, they'll prefer to die. It'll be collective suicide."

France's First Lady (not a title she would ever use, to judge by her strikingly simple and unpretentious manner), was speaking to a small group of journalists in Paris last Friday. She had not spoken to the press on the spot, she said, because she was there in a humanitarian capacity (although accompanied by the French ambassador, Mr Eric Rouleau) and because of the "delicacy of the local political situation".

But she was speaking now because she felt there was "a race against time", and because the refugees had placed all their hopes in her. "My ears still ring with the pleas of those women who followed me, seizing my hands and saying: 'Mrs Mitterrand, please don't forget us'."

**'There's going to be an explosion. All those men, they'll prefer to die. It'll be collective suicide'**

Their main demand, she said, was to be recognised as political refugees, so that they could benefit from the conditions laid down by the UN High Commissioner for Refugees. The camps would then be open, instead of being encircled with barbed wire and isolated from the surrounding population of Turkish Kurds; they would have their own autonomous administration, and above all there would be schools for the children; and the refugees would be allowed to receive aid directly from organisations abroad. The "whole problem" was, she said, that Turkey refused these conditions, insisting that aid be given from state to state and administered solely by the

Turkish Red Crescent.

In a separate interview with the Financial Times, Mr Masoud Barzani, a Kurdish guerrilla leader who is currently visiting Paris, said the refugees had been subjected to further harassment by the Turkish authorities since Mrs Mitterrand's visit.

Activists who organised her reception had been interro-

gated, insulted and beaten; refugees living in rudimentary housing had been served notice that they would have to move back into tents; and refugee leaders had been warned that they might be asked to choose between deportation to Iran and dispersal in small groups all over Turkey, he said.

Mrs Mitterrand urged Western governments to put pres-

sure on Turkey to improve its treatment of the refugees, and also to open their own borders to those who wanted asylum in western Europe. She admitted that many of the refugees "had reproaches to make about France" because of its role as an arms supplier and trading partner of the Iraqi government.

Clearly, she was aware of the

oddity of a head of state's wife acting as if she were merely a private pressure group. She seemed to hint that her husband would like to do more to help, but would find it easier if public opinion acted as a counterweight to the pressure of the French foreign ministry, which seeks to avoid friction with the Turkish and Iraqi governments.

## Dilemma over status of Kurdish 'refugees'

By David Barchard

THEY SIT, huddled in groups, drinking tea from small glasses and watching football on television. Their bushy moustaches and drab suits identify them as the men of an Anatolian village, but this is Dalston in the East End of London.

They have been arriving by the plane-load from northern Cyprus and Istanbul since the end of last month. So far, about 600 villagers from the province of Kahramanmaraş, in south-eastern Turkey, have arrived, almost all of them men.

The Home Office, faced by what looks like an attempt at migration en masse, is trying to establish whether the men are, as the organisations sponsoring them say, ethnic Kurds and Shi'ites fleeing from a repressive government, or simply would-be migrants seeking work abroad.

Community groups in the East End have been trying to accommodate the villagers

while their application is heard. The groups' resources are strained to breaking point.

The influx has no recent parallels. Turkey is the source of a steady trickle of refugees seeking political asylum in Britain. There were 86 applications in 1987 and 500 in 1988. That number has been easily exceeded in the last month.

What is causing the exodus? Volunteers working with the villagers point to what they see as general oppression of the Kurds, combined with growing fears about a revival of far-right-wing activity in Kahramanmaraş.

I was only allowed to speak to two villagers, but they described a fairly familiar pic-

ture of bleak local conditions.

They also appeared to be committed Kurdish nationalists.

There are around six million Kurdish speakers in Turkey. Other plane-loads are said to have left for Sweden, Switzerland and Greece.

Turks I spoke to at a kebab house in Dalston seemed to accept the villagers' claims, launching swiftly into their own bitter personal tales of prison and torture.

A group of middle-class students from Ankara's elite Political Science Faculty took a different view. "Of course there is torture in Turkey," they said. "But these men are basically here to look for work."

Dimanche 21-Lundi 22 mai 1989 Le Monde

## L'ambassadeur de Turquie à Paris critique les positions de M<sup>me</sup> Mitterrand sur les réfugiés kurdes

L'ambassadeur de Turquie en France, M. Ilter Turkmen, a critiqué les pays d'Europe de l'Ouest, dans une mise au point adressée vendredi 19 mai à l'AFP, à la suite d'un appel lancé, le même jour, par M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand, en faveur des 36 000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie.

Affirmant que M<sup>me</sup> Mitterrand avait effectué en Turquie « une visite à caractère privé » du 29 avril au 2 mai, l'ambassadeur souligne que « le gouvernement turc s'est scrupuleusement abstenu jusqu'à présent de faire des commentaires sur ce voyage ». « Franchement, nous ne nous attendions pas à des appels politiques, à des critiques ou à des statistiques sur la population de la Turquie », affirme le diplomate.

« Pas un centime d'aide »

Au cours d'une conférence de presse, l'épouse du chef de l'Etat avait demandé qu'Ankara accorde le statut de réfugiés politiques aux Kurdes réfugiés en Turquie à la suite de l'utilisation massive d'armes chimiques par Bagdad, lors de la phase finale de la guerre irako-iranienne.

Vivant dans trois camps à Mush, Dيارbakir et Mardine « dans des conditions précaires, isolés par des barbelés et contrôlés par des rondes militaires jour et nuit, ces réfugiés, qui ont le statut de réfugiés temporaires, sont des révoltés en puissance », a déclaré M<sup>me</sup> Mitterrand en affirmant que 476 personnes – pour la plupart des enfants – y sont mortes, des suites des intempéries, cet hiver.

Dans sa mise au point, l'ambassadeur de Turquie à Paris critique « ceux des pays de l'Europe qui n'ont pas consenti un centime d'aide et qui se sont catégoriquement refusés à accorder l'asile à ces Irakiens, même aux personnes qui avaient des familles chez eux ». « Au moment où les pays d'Europe occidentale s'opposent à toute immigration et coopèrent en vue de mieux sceller leurs frontières, veulent-ils que la Turquie ouvre ses portes à des exodes massifs ? », demande-t-il.

« Malgré nos demandes réitérées, beaucoup de pays européens, y compris la France, ont catégoriquement refusé d'accepter une partie de ces personnes en quête d'asile, notamment dans le cas des Kurdes d'Irak », ajoute l'ambassadeur. – (AFP.)

L'Humanité 23.5.89

## RENCONTRE PCF FRONT DU KURDISTAN D'IRAK

Massoud Barzani président du Front du Kurdistan d'Irak a été reçu par Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central, au siège du PCF. Au cours de cet entretien Massoud Barzani a montré l'ampleur de la terrible répression des autorités irakiennes contre les populations kurdes. Après avoir eu recours en 1988 à l'arme chimique et fait des milliers de victimes, le gouvernement irakien poursuit son plan de destruction des villages, organisant les déportations de la population et les regroupements dans des camps sous surveillance militaire. Le président du Front du Kurdistan d'Irak a réaffirmé la détermination du peuple kurde à poursuivre son combat pour le droit à l'autonomie dans un Irak démocratique et pacifique. Maxime Gremetz a exprimé l'émotion des communistes français devant la politique de répression et de destruction à laquelle se livrent les autorités irakiennes contre le peuple kurde. Il a souligné que tous les démocrates ne peuvent que condamner cette grave politique. Il a rappelé l'exigence exprimée par le PCF de voir la France agir auprès du gouvernement irakien pour le respect du droit à l'autodétermination du peuple kurde. Maxime Gremetz a réaffirmé au président du Front du Kurdistan d'Irak la solidarité active du Parti communiste français. (1) Participait à cette rencontre Hoshyar Zebari, représentant du F.K.I. en Europe, et Serge Laloyer, collaborateur du Comité central du PCF.



Communautés Européennes

**PARLEMENT EUROPÉEN  
DOCUMENTS DE SEANCE**

Edition en langue française

1989-90

22 mai 1989

SERIE B

DOCUMENT B2-194/89

## PROPOSITION DE RESOLUTION

déposée par M. BEYER DE RYKE  
au nom du groupe libéral, démocratique et  
réformateur

avec demande d'inscription au débat sur  
des problèmes d'actualité, urgents et  
d'importance majeure  
conformément à l'article 64 du règlement

sur l'incarcération d'écoliers en Turquie

Le Parlement européen,

- A. vivement préoccupé par le fait que des mineurs continuent d'être jugés et incarcérés en Turquie pour des délits politiques,
- B. attirant l'attention sur le cas de Sasinaz Ilboga, une jeune Kurde de 17 ans qui a été accusée de "propagande séparatiste" pour s'être opposée à ce que son professeur parle des Kurdes en termes dépréciatifs et qui a été laissée en prison, en dépit de l'appel du procureur de la république en faveur de sa libération dans l'attente de son jugement devant la Cour de sécurité de l'Etat à Konya,
- C. reconnaissant les efforts considérables déployés par le gouvernement turc pour améliorer le respect des droits de l'homme, mais extrêmement inquiet face au maintien des poursuites judiciaires contre les délits prétendument politiques et aux informations faisant état de la pratique de la torture ainsi que de la persécution des minorités et des enfants, tous faits inacceptables pour les Etats membres de la Communauté européenne,
  1. invite les autorités turques à mettre fin aux poursuites engagées contre les auteurs de "délits politiques" et à libérer en particulier tous les mineurs incarcérés pour de tels délits ;
  2. demande l'annulation des accusations portées contre Sasinaz Ilboga ;
  3. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil et au gouvernement turc.

# Flykting- revolt i kurdiskt läger

Av KERSTIN MATZ

PARIS (Expressen). Stämningen i de kurdiska flyktinglägren i Turkiet är explosiv. Revolten är på väg bland 36 000 människor som förra året flydde från Iraks kemiska terror och nu sitter bakom turkisk taggtråd. Om detta vittnade den luttrade gerillaledaren Masoud Barzani och den spröda och engagerade presidenthustrun Danielle Mitterrand, var och en på sitt håll, i Paris.

— Vi hoppas mycket på svensk hjälp till de kurdiska flyktingarna, sa Masoud Barzani.

I det största lägret, Mardin, med 18 000 flyktingar, har man just börjat en strejk. Barzani, en kortväxt, smärt man med klara bruna ögon, är ledare för Kurdistans demokratiska parti, KDP. Han är just nu på resa i Europa för att väcka opinion för kurdernas sak.

— Förra året dödades 9 000 kurder av kemiska vapen. Det var kulmen på grymheterna mot oss, och vi fick en massa internationell sympati. Men det var allt.

## — Byar utplånade

— Irak har ända sedan 1977 gått in för att utplåna byar och flytta befolkningen till städerna. En miljon människor har fått överge sina hem och 4 000 byar har försvunnit i irakiska Kurdistan.

Han låter bitter när han



Foto: PETER OFTEDAL  
Den kurdiske gerillaledaren Masoud Barzani befinner sig för närvarande i Paris. När Petter Oftedal ville ta en bild av Barzani utomhus blev det stopp. Det ansågs alltför riskfyllt.

jämför vad som händer med hans hembygd med vad som pågår i Rumänien. Tragedierna är likartade — hus och gårdar bränns och rivs, människor skyfflas i väg.

— Men den rumänska politiken diskuteras och

kritiseras internationellt. Däremot sägs inte mycket om hur de fyra miljoner kurder behandlas som bor i Irak.

## 300 000 i riskzonen

Nu hotar en ny deportationsväg. Det är, enligt Barzani, större byar som är målet denna gång. 300 000 människor befinner sig i riskzonen.

— Bönderna som utsätts för detta måste ge upp äganderätten till sin jord. Irakiska Kurdistan är 70 000 kvadratkilometer stort. På 40 000 av dessa finns det nu arabiska bosättningar.

Danielle Mitterrand besökte i månadsskiftet de kurdiska flyktinglägren i Turkiet. Hon har bildat en stiftelse som arbetar för mänskliga rättigheter och ville med egna ögon se hur kurderna behandlas.

## Ingen skolgång

— Problemet är att Turkiet inte vill ge dem status som politiska flyktingar, säger Danielle Mitterrand. Som det är nu får de inte röra sig fritt, barnen får ingen skolgång, hettan i tälten är olidlig. Samtidigt har mödrarna redan börjat oroa sig för den kommande vintern. Under vintern som gick frös 300 barn ihjäl.

LES KURDES EN IRAK (doc. B2-153/89)

Le Parlement a adopté la résolution de M. BEYER DE RYKE et de Mme ANDRE (B), au nom du groupe libéral, qui demande au gouvernement irakien d'abandonner sa politique renforcée de "réinstallation" envers les Kurdes: de 50.000 à 200.000 Kurdes irakiens ont été informés par les autorités de ce pays d'un prochain déménagement de leur maison vers des établissements où, soi-disant, ils vivront dans de meilleures conditions. Les Douze sont invités à faire part fermement de leurs préoccupations au gouvernement irakien.

De plus, la résolution déplore le fait que des gouvernements des Etats membres et certaines sociétés européennes soient prêts à accorder des crédits à l'Irak et à y intensifier leur commerce sans prendre en considération le devoir des peuples civilisés de montrer leur révolte contre des violations flagrantes des droits de l'homme, comme celles dont le régime de Bagdad s'est montré coupable, comparables à celle commise par la dictature roumaine. TURQUIE (docs B2-139, 194 et 212/89)

■ Le Parlement a adopté la résolution du groupe arc-en-ciel qui condamne les tirs de la police contre les manifestants du 1er mai à Istanbul et l'attitude du gouvernement turc face à ces événements (une personnalité tuée, 36 autres blessées). Les autorités turques sont invitées à reconnaître le 1er mai comme jour de la fête du travail et des travailleurs, à respecter l'ensemble des droits des travailleurs et à autoriser des syndicats libres. La résolution insiste en outre pour que le gouvernement turc garantisse la liberté de la presse et libère l'ensemble des journalistes incarcérés en raison de leurs activités professionnelles. Elle dit in fine qu'une adhésion de la Turquie à la Communauté n'est guère envisageable tant que les libertés d'opinion et d'association ainsi que l'indépendance de la justice n'y seront pas des réalités, que la torture continuera d'être appliquée et que la peine de mort subsistera.

■ Le Parlement a adopté une autre résolution relative à la Turquie concernant l'incarcération d'écoliers, résolution déposée par M. BEYER DE RYKE, au nom du groupe libéral. Cette résolution invite les autorités turques à mettre fin aux poursuites engagées contre les auteurs de "délits politiques" et à libérer en particulier tous les mineurs incarcérés pour de tels délits. Elle demande l'annulation des accusations portées contre Sasinas Ilboga, une jeune Kurde de 17 ans accusée de "propagande séparatiste" pour s'être opposée à ce que son professeur parle des Kurdes en termes dépréciateurs et qui a été laissée en prison en dépit de l'appel du Procureur de la République en faveur de sa libération dans l'attente de son jugement devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

■ Enfin, le Parlement a encore adopté la résolution de Mme BURON, au nom du groupe socialiste, qui demande la libération de M. Ahmet Atabey, arrêté (pour la deuxième fois) au cours de l'été 1988 et condamné à cinq ans et demi de prison en vertu du code pénal qui interdit le parti communiste: il est donc détenu pour délit d'opinion.

The Guardian 22.5.89

## Iraqi troop crackdown on Kurdish nationalists

Victoria Brittain

IRAQI troops have begun moving into the Kurdish homeland in northern Iraq to

start the deportation of an estimated 200,000 Kurds, according to reports from Iraq last night.

Highly-placed sources said that the planned removal, first threatened about a month ago, was now due to be completed within three weeks.

The death of the defence minister, Adnan Kharoulla, a cousin of President Saddam Hussein three weeks ago, and an international arms exhibition which drew a large number of foreigners to Baghdad, appear to have postponed the

planned deportations which had drawn considerable international condemnation.

The town of Qualadiza is expected to be the first victim of what Kurdish sources describe as the Iraqi attempt to alter the demographic map of the country.

The town, and the surrounding farming area of the Pishder plain, is expected to be resettled by Arabs from southern Iraq though some reports suggest that Egyptian workers may be brought en masse into the area

The town's Kurdish population has been told not to destroy their houses and to leave behind everything except personal belongings.

The deportations follow the Iraqi army's poison gas attack on Halabja village in March 1988 in which 6,000 people died, and an unprecedented military crackdown on the Kurdish resistance.

The Kurds are to be moved in three stages over the next two and a half weeks, with families of militia the first to go.

## Kurdish refugees may be kept in jails

Angella Johnson

KURDS seeking political asylum from the government in Turkey could be sent to jail if they fail to provide a suitable contact address, the Home Office said yesterday.

At Gloucester and Exeter prisons 100 places are being prepared as part of a contingency plan to stop them slipping the immigration net while asylum applications are being vetted. Immigration officers have said there is no room in temporary government centres.

The Churches Support Group for Kurdish Refugees, which

has housed 800 since May 2, said it would cost £24,000 a week to keep 100 refugees in already overcrowded prisons.

Some 1,034 Kurds have arrived in Britain since May claiming they face torture and death if returned to Turkey. The Home Office said 63 left without applying for asylum, 12 were deported, and eight given exceptional leave to stay. The remainder are being cared for by the Kurdish communities in north and east London.

A Home Office spokesman said: "We do not as yet know if these people will be imprisoned but the possibility is being considered." Also under discussion is the prospect of reopening a

hostel in east London which could house 100 people.

"If they are held in prison it would only be short-term accommodation while their asylum application is being considered."

Mr Timothy Renton, Home Office Minister of State, told Labour MPs on Wednesday that the Government would not provide money to help feed and clothe the homeless Kurds.

Some diplomats have alleged that many are not genuine refugees but peasant farmers seeking a better life in Britain.

Mr Michael Feeney, of the Churches Support Group says it is becoming increasingly difficult to look after the num-

bers arriving each day without additional funding.

"These people are extremely vulnerable and bewildered when they arrive in the country. I cannot begin to imagine how it will affect them to find imprisonment waiting at the end of their long journey instead of the freedom sought."

"They speak little or no English and it will cause tremendous upheaval inside the jails trying to cope."

He said that the governor at Gloucester prison had expressed concern at the upheaval which would be caused if he had to move existing prisoners around to accommodate up to 50 Kurds.

# Le rêve brisé des Kurdes

*Venus de toute la région ils ont célébré leur nouvel an. Sur fond de guerre et de revendication nationale*

Dauphiné Libéré  
25.5.89

La fête du nouvel an, dite Newroz, a été célébrée dimanche à Chambéry par des Kurdes venus de tout le Sud-Est, en majorité des immigrés, mais aussi des réfugiés.

Des kurdes qui, au-delà des vicissitudes de l'histoire, rêvent toujours de se regrouper dans un pays qu'ils veulent leur : le Kurdistan.

Mais cette terre se trouve aujourd'hui située sur des pays comme la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie.

« Nous sommes 35 millions, 15 millions en Turquie, 4 millions en Iran, de 5 à 6 millions en Irak, 3 millions en Syrie, et il y a beaucoup d'immi-

gres dans d'autres pays », nous déclarait un responsable du parti des travailleurs du Kurdistan, qui dresse ainsi la situation de son peuple : « en Turquie le gouvernement déplace les gens qui doivent quitter leur village, leur maison maternelle. Dans le Kurdistan, qui est je le rappelle interdit à la presse, depuis la reprise de la lutte en 1984, les villageois et les paysans sont torturés. Nous avons perdu 300 hommes, les Turcs 5000. »

Notre interlocuteur évoque la situation en Irak où les Kurdes ont dû subir les gaz chimiques après le cessez-le-feu Iran - Irak :

« 100 000 Kurdes d'Irak se sont réfugiés alors dans les villes turques mais le gouvernement turc a laissé venir. Ce n'était cependant que démagogie, car les Kurdes n'ont eu ni logement, ni nourriture, l'aide de la Croix Rouge n'a pu venir ».

Pour ce représentant kurde la situation de son peuple est à peine meilleure en Iran, seule la Syrie échappe quelque peu à la critique, mais, « de toute façon, notre objectif reste d'avoir un Kurdistan indépendant, nous sommes parfaitement capables de nous gouverner nous-mêmes ».



**Carrefour stratégique**

Le peuple kurde se situait, comme le peuple arménien, au carrefour des empires ottomans et perses, comme il se trouve aujourd'hui au coeur de la poudrière du Moyen-Orient, à la jonction des mondes turcs (à la porte de l'Europe), iraniens et arabes. Ces raisons géopolitiques expliquent la situation apparemment sans issue de leur revendication nationale qui déstabiliserait toute une région, aux yeux des grandes puissances.

Et les divers Etats ont montré par le passé qu'ils avaient au moins un point d'accord... s'effectuant sur les dos des kurdes.

*« Notre langue est indo-européenne; nous n'avons rien à voir avec la culture arabe, nous avons simplement été islamisés du fait de notre environnement ».*

L'action armée en dehors des frontières ?

*« Il n'en est pas question. Si les arabes, perses, turcs quittent notre territoire nous n'aurons plus rien contre eux ».*

Bref les kurdes récusent toute notion de terrorisme exporté.

Quant à la fête qu'ils célébraient entre eux, le Newroz, fête du nouvel an et du printemps, elle a selon notre interlocuteur deux références historiques. La première se situe en 72 avant J.C. où un Kurde,

Kava, tua un empereur assyrien, despote non éclairé puisque... grand mangeur de cervelles d'enfants. Un meurtre qui signifia aussi la fin de l'empire.

La seconde référence est plus proche : 1982 où un de leurs leaders, Mazlum Dogan fut assassiné.

Une parole kurde qu'il fallait entendre, à défaut de partager et que nos photos illustrent d'une manière qui paraît peut-être choquante mais qui reste le dernier moyen d'expression (incantatoire ?) d'un peuple du monde.

**Michel LEVY.**

**IRAK**

**Le peuple kurde menacé de génocide**

**Depuis la fin de la guerre du Golfe, Bagdad accentue la répression contre les Kurdes. Le sort de ceux qui se sont réfugiés en Turquie est aussi préoccupant.**

Libération 26.5.89

**E**ternelles victimes, éternellement oubliées des conflits du Moyen-Orient, les populations kurdes d'Irak, de Turquie et d'Irak ne cessent pourtant d'en subir les aléas, par temps de guerre comme par temps de paix, autant dans leurs pays respectifs que chez l'un ou l'autre des voisins où elles ont cherché un refuge provisoire. Mais aujourd'hui, la situation des Kurdes d'Irak semble avoir dépassé le seuil de la tragédie commune et leurs responsables accusent ouvertement le gouvernement de Bagdad de se livrer à un « véritable génocide » au Kurdistan irakien.

Le régime de Saddam Hussein s'était rendu tristement célèbre en procédant aux bombardements chimiques de régions iraniennes habitées par des Kurdes irakiens. La fin de la guerre du Golfe, loin d'avoir atténué les souffrances de la population kurde, a permis aux dirigeants de Bagdad de concentrer des forces considérables au Kurdistan irakien. Selon Massoud Barzani, responsable du Parti démocratique kurde d'Irak et du Front uni du Kurdistan irakien, on compte aujourd'hui « cinq soldats pour un habitant » dans les régions kurdes de l'Irak. Le même dirigeant affirme que près de 90 % des villages kurdes (environ 4000), ont été détruits après le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak, et un million de Kurdes ont été installés dans des « camps de regroupement », à proximité de la frontière entre l'Irak, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

Massoud Barzani, qui sortait pour la première fois des maquis kurdes pour tenter d'alerter l'opinion européenne, affirme également que l'armée de Bagdad n'hésite pas, après les bombardements chimiques, à faire un usage massif de défoliants pour empêcher les Kurdes de retourner dans leur région d'origine. Dans d'autres parties du Kurdistan irakien, Bagdad, en accord avec Le Caire, serait également en train

d'implanter des paysans égyptiens afin d'« arabiser » ces zones, notamment les régions agricoles fertiles de la rive occidentale du Tigre et la région pétrolière de Kirkourk.

Plusieurs milliers de Kurdes irakiens qui ont fui la répression en passant la frontière turque connaissent dans leurs pays d'« accueil » un sort non moins terrible. Selon Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République, qui a récemment effectué une visite dans les camps de réfugiés kurdes de Turquie au nom de l'association France Libertés, une « course contre la montre » est désormais engagée dont l'enjeu n'est rien moins que la vie et la mort des 3600 réfugiés kurdes, hommes, femmes et enfants, répartis dans les camps de la région de Mardin et de Deir-Bakir. Pour d'évidentes raisons de politique intérieure — la Turquie compte dix millions de Kurdes —, le gouvernement turc refuse d'accorder le statut de réfugiés politiques aux Kurdes venus d'Irak, de même qu'il refuse toute aide internationale adressée directement à la population des camps, exigeant que celle-ci, évaluée à 85 millions de dollars, soit exclusivement versée aux autorités turques. Le pouvoir d'Ankara rejette par avance la responsabilité du sort des réfugiés sur les gouvernements occidentaux qui, selon lui, refusent de les recevoir.

Vivant à dix ou quinze par pièce dans des baraquements ou sous des tentes, sans ressources ni possibilité d'emploi, sans même le droit d'ouvrir des écoles, fussent-elles de fortune, les réfugiés des camps de Turquie semblent condamnés à une mort inéluctable si rien ne bouge dans les négociations entre Ankara et les pays européens susceptibles d'exercer les pressions nécessaires et au moins d'accueillir les quelque 1500 réfugiés qui ont demandé à émigrer vers la Suède, l'Allemagne fédérale ou la France. Selon les chiffres fournis par

M<sup>me</sup> Mitterrand, 300 réfugiés, pour la plupart des enfants, sont morts de froid durant l'hiver dernier, quand la température descendait à moins 20° dans les camps. Combien d'autres mourront avec l'été qui vient lorsque la température s'élèvera au-delà de 50° ?

Les réfugiés kurdes qui le souhaitent peuvent, il est vrai, rentrer en Irak au bénéfice de la loi d'amnistie du 30 novembre 1988. Il leur « suffit » d'en faire une demande écrite, contresignée par un chef local du parti Baas, un représentant de la police, un représentant des services de renseignements de l'armée et un représentant de la police politique, c'est écrit en toutes lettres. Par cette déclaration, l'intéressé s'engage « à demeurer à l'endroit désigné par le comité (baasiste) » et « à ne faire aucune activité politique hostile au parti Baas et à la révolution ». Le signataire sait aussi que « la peine de mort » lui sera appliquée s'il « fournit de fausses informations, [se] livre à une action contraire au système et aux lois ou s'[il] change de domicile sans en avoir informé les autorités concernées ». Plusieurs centaines, voire milliers, de Kurdes auraient ainsi été passés par les armes pour avoir cru, malgré tout, à la « loi d'amnistie » de Bagdad.

« N'imaginons pas le pire, le pire est là », soulignait Danielle Mitterrand en lançant son appel au secours, consciente néanmoins de la difficulté de le faire entendre dans un pays qui a l'Irak pour allié — et client — privilégié. La tâche était d'autant plus difficile pour Massoud Barzani, qui en appelait, sans grandes illusions, aux valeurs célébrées pour le bicentenaire de la Révolution française, après avoir constaté que l'aide militaire française à l'Irak, une fois la guerre avec l'Irak terminée, ne servait aujourd'hui qu'« à exterminer un peuple ». Le sien.

**Marc KRAVETZ**

Intervista al leader della resistenza sulla nuova campagna di sterminio e di deportazione scatenata dal regime di Saddam Hussein nel Kurdistan

## Barzani: «E' ripreso il grande eccidio del popolo curdo, l'Europa si muova»

DAL NOSTRO CORISPONDENTE

PARIGI — Massoud Barzani, leader della resistenza curda in Irak, ha ancora fiducia nelle «promesse» degli europei. La sola arma che può salvare il suo popolo dal genocidio è la «pressione» dell'opinione pubblica internazionale. «Un giorno — dice — Saddam Hussein sarà schiacciato da questa ondata di sdegno».

Il signor Barzani non ama essere definito un combattente, anche se i suoi giorni, nel Kurdistan, sono fatti di guerriglia. «Amo la pace e il dialogo. La guerra mi è stata imposta», dice con quel suo sguardo senza ombre. Le «promesse», osserva, non fermeranno i carri armati e gli aerei di Saddam Hussein.

La resistenza armata del popolo curdo è finita?

«La nostra volontà è di resistere con la guerriglia. Ma c'è il

rischio che la risposta irachena sia lo sterminio della popolazione civile. Nel mirino di Saddam Hussein, per esempio, ci sono i due distretti agricoli di Qala Diza e Ranya, campagne e città. Accade sempre così: i soldati arrivano, buttano fuori la gente, fanno saltare tutto con la dinamite e poi spianano il terreno con i bulldozer. Distruggono anche le sorgenti della nostra cultura. Vogliono farci scomparire come etnia. Il popolo curdo dev'essere cancellato. Qualche morto curdo in più fa ancora notizia sui vostri giornali? Saddam Hussein è un dittatore sanguinario. Cosa dobbiamo dire di quei governi europei che lo sostengono con la loro diplomazia e le loro armi? Non penso solo alla Francia. Cosa aspettano i media occidentali? Forse solo quella frase terribile: un tempo esisteva un popolo curdo, ebbene, cari lettori, purtroppo non c'è più».

«Le armi chimiche possono essere paragonate a una gigantesca falce, come quella della morte. Il nostro popolo ha subito un'orribile mietitura. E così abbiamo dovuto rinunciare alla guerra, diciamo, di fronte. Adesso, usiamo le tecniche della guerriglia. Abbiamo addestrato dei piccoli gruppi di combattenti che attaccheranno i punti vitali del regime iracheno. Il cuore di Saddam Hussein, il suo re cuore di petrolio. Miriamo a distruggere i centri ne-

valgici della sua economia».

Ma almeno questi gruppi sono bene armati?

Un breve sorriso di Massoud Barzani: «I nostri nemici quelli si, sono bene armati. Noi siamo armati, come dire?, di fede nella giustizia. Ben vengano le armi vere, certo. Però, non potremo mai far cadere Saddam Hussein dal suo piedistallo senza una soluzione politica».

Un vostro esponente, tempo fa, mi ha parlato della possibilità di una rappresaglia curda con armi chimiche contro gli iracheni...

«Il genocidio, lasciamolo a Saddam Hussein. Lui punta alla distruzione totale di un popolo. Noi non lo faremo mai. Non adatteremo mai la scelta delle armi chimiche, nemmeno contro il nostro peggior nemico. Neanche se avessimo una sola bomba irachena inesplosa e questa fosse la nostra ultima risorsa. Anzi, noi proponiamo la

data del 16 marzo come giornata mondiale contro le armi chimiche. Il 16 marzo, lo ricordo al giornalista occidentale, il nostro popolo subì un atroce attacco dell'aviazione irachena. Ho sempre negli occhi della mente l'immagine di quei poveri corpi. Che siano maledetti i dittatori».

Il tono di voce del signor Barzani si stempera di nuovo dopo quell'attimo di odio. «La politica di Saddam Hussein è diabolica. Quattromila villaggi curdi sono stati interamente distrutti, cancellati dalle carte geografiche. Sa quanti ce n'erano nel Kurdistan? Poco più di quattromila. Il Kurdistan conta 75 mila chilometri quadrati di superficie. Ebbene, in 45 mila di essi non c'è più nemmeno un curdo: Saddam Hussein vi ha fatto emigrare gli arabi. Un milione di curdi, su quattro milioni, è ormai dietro il filo spinato dei campi di concentramento

circondati dall'esercito iracheno. Altri 250 mila vi sono entrati negli ultimi tempi».

Vi resta qualche speranza?

«Dobbiamo continuare la nostra lotta, politica e militare. Dobbiamo bussare sempre più forte alla porta dell'opinione pubblica mondiale. Non è possibile che il nostro destino sia nelle mani di un dittatore. Dobbiamo riuscire a rovesciarlo. In Irak il regime si basa su Saddam Hussein e il suo clan. Se lui scompare dalla scena, il regime crolla come un castello di carte. L'opposizione non è fatta solo di curdi e poi ci sono altre minoranze. Non è come nei regimi democratici dove la morte di un uomo cambia ben poco la situazione. La morte di Saddam Hussein ridurrà in polvere la sua dittatura. Forse, le cose non miglioreranno per i curdi, ma non potranno peggiorare».

Ulderico Munzi

The Guardian 27.5.89 Asylum seekers 'really want jobs'

# Kurds duped says Renton

Paul Nettleton

**M**ANY of the Kurds now seeking asylum in Britain had been duped into believing that there were jobs for them here, Mr Timothy Renton, minister for immigration, told the Commons yesterday.

"There is evidence that middle men selling air tickets have been exploiting the economic situation in Turkey with stories of job opportunities in London and briefing on how to claim asylum," he said.

More than 1,000 young men had arrived in the past month and 50 a day were continuing to arrive. "In many cases they do

not appear to be political refugees by any stretch of the definition."

More than 80 had returned to Turkey of their own accord "on realising that jobs and housing are not going to be so easy to obtain as they were led to believe. Many were led up the garden path in their own towns and villages".

Theirs had not been the actions of people in fear of persecution. "What we are seeing is a gross and transparent abuse of the asylum procedures as a means of obtaining jobs and housing and, perhaps, social security benefit too, in the UK."

There were genuine cases but

these would take months to sort out. Meanwhile, Home Office officials were discussing with the British Refugee Council the possibility of financial aid towards a short-term hostel in Tower Hamlets.

Asylum applications would be dealt with case by case but, where there were no compassionate features "refusal of entry and removal must follow".

Mr Renton said about 20 Kurds had been detained in prisons and a further 80 places had been made available. The aim was to detain those considered unlikely to co-operate with interviewing officers, so expediting hearings for the genuine applicant.

Mr Jeremy Corbyn (Lab Islington N) said most of the 1,000 had fled from the same area of Turkey "from fear of continuing repression and fear of local fascist groups". A third had now been interviewed by the Kurdish Workers' Association and other organisations helping to prepare their applications to the Home Office. "One-third of those have evidence of torture on them and indeed 40 of those interviewed so far... have had their cases referred to the Medical Foundation."

Mr Brian Sedgemore (Lab Hackney S and Shoreditch) said government cash was needed now because the voluntary agencies had run out of money.

Refugee Community  
News 5.89

## Commemorating Kurds' slaughter

Kurdish refugees marched in London last month to mark the first anniversary of the Iraqi government's bombing of the Kurdish town Halabja with chemical weapons. More than 5,000 men, women and children died in the attack last year.

"It's very important for Kurds and for humanity as a whole to remember Halabja," says Kemal Rasul, co-ordinator of the Kurdish Cultural Centre

(KCC). "The government of Iraq has used chemical weapons with impunity. Despite UN conventions Iraq has got away with a major atrocity against civilians. We must try to stop it happening anywhere in the world"

### UN failure

BRC's Asia Committee is calling on the British Government to invoke the Geneva Convention on Genocide, in an effort

to bring an end to Iraq's systematic destruction of the Kurds. This follows the recent failure of the UN Human Rights Commission to condemn the Iraqi government.

With other organisations, KCC has formed a 'Remember Halabja' group. "Kurds have never resorted to terrorism. We are trying to draw public attention to the destruction and persecution of our people

*A new Minority Rights Group report details the brutal abuse of Kurdish rights. It is available from MRG, 29 Craven Street, London WC2N 5NT. Price: £2.50*

*Anyone wanting further information about the Kurds, or details of forthcoming events, should contact KCC, 13-15 Stockwell Road, London SW9. Tel: 01-274 6251.*

FRA0237 4 I 0124 TUR /AFP-IL32

Turquie-Kurdes

Attaque de rebelles kurdes : 3 morts et 8 personnes enlevées

ANKARA, 29 mai (AFP) - Trois personnes ont été tuées et huit autres dont deux jeunes filles, âgées de 15 et 16 ans, ont été enlevées dans la nuit de dimanche à lundi dans le village de Sirnak, près de Siirt (sud-est de la Turquie), lors d'une attaque d'une vingtaine de rebelles kurdes, a indiqué lundi l'agence Anatolie.

Aucun détail n'a été donné par l'agence sur cet incident.

Au cours des dernières semaines, les activités armées des rebelles kurdes soupçonnés d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) avaient été intensifiées dans cette région et avaient fait plusieurs morts parmi les militaires et les civils.

nf/vr

AFP 291322 MAI 89

A.F.P. A.F.P.

## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

## Kemal sur le chemin de Stendhal

Rencontre avec le créateur de *Mémed le Mince*, qui parle de sa région natale, des épopées kurdes et du roman moderne.

J'AI rencontré Yachar Kemal à Istanbul dans le nouvel appartement où il venait de s'installer, avec son épouse Tilda, traductrice de ses romans en anglais. Débordant de joie, plus expressif que jamais, le chaman du Taurus était toujours égal à lui-même. J'ai profité de la sortie en France du quatrième volume de la fameuse série des *Mémed*, le prototype du bandit d'honneur méditerranéen, pour arracher quelques aveux à son créateur.

« Ma famille a immigré de la région du lac de Van durant la première guerre. Moi, je suis né à Tchoukourova mais j'ai grandi avec les histoires de bandits que ma mère racontait. Elle avait des frères qui s'étaient révoltés contre l'injustice des grands propriétaires féodaux. L'un d'entre eux, le redoutable Mahir, avait été tué par les gendarmes à vingt-cinq ans. Dans l'Est, les aventures de Mahir, mon oncle maternel, sont encore déclamées par les bardes. Puis, vers les années 30, de nombreux bandits d'honneur, tous des paysans pauvres révoltés, arpentaient le Taurus. Il arrivait à mon père de les héberger parfois, non pas par défi au gouvernement mais par hospitalité. J'en étais tellement fier, moi qui avais à peine sept ans à l'époque. »

## « Une sorte de Messie »

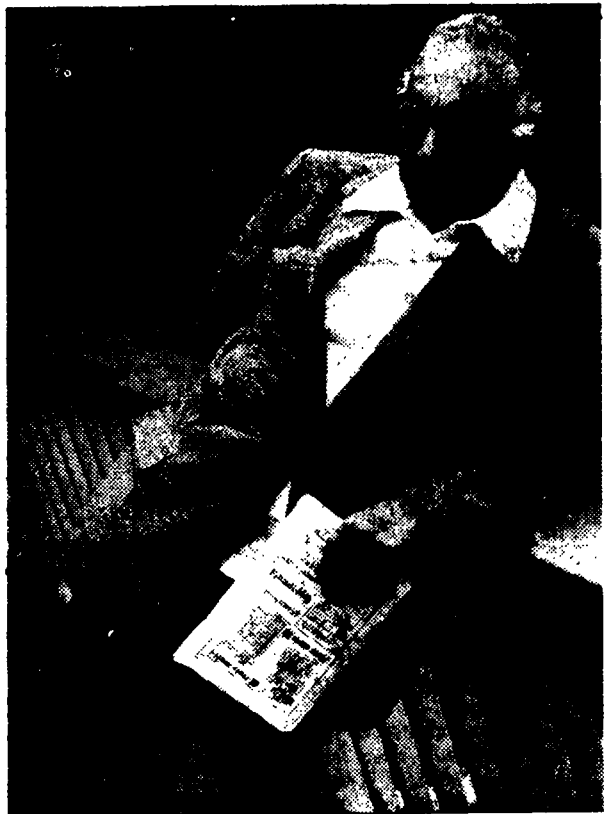
Bien sûr, nous parlons longuement de l'épopée de *Köroglu* (le Fils de l'aveugle) qui occupe une place prépondérante dans la tradition orale des peuples turcs, notamment en Anatolie où de nombreuses versions sont toujours récitées par les bardes. Avant de se décider à écrire sa propre version, Yachar Kemal avait écouté pendant les veillées d'hiver dans le village les aventures de Köro-

glu, qui allait lui servir de modèle pour son *Mémed le Mince*.

« Après avoir fini l'école primaire, dit-il, j'avais décidé de rejoindre le barde Asik Rahmi pour devenir son apprenti. Ce ne fut pas possible. Ma mère ne voulait pas entendre parler de cet homme qui était poète, donc un vaurien à ses yeux, alors que moi j'étais le fils du grand Sadik Agha. Elle brâla mon saz à trois cordes. Ainsi, au lieu d'errer de village en village avec Asik Rahmi, je suis parti à Adana pour m'inscrire au collège, que j'ai quitté un an plus tard. Sans l'intransigeance de ma mère, peut-être serais-je en ce moment dans un village du Taurus en train de réclamer les aventures du bandit justicier Köroglu ! Mahir pour revenir à mon héros, il est un peu différent de Köroglu. C'est un révolté, mais aussi une sorte de Messie à la manière d'un Che Guevara ou d'un Cheik Bedreddine. Il ne pouvait pas faire autrement que de prendre le maquis. Il est à la fois romantique et obligé, oui, je dirais un homme obligé. »

Yachar Kemal est un admirable conteur. Il éblouit par ses mots colorés, sa manière de relater les événements en exagérant parfois, par sa voix impressionnante. Il parle avec nostalgie de sa région natale, la plaine de Tchoukourova (l'antique Cilicie) où se déroule l'action de la plupart de ses romans.

« J'ai assisté, dit-il, à l'un des phénomènes les plus extraordinaires de ce siècle. J'ai eu la chance de vivre, puis d'observer et d'écrire la grande mutation de la plaine de Tchoukourova. Je me définirais volontiers comme le témoin d'une période de transition où l'ancien et le nouveau coexistent, avec tout ce que cela implique. »



Yachar Kemal, « le témoin d'une période de transition où l'ancien et le nouveau coexistent ».

En effet, de son premier roman inédit en France jusqu'au *Dernier Combat de Mémed le Mince*, en passant par *les Seigneurs de l'Aktchasaz*, il a su montrer avec beaucoup d'habileté la sédentarisation forcée des tribus nomades par l'Etat, la concentration des terres entre les mains d'une aristocratie tribale qui constitue progressivement une féodalité de type particulier, l'exode rural et la prolétarianisation rapide des paysans sans terre, mais aussi et surtout la mécanisation de l'agriculture appuyée par le plan Marshall :

« L'arrivée en masse des tracteurs, des moissonneuses-

batteuses et de toutes sortes de machines agricoles a changé de fond en comble la couverture naturelle de la plaine. Les grands marécages qu'habitaient des milliers d'insectes et d'oiseaux ont été desséchés parce qu'il fallait des terres cultivables au capitalisme, les forêts de chênes et de sapins dont parle Djèvdet Pacha dans son livre (1) ont été rasées et les chevaux sauvages décimés. »

En l'écouter, j' imagine comme Derviche Bey, le seigneur de l'Aktchasaz, des centaines de cavaliers turkmènes montés sur des chevaux gris, bai, noirs, baignés de soleil, ces beaux chevaux rapides comme le vent qui sont si chers à Yachar Kemal et qui n'existent plus. Quand l'auteur des *Seigneurs de l'Aktchasaz* me parle de sa géographie affective, de cette terre qu'il a merveilleusement décrite dans ses romans avec le souffle épique d'un grand poète populaire, il devient nostalgique. Il évoque le paradis perdu de son enfance tout en mettant l'accent sur un sujet d'actualité encore tabou en Turquie.

### « Je ne continue pas la tradition orale »

« Certes, j'ai vécu plus longtemps à Istanbul qu'à Tchoukourova. Mais cette région m'a marqué à jamais, elle a fait de moi

l'homme que je suis. Il m'arrive dans mes derniers livres de parler de la ville d'Istanbul mais j'ai l'impression que tout me ramène là-bas, vers « la chaleur jaune » (2) de Tchoukourova. C'est là que j'ai entendu pour la première fois la langue kurde. Car on parlait kurde à la maison. Mais dans le village, le turc était plus répandu. Alors j'ai continué avec le turc. Aujourd'hui je comprends le kurde mais je suis incapable de l'écrire. La voix du grand barde Abdali Zeyneki, dont j'ai raconté la vie dans mon roman *Terre de fer, ciel de cuivre*, résonne encore en moi. Il venait à la maison, lui qui connaissait des centaines d'épées kurdes. Je le considère comme le Homère des Kurdes et je suis très fier de l'avoir connu, d'avoir été son apprenti. »

Tradition et modernité. Voilà les deux mots clefs pour comprendre l'œuvre de Yachar Kemal qui renoue avec le discours épique pour le transformer, de l'intérieur, en écriture romanesque. J'aborde ce sujet avec un ton quelque peu académique. Il me traite de « jeune romancier pédant à l'occidentale », me rappelle notre polémique sur la modernité, puis s'explique : « Personne n'a compris ce que j'ai voulu faire. L'important, c'est de vivre, de s'enrichir de tout, des livres comme des hommes. Mais ce qui compte pour moi avant tout, c'est

la nature. Le rapport de l'homme à la nature. Je ne continue pas la tradition orale, je suis un romancier. J'ai plus appris chez Stendhal que chez les bardes anatoliens qui furent pourtant mes maîtres. Mais je ne saurais pas écrire des romans, construire un univers romanesque si j'en étais resté là, sans passer par Dostolevski, Stendhal et Faulkner. »

Parler avec Yachar Kemal est un grand plaisir, même s'il vous provoque parfois et que vous n'êtes pas toujours d'accord avec lui. Il est si envoûtant qu'il finit par vous emporter, tel un chaman, dans son univers magique.

#### NEDIM GURSEL.

chargé de recherche au CNRS et auteur d'*Un long été à Istanbul* (Gallimard), de *La Première Femme* (Souli) et des *Lapins du commandant* (Mémidor).

★ LE DERNIER COMBAT DE MËMED LE MINCE, de Yachar Kemal, traduit du turc par Munevver Andac Gallimard, 600 p., 160 F.

- Du même auteur, signalons la publication dans la collection « Folio » de *Meutre au marché des forgerons*, premier volume des *Seigneurs de l'Aaktchasaz*, traduit du turc par Munevver Andac, paru pour la première fois chez Gallimard en 1981.

(1) Le commandant de la division envoyée en 1865 par le gouvernement ottoman dans la province de Cilicie pour sédentariser les tribus nomades.

(2) Titre d'un recueil de nouvelles de Yachar Kemal inédit en France.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

GLGL

FRA0237 4 I 0124 TUR /AFP-IL32

Turquie-Kurdes

Attaque de rebelles kurdes : 3 morts et 8 personnes enlevées

ANKARA, 29 mai (AFP) - Trois personnes ont été tuées et huit autres dont deux jeunes filles, âgées de 15 et 16 ans, ont été enlevées dans la nuit de dimanche à lundi dans le village de Sirkak, près de Siirt (sud-est de la Turquie), lors d'une attaque d'une vingtaine de rebelles kurdes, a indiqué lundi l'agence Anatolie.

Aucun détail n'a été donné par l'agence sur cet incident.

Au cours des dernières semaines, les activités armées des rebelles kurdes soupçonnés d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) avaient été intensifiées dans cette région et avaient fait plusieurs morts parmi les militaires et les civils.

nf/vr

AFP 291322 MAI 89

I KURDI II CRONACA DI UN GENOCIDIO LEGALIZZATO

# VI RACCONTO LA MORTE DI UN POPOLO: IL MIO

AVVENIMENTI  
31.5.89

EMANUELA MOROLI

*attraversa i confini di Irak, Iran, Siria e Turchia — è in atto la sistematica distruzione di donne, uomini, di una cultura, di una civiltà. «In ogni scuola c'è una stanza riservata alla polizia segreta. Nella mia famiglia, siamo tutti passati per quella stanza, e i più ne sono usciti con le ossa spezzate». «Sono più di tremila i villaggi distrutti finora dagli irakeni. In Occidente vi siete occupati di uno solo, Halabja, bombardato con le armi chimiche»*

«**L**a nostra tragedia — commenta Hona Bewar, militante della Resistenza Kurda — è di non essere perseguitati da una grande potenza. Non siamo perseguitati dagli americani o dai tedeschi o dagli inglesi. E non siamo neanche perseguitati dalla Russia. Noi invece abbiamo la disgrazia di essere perseguitati, massacrati, deportati e gasati dalle volgari e dequalificate dittature del Terzo Mondo: l'Irak di Saddam Hessein, l'Iran di Khomeini, la Turchia del generale Evren e la Siria del general Assad: una sfilata di orrore tirannico. Ma c'è di più. Alcuni di questi paesi, come la Turchia, fanno parte della Nato; di conseguenza l'Occidente chiude volentieri gli occhi sui suoi misfatti; e d'altro canto, paesi come l'Irak e la Siria, sono alleati dell'Est, che per questa ragione osserva un rigoroso silenzio sulla sorte dei kurdi».

Hona Bewar ha ventinove anni di cui almeno venti trascorsi con la sua famiglia nelle montagne del Kurdistan: profugo, fuggiasco poi combattente e infine «diplomatico» in Europa di uno Stato che non esiste e che pure esprime una fortissima identità culturale e storica fra le più antiche e ricche. Uno Stato senza bandiera, ma con un simbolo: il narciso, che cresce spontaneo e a perdita d'occhio nel Kurdi-

stan. Una terra tagliata da quattro confini: Iran, Irak, Siria e Turchia, imposti al popolo kurdo che abita quei luoghi dai tempi degli antichi Medi.

«Avevo sette anni — racconta Huner Bewar, che è nato in Irak quanto dovetti fuggire dalla mia città Niniva, antica capitale assiro-babilonese, ancora dedita al culto di Zaratustra, il più laico dei grandi profeti. Quella notte del 1967, entrarono

**Mentre la nostra casa bruciava**

un cugino.

Fuggimmo sotto la protezione della guerriglia mentre la nostra casa bruciava. Iniziò così il mio esodo che non avrà mai fine. Nel villaggio d'alta montagna in cui eravamo rifugiati e che ora è stato raso al suolo dai bulldozers del Governo iracheno, uscivamo la mattina all'alba per andarci a rifugiare nelle caverne della montagna: in qualsiasi momento il villaggio poteva essere bombardato e distrutto. Dalla caverna, durante il giorno usciva solo mio padre per andare al fiume a pescare. Per anni quei pesci furono

il nostro unico cibo. Se non pescava non si mangiava che un po' di pane. Per tre anni non andai a scuola, ma lì sulle montagne potevo finalmente parlare il kurdo, che in Irak come in Turchia e in Siria è tassativamente vietato».

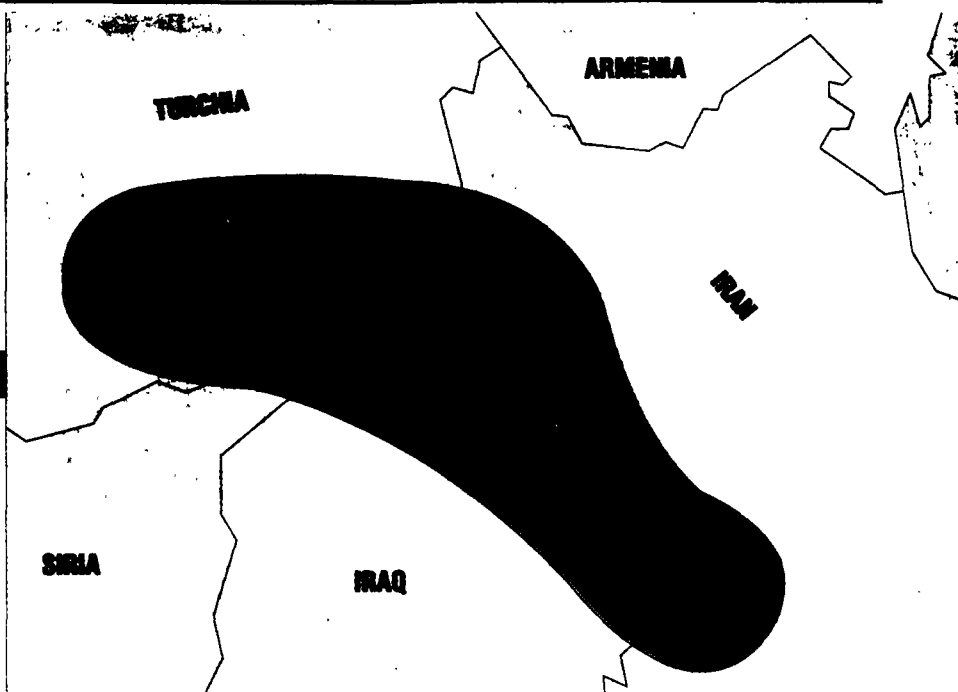
«Nel '70 la guerriglia, che di vittoria in vittoria aveva liberato molte città era andata rafforzandosi, riuscì a trattare con il partito al governo ed a strappare un accordo secondo il quale nel '74 sarebbe stata riconosciuta l'autonomia kurda. Il clima sembrava distendersi e noi, carichi di speranze, tornammo a Niniva. Io rientrai a scuola, ma dopo un anno di discriminazioni e maltrattamenti venni bocciato: avevo disimparato l'arabo, unica lingua ammessa nelle scuole».

«L'11 marzo del '74, il giorno tanto atteso, il giorno che doveva segnare la nascita della nostra autonomia, il Governo iracheno stracciò l'accordo e ingiunse al Movimento di Liberazione di arrendersi. Fuggimmo con pochissimi oggetti personali: poche ore per salvare la pelle e tornare a morire di freddo e di fame sulle montagne. Fu un tragico esodo, vissuto insieme a migliaia di altre famiglie kurde. Strada facendo riuscimmo a comprare una mucca, una salvezza! Dava il latte per i più piccoli della famiglia e inoltre, attaccati alla sua coda, ➤

«Tutti ci riducemmo a vivere in due enormi caverne»

SCHEDA

**IL PAESE DEL PETROLIO E VENTI MILIONI DI PERSONE «INESISTENTI»**



**GEOGRAFIA**

Il Kurdistan, 500-550 mila kmq, si estende tra la catena montagnosa del Tauro ad Ovest, l'altopiano iranico ad Est, il monte Ararat a Nord e la Mesopotamia a Sud. Il Kurdistan del Nord è collocato oggi nella Turchia, quello del Sud nell'Iraq e quello dell'Est nell'Iran; due piccole aree sono collocate in Urss ed in Siria. Il paese ha un clima pseudo-tropicale: freddo alpino nelle zone di montagna e caldo torrido nel sud con piogge abbondanti. Il sottosuolo è ricco di petrolio.

**STORIA**

Le prime notizie storiche sui progenitori dei kurdi datano al 2000 a.C. e le loro notizie si hanno sia dai Sumeri, che dagli Assiri e dai Babilonesi. Il loro capodanno è festeggiato il 21 marzo e simboleggia ancora la ritrovata libertà da un tiranno persiano di circa 2600 anni fa.

**POPOLAZIONE**

Oggi i kurdi sono oltre venti milioni: non è facile saper esattamente la loro consistenza in quanto non vengono ovviamente censiti come kurdi. Sono oltre 10 milioni in Turchia (più di un quarto della sua popolazione), 6 milioni in Iran (circa un quinto), 3,5 milioni in Iraq (circa un terzo), 1 milione in Siria (circa il 10%), 350.000 in Urss e 70.000 in Li-

hano.

**LINGUA**

La lingua comune è il kurdo della famiglia delle lingue iraniche, come il persiano e l'afgano. Esistono almeno tre dialetti.

**RELIGIONE**

La religione è quella musulmana sunnita.

**I KURDI IN TURCHIA**

Dall'inizio della repubblica viene distrutto tutto ciò che prova l'esistenza di una identità curda e viene costruita una falsa teoria, insegnata nelle scuole, per cui i kurdi non sono altro che i «turchi della montagna». La legge turca prevede severe sanzioni per chi propaga «un'altra cultura o un'altra lingua che non sia quella turca». Si arriva alla pena di morte per chi si proclama kurdo. La principale formazione politica è il Partito operaio del Kurdistan (Pkk) che ha dato vita al Fronte di liberazione nazionale del Kurdistan, che ha un suo braccio armato. Il suo programma è indipendentista e socialista. Autonomisti sono invece il Partito comunista turco (fuori legge) e il Partito socialista kurdo-turco.

**I KURDI IN IRAQ**

Anche qui i kurdi si vedono negato qualunque diritto alla loro identità ed il recente bombardamento chimico la dice lunga sullo stato dei rapporti con gli arabi. La principale

organizzazione politica è l'Unione patriottica del Kurdistan (Upk), che unitamente ad altre quattro organizzazioni ha costituito il Fronte nazionale kurdo.

**I KURDI IN IRAN**

Hanno dato vita nel 1946 all'unico episodio di Stato indipendente kurdo dell'epoca moderna. Durò pochissimi mesi. Il Partito democratico del Kurdistan iraniano, autonomista, partecipò al Consiglio degli esperti che dovevano stabilire il testo della Costituzione del nuovo regime islamico nel 1979. Ma durò poco. Dopo pochi mesi Khomeini dichiarò «Guerra Santa» contro i kurdi.

**I KURDI IN SIRIA**

Il Partito democratico del Kurdistan e fuori legge. La sua tendenza è autonomista e socialista.

**I KURDI IN URSS.**

È l'unico paese dove sono riconosciuti come etnia. Vi sono scuole in lingua kurda, un giornale, libri. A Mosca, Baku, Tbilisi, Leningrado, Erevan, Tashkent esistono facoltà in lingua e letteratura kurda.

**I KURDI IN LIBANO**

Scapparono dalla Turchia e dalla Siria per sottrarsi alla persecuzione, ma solo in pochi hanno ricevuto la cittadinanza libanese.

**GIANNI PALUMBO**

► ci aiutava a guardare i fiumi che dovevamo attraversare di notte. Dopo una marcia che sembrava non avere più fine, segnata da mille rischi, dal freddo e da una fame implacabile, la nostra famiglia, fu condotta al Quartier generale, estremo privilegio dovuto al fatto che mio fratello maggiore era nell'Ufficio Politico della Rivoluzione. Era una zona impervia, tutta caverne e picchi, difficile da bombardare. Per me di quel luogo il ricordo più intenso è il divino sapore del pane caldo... ce l'offrivano a mezzanotte quando usciva-

mo da scuola, che era organizzata in una caverna al lume di candela. Tutt'intorno, allora come oggi, c'era neve alta e trincee fortificate».

«Ricordo di aver visto un mio amico di dodici anni morire a pochi passi da me, colpito alla testa da una pietra schizzata per l'esplosione di una bomba al napal, e ricordo la notte in cui un soldato rivoluzionario ne uccise un altro per "questioni d'onore" come dichiarò subito, dalla Direzione venne immediato l'ordine: evitare a tutti i costi faide fra famiglie di rifugiati,

fucilato. "Se l'uccidono vuol dire che è giusto così" ho pensato e quando l'ho visto stramazzone ho gridato: "viva la Rivoluzione!" e ho applaudito alla sua morte. Lo so, a dirlo, è mostruoso. Ma io a quindici anni ero contento di assistere alla violenza, pensavo che mi dovevo abituare ad ogni crudeltà per avere un giorno l'onore di imbracciare un fucile. È per la stessa ragione che, quando i rischi di incursioni aumentarono e tutti ci siamo ridotti a vivere in due enormi caverne: una per gli uomini e una per le donne, non ho

**Qui domina una visione laica  
e le donne, capelli al vento,  
ridono volentieri...**

mai mostrato di soffrire di nostalgia per mia madre e le mie sorelle: "non è virile mi dicevo - desiderare di vedere la propria madre. Un rivoluzionario è forte e non ha bisogno di nessuno! a forza di ripetermelo mi convincevo pure.

La permanenza al Quartier generale per la popolazione civile non fu più possibile. La mia famiglia venne mandata in Iran. Dovevamo vivere in sei sotto una tenda canadese in un freddo polare».

E il 1975 e anche l'Iran di Reza Palhevi esita ad appoggiare la causa kurda. Lo Scia sta trattando con l'Irak il possesso delle isole dello Shatt-el-Arab. Contropartita le libertà kurde; il territorio kurdo in Irak, 60 mila km quadrati, il 17 per cento dell'intero territorio irakeno; il petrolio kurdo, l'80 per cento del totale iracheno, estratto tra Kirkuk e Moussul. Il batatto si fa: è il Trattato di Algeri che una vendetta del destino renderà inoperante perché il colpo di Stato contro Palhevi indebolisce l'Iran e permette all'Irak di farsi insolente di non consegnare le isole e poi, più tardi di invadere addirittura l'Arabstan iraniano, il prodromo della «guerra dimenticata».

Il fratello di Huna Bewar, oggi, è uno dei capi della Resistenza kurda, perfettamente in grado di far arrivare un osservatore occidentale fino alle montagne fortificate del kurdistan irakeno, dove oggi più che mai è attivo il Fronte di Liberazione.

Montagne innevate, nascoste da densi lembi di nebbia, punteggiate da villaggi invisibili, costruiti con le stesse pietre e terre della montagna per renderli totalmente mimetizzati.

Anche se il Kurdistan non è uno Stato riconosciuto è certamente una nazione di fatto: stessa origine di tutti i suoi abitanti, stessa lingua bella e musicale, stesse tradizioni abissalmente diverse da tutti i popoli di origine mussulmana che lo circondano e infine stessa volontà in tutti a continuare la lotta per l'autonomia.

E violenta la sensazione che si prova passando dalle città musulmane dell'Iran e dell'Irak, dove tutto è regolato e dominato dalla religione e dove le donne si muovono furtive completamente avvolte nei barracani neri, alle valli e alle monta-

DOCUMENTI

**«LA VITA UMANA  
E ANIMALE  
SARÀ ASSOLUTAMENTE  
PROIBITA»**

**T**esto del decreto promulgato da Ali Hassan Majid, comandante militare del Kurdistan irakeno (21-6-1987)

«1. Tutti i villaggi proibiti saranno considerati basi degli agenti sovversivi dell'Iran e dei traditori iracheni.

2. La vita umana e animale in tali aree sarà assolutamente proibita e (le aree) saranno considerate zone di operazioni militari in cui le operazioni non saranno limitate se non da decisioni della nostra base.

3. Gli spostamenti da e per queste zone, l'allevamento, l'agricoltura e le attività industriali, saranno completamente proibite e le autorità sono responsabili di garantire il rispetto di tale divieto.

4. I nostri comandi potranno organizzare attacchi speciali di tanto in tanto, usando elicotteri, jets e artiglieria contro quelli esistenti in queste aree proibite, in qualsiasi momento del giorno e della

notte.

5. Chiunque venga sorpreso in queste aree proibite sarà trattenuto e interrogato dagli Organi di Sicurezza. Coloro i quali hanno un'età compresa fra i 15 e i 70 anni saranno giustiziati dopo aver beneficiato delle loro informazioni.

6. Gli organi di sicurezza responsabili interrogheranno coloro i quali si arrenderanno per un periodo massimo 3 giorni e, quando necessario, di 10 giorni e se l'interrogatorio richiederà un tempo maggiore riceveranno la nostra sanzione per via telefonica o telegrafica.

Ogni articolo appartenente ai combattenti e di cui i consulenti dei Reggimenti di Difesa nazionale entreranno in possesso, potranno essere da questi ultimi trattenuti ad eccezione delle armi pesanti, di supporto, e medie. Le armi leggere potranno essere trattenute a condizione che ci venga notificato il loro numero».

gne del Kurdistan, dove domina una visione laica della vita e le donne, capelli al vento, ridono volentieri mentre fanno tintinnare medaglie e campanelli applicati su vesti coloratissime quasi sempre confezionate con tessuti a grandi rose rosse. Ed è proprio nel loro modo di vivere così distante dalle culture dei paesi mussulmani che si trova la ragione più profonda della persecuzione di cui sono fatti oggetto, a cui va aggiunta la moderna motivazione dei petrodollari: i loro territori non sono solo fertili, ma anche ricchi

di petrolio e quindi soggetti a rapine

Il territorio abitato dai kurdi si estende per 530.000 km quadrati del Golfo di Alessandretta al Golfo Persico, sviluppa al nord verso il Mar Nero e ad est verso il Mar Caspio.

Il paesaggio è variegato e stupendo catene montane che lo caratterizzano minano col Monte Ararat, dove, se la leggenda, approdò l'arca di Noè al diluvio universale. I kurdi hanno disseminato questo territorio, ora spezzato da un gran numero sequ...



**La bambina Paim  
subisce  
un lungo interrogatorio...**

➡ di moderni confini, di tracce di una splendida cultura indoeuropea di religione zoroastriana, che continua ad essere la loro religione anche se le leggi dei paesi entro i confini dei quali vivono, impongono loro quella mussulmana.

Baran, fratello di Humer, veste il costume kurdo: turbante, pesante camicia bianca, giubbotto di feltro naturale bordato di rosso, cartuccera in vita e pantaloni larghi sbuffati sopra al polpaccio. Siede su un panchetto bassissimo a tre piedi sotto una grande tenda militare. Intorno c'è solo neve, tanta. «L'oppressione si nutre di silenzi dice il silenzio uccide più dei bagliori delle bombe. L'indifferenza delle grandi nazioni è legata a ragioni puramente mercantili che le spingono a stendere un nero velo sul martirio di quasi 25 milioni di kurdi. Ma ovunque i democratici dovranno decidersi a gridare contro questa cospirazione del silenzio».

Baran tace, beve un tè scuro, poi riprende: «La Conferenza di Parigi contro le armi chimiche è stata un tragico esempio dell'indifferenza mondiale. La grande vittima, la popolazione kurda, è stata l'unica esclusa. È una verità che non potremo né dimenticare né perdonare. Gli interessi economici sono stati anche in questo caso più importanti dei diritti degli uomini. Mi chiedo quanti nei paesi occidentali conoscono il nostro martirio. Chi sa ad esempio che in Irak in ogni scuola dilaga con la violenza la propaganda del partito nazionale socialista arabo che organizza e irregimenta i giovani studenti sul modello mussoliniano dei giovani baillilla. Gli studenti kurdi vengono perseguitati, se non accettano di iscriversi al partito, sono molto spesso pestati a sangue ed espulsi. In ogni scuola c'è una stanza riservata alla polizia segreta. È lì che vengono trascinati gli studenti kurdi per subire interrogatori ed ogni genere di sevizie. Nella mia famiglia, ai tempi della scuola, siamo tutti passati per la stanza della polizia segreta ed i più ne sono usciti con le ossa spezzate».

Baran, ha otto figli, anzi li aveva. Paim, la più piccola, è morta a sette anni in un modo atroce. Paim viveva con la nonna, la madre e gli zii adolescenti; il padre era in montagna con la Resistenza. segue a pag. 33 ➡

SCHEDA

**ARTISTI KURDI IN ITALIA  
TRA FIEREZZA  
E TANTA MALINCONIA**

**L**a maggioranza dei kurdi esiliati e profughi che vivono in Italia sono artisti: pittori, scultori, architetti ed anche critici ed intellettuali. Non è poi tanto inconsueto, Firenze, Roma, Venezia attraggono gli artisti di tutto il mondo. Solo se i kurdi, come gli altri esuli per motivi politici, hanno dovuto scegliere la via del completo sradicamento, dopo le vicende belliche e dittatoriali dell'ultimo decennio, e la persecuzione della loro gente nella terra d'origine.

Sono qualche decina gli artisti kurdi che vivono ed operano nel nostro paese, insieme agli altri della Lega degli scrittori, giornalisti ed artisti democratici iracheni, e spesso hanno esposto le loro opere in mostre organizzate, non però agli Assessorati alla cultura, ma da quelli responsabili all'immigrazione o ai problemi sociali. Questo non perché non siano artisti professionisti, altamente qualificati — hanno tanto di ricchi diplomi accademici, premi, curriculum —. Il motivo della scelta è un altro. L'artista, l'attore, il giornalista, proveniente dai paesi non comunitari è un «artista che non esiste», come s'intitolava una mostra presentata a Roma tempo fa. Sono vittime del vuoto legislativo della legge 943, che esclude tutti gli immigrati esuli, che siano autonomi nel loro lavoro.

Azad Ahmad, Sardar Ali Aziz, You-sif, Baldin Ahamad, Fuad Ali sono i nomi dei più noti degli artisti che vivono tra Toscana e Veneto, tutti seguono una loro strada autonoma nell'espressione e nella ricerca artistica.

Ali Ahamad ha scelto per la propria pittura uno stile astratto, non figurativo, riempie grandi spazi (pitture di due-tre metri per quattro e più) usando le luci su diversi piani ed i colori con intenti di energia e di vitalità espressiva.

Fuad Ali, scultore, è passato tra varie esperienze e ricerche, dalla plastica della terracotta, alla fusione del bronzo, alla modellazione raffinata del marmo bianco di Carrara. Procede con le fasi classiche della lavorazione — è stato allievo di Emilio Greco — dall'abbozzo all'incisione della superficie e levigatura, per rendere più lieve e pittorica la materia delle statue; come negli «Amanti», nei vari ritratti, e in «Donna kurda» dove si coglie l'atteggiamento dolente della donna della sua terra, come siamo stati abituati a vedere nelle strazianti immagini di Güney, regista kurdo, della Turchia, nel film «Il gregge», immagini ricche di poesia e di arcaica durezza. Quasi sempre, nei resoconti storici, nelle dichiarazioni politiche i kurdi sono presenti come fieri e duri uomini delle montagne; tuttavia, specie negli artisti che vivono lontano dalla loro terra, traspare una delicata malinconia, una dolcezza inedita vestita di ricordi, forse di orgogliosi rimpianti. Le opere di Baldin Ahmad, acquarelli, pastelli, pitture ad olio, sono tessute di questa malinconia. Riprende, sull'onda della citazione dall'antico, come è in voga presso i neofigurativi, brani di archeologia assira, tessuti arabi, ma con ragioni diverse ed ideali di nostalgia e passione.

**SILVANA TURCO**

SCHEDA

**JOICE LUSSU RACCONTA  
«PARTIGIANI CON  
QUEI COSTUMI DA MILLE E UNA NOTTE»**

**M**edaglia d'argento della Resistenza, infaticabile viaggiatrice ed esploratrice delle culture più emarginate, Joice Lussu è una delle poche persone che in Italia si sia interessata al problema kurdo. Molto probabilmente è anche colei che, avendo vissuto lunghi periodi in Kurdistan, conosce più a fondo la vicenda storica e politica di questo popolo.

**Quando è entrata in contatto con la tragedia del popolo kurdo?**

Quando un amico, Hikmet, un intellettuale e grande poeta turco, mi raccontò della tragedia di quel popolo costretto a vivere da straniero sul suo territorio smembrato da 4 stati. Fu lui a raccontarmi come il Trattato di Sevres, nel 1920, aveva riconosciuto il diritto all'indipendenza nazionale dei kurdi, e come poi gli interessi delle compagnie petrolifere e delle basi strategiche prevalsero e il trattato fu rinnegato. Era il 1960 e io decisi che in un modo o nell'altro avrei raggiunto il Kurdistan per capire e vivere da vicino quell'incredibile tragedia.

**Fin dal suo primo viaggio lei ha conosciuto i due capi carismatici della Resistenza kurda: Mustafà Barzani e Jalal Talabani. Che impressione ne ha riportata?**

Jalal Talabani, brillante avvocato, massimo esponente dell'ala sinistra della Resistenza kurda, è ancora oggi il grande stratega, il più moderno e il più politico. Lo incontrai la prima volta nella città di Suleimanye. Era in una locanda di periferia; sedeva in una grande stanza con una ventina di *pehamargà* (letteralmente: primi di fronte alla morte) con i passamontagna e tre, quattro cartucce a bandoliera. Mi ricordavano i nostri partigiani nei rifugi degli Appennini. Con Talabani la conversazione fu subito cordiale come fra vecchi amici.

Mi raccontò della Repubblica di Mahabad, l'unica repubblica indipendente kurda durata appena un anno: nel '46. Una Repubblica che aveva distribuito terre ai contadini e diffuso il marxismo e che era stata distrutta dall'aviazione britannica venuta a dar man forte all'esercito dello Scià di Persia. I dirigenti erano stati tutti impiccati e solo Mustafà Barzani, attraverso inenarrabili avvenimenti, era riuscito a salvarsi se stesso e il piccolo esercito della giovane Repubblica.

**Ma Mustafà Barzani, il Mullah rosso, era molto diverso da Talabani, come l'accolse e cosa le confidò?**

Mi feci subito l'idea che Barzani non approvasse le donne emancipate, che arrivano scalze a notte fonda in un comando militare. Io d'altra parte ero frastornata da quei costumi da mille e una notte che rivelavano un mondo arcaico e non mi sentivo a mio agio come fra i compagni di Talabani. Barzani appartiene ad una antica tribù che si è sempre battuta, nei secoli, per la libertà del suo popolo. Suo padre fu impiccato dagli ottomani nel 1905 e suo fratello maggiore, vent'anni dopo, venne impiccato dai turchi. Quando nel '46 fu costituita la Repubblica kurda di Mahabad, Barzani era il comandante delle forze armate.

Ma la zona di Mahabad è ricca di giacimenti petroliferi e la Repubblica fu subito attaccata dall'esercito persiano spalleggiato dalla Raf Barzani è stato un capo militare di eccezionale talento ed enorme esperienza. Ma era un uomo dalla mentalità antica, con lui non avevo in comune, al contrario che con Talabani, né l'ideologia né il giudizio storico sul mondo d'oggi.

**Cosa conserva di più vivido delle sue esperienze in Kurdistan?**

Il ricordo dell'umanità dei rapporti, la

dignità del contegno, la coscienza politica che danno a quegli uomini e a quelle donne un'impronta di grande civiltà.

Ma c'è anche un'esperienza con Talabani rimasta impressa nella mia memoria. Ho assistito alla ridistribuzione delle terre di un ricco aghà che esigeva il 50% del prodotto dai suoi braccianti. Tutto avvenne in una moschea adibita ad uso civile. Accanto a Talabani sedeva il rappresentante dell'Alta Corte rivoluzionaria e intorno una cinquantina di contadini. Tutti presero la parola ordinatamente. L'Aghà si sforzava di mantenere una calma dignitosa, ma i suoi sguardi carichi di apprensione lasciavano intendere che temeva per la sua stessa vita. Talabani al termine della riunione, invece, decise che all'aghà restasse la terra necessaria per il sostentamento suo e dei suoi due figli: il resto andava diviso fra le 40 famiglie che vi lavoravano. È affascinante assistere a simili trasformazioni sociali. Quella notte, nella moschea adibita ad uso civile, poveri contadini tenuti in una sudditanza medioevale divennero cittadini con tutti i diritti senza violenza né brutalità. Perfino l'aghà fu così felice di come si erano concluse le cose che ci invitò tutti a casa sua per una sontuosa cena.

**Nei suoi viaggi in Kurdistan ha incontrato anche molte donne. Chi fra loro ricorda con maggiore emozione?**

Ricordo con nostalgia la nonna di Hero, moglie di Talabani, che ero andata a trovare a Damasco per portarle notizie del suo uomo. La nonna era vecchia alta e bella, adorna di monili tintinnanti e vesti colorate «Mio padre — mi spiegò — fin da quando ero piccola mi ripeteva: vestiti sempre di fiori e colori fino all'ultimo giorno della tua vita, lascia il nero alle tristi donne mussulmane».

**E.M.**

«È inevitabile che  
la scure  
si abbatta sui più giovani»

➔ Frequentava la prima classe elementare. L'insegnante, una irakena musulmana, un giorno chiese chi conosceva delle canzoncine da insegnare alle compagne. Paim, che in casa ogni sera ascoltava la famiglia intonare canzoni patriottiche kurde messe all'indice dal regime, alza la mano e si offre di cantare. Ma, mentre la bambina canta, l'insegnante trasecola e la trascina in direzione. Paim subisce un lungo interrogatorio condotto senza nessun riguardo per la sua sensibilità di bambina. Capisce di aver commesso qualcosa di gravissimo e torna a casa sconvolta. Ora sa di aver messo in pericolo tutta la famiglia e se ne dispera. Quella stessa notte le esplose una febbre altissima, dà segno di soffocamento, in breve e grave. Lo zio più giovane prende Paim fra le braccia e percorre di corsa i due chilometri che lo separano dall'ospedale del villaggio. L'unico medico presente è un arano antikurdo. La piccola su un lettino agonizza, ma il medico indugia ad interrogare lo zio, temporeggia in tutti i modi, quando finalmente si volge verso la bambina è solo per constatarne la morte.

«Il Governo irakeno dice Baran ha adottato la tattica della terra bruciata che ha provocato la distruzione di intere ed antiche città come Tawele, Khormal, Mawat, Quardag, Gelale, Kanimassi e Atrosch e la deportazione di tutti i loro abitanti, sostituiti da occupanti arabi, nel tentativo di mutare le caratteristiche etniche delle nostre regioni.

Sono 3159 i villaggi distrutti fin'ora, Baran ne mostra un meticoloso elenco dove accanto al nome c'è il numero degli abitanti ed il modo in cui sono stati distrutti. Accanto a centinaia di nomi come Quoscitepa, Kaniqirjal è scritto: raccolta dei villaggi, eufemismo adottato dall'attuale Governo di Saddam Hussein per definire l'operazione di radere al suolo i villaggi e di riunire la popolazione in campi di concentramento.

Accanto al nome di villaggi come Bamerne, Birghelo, Batofa Halabja è scritto: armi chimiche.

«La vera tragedia — dice Baran — non riguarda coloro che muoiono entro i pochi istanti successivi all'esplosione delle armi chimiche, ma coloro che restano ir-

SCHEDA

**IL NOSTRO APPELLO: SALVIAMOLI**

Come tutte le comunità umane, il popolo curdo ha diritto alla preservazione della sua tradizione culturale e alla libera espressione della sua identità.

La cultura millenaria dei Curdi fa parte del patrimonio culturale universale. Risultato di secoli di storia, opera di generazioni di uomini e di donne, essa merita, come tutte le culture, rispetto e protezione. Perciò, guidati dai principi enunciati dalla Carta delle Nazioni Unite, nella Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo e nei patti internazionali relativi ai diritti dell'uomo, contro ogni forma di intolleranza e di discriminazione, desiderosi di giustizia e di democrazia, le personalità firmatarie dell'appello chiedono alle autorità turche di abolire tutti i divieti costituzionali e legali che si oppongono all'espressione della cultura di milioni di Curdi che vivono in Turchia.

**Hortensia ALLENDE, Abolhassan BANI SADR, Ahmad BEN BELLA, Luigi GRANELLI, Winnie MANDELA, Pierre MAUROY, Giovanni BERLINGUER, Gerardo CHIAROMONTE, Armando COSSUTTA, Raniero LA VALLE, Luciano LAMA, Ettore MASINA, Gianni MATTIOLI, Giorgio NAPOLITANO, Emilia SALVATO, Massimo SCALIA, Ugo VETERE, Luciana CASTELLINA, Marisa RÓDANO, Albert GORE, Rita LEVY-MONTALCINI, Adolfo PERES ESQUIVEL, Carlo RUBBIA, Desmond TUTU, George WALD, Maurice BEJART, Ingmar BERGMAN, Gérard DEPARDIEU, Yves MONTAND, Ettore SCOLA, Bertrand TAVERNIER, Gian Maria VOLONTE, Jorge AMADO, Giancarlo ANGELONI, Padre Ernesto BALDUCCI, Umberto ECO, Joyce LUSSU, Claude MAURIAC, Alberto MORAVIA, René TAVERNIER, Samuele Sabino ACQUAVIVA, Théodore MODO, Antoine SANGUINETTI.**

reparabilmente menomati.

Solo ad Halabja, l'unico villaggio di cui l'Occidente ha avuto notizia, sono ventimila i bambini e le donne che dall'11 marzo scorso cercano disperatamente di farsi curare i polmoni bruciati e gli occhi ormai ciechi».

Negli ordinati elenchi di Baran ci sono anche 825 nomi di scuole chiuse o distrutte dall'86 ad oggi. E 2274 chiese o moschee abbattute, dalle quali 13 erano Chiese o Monasteri di enorme valore storico ed artistico, costruite oltre mille anni fa in Kurdistan, come la Chiesa di San Giorgio nel villaggio di Doorì, costruita 1300 anni fa o come il Monastero di Santa Fanana nel villaggio Naroo, costruito mille anni fa e ridotto in macerie da un attacco aereo irakeno.

Ma l'archivio di Baran è ben più ricco e drammatico: vi appaiono ad esempio i nomi di 386 feriti gravissimi dopo gli attacchi con armi chimiche dell'aprile scorso. I malcapitati si rivolsero agli ospedali di Heweler, Sulimaia e Kirkuk.

Ma le autorità irachene proibirono tassativamente di prestare loro soccorso se non avessero prima firmato una dichiarazione e fossero poi apparsi in televisione per testimoniare che responsabili degli attacchi erano stati gli iraniani. Le 386 vittime si presentarono in televisione a recitare la farsa che era stata loro imposta. Tuttavia, invece che in ospedale furono inviati in una prigione nella città di Abril.

Affidabili testimoni oculari hanno informato la Resistenza che tutte le vittime sono state giustiziate.

Ci sono anche, nell'archivio di Baran, i nomi di 300 bambini della città di Sulimania, arrestati nell'ottobre dell'85, nel tentativo di forzare i genitori ad arrendersi. Fino al gennaio dell'87 nessuno ne seppe più nulla. Ma in quel mese vennero riconsegnati alle famiglie 72 corpi di bambini che portavano tutti orribili segni di torture.

«Se vuoi sterminare un popolo e negargli il diritto al futuro — dice Baran, mentre si alza lentamente dal suo sgabellino

è inevitabile che la scure si abbatta sui più giovani, coloro che il futuro lo rappresentano in carne ed ossa».

Turkey Newsletter  
5.89

**WOMEN AND KURDISTAN**

Following the municipal elections in Turkey on 26th March, various comments have been made about the results, especially those in Kurdistan. Far right and reactionary Islamic parties won in four cities in predominantly Kurdish areas, Van, Urfa, Erzincan and Elazig. This led to disparaging comments about the "backwardness" of the Kurdish people. In fact, in these elections only voters in provincial capitals used their vote. In the cities mentioned above the inhabitants are a mixture of Turkified Kurds, immigrants from other parts of Turkey and military and state officials. In addition, the Turkish government has encouraged and organised reactionary Islamic sects and extreme right parties there as a counter to the growing Kurdish national liberation struggle. In the villages, which are nearly 100% Kurdish, such obscurantism is unknown, as a recent article in the magazine *Towards 2000* detailed. Under the heading "The Kurdish of Feminism", the tradition of equality in Kurdish culture was examined and Kurdish women in Nusaybin (Mardin) and Van were interviewed.



Seventy year old Anber Aear lives on the outskirts of the city of Van. She fondly recalled her days on the high pastures. "We were free, we could wear what we liked, our husbands didn't interfere, because they loved us". She never wore a veil. Another woman, Remziye Cakmakci, said: "The oppression of women has its roots in Islam, partly. Islam sees women as a kind of second creation."

Nusa Anter, a Kurdish writer from Nusaybin, described the equality of Kurdish women in villages in Turkish Kurdistan. "The tradition of equality continues in the villages. Women don't shy away from men. They work together in the fields and orchards. And Kurdish men don't sit around while the women work, like in Western Turkey". He went

on: "They have lots of children, the more they have, the more they are respected. Lots of our traditions go back to pre-Islamic times when the Kurds were Zoroastrian. We don't cover our women up. Also in our culture there have been numerous instances of women tribal leaders. Wife-beating is shameful for us, for that matter many Kurdish women are stronger than their husbands. Amongst the Kurds there is no patriarchal system of male domination".



"In the past, women would carry ammunition during tribal conflicts and no-one would fire at them as it was



**NEWROZ**

*Women of Kurdistan*



"explaining" the history of Newroz to try and strip it of its Kurdish nationalist overtones. The irony is, that until recently, the celebration of Newroz was effectively banned. The fact that it is now being openly celebrated this year shows the strength of the Kurdish liberation struggle.

considered the most dishonourable of acts. Now, the Turkish security forces are trying to destroy this noble tradition by rounding up village women in the middle of the night and beating them".

Wetha Ilhan, a Kurdish woman, was arrested on suspicion of giving food to "terrorists". She was taken to the military HQ in Mardin blindfolded. The Commander asked her: "Who were the terrorists?" She replied "You". Then he asked "Was your son among them?" to which she said, "All Kurdish youth are my sons". She said they kept her in a small room for eight days, during which time they never once removed the blindfold. She didn't eat or drink a thing during her time there as she found the idea of being escorted to the toilet by a soldier dishonourable.

Musa Anter summed up the current belief among Kurdish women thus: "We believe that the security forces are wrong, unjust and tyrants. Our hearts beat for our children who risk their lives for the honour and dignity of our region and who the Turks call terrorists but the Kurdish people call Peshmerga".

At universities throughout Turkey, students celebrated Newroz, the Kurdish New Year, to show solidarity with the Kurdish liberation struggle.

STANDING CONFERENCE  
OF LOCAL AND REGIONAL  
AUTHORITIES OF EUROPE

TWENTY-THIRD SESSION  
15-17 March 1988

RESOLUTION 192 (1988)<sup>1</sup>  
*on regional or minority languages  
in Europe*

The Standing Conference,

1. Recalling the work already done by the Parliamentary Assembly and, more particularly, the reports presented by Mr Cirici Pellicer on the educational and cultural problems of minority languages and dialects in Europe;
2. Also recalling the work of the European Parliament: the report prepared by Mr Arfé with a view to a Community charter of regional languages and cultures and a charter of the rights of ethnic minorities, and the Kuijpers and von Stauffenberg reports on the European law of ethnic groups;
3. Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members, particularly for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage;
4. Considering that the right of peoples to express themselves in their regional or minority language in private and in social life is an inalienable right in conformity with the principles embodied in the United Nations International Covenant on Civil and Political Rights, in the Council of Europe Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and in the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe;
5. Realising that the preservation, development and promotion of regional languages and cultures should

1. Debated by the Standing Conference and adopted on 16 March 1988, 2nd Sitting (see Doc. CPL (23) 8, Part I, draft resolution presented by the Committee on Cultural and Social Affairs, Rapporteur: Mr H. Kohn).

CONFÉRENCE PERMANENTE  
DES POUVOIRS LOCAUX  
ET RÉGIONAUX DE L'EUROPE

VINGT-TROISIÈME SESSION  
15-17 mars 1988

RÉSOLUTION 192 (1988)<sup>1</sup>  
*sur les langues régionales ou minoritaires  
en Europe*

La Conférence permanente,

1. Rappelant les travaux déjà réalisés par l'Assemblée parlementaire et, plus particulièrement, les rapports présentés par M. Cirici Pellicer sur les problèmes d'éducation et de culture posés par les langues minoritaires et les dialectes en Europe;
2. Rappelant également les travaux du Parlement européen: élaboration par M. Arfé d'un rapport en vue d'une charte communautaire des langues et cultures régionales et d'une charte des droits des minorités ethniques, et préparation des rapports Kuijpers et von Stauffenberg sur le droit européen des groupes ethniques;
3. Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;
4. Considérant que le droit des populations de s'exprimer dans leurs langues régionales ou minoritaires dans leur vie privée et sociale constitue un droit imprescriptible conforme aux principes contenus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe et dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;
5. Consciente que la sauvegarde, le développement et la promotion des langues et cultures régionales ne

1. Discussion par la Conférence permanente et adoption le 16 mars 1988, 2<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (23) 8, partie I, projet de résolution présenté par la commission des affaires culturelles et sociales, rapporteur: M. H. Kohn).

not adversely affect the integration of Europe and easy contact among its population ;

6. Considering that the charter is not intended to affect specific regulations already existing in some regions which are more far-reaching than the requirements contained in the charter itself ;

7. Realising that the defence and promotion of regional or minority languages in the different countries and regions of Europe represent an important step along the road to a Europe based on the principles of democracy and cultural diversity,

8. Decides to submit to the Committee of Ministers the draft European charter for regional or minority languages, the text of which is appended to this resolution, and to request it :

8.1. to wait for the opinion of the Parliamentary Assembly and, more specifically, its Committee on Culture and Education ;

8.2. on the basis of this opinion and after the necessary further consultations, to adopt such a European charter for regional or minority languages and to urge member states to accede to it ;

8.3. to provide :

— that this charter is to have the character of a convention, in accordance with the undertakings embodied in Article 2 of the draft charter ;

— that the Contracting Parties are to submit to the Secretary General two-yearly reports on their application of Part II and those provisions in Part III which they have accepted, and that these reports are to be examined in accordance with the provisions of Article 12 of the draft charter.

*Appendix*

**European charter  
for regional or minority languages**

**PREAMBLE**

The states signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members, particularly for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage ;

doivent nuire ni à l'intégration de l'Europe, ni à l'aisance des contacts entre ses peuples ;

6. Considérant que la charte n'a pas pour but d'agir sur les réglementations spécifiques qui existent déjà dans certaines régions et qui ont une portée supérieure aux impératifs contenus dans la charte elle-même ;

7. Consciente du fait que la défense et le renforcement des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle,

8. Décide de soumettre au Comité des Ministres le projet de charte européenne des langues régionales ou minoritaires dont le texte figure en annexe à la présente résolution, en lui demandant :

8.1. d'attendre l'avis de l'Assemblée parlementaire et, plus particulièrement, de sa commission de la culture et de l'éducation ;

8.2. de procéder, compte tenu de cet avis et après les autres consultations nécessaires, à l'adoption d'une telle charte européenne des langues régionales ou minoritaires, en invitant les Etats membres à y adhérer ;

8.3. de prévoir :

— que cette charte devra avoir un caractère conventionnel, selon les engagements prévus à l'article 2 du projet de charte ;

— que les Parties contractantes devront présenter au Secrétaire Général un rapport biennal relatif à l'application de la partie II et des dispositions de la partie III de la charte qu'elles auront acceptées et que ces rapports seront examinés conformément aux dispositions de l'article 12 du projet de charte.

*Annexe*

**Charte européenne  
des langues régionales ou minoritaires**

**PRÉAMBULE**

Les Etats signataires de la présente charte,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Considering that some regional or minority languages are in danger of eventual extinction, to the detriment of Europe's cultural wealth and traditions, and therefore deeming it legitimate and necessary to take special steps to preserve and develop them;

Considering that the right of peoples to express themselves in their regional or minority language in private and in social life is an inalienable right conforming to the principles embodied in the United Nations International Covenant on Civil and Political Rights, in the Council of Europe Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and in the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe;

Realising that the defence and promotion of regional or minority languages in the different countries and regions of Europe, far from constituting an obstacle to national languages, represent in fact an important step along the road to a Europe based on the principles of democracy and cultural diversity within the framework of national sovereignty and territorial integrity;

Taking into consideration the specific conditions and historical traditions in the different regions of the European states,

Have agreed as follows:

PART I  
GENERAL PROVISIONS

Article 1

*Definitions*

For the purposes of this convention:

- a. "regional or minority languages" means languages belonging to the European cultural heritage that are:
  - i. traditionally spoken within a territory by nationals of the state who form a group numerically smaller than the rest of the state's population; and
  - ii. different from the language or languages spoken by the rest of the state's population;
- b. "territory in which the regional or minority language is spoken" means the geographical area in which the said language is the mode of expression of a number of people justifying the adoption of the various protective measures provided for in this convention;
- c. the term "discrimination" refers to any distinction, exclusion, restriction or preference relating to the use of a language or membership of a linguistic minority and designed to discourage, compromise or prevent the maintenance or development of a regional or minority language, or resulting in the denial of equal rights, whether in private or public life, to speakers of such languages compared with speakers of more widely-used languages;

Considérant que certaines langues régionales ou minoritaires risquent, au fil du temps, de disparaître et, par conséquent, que cette disparition affaiblirait la tradition et la richesse culturelle de l'Europe, et estimant dès lors légitime et nécessaire de prendre des mesures spéciales pour les préserver et les développer;

Considérant que le droit des populations de s'exprimer dans leurs langues régionales ou minoritaires dans leur vie privée et sociale constitue un droit imprescriptible conforme aux principes contenus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe et dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;

Conscients du fait que la défense et le renforcement des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe, loin de constituer un obstacle aux langues nationales, représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale;

Compte tenu des conditions spécifiques et des traditions historiques propres à chaque région des pays d'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

*Définitions*

Au sens de la présente convention:

- a. par « langues régionales ou minoritaires » on entend les langues appartenant au patrimoine culturel européen:
  - i. parlées traditionnellement sur un territoire par des personnes — ressortissantes de l'Etat — qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'Etat; et
  - ii. différentes de la (des) langue(s) parlée(s) par le reste de la population de cet Etat;
- b. par « territoire dans lequel une langue régionale ou minoritaire est parlée » on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est le mode d'expression d'un nombre de personnes justifiant l'adoption des différentes mesures de protection prévues par la présente convention;
- c. par l'expression « discrimination » l'on vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence portant sur la pratique d'une langue ou l'appartenance à une minorité linguistique ayant pour but ou effet de décourager, de compromettre ou d'empêcher le maintien ou le développement d'une langue régionale ou minoritaire ou portant atteinte à l'égalité des droits des locuteurs de ces langues par rapport aux locuteurs des langues plus répandues dans les domaines de la vie privée ou publique;

d. "non-territorial languages" means languages belonging to the European cultural heritage spoken by nationals of the state which differ from the language or languages spoken by the rest of the state's population but which, although traditionally spoken within the territory of the state, cannot be identified with a particular area thereof.

Article 2

*Undertakings*

1. Each Party undertakes to apply Part II to all the regional or minority languages spoken within its territory and complying with the definition in Article 1.
2. Each Party undertakes to apply to those languages specified at the time of ratification, in accordance with Article 3, at least thirty-five paragraphs chosen from among the provisions of Part III of the convention, including at least twelve chosen from among the following paragraphs: Article 6, paragraphs *a*, *b.ii*, *c*, *d.ii*, *e.ii*, *g*; Article 7, paragraphs *a.ii*, *b.ii*, *c.iii*, *m*; Article 8, paragraphs *a*, *b.ii*, *c.ii*, *e*; Article 9, paragraph 1, sub-paragraphs *a* and *c*; Article 10, paragraph 1, sub-paragraphs *a*, *b*, *c*, *d* and paragraph 2, sub-paragraphs *b* and *c*.

Article 3

*Practical arrangements*

1. Each contracting state shall specify in its instrument of ratification, acceptance or approval, each regional or minority language to which the paragraphs chosen in accordance with Article 2, paragraph 2, shall apply.
2. Each Party may, at any subsequent time, notify the Secretary General that it accepts the obligations arising out of the provisions of any other paragraph of the convention not already specified in its instrument of ratification, acceptance or approval, or that it intends to apply paragraph 1 of the present article to other regional or minority languages.
3. The undertakings referred to in the foregoing paragraph shall be deemed to form an integral part of the ratification, acceptance or approval and will have identical effect as from their date of notification.
4. The Parties undertake to seek appropriate ways and means, according to the constitutional and/or legislative procedures, to ensure that the rights and guarantees provided under this convention are respected by their territorial authorities and the public bodies under their jurisdiction as well as by private individuals.

Article 4

*Existing regimes of protection*

The provisions of the present convention shall not affect any more favourable provisions concerning the legal regime of minorities which may exist in a Contracting Party or are provided for by relevant bilateral or multilateral international agreements.

d. par « langues dépourvues de territoire » on entend les langues appartenant au patrimoine culturel européen parlées par des ressortissants de l'Etat qui sont différentes de la (des) langue(s) parlée(s) par le reste de la population de l'Etat mais qui, bien que parlées traditionnellement sur le territoire de l'Etat, ne peuvent pas être rattachées à une aire géographique particulière de celui-ci.

Article 2

*Engagements*

1. Toute Partie s'engage à appliquer la partie II à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire et répondant aux définitions de l'article 1.
2. Toute Partie s'engage à appliquer aux langues qu'elle aurait indiquées au moment de sa ratification, conformément à l'article 3, au moins trente-cinq paragraphes choisis parmi les dispositions de la partie III de cette convention dont au moins douze choisis parmi les paragraphes suivants: article 6, paragraphes *a*, *b.ii*, *c*, *d.ii*, *e.ii*, *g*; article 7, paragraphes *a.ii*, *b.ii*, *c.iii*, *m*; article 8, paragraphes *a*, *b.ii*, *c.ii*, *e*; article 9, paragraphe 1.a et *c*; article 10, paragraphes 1.a, *b*, *c*, *d* et 2.b et *c*.

Article 3

*Modalités*

1. Chaque Etat contractant doit spécifier dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, chaque langue régionale ou minoritaire à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.
2. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle accepte les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la convention qui n'avait pas été spécifié dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou qu'elle entend appliquer le paragraphe 1 du présent article à d'autres langues régionales ou minoritaires.
3. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront des effets dès la date de leur notification.
4. Les Parties s'engagent à rechercher des moyens adaptés selon leur système constitutionnel et/ou législatif pour assurer le respect des droits et garanties reconnus par la présente convention par leurs collectivités territoriales et les organismes publics qui dépendent d'elles ainsi que par les personnes privées.

Article 4

*Statuts de protection existants*

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables du statut juridique des minorités déjà existant dans une Partie contractante ou prévues par des accords internationaux bilatéraux ou multilatéraux pertinents.



PART II

GENERAL OBJECTIVES AND PRINCIPLES  
PURSUED IN ACCORDANCE  
WITH ARTICLE 2, PARAGRAPH 1

Article 5

*Objectives and principles*

1. The Parties undertake, in respect of regional or minority languages spoken within their territories, to base their policies, legislation and practice on the following aims and principles:

a. the recognition of the existence of regional or minority languages as a community attribute;

b. the respect of the geographical area of each regional or minority language in order to ensure that existing or new administrative divisions do not constitute an obstacle to the promotion of the regional or minority language in question;

c. the need for resolute action to promote regional or minority languages in order to safeguard them;

d. the elimination of all forms of discrimination concerning the use of regional or minority languages, together with any practice having such discriminatory effects, according to the spirit of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms;

e. the promotion of the use of regional or minority languages, in speech and writing, in public, social and economic life;

f. the right of each community employing a regional or minority language to maintain and develop relations with other similar communities in the state;

g. the teaching and study of regional and minority languages at all appropriate stages;

h. the provision of facilities enabling non-speakers of a regional or minority language living in the area where it is spoken to learn it if they so desire;

i. the promotion of study and research on regional or minority languages at universities or equivalent institutions;

j. inclusion of respect, understanding and tolerance in relation to regional or minority languages among the objectives of education and training provided within their territories and encouragement of the mass media to pursue the same objectives;

k. study of the possibility of applying appropriate types of transnational exchange to regional or minority languages used in identical or similar form in two or more contracting states.

2. The Parties undertake to apply, *mutatis mutandis*, the principles listed in paragraph 1 above to non-territorial languages.

PARTIE II

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX  
POURSUIVIS CONFORMÉMENT  
AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 2

Article 5

*Objectifs et principes*

1. Les Parties s'engagent, en matière de langues régionales ou minoritaires parlées sur leur territoire, à prendre comme base de leur politique et dans leurs législations et pratiques les objectifs et principes suivants:

a. la reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'attribut d'une communauté;

b. le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire en faisant en sorte que les divisions administratives existantes ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue régionale ou minoritaire;

c. la nécessité d'une action résolue de promotion des langues régionales ou minoritaires, en vue de les sauvegarder;

d. la suppression de toute discrimination concernant l'emploi des langues régionales ou minoritaires, ainsi que de toute pratique ayant pour effet une telle discrimination, dans l'esprit de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales;

e. la promotion de l'usage oral et écrit des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique, sociale et économique;

f. le droit de chacune des communautés pratiquant une langue régionale ou minoritaire d'entretenir et de développer des relations de solidarité avec d'autres communautés analogues de l'Etat;

g. l'enseignement et l'étude des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés;

h. offrir des facilités afin que les personnes non locutrices de ces langues, habitant sur le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et qui le souhaitent, puissent apprendre ces langues régionales ou minoritaires;

i. la promotion des études et des recherches sur les langues régionales ou minoritaires dans un cadre universitaire ou équivalent;

j. faire en sorte que le respect, la compréhension et la tolérance à l'égard des langues régionales ou minoritaires constituent des objectifs de l'éducation et de la formation dispensées sur leur territoire ainsi qu'encourager les moyens de communication de masse à poursuivre les mêmes objectifs;

k. étudier la possibilité d'appliquer les formes d'échanges transnationaux appropriés aux langues régionales ou minoritaires pratiquées sous une forme identique ou proche dans deux ou plusieurs Etats contractants.

2. Les Parties s'engagent à appliquer, *mutatis mutandis*, les principes énumérés sous le paragraphe 1 ci-dessus, aux langues dépourvues de territoire.

3. The Parties are encouraged to establish bodies for the purpose of advising the authorities on all matters pertaining to regional or minority languages.

3. Les Parties sont encouragées à créer des organes qui seraient chargés de conseiller les autorités sur toutes les questions ayant trait aux langues régionales ou minoritaires.

**PART III**  
**MEASURES TO PROMOTE THE USE**  
**OF REGIONAL OR MINORITY LANGUAGES**  
**IN PUBLIC LIFE**  
**IN ACCORDANCE**  
**WITH THE UNDERTAKINGS ENTERED INTO**  
**UNDER ARTICLE 2, PARAGRAPH 2**

**PARTIE III**  
**MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI**  
**DES LANGUES RÉGIONALES OU MINORITAIRES**  
**DANS LA VIE PUBLIQUE**  
**À PRENDRE EN CONFORMITÉ**  
**AVEC LES ENGAGEMENTS SOUSCRITS**  
**EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 2**

**Article 6**

**Article 6**

*Education*

*Enseignement*

With regard to education, the Parties undertake, within the territory in which such languages are used :

En matière d'enseignement, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées :

a. to make available the major part or the whole of pre-school and primary education in the relevant regional or minority languages, at least for families which so request ;

a. à prévoir un enseignement préscolaire et primaire qui soit assuré principalement ou totalement dans les langues régionales ou minoritaires, tout au moins aux familles qui le souhaitent ;

b. i. to make available the major part of secondary education, including technical and vocational education, in regional or minority languages, at least to those pupils who so wish ; or

b. i. à prévoir un enseignement secondaire, y compris l'enseignement technique et professionnel, qui soit assuré principalement dans les langues régionales ou minoritaires, tout au moins aux étudiants qui le souhaitent ; ou

ii. where paragraph b.i cannot be applied owing to the situation of the languages in question, to provide facilities at least for the teaching of such languages in secondary, technical and occupational establishments ;

ii. à prévoir du moins l'enseignement de ces langues, si le paragraphe b.i n'est pas susceptible de s'appliquer en raison de la situation des langues considérées, dans les établissements secondaires, techniques et professionnels ;

c. to provide non-speakers of such languages with opportunities to learn them through courses organised as part of pre-school, primary and secondary school curricula ;

c. à offrir la possibilité aux non-locuteurs de ces langues de les apprendre par des cours organisés dans le cadre des programmes préscolaires, scolaires, primaires et secondaires ;

d. i. to make available university and higher education in regional or minority languages ; or

d. i. à prévoir un enseignement universitaire et supérieur dans les langues régionales ou minoritaires ; ou

ii. to provide facilities for the study of these languages as university and higher education subjects, particularly if paragraph d.i cannot be applied owing to the situation of the languages in question ;

ii. à prévoir l'étude de ces langues comme disciplines de l'enseignement universitaire et supérieur, en particulier si le paragraphe d.i n'est pas susceptible de s'appliquer en raison de la situation des langues considérées ;

e. i. to arrange for the provision of adult and continuing education courses which are taught mainly or wholly in the regional or minority languages ; or

e. i. à prendre des dispositions pour donner des cours d'éducation des adultes et d'éducation permanente qui soient assurés principalement ou totalement dans les langues régionales ou minoritaires ; ou

ii. particularly where paragraph e.i cannot be applied, to offer such languages as subjects of adult and continuing education ;

ii. à proposer, notamment si le paragraphe e.i n'est pas susceptible de s'appliquer, ces langues comme disciplines de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente ;

f. to make arrangements to ensure that regional or minority language speakers and non-speakers alike may be taught the history and culture of the communities using such languages, as part of the European heritage ;

f. à prendre des dispositions pour assurer, y compris aux non-locuteurs de ces langues, l'enseignement de l'histoire et de la culture qui sont à la base de la langue régionale ou minoritaire, en tant que composantes du patrimoine européen ;

g. to provide for the basic and further training of the teachers required to implement those of paragraphs a to f accepted by the Contracting Party ;

g. à assurer la formation initiale et permanente des enseignants nécessaire à la mise en œuvre de ceux des paragraphes a à f acceptés par la Partie contractante ;

*h.* to introduce special measures, particularly in the form of extra material and financial aid, to ensure the availability of the teaching aids and staff necessary to implement those of paragraphs *a* to *g* accepted by the Contracting Party;

*i.* to set up a supervisory body responsible for monitoring the measures taken and progress achieved in establishing or developing the teaching of regional or minority languages and for drawing up periodic reports of their findings, which will be made public.

Article 7

*Public services,  
administrative and legal authorities*

With regard to relations with public services and administrative and legal authorities, the Parties undertake, within the territory in which such languages are used, and as far as this is reasonably possible:

*a. i.* to ensure that these regional or minority languages are used by the administrative authorities or that these authorities, or at least such of their officers as are in contact with the public, use the regional or minority languages in their relations with persons applying to them in these languages; or,

*ii.* if paragraph *a.i* cannot be applied on account of the particular situation of the regional or minority language, to ensure that persons applying to the administration may validly submit a document or application in that language;

*b. i.* to ensure that the regional or minority languages are used by public bodies providing services or that these departments, or at least such of their officers as are in contact with the public, use the regional or minority languages in their relations with persons applying to them in these languages; or,

*ii.* if paragraph *b.i* cannot be applied on account of the particular situation of the regional or minority language, to ensure that users may validly submit a document or make an application in that language;

*c. i.* to ensure that the courts use the regional or minority languages in their proceedings; or,

*ii.* if by reason of the situation of the languages in question paragraph *c.i* cannot be applied, to ensure that the courts:

— produce, on request, documents connected with legal proceedings in the relevant regional or minority language;

— allow the exercise of rights of appeal and of the parties in the regional or minority languages and ensure, by appropriate means, that these languages are understood by those working in the courts; or,

*iii.* if by reason of the situation of the languages in question, paragraphs *c.i* and *ii* cannot be applied, to guarantee the possibility for the accused to use his/her regional or minority language and in all cases to recognise

*h.* à garantir, par des mesures spécifiques et notamment des aides matérielles et financières supplémentaires, la disposition des moyens pédagogiques et en personnel nécessaires à la mise en œuvre de ceux des paragraphes *a* à *g* acceptés par la Partie contractante;

*i.* à charger un organe de contrôle de suivre les mesures prises et les progrès réalisés dans l'établissement ou le développement de l'enseignement des langues régionales ou minoritaires et d'établir sur ces points des rapports périodiques qui seront rendus publics.

Article 7

*Services publics,  
autorités administratives et justice*

En matière de relations avec les services publics, et les autorités administratives et judiciaires, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:

*a. i.* à ce que les langues régionales ou minoritaires soient utilisées par les autorités administratives ou que ces autorités, ou tout au moins ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public, emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à elles dans ces langues; ou

*ii.* à ce que les personnes qui s'adressent à l'administration, si le paragraphe *a.i* n'est pas susceptible d'application en raison de la situation particulière de la langue régionale ou minoritaire, puissent formuler valablement un acte ou une demande dans cette langue;

*b. i.* à ce que les langues régionales ou minoritaires soient utilisées par les services publics chargés de fournir des prestations ou que ces services, ou tout au moins ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public, emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à eux dans ces langues; ou

*ii.* à ce que les usagers, si le paragraphe *b.i* n'est pas susceptible d'application en raison de la situation particulière de la langue régionale ou minoritaire, puissent formuler valablement un acte ou une demande dans cette langue;

*c. i.* à veiller à ce que les services judiciaires utilisent les langues régionales ou minoritaires dans les procédures; ou

*ii.* si le paragraphe *c.i* n'est pas susceptible d'application en raison de la situation des langues considérées, à veiller à ce que les services judiciaires:

— établissent dans les langues régionales ou minoritaires, sur demande, les actes liés à une procédure judiciaire;

— permettent l'exercice des droits de recours et de défense dans les langues régionales ou minoritaires et assurent, par des moyens appropriés, la compréhension de ces langues par le personnel judiciaire; ou

*iii.* si les paragraphes *c.i* et *ii* ne sont pas susceptibles d'application en raison de la situation des langues considérées, à veiller à ce que les services judiciaires garantissent la possibilité pour l'accusé de s'exprimer dans sa langue

the validity of documents and applications, whether written or oral, submitted by a person in a regional or minority language;

*d.* to take steps to ensure that the use of regional or minority languages in the cases mentioned in paragraphs *a* to *c* above does not involve extra expense for the persons concerned;

*e.* to ensure that the public authorities can draft documents in a regional or minority language;

*f.* to offer standard administrative texts and forms for the population in the regional or minority languages;

*g.* to make available in the regional or minority languages the fundamental national texts and texts relating particularly to the sectors of the population speaking these languages;

*h.* to encourage regional authorities to publish their official documents in the relevant regional or minority languages;

*i.* to encourage local authorities to publish their official documents in the relevant regional or minority languages;

*k.* to promote the continued use or adoption of the correct forms of family names deriving from regional or minority languages, at the request of those concerned;

*k.* to allow the use or adoption, if necessary in conjunction with another name, of correct forms of place names derived from regional or minority languages;

*l.* to ensure that regional authorities enjoy the right to use regional or minority languages in debates in their assemblies;

*m.* to ensure that local authorities enjoy the right to use regional or minority languages in debates in their assemblies;

*n.* to create or promote and finance translation and terminological research services, particularly with a view to taking the action described in the foregoing paragraphs and, generally, in order to maintain and develop appropriate administrative, commercial, economic, social, technical or legal terminology in each regional or minority language;

*o.* to ensure the recruitment and, where necessary, the training of the officials and public service employees required to put into effect those of paragraphs *a* to *n* accepted by the Contracting Party;

*p.* to give priority to requests from public service employees having a knowledge of a regional or minority language to be appointed in the territory in which that language is spoken;

*q.* to introduce special measures, including extra material and financial aid, to ensure the existence of the conditions, technical means and staff necessary to implement those of paragraphs *a* to *n* accepted by the Contracting Party;

régionale ou minoritaire et reconnaissent dans tous les cas la validité des actes et demandes, écrits et oraux, formulés par une personne dans une langue régionale ou minoritaire;

*d.* à prendre des mesures afin que l'utilisation des langues régionales ou minoritaires dans les cas visés sous les paragraphes *a* à *c* ci-dessus ne comporte pas de frais additionnels pour les intéressés;

*e.* à ce que les autorités publiques puissent rédiger les actes dans une langue régionale ou minoritaire;

*f.* à proposer les formulaires et textes administratifs d'usage courant pour la population dans les langues régionales ou minoritaires;

*g.* à rendre accessibles, dans les langues régionales ou minoritaires, les textes fondamentaux de l'Etat et les textes qui concernent particulièrement les populations parlant ces langues;

*h.* à encourager les collectivités régionales à assurer la publication, dans les langues régionales ou minoritaires, des textes officiels dont elles sont à l'origine;

*i.* à encourager les collectivités locales à assurer la publication, dans les langues régionales ou minoritaires, des textes officiels dont elles sont à l'origine;

*j.* à favoriser le respect ou l'adoption des formes correctes des patronymes, sur la demande des intéressés, dans les langues régionales ou minoritaires;

*k.* à permettre l'utilisation ou l'adoption, le cas échéant conjointement avec une autre dénomination, des formes correctes de la toponymie, dans les langues régionales ou minoritaires;

*l.* à garantir aux collectivités régionales le droit d'utiliser les langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées;

*m.* à garantir aux collectivités locales le droit d'utiliser les langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées;

*n.* à créer ou à promouvoir et à financer des services de traduction et de recherche terminologique, en vue notamment de l'application des paragraphes qui précèdent et de façon générale pour le maintien et le développement d'une terminologie administrative, commerciale, économique, sociale, technologique ou juridique adaptée dans chaque langue régionale ou minoritaire;

*o.* à assurer le recrutement et, le cas échéant, la formation des fonctionnaires et agents publics nécessaires à la mise en œuvre de ceux des paragraphes *a* à *n* acceptés par la Partie contractante;

*p.* à privilégier, sur leur demande, l'affectation des agents publics ayant la connaissance d'une langue régionale ou minoritaire dans le territoire sur lequel cette langue est pratiquée;

*q.* à garantir, par des mesures particulières et notamment des aides matérielles et financières supplémentaires, les conditions, les moyens techniques et le personnel nécessaires à la mise en œuvre de ceux des paragraphes *a* à *n* acceptés par la Partie contractante.

Article 8

Media

With regard to the mass media, the Parties undertake, within the territory in which such languages are spoken, and to the extent that the public authorities are competent, have power or may exercise influence in this field:

- a. to eliminate from their laws or regulations any discriminatory provision with regard to the use of regional or minority languages in the mass media;
- b. i. to encourage the existence of newspapers published in regional or minority languages; or,
  - ii. where such newspapers cannot exist, to encourage the regular publication of articles on all topics, written in regional or minority languages;
- c. i. to guarantee the existence of at least one television channel broadcasting mainly or wholly in the regional or minority language; or,
  - ii. where paragraph c.i cannot be applied owing to the situation of the languages in question, to ensure the regular broadcasting of television programmes on all topics in such languages, unless such programmes are otherwise provided;
- d. to create no obstacles to the reception of programmes broadcast from neighbouring countries of the same language and culture and if possible to facilitate such reception;
- e. to guarantee the existence of at least one radio station broadcasting in the regional or minority language concerned, unless such broadcasting is otherwise provided;
- f. to encourage measures enabling regional or minority languages to benefit from advances in communication technology;
- g. to encourage the acquisition and revival of the cultural heritages connected with regional or minority languages, by means of radio and television broadcasts;
- h. to support the training and recruitment of the journalists and other media staff necessary to put into effect those of paragraphs b to g accepted by the Contracting Party;
- i. to ensure direct participation by the representatives of regional or minority language communities in the bodies responsible for ensuring media pluralism, where such bodies exist;
- j. with a view to implementing those of paragraphs b to i accepted by the Contracting Party:
  - to provide extra aid to guarantee the financial viability of the media devoted exclusively or more particularly to regional or minority languages;
  - to adopt special measures to create or maintain the conditions and technical means necessary to promote regional languages and cultures in the media;
- k. to bear in mind the interests of regional or minority languages when drafting regulations governing the press and radio and television broadcasting.

Article 8

Médias

En matière de médias, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou de l'influence dans ce domaine:

- a. à exclure de leur législation ou règlements toute disposition discriminatoire à l'égard de l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans les *mass-media*;
- b. i. à favoriser l'existence d'organes de presse paraissant dans les langues régionales ou minoritaires; ou
  - ii. si de tels organes ne peuvent exister, à favoriser la publication régulière dans tous les domaines d'articles écrits dans les langues régionales ou minoritaires;
- c. i. à garantir l'existence au moins d'une chaîne de télévision diffusant principalement ou totalement dans la langue régionale ou minoritaire; ou
  - ii. à assurer, si le paragraphe c.i n'est pas susceptible d'application en raison de la situation des langues considérées, la diffusion régulière et dans tous les domaines d'émissions télévisées dans ces langues, sauf si d'autres modalités sont prévues à cet égard;
- d. à ne poser aucune entrave à la réception des programmes médiatiques des pays voisins de même langue et culture et, si possible, favoriser une telle réception;
- e. à garantir l'existence d'au moins une station de radio émettant dans la langue régionale ou minoritaire, sauf si d'autres modalités sont prévues à cet égard;
- f. à favoriser la prise en compte, au profit des langues régionales ou minoritaires, des acquis nouveaux dans le domaine des technologies de communication;
- g. à favoriser, par les programmes diffusés par la radio et la télévision, l'acquisition et la récupération des patrimoines culturels liés aux langues régionales ou minoritaires;
- h. à soutenir la formation et le recrutement des journalistes et du personnel des médias nécessaires à la mise en œuvre de ceux des paragraphes b à g, acceptés par la Partie contractante;
- i. à assurer la participation directe de représentants des communautés pratiquant une langue régionale ou minoritaire aux structures qui veillent à la pluralité des médias, lorsque celles-ci existent;
- j. en vue de la mise en œuvre de ceux des paragraphes b à i, acceptés par la Partie contractante:
  - à garantir, par des aides supplémentaires, l'équilibre financier des médias qui se consacrent exclusivement ou plus particulièrement aux langues régionales ou minoritaires;
  - à créer ou à maintenir par des mesures particulières les conditions et les moyens techniques nécessaires à la promotion des langues et cultures régionales dans les médias;
- k. à prendre en considération l'intérêt des langues régionales ou minoritaires dans la définition des règlements régissant la diffusion écrite, radiophonique et télévisuelle.

Article 9

*Cultural facilities and activities*

1. With regard to cultural facilities and activities — especially libraries, video libraries, cultural centres, museums, archives, academies, theatres, cinemas, etc., literary work and film production, vernacular forms of cultural expression, festivals and the culture industries, including *inter alia* the use of new technologies — the Parties undertake, within the territory in which such languages are spoken and to the extent that the public authorities are competent, have power or may exercise influence in this field:

a. to encourage types of expression and initiative specific to regional or minority languages;

b. to foster the development of translation, dubbing and subtitling techniques and activities, insofar as these may promote knowledge of works in regional or minority languages or access in these languages to works produced in more widely spoken languages;

c. to ensure that the bodies responsible for organising or supporting cultural activities of various kinds make generous allowance for incorporating the knowledge and use of regional or minority languages and cultures in the undertakings which they initiate or for which they provide backing;

d. to ensure that the bodies responsible for organising or supporting cultural activities in various forms employ staff who have a full command of the regional or minority language concerned;

e. to encourage direct participation by representatives of the communities speaking a given regional or minority language in providing facilities and planning cultural activities;

f. to facilitate the creation of a body responsible for collecting, keeping a copy of and presenting or publishing works produced in each regional or minority language;

g. to introduce special measures, especially additional material and financial aid, to ensure that the necessary conditions and technical means exist for implementing those of paragraphs a to e accepted by the Contracting Party.

2. The Parties undertake to make appropriate provision for regional or minority languages and cultures in their policy for promoting their languages and culture abroad.

Article 10

*Economic and social life*

1. With regard to economic and social activities, the Parties, within the whole of their national territory, undertake:

a. to eliminate from their legislation any provision designed to prohibit or limit the use of regional or minority

Article 9

*Equipements et activités culturels*

1. En matière d'équipements et d'activités culturels — notamment des bibliothèques, vidéothèques, centres culturels, musées, archives, académies, théâtres, cinémas et autres, ainsi que de la production littéraire et cinématographique, de l'expression culturelle populaire, de festivals, des industries culturelles, incluant entre autres l'utilisation des technologies nouvelles — les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou de l'influence dans ce domaine:

a. à encourager l'expression et les initiatives propres aux langues régionales ou minoritaires;

b. à favoriser le développement de techniques et des activités de traduction, de doublage et de sous-titrage, afin de promouvoir, soit la connaissance d'œuvres produites dans des langues régionales ou minoritaires, soit l'accès dans ces langues à des œuvres produites dans des langues plus répandues;

c. à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou d'aider des activités culturelles sous leurs diverses formes intègrent dans une large mesure la connaissance et l'utilisation des langues et cultures régionales ou minoritaires dans les opérations dont ils ont l'initiative ou auxquelles ils apportent un soutien;

d. à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou d'aider des activités culturelles sous leurs diverses formes disposent d'un personnel maîtrisant la langue régionale ou minoritaire;

e. à favoriser la participation directe, en ce qui concerne les équipements et les programmes d'activités culturelles, de représentants des communautés pratiquant la langue régionale ou minoritaire;

f. à faciliter, pour chaque langue régionale ou minoritaire, la création d'un organisme chargé de collecter, de recevoir en dépôt et de présenter ou de publier les œuvres utilisant cette langue;

g. à garantir, par des mesures particulières et notamment des aides matérielles et financières supplémentaires, les conditions et les moyens techniques nécessaires à la mise en œuvre de ceux des paragraphes a à e, acceptés par la Partie contractante.

2. Les Parties s'engagent à donner aux langues et cultures régionales ou minoritaires une place appropriée dans leur politique de promotion linguistique et culturelle à l'étranger.

Article 10

*Vie économique et sociale*

1. En ce qui concerne les activités économiques et sociales, les Parties s'engagent pour l'ensemble de leur territoire:

a. à exclure de leur législation toute disposition tendant à interdire ou à limiter le recours à des langues

languages in documents relating to economic or social life, particularly contracts of employment, and in technical documents such as instructions for the use of products or installations;

b. to prohibit the insertion in private documents, such as contracts of employment or company regulations, of any clauses excluding or restricting the use of regional or minority languages;

c. to oppose practices designed to discourage the use of regional or minority languages in connection with economic or social activities and, generally, to protect speakers of such languages against discriminatory measures to which they might be subjected in their occupation or social life owing to the use of such languages;

d. to recognise the validity of legal documents drawn up in a regional or minority language.

2. With regard to social and economic activities, the Parties undertake within the territories in which the regional or minority languages are used, and as far as this is reasonably possible:

a. to ensure that their financial and banking regulations shall make allowance, by means of procedures compatible with commercial dealings, for the use of regional or minority languages in drawing up payment orders (cheques, drafts, etc.) or other financial documents;

b. in the economic and social sectors directly under their control (public sector), to organise activities to promote the use of regional or minority languages;

c. in order to improve the situation of persons who are dependent, on grounds of ill health, old age or similar reasons, and who speak a regional or minority language, to make very special efforts to ensure the provision of social facilities such as hospitals, retirement homes, hostels, etc. where such persons may be accommodated and receive care and treatment from staff speaking the same language;

d. to take appropriate steps to ensure that safety instructions are accessible in regional or minority languages;

e. where justified by demand, to arrange for information for consumers and users to be made available in regional or minority languages.

Article 11

*Transfrontier exchanges*

With regard to transfrontier co-operation, the Parties undertake:

a. to maintain and develop specific cross-border relations between regional and minority languages used in two or more member states in identical or similar form; and

b. for the benefit of regional or minority languages used in identical or similar form in two or more member states,

régionales ou minoritaires dans les actes de la vie économique ou sociale et notamment dans les contrats de travail et dans les documents techniques, tels que les prescriptions d'emploi de produits ou d'équipements;

b. à interdire l'insertion dans des actes privés, tels que les contrats de travail ou les règlements d'entreprise, de clauses excluant ou limitant l'usage de langues régionales ou minoritaires;

c. à combattre les pratiques tendant à décourager l'usage des langues régionales ou minoritaires dans le cadre des activités économiques ou sociales et, de façon générale, à protéger les locuteurs de ces langues contre des mesures de discriminations qu'ils pourraient subir dans la vie économique et sociale du fait de l'usage de ces langues;

d. à reconnaître la validité des actes juridiques formulés dans une langue régionale ou minoritaire.

2. En matière d'activités économiques et sociales, les Parties s'engagent, en ce qui concerne les territoires sur lesquels les langues régionales ou minoritaires sont pratiquées et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:

a. à veiller à ce que leur réglementation financière et bancaire définisse les modalités tendant à rendre possible, dans les conditions compatibles avec les usages commerciaux, l'utilisation des langues régionales ou minoritaires dans la rédaction d'actes de paiement (chèques, traites, etc.) ou d'autres documents financiers;

b. dans les secteurs économiques et sociaux relevant directement de leur contrôle (secteur public), à réaliser des actions promotionnelles tendant à encourager l'utilisation des langues régionales ou minoritaires;

c. à veiller tout particulièrement à ce que l'organisation des équipements sociaux tels que hôpitaux, maisons de retraite, foyers permette à ces personnes d'être accueillies, soignées et traitées dans leur langue, afin d'améliorer la situation des personnes dépendantes, pour des raisons de santé, d'âge ou pour d'autres sources de handicaps, qui s'expriment dans des langues régionales ou minoritaires;

d. à ce que, selon des modalités appropriées, les consignes de sécurité soient rédigées dans les langues régionales ou minoritaires;

e. à rendre accessible dans les langues régionales ou minoritaires l'information des consommateurs et usagers, en fonction de la demande existant en la matière.

Article 11

*Echanges transfrontaliers*

En matière de coopération transfrontalière les Parties s'engagent:

a. à maintenir et à développer des relations spécifiques à travers les frontières pour les langues régionales ou minoritaires qui, sous une forme identique ou proche, sont pratiquées dans deux ou plusieurs Etats membres; et

b. à favoriser au profit des langues régionales ou minoritaires pratiquées sous une forme identique ou proche dans

to encourage various forms of transnational exchange and co-operation in every area of culture, education, vocational training and permanent education.

**PART IV**

**APPLICATION OF THE CHARTER**

**Article 12**

*Periodical reports*

The Parties shall present to the Secretary General of the Council of Europe, in a form to be prescribed by the Committee of Ministers, a two-yearly report on the application of Part II and the provisions of Part III of the charter which they have accepted.

**Article 13**

*Examination of the reports*

1. The reports presented to the Secretary General of the Council of Europe under Article 12 shall be examined by a committee of experts constituted in accordance with Article 14.
2. Bodies or associations legally established in a Contracting Party may draw the attention of the committee of experts to situations alleged to be contrary to the undertakings entered into by that Party under Part III of the present convention. After verifying these allegations with the Party concerned, the committee of experts may take account of this information in the preparation of the report specified in paragraph 3 of this article.
3. On the basis of the reports specified in paragraph 1 and the information mentioned in paragraph 2, the committee of experts shall prepare a report for the Committee of Ministers. This report shall be accompanied by the comments which the Parties have been requested to make and may be made public by the Committee of Ministers.
4. The report specified in paragraph 3 shall contain in particular the proposals of the committee of experts to the Committee of Ministers for the preparation of such recommendations of the latter body to one or more of the Parties as may be required.
5. The Secretary General of the Council of Europe shall make a two-yearly detailed report to the Parliamentary Assembly on the application of the charter.

**Article 14**

*Committee of experts*

1. The committee of experts shall be composed of one member per Contracting Party, appointed by the Committee of Ministers from a list of individuals of the highest integrity and recognised competence in the matters dealt with in the charter who shall be nominated by the Party concerned.

deux ou plusieurs Etats membres les différentes formes d'échanges et de coopération transnationaux dans tous les domaines de la culture, de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'éducation permanente.

**PARTIE IV**

**APPLICATION DE LA CHARTE**

**Article 12**

*Rapports périodiques*

Les Parties présenteront au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans une forme à déterminer par le Comité des Ministres, un rapport biennal relatif à l'application de la partie II et des dispositions de la partie III de la charte qu'elles ont acceptées.

**Article 13**

*Examen des rapports*

1. Les rapports présentés au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en application de l'article 12 seront examinés par un comité d'experts constitué conformément à l'article 14.
2. Des organismes ou associations légalement établis dans une Partie contractante pourront attirer l'attention du comité d'experts sur des situations qui seraient contraires aux engagements pris par cette Partie en vertu de la partie III de la présente convention. Après vérification auprès de la Partie intéressée, le comité d'experts pourra tenir compte de ces informations dans la préparation du rapport visé au paragraphe 3 du présent article.
3. Sur la base des rapports visés au paragraphe 1 et des informations mentionnées au paragraphe 2, le comité d'experts préparera un rapport à l'attention du Comité des Ministres. Ce rapport sera accompagné des observations que les Parties seront invitées à formuler et peut être rendu public par le Comité des Ministres.
4. Le rapport visé au paragraphe 3 contiendra notamment les propositions du comité d'experts au Comité des Ministres en vue de la préparation nécessaire de recommandations de celui-ci à une ou plusieurs Parties.
5. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe fera un rapport biennal détaillé à l'Assemblée parlementaire sur l'application de la charte.

**Article 14**

*Comité d'experts*

1. Le comité d'experts sera composé d'un membre pour chaque Partie contractante désigné par le Comité des Ministres sur une liste de personnes de la plus haute intégrité, d'une compétence reconnue dans les matières traitées par la charte qui seront proposées par la Partie concernée.



Resolution 192

Résolution 192

2. Members of the committee shall be appointed for a period of six years and shall be eligible for reappointment. A member who is unable to complete a term of office shall be replaced in accordance with the procedure laid down in paragraph 1, and the replacing member shall complete his predecessor's term of office.

3. The committee of experts shall adopt rules of procedure and its secretarial services shall be provided by the Secretary General of the Council of Europe.

2. Les membres du comité seront nommés pour une période de six ans et leur mandat pourra être renouvelé. Si un membre ne peut remplir son mandat, il sera remplacé conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 et le membre nommé en remplacement achèvera le terme du mandat de son prédécesseur.

3. Le comité d'experts adoptera son règlement intérieur. Son secrétariat sera assuré par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

PART V  
FINAL PROVISIONS

PARTIE V  
DISPOSITIONS FINALES

(This part should include a territorial clause reading as follows.)

(Cette partie devra inclure une clause territoriale ainsi rédigée.)

1. Each Contracting Party may at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or at any later time, specify the part or parts of its territory which it intends to exclude from the scope of the convention.

1. Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, désigner la ou les parties de son territoire qu'elle entend exclure du champ d'application de la présente convention.

2. Any declaration made under the preceding paragraph may, in respect of any part of the territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

2. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne toute partie du territoire désignée dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

**Chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien**

**M. Barzani dénonce le projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak**

Au début d'avril, les autorités irakiennes avaient ordonné aux habitants des agglomérations de Kala-Diza et de Ranya, au nord du Kurdistan, de quitter leurs habitations avant le 25 avril dans le cadre d'une campagne d'apparement destinée à vider le nord du Kurdistan irakien de sa population autochtone. La mise en application de cette mesure fut par la suite ajournée au 8 mai et finalement suspendue sans qu'aucun nouveau délai ait été fixé pour l'évacuation des quelque deux cent cinquante mille Kurdes qui habitent cette région.

Récemment de passage à Paris, M. Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), a lancé au cours d'un entretien avec *le Monde* un appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle mette tout en œuvre pour empêcher la déportation par l'Irak des Kurdes du nord du pays. Selon M. Barzani, malgré la suspension des mesures de déportation envisagées au début d'avril par Bagdad, les autorités irakiennes n'ont pas abandonné leur projet de déporter les Kurdes du Nord de leurs villages traditionnels pour les reloger dans des camps situés loin des frontières internationales et des régions montagneuses où ils vivent depuis des temps immémoriaux.

M. Barzani note que les nouvelles mesures de déportation envisagées par Bagdad constituent l'« étape finale » du projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak. « Quatre mille villages kurdes, dit-il, ont été déjà détruits au Kurdistan irakien au cours des dix dernières années sous le prétexte fallacieux qu'ils représentaient un risque de sécurité pour l'Irak. » Selon le chef du PDK irakien, « environ un million de Kurdes ont déjà été déplacés vers les périphéries des grandes villes du Kurdistan et vers les hameaux stratégiques construits dans le centre et le sud du pays ». Il ajoute : « Le plan de déportation actuellement en cours concerne ce qui reste encore

1.6.89

*des villages traditionnels kurdés, soit un peu moins de cinq cents. »*

M. Barzani s'étonne de la « relative passivité » de la communauté internationale devant des mesures qui, dit-il, « relèvent du génocide », alors que des mesures similaires prises par les autorités de Bucarest contre des villages roumains ont suscité un peu partout de vives protestations.

Evoquant la situation intérieure en Irak, M. Massoud Barzani affirme qu'il n'y aura pas de stabilité politique dans ce pays tant que le problème kurde ne sera pas réglé. Il confirme que, depuis le cessez-le-feu irano-irakien, les pechmergas kurdes ont abandonné leur tactique de guerre « frontale » contre les troupes gouvernementales pour revenir à une stratégie de guérilla. Celle-ci, précise-t-il, est menée par des petits groupes de combattants et vise non seulement des objectifs militaires, mais également des cibles économiques et industrielles « vitales » dans les centres urbains, « y compris si nécessaire Bagdad ».

JEAN GUEYRAS.

**Le Monde**

2.6.89

**Les Nouvelles de Moscou 2.6.89**

**LES KURDES VEULENT UNE PATRIE**

Des meetings spontanés se tiennent depuis quelques jours dans le square en face de notre rédaction. Les Kurdes venus à Moscou, protestent contre les séquelles de la politique stalinienne des nationalités. Le peuple kurde a vécu sur le territoire de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie, avant d'être chassé à la fin des années 30, et dispersé dans toute l'Asie centrale. Aujourd'hui, leur langue et leur culture risquent de disparaître. Le représentant du groupe d'initiative des Kurdes, Mamédov, a annoncé qu'il s'était adressé au Congrès des députés du peuple pour que soit accordé aux Kurdes, qui sont au nombre deux millions, un territoire où ils pourraient vivre conformément à leurs traditions nationales.

L.M.

**Dassault négocie avec l'Irak un contrat de 22 milliards de francs**

*Tandis que Paris s'efforce de régler le contentieux financier avec l'Irak, portant sur une dette de plus de 25 milliards de francs, la société Dassault négocie avec Bagdad un nouveau contrat d'armement pour un montant de 22 milliards. Cette opération, vitale pour la firme française, mais coûteuse pour le budget, est vivement critiquée Rue de Rivoli.*

La société Dassault négocie avec l'Irak un énorme contrat de 22 milliards de francs pour la fourniture d'une cinquantaine d'avions Mirage-2000 et de leurs équipements. Cette commande, vitale pour l'entreprise qui souffre d'une chute dramatique des commandes à l'exportation depuis trois ans, provoque une vive polémique au sein de l'administration.

Le ministère des finances, redoutant d'être une fois de plus mis devant le fait accompli par le « complexe militaro-industriel », refuse de garantir les prêts nécessaires tant que le contentieux financier de la France avec l'Irak n'est pas réglé. Bagdad a accumulé une dette de plus de 6 milliards de dollars, dont 4 (soit plus de 25 milliards de francs) assurés auprès de la COFACE (1). Or le pays refuse, depuis la fin des com-

bats dans le golfe Persique, l'été dernier, de payer les échéances prévues. Pour l'année 1988-1989, c'est environ 8 milliards de francs qui devaient être versés. L'Irak propose de ne rembourser qu'un peu plus de 1 milliard de francs à la France sur ces arriérés.

Dans ce contexte, l'« affaire Dassault » met en lumière le dilemme devant lequel sont placées les autorités françaises. Elles peuvent s'accrocher au remboursement des dettes passées, au risque de perdre les contrats liés à la reconstruction et au réarmement du pays au profit de pays concurrents.

(1) Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

La Grande-Bretagne, le Japon, la RFA, par exemple, n'ont pas accumulé un tel endettement et peuvent aujourd'hui proposer à Bagdad des crédits avantageux. Les autorités françaises peuvent au contraire « oublier » le passé pour aider les exportateurs français. Mais à un coût extrêmement élevé pour le budget national.

Un grand contrat financé à crédit sur un pays peu solvable a, certes, à court terme, un effet positif sur la balance commerciale. Mais, à long terme, le solde pour la balance des paiements est très faible en cas de remboursement partiel et peut même être négatif en cas de défaillance totale du pays créancier. Ainsi, l'administration a calculé que le contrat de 1 milliard entraîne, en cas de défaillance totale, une sortie nette de capitaux de 700 millions de francs et, dans le cas d'une défaillance limitée à 50 %, un solde voisin de zéro.

Surtout, le coût pour l'Etat de ces contrats est énorme, puisque c'est en définitive le budget qui finance non seulement la différence entre les taux d'intérêt normaux du marché et les taux préférentiels accordés au pays acheteur (un écart qui peut atteindre 4 points), mais qui, par le biais de l'assurance COFACE, règle aussi

*in fine* les impayés. Ainsi, en reprenant le même exemple, un contrat de 1 milliard coûtera près de 1,8 milliard au budget dans le cas d'un sinistre total, et plus de 800 millions de francs dans le cas d'une défaillance de 50 %

On comprend dans ces conditions l'émoi soulevé au sein de l'administration lorsque, le 28 avril dernier, M. Hugues de l'Estoile, vice-président de Dassault, a déclaré, à Bagdad, qu'« il y avait trois chances sur quatre » que sa firme puisse vendre « une cinquantaine d'avions de combat Mirage-2000 » à l'Irak. De fait, si le pays est demandeur, compte tenu des « relations étroites entre Dassault et l'Irak depuis une quinzaine d'années », comme le rappelait M. de l'Estoile, le contrat n'est pas encore bouclé. Les Soviétiques restent en concurrence avec leurs Mig-29. En outre, la France est également en concurrence avec les Britanniques pour un autre contrat prévoyant la construction d'une usine d'avions d'entraînement.

L'assurance des dirigeants de Dassault est apparue comme une provocation Rue de Rivoli, où on s'emploie depuis à souligner le coût de l'aide ainsi apportée au constructeur aéronautique français. Ainsi, selon une étude confi-

dentielle qui circule au sein de l'administration, les vingt commandes nécessaires annuellement pour combler le plan de charge de Dassault et maintenir 1 500 emplois menacés représentent un risque de coût budgétaire de 4 milliards de francs par an.

Dassault a affiché en 1988 un bénéfice net pour la société mère de 146 millions de francs contre 191,6 millions en 1987, année déjà jugée mauvaise. Les effectifs de l'entreprise (13 300 personnes) ont baissé de 2 800 salariés depuis 1985. Dassault a annoncé début avril la fermeture d'une cinquième usine, à Colomiers, près de Toulouse, où 1 460 emplois sont concernés. L'entreprise a réalisé l'an dernier 70 % de son chiffre d'affaires (18 milliards de francs) à l'exportation, dont 7,8 milliards de francs d'exportations militaires.

« Le coût annuel du maintien de l'emploi chez Dassault dépasserait ainsi considérablement les coûts qui avaient été jugés prohibitifs hier dans la construction navale ou dans la sidérurgie », conclut la note confidentielle, non sans souligner que l'effort ainsi consenti devrait être maintenu pendant plusieurs années, « jusqu'à l'arrivée à maturité du programme Rafale » en 1995.

VÉRONIQUE MAURUS.

**A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.**

FRFR  
FRA0324 4 I 0205 FRA /AFP-PK64

Irak-Kurdes

Déplacement massif de population kurde en Irak, selon Massoud Barzani

PARIS, 2 juin (AFP) - Massoud Barzani, dirigeant de l'opposition kurde à Bagdad, a accusé vendredi l'Irak de procéder à un "déplacement massif de population" dans la région kurdophone de Soleymaniyeh (nord de l'Irak), dans un communiqué qu'il a fait parvenir à l'AFP.

Dans un "appel à l'humanité", M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK, proche de l'Iran), a indiqué que près de 10.000 habitants de Twasora ont été "forcés d'évacuer" cette localité du nord de l'Irak, le 31 mai, et que le jeudi 1er juin, "les troupes blindées irakiennes ont pénétré à Gala Diza, mais la population s'est insurgée contre l'ordre de déportation et a décrété la grève générale".

L'ambassadeur d'Irak à Paris, M. Abdel Razzak Al Hachimi, dans une déclaration à la presse, a démenti que l'Irak "applique ou ait l'intention de mettre en application un programme" visant à vider le Kurdistan de sa population.

Selon M. Barzani, "le nouveau programme de déplacement de la population kurde prévoit la destruction des localités rurales dans le Kurdistan et la réinstallation forcée de près de 300.000 personnes".

rn/pa/sa IDF  
AFP 021555 JUN 89

Liberté 2.6.89

DEPORTATION DE KURDES EN IRAK

Le gouvernement irakien a commencé les opérations de déportation de la population de Kaladiza, ville kurde du nord-est du pays. Selon le représentant du mouvement d'opposition kurde UPK (Union populaire du Kurdistan) à Londres, l'armée a envahi la localité mercredi et intimé à ses 120.000 habitants l'ordre de vider les lieux. D'abord prévu en avril, puis repoussé au mois de mai, ce déplacement forcé de population avait été une nouvelle fois retardé en raison des protestations internationales. La semaine dernière, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant ces déportations et demandant au gouvernement de Bagdad d'y renoncer.

Politis - Le Citoyen 2.6.89

LES KURDES D'IRAK subissent les contrecoups du traité de paix avec l'Iran : selon un responsable du Parti démocrate kurde, ce sont plus de 90 % des villages de cette région qui ont été détruits. L'armée utiliserait même des défoliants pour empêcher les Kurdes de retourner sur leurs terres où des paysans égyptiens ont été implantés afin d'arabiser la zone.

Le Pelerin 2.6.89

Les Kurdes menacés de génocide

Les responsables de la communauté kurde accusent le gouvernement irakien de se livrer à un véritable « génocide » au Kurdistan irakien. Massoud Barzani, responsable du Parti démocratique kurde d'Irak et du Front uni du Kurdistan irakien, a alerté l'opinion européenne. Il affirme que Bagdad n'hésite pas, après avoir fait usage de gaz chimiques, à utiliser massivement des défoliants pour empêcher les Kurdes de retourner dans leur région d'origine.

FINANCIAL TIMES

3.6.89

Iraq troops begin forcibly resettling 300,000 Kurds

By Edward Mortimer

IRAQ'S Baathist régime has this week begun a mass displacement and forcible resettlement of nearly 300,000 Kurds, according to usually reliable Kurdish exile sources.

Mr Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, said the population of the town of Qala Diza, in the north-eastern province of Sulaimaniya, started a general strike to resist the deportation order when government troops entered the town on Thursday. On the previous day, he said, the settlement of Twasora, comprising 1,885 families, had been forcibly evacuated.

Mr Barzani described the region as being "in a state of tension", and expressed fears that the army would massacre the whole civilian population. His statement, issued in the name of the Iraqi Kurdistan Front (a body representing all the Kurdish opposition groups), confirmed and updated a statement by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - the movement with

most support in the area concerned. The new displacement programme involved "the destruction of the remaining rural district towns in Kurdistan".

The wave of deportations is apparently part of a programme designed to prevent further Kurdish insurrections by thinning the population in the north-east and moving it to areas more susceptible to government control.

Mr Barzani said the affected people would "be interned in camps and towns located outside traditional Kurdish areas in southern Iraq". The PUK statement said they had been given a choice of camps in Sulaimaniya and Arbil provinces (ie, within Kurdistan), but it believed this was only a temporary measure.

Both statements appealed to the international community to intervene. EC governments are expected next week to consider a report on the situation compiled by their ambassadors in Baghdad.

L'Irak dément vouloir déporter la population kurde

Selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par M. Jalal Talabani, l'armée irakienne a investi, mercredi 31 mai, l'agglomération de Kaladiza, dans le nord-est de l'Irak, et a ordonné à la population kurde de faire ses bagages, lançant ainsi la campagne de déportation annoncée au début d'avril par les autorités irakiennes. (Le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

A Paris, l'ambassadeur d'Irak s'est inscrit en faux contre les affirmations de MM. Jabal Talabani et Massoud Barzani, respectivement chefs de l'UPK et du PDK, concernant les mesures de déportation. Il a affirmé qu'aucune mesure de cette nature n'avait été prise depuis le début du cessez-le-feu irano-irakien. Il a toutefois admis que son pays avait, au cours de la guerre, créé une zone de sécurité entre les deux pays tout le long de la frontière de l'extrême nord à l'extrême sud.

Il a ajouté qu'en vertu de la loi internationale « il n'est pas permis de laisser des civils dans des zones militaires ». « En conséquence, a-t-il dit, tous les villageois aussi bien kurdes qu'arabes résidant dans ces zones ont été évacués, dans le but d'assurer leur sécurité personnelle. Les Kurdes ont été installés dans de nouveaux villages construits loin de la frontière, mais en pays kurde. »

Le Monde

3.6.89

Les Kurdes irakiens menacés d'anéantissement

# DEPORTATIONS MASSIVES

l'Humanité 3.6.89

« J'E suis venu en France pour tenter de faire entendre la voix de mon peuple. » Massoud Barzani, président du Front du Kurdistan d'Irak, qui a effectué récemment sa première visite en France, est le représentant d'un peuple oublié, éparpillé, sans aucun intérêt de plus puissants que lui : le peuple kurde.

Géographiquement, les Kurdes vivent dispersés dans plusieurs Etats du Proche-Orient : Syrie, Iran, Irak et Turquie. Dans ces trois derniers pays, où ils sont le plus nombreux, leurs droits culturels, leur identité même sont niés et ils sont en butte à une répression constante. Mais c'est en Irak qu'elle a pris les formes les plus violentes : jusqu'à la tentative d'extermination à l'arme chimique.

En fait, le projet du président irakien Saddam Hussein est aussi simple que brutal : résoudre la question kurde en vidant le Kurdistan de sa population. Pour cela, il utilise deux moyens : tuer le maximum de Kurdes, ce qui pousse à l'exil un grand nombre d'habitants, et déplacer les autres de force.

« Jusqu'à maintenant, précise Massoud Barzani, 4.000 villages ont été détruits. Un million de Kurdes ont été déportés et placés de force dans des camps autour de quelques grandes villes d'Irak. Il s'agit d'une entreprise systématique de destruction de la civilisation et de la culture kurdes, essentiellement enracinées dans les villages. 90 % d'entre eux ont été rasés depuis 1975, avec une interruption entre 1979 et 1987 du fait de la guerre avec l'Iran. Depuis le cessez-le-feu, le plan de destruction a repris. Il continue. Les 300.000 habitants de la région de Qaladize devaient être déplacés le 25 avril. La date a été reportée en raison des pressions internationales et des manifestations de protestation en Irak même, mais le pouvoir irakien n'a pas renoncé à son projet. »

Massoud Barzani décrit la situation terrible des camps de déportation « encerclés par l'armée et les forces de sécurité irakiennes, complètement isolés.

Nos compatriotes y sont soumis à la pire terreur. Chaque nuit, un ou plusieurs d'entre eux disparaissent. »

Complément de cette politique d'arabisation du Kurdistan, déjà largement entamée. « 45.000 kilomètres carrés sur 75.000 sont déjà arabisés. On fait venir pour cela des immigrés égyptiens, dont deux millions sont déjà installés. »

Face à de telles menaces, que peuvent les organisations kurdes, toutes unies pour une fois, dans le Front du Kurdistan ?

Elles se sont lancées dans une bataille frontale contre l'armée irakienne, dès le 19 juillet dernier, au lendemain de la signature du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran. Les combats ont duré 52 jours et Bagdad n'a pas fait dans le détail pour écraser la résistance kurde : ce furent les bombardements massifs à l'arme chimique, la destruction d'Halabja, la fuite de 200.000 Kurdes vers l'Iran et la Turquie.

« Jusqu'ici, dit Massoud Barzani, la Turquie a refusé de traiter nos compatriotes comme des réfugiés. Elle n'a pas permis au HCR (Haut Comité des Nations unies pour les réfugiés) de les prendre en charge. Nous demandons aux organisations internationales, à la CEE, mais aussi à la France de faire pression sur la Turquie pour que nos réfugiés soient traités comme ils le doivent être. Nous leur demandons aussi de faire pression sur l'Irak pour que soit enfin réglé le problème kurde. Notre peuple ne veut pas la guerre. Il ne demande qu'à vivre en paix. Nous sommes prêts à appliquer l'accord conclu en mars 1970 avec le gouvernement irakien sur l'autonomie du Kurdistan. A condition que notre peuple dispose d'une réelle représentation. Nous sommes prêts à participer à des élections si elles sont garanties par un contrôle international. Tout ce que nous voulons, c'est un régime démocratique qui respecte nos droits et un plan de développement pour le Kurdistan. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide de l'opinion publique internationale. C'est pourquoi je

Un entretien avec Massoud Barzani, président du Front du Kurdistan d'Irak



Massacre à l'arme chimique, comme celui perpétré l'an dernier à Halabja (notre photo), destructions de villages et déportations massives : Bagdad ne recule devant aucun moyen pour écraser la résistance de la minorité kurde. (Photo SIPA.)

## NOUVEAUX MIRAGES POUR L'IRAK ?

La France, ce n'est pas un secret, est l'un des premiers pays fournisseurs d'armes à l'Irak (très exactement le deuxième après l'URSS). Ce sont les « Mirages » de l'armée de l'air irakienne qui ont lâché les bombes chimiques sur l'Iran et le Kurdistan et tiré des « Exocet » sur les navires marchands dans le Golfe... La société des avions Marcel Dassault a démenti hier l'information selon laquelle elle négocierait la vente de cinquante nouveaux avions, des Mirage 2000, à l'Irak. Le bruit avait couru, lancé par le journal « le Monde » et les

médias nationaux, que le gouvernement s'opposait à une telle transaction. On aurait pu croire, en pleine réunion de la CSCE et célébration du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, et alors que Bagdad continue sa guerre contre le peuple kurde, que ce refus était motivé par des raisons humanitaires. En réalité, il s'agit uniquement d'une affaire de gros sous : l'Irak doit à la France beaucoup d'argent pour les livraisons d'armes précédentes (6 milliards de dollars), et refuse obstinément de payer ses dettes...

Entretien réalisé par Françoise Germain-Robin



By a process of successive cuts, the Kurds are thought to be suffering dispossession from their traditional lands, for the sake of introducing new settlers and eventually "Arabizing" the whole country.

Which of these incompatible accounts is correct? If things are as satisfactory as the Iraqi Government say, why do they not allow verification by independent observers, able to travel where they wish and to speak privately with all and sundry?

Diplomats, journalists, United Nations' observers or members of Red Crescent societies, all could

provide impartial evidence of what is really happening.

Even if both the Government of Iraq and the exiles are exaggerating, the non-partisan report of the Minority Rights Group (published London, March, 1989) deserves investigation. It stated that one million Iraqi Kurds are either refugees or deportees and that 3,000 out of 4,000 Kurdish villages and hamlets have been destroyed.

Yours faithfully,  
HYLTON,  
House of Lords,  
May 31.

Independent 8.6.89

## Visa requirement

Dear Sir,  
We are angry — but not surprised — at the Government's decision to introduce a visa requirement for Turkish nationals (6 June).

On the same day, you carried a story about atrocities in south-east Turkey. It is from this area that some 1,500 Kurds have recently fled to Britain, seeking asylum. Our fear is that the visa requirement will prevent genuine refugees from fleeing persecution.

When Tamil refugees started fleeing from civil conflict in Sri Lanka in the early 1980s a similar visa requirement was introduced. The number of asylum seekers dropped while we continued to read stories of large-scale deaths in Sri Lanka.

If Britain is serious about offering asylum to the persecuted, then visas are a very strange way of expressing concern.

Yours faithfully,  
ALF DUBS  
Director  
British Refugee Council  
London, SW8  
7 June

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0358 4 I 0214 GRB /AFP-BG38

GB-Kurdes

Quatorze réfugiés kurdes détenus à l'aéroport de Londres-Heathrow

LONDRES, 7 juin (AFP) — Quatorze réfugiés kurdes demandant l'asile politique en Grande-Bretagne sont détenus depuis lundi à l'aéroport de Londres-Heathrow, a annoncé mercredi matin le ministère britannique de l'Intérieur.

Ces quatorze personnes faisaient partie d'un groupe de 130 réfugiés kurdes ayant fui la Turquie qui a débarqué lundi à l'aéroport de Heathrow. Le ministère n'a pas précisé les motifs de leur arrestation.

La plupart de ces réfugiés ont été confiés à des groupes politiques et syndicaux kurdes à Londres en attendant que le ministère de l'Intérieur statue sur leur demandes d'asile politique. L'examen des demandes peut prendre entre deux semaines et plusieurs mois, a indiqué un porte-parole du ministère.

Mardi, le ministre de l'Intérieur Douglas Hurd avait annoncé que les visiteurs turcs devraient être munis d'un visa avant de se rendre en Grande-Bretagne, à partir du 23 juin prochain, en raison du nombre croissant de demandes d'asile émanant de ressortissants turcs (appartenant en fait à la minorité kurde).

Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de ces demandes est passé de 60 en 1987 à 1.500 pour le seul mois de mai dernier.

agr/ct/dz

idf

AFP 071640 JUN 89

# Britain 'breaching UN guidelines over asylum for Kurds'

**TURKISH** Kurds attempting to claim political asylum have been summarily refused admission to Britain, in contravention of United Nations guidelines, and returned to their homeland, according to Amnesty International, the human rights pressure group.

At least one of those refused entry was imprisoned when he arrived back in Istanbul because his name appeared on a list of people wanted for political offences, Amnesty said. Since the beginning of last month, British immigration authorities have been faced with an influx of more than 1,800 Kurds from south-east Tur-

By Ian MacKinnon

key seeking asylum because they fear persecution. Most have been given "temporary admission" into the care of Turkish organisations in London while their claims are processed. But about 75 are being held in detention centres and jails in the West Country.

Officials have processed 41 of the claims so far, with only two granted refugee status, another 21 "temporary leave to remain" on a compassionate basis that may meet full asylum requirements, and 19 others deported. In an effort to stem the flow of asylum

seekers, the Home Office on Tuesday announced that visa restrictions were to be imposed on Turkey from 23 June.

Amnesty said that amid the controversy at least two groups had been refused access to asylum or detention procedures. On the first occasion on 18 May, 24 Kurds were said to have been held on a British Airways plane from Istanbul at Heathrow while immigration officers briefly questioned them as to their intentions. Their passports were taken and after a couple of hours returned stamped "refused leave to enter".

The second alleged incident happened on 23 May, again at Heathrow. The aircraft was returned to Istanbul, although it is not clear how many people were involved.

Conventions on those seeking political asylum demand that they be given a full interview by immigration officials, allowed access to a solicitor or the United Nations High Commissioner for Refugees, and their case forwarded to the Home Office for consideration. This requires a period of residence in the country while the claim is processed. British officials have said that there is some evidence to suggest many of those arriving may be economic refugees and not eligible for "refugee status".

Richard Dunstan, of Amnesty, last night expressed deep disquiet about the reports and said they would be writing to Douglas Hurd, the Home Secretary.

"It is essential that proper procedures are followed if genuine cases are not to be refused entry along with those who do not have a just claim," he said.

A Home Office spokesman rebutted the allegations last night, saying that on 18 May only three Turks had been refused entry and that these had not been seeking political asylum. He was unable to comment on the 23 May allegations, but there was no question of anyone who made such a claim being refused access to the relevant authorities.

## Refugees 'duped by promises of jobs'

**THE TURKISH** government is investigating claims that hundreds of Kurds seeking refuge in Britain were duped by job promises into buying air tickets.

The influx is being blamed for prompting Britain's decision to impose visa requirements this month, which was described yesterday by the Turkish foreign ministry as worrying.

A senior official said British claims that an organised syndicate was partly responsible for the exodus of more than 1,000 Kurds in recent weeks were "more than likely". "Certainly there are some people who have made a lot of money." He confirmed the ministry was investigating.

Speculation that many of the Kurds, claiming political refugee status as victims of government and military harassment, may have been victims of middlemen has been fuelled by reports that they had to pay large commissions before departure.

One refugee, Selman Ali Gur, said passengers aboard his plane were made to pay more than £300 to a "middleman" who otherwise threatened to "make sure we were

From Tim Kelsey  
in Ankara

rejected by England". Also suspicious is that they bought tickets *en masse* from travel agents in northern Cyprus rather than on the Turkish mainland. The owner of one agency in Turkish Nicosia, which furnished the bulk of the Kurds with tickets, said he had "heard of middlemen".

The police department in the south eastern province of Kahramanmaraş near the Syrian border, in which all the refugees were resident, said that it had little doubt of the existence of an "organised group urging these people to sell their property, fields, to give money to the middlemen and buy a ticket".

A local opposition party official said most refugees had claimed to be victims of political oppression to stay in Britain and get a job.

Two years ago, Canada introduced visa requirements for Turks after more than 2,000 arrived from one town. Embassy officials confirm "middlemen" encouraged them to buy air tickets with promises of employment.



The Times 8.6.1989

## Doctors back Kurd torture allegations

By Peter Evans and Emma Wilkins

Doctors yesterday supported claims by Kurdish refugees that they were tortured and beaten in Turkey.

As immigration authorities detained a further 13 Turks who had arrived in Britain in the past two days, doctors who examined 64 refugees said nearly all showed signs of physical violence.

The 13 detained were among a total of 136 Turks who arrived on Tuesday. Another 84 arrived yesterday, bringing to 1,871 the number seeking asylum since the beginning of May. Around 300 have been detained already and the Home Office said it was likely that some of those who arrived yesterday would also have been held.

Twenty-five Kurds being held in prison have begun the second week of their hunger strike in protest against detention.

The Medical Foundation for the Victims of Torture yesterday backed the allegations of many Kurdish refugees who claim to have suffered torture and beatings in Turkey. Dr Tom Landau said that 98 per cent of those examined had suffered torture.

Many had been subjected to *falaka*, whereby the soles of the feet are beaten with a rod. Others had been beaten with sandbags, while some said they had been tortured with electricity or locked in a room with poisonous snakes.

The refugees examined were referred to the foundation by the Kurdish Workers' Association, based in Hackney, east London, which has found temporary housing for over a thousand refugees on the floors of local church halls.

Mr Hasan Kebene, aged 18, who said he had given up a well-paid job working on the electrical circuits of cars to take his chance in a foreign country, said he had suffered discrimination and frequent beatings as a schoolboy.

Herald Tribune 8.6.1989

## Syria Suspects Iraq Is Rearming Aoun

By Jonathan C. Randal  
*Washington Post Service*

DAMASCUS — The failure last month by the leaders of Arab nations to make headway in resolving Lebanon's civil war has raised new concerns for Syria and its Muslim allies in Beirut that Iraq is likely to escalate its arms supplies to Lebanese Christians and thus provoke new violence there.

Last week, Lebanese allies of President Hafez Assad of Syria, including former President Suleiman Franjeh and a Druze leader, Walid Jumblat, went to Damascus to hear predictions of growing Iraqi support for Lebanese Christians after Baghdad failed to isolate Mr. Assad at the Arab meeting in Casablanca.

Syria's information minister, Mohammed Salman, reflecting long-standing ill feelings between the Baghdad and Damascus wings of the Ba'ath Arab Socialist Party, said, "We expect any bad behavior from Iraqi President Saddam Hussein that you can think of." The Iraqi leader, he added, "will do his best to keep Syria busy."

Baghdad and Damascus had a record of mutual violence long before Iraq's current proxy war against Syria in Lebanon. Aside from a 1978-1979 period of reconciliation, Iraq and Syria for two decades have killed each other's diplomats, planted car bombs and financed mutual subversion.

Muslim fundamentalists who threatened Mr. Assad in the late 1970s and early 1980s were financed and armed by Iraq. Early in the Iran-Iraq war, dissident Iraqi Kurds received money and support from Syria to help Iran by closing a pipeline carrying Iraqi crude oil to the Mediterranean.

Negotiators at the Casablanca meeting pleased Mr. Assad by dropping calls for a Syrian troop withdrawal or an Arab peace-keeping force in Lebanon. But some nations in the region recently have made it clear that they intend to

keep international attention focused on General Michel Aoun's fight against Syrian occupation of Lebanon.

Israel called an emergency cabinet session and charged that Syrian troop reinforcements had crossed the border. But Israel has been content to let Iraq play the activist anti-Syrian role with the Lebanese Christians. And Egypt accused Syria of tolerating the arrival of thousands of Iranian Revolutionary Guards in Lebanon.

The Syrians believe that such developments underline Mr. Assad's success in avoiding the diplomatic isolation that Iraq has tried to impose on Syria.

But Syria's diplomatic troubles in Lebanon are not over; its role there will be taken up again by the Arab League in six months. Syria must also take account of the watchdog committee of the leaders of Algeria, Morocco and Saudi Arabia that was set up by the league. The most important member for financially strapped Syria is King Fahd of Saudi Arabia, who, diplomats said, has withheld this year's \$500 million in aid that Syria has received annually for a decade.

Mr. Assad has been able to stave off diplomatic isolation on Lebanon only with major concessions: He dropped his opposition to Egypt's re-entry into the league a decade after its separate peace with Israel and he tolerated Yasser Arafat's attempt at negotiating a settlement between the Palestine Liberation Organization and Israel.

Mr. Salman said that Syria had "no intention" of opening a land assault on General Aoun that would refocus international attention on Lebanon.

But Syria shows no signs of engaging in serious peace talks with the general. It hopes that, Mr. Salman said, other Lebanese Christians "will kick him out" after recognizing the futility of his cause.

"One time I was out walking with two friends at dusk when the police picked me up for no reason. They took me to the police station where they beat me with truncheons."

The Home Office yesterday confirmed it was examining proposals that would require Turkish citizens to have a visa to enter the UK after June 23.

The Times 8.6.1989

Kurdish refugees crisis

# Doctors support Kurd torture claims

By Peter Evans  
and Emma Wilkins

Doctors yesterday supported claims by Kurdish refugees that they were tortured and beaten in Turkey.

As immigration authorities detained a further 13 Turks who had arrived in Britain in the past two days, doctors who examined 64 refugees said nearly all showed signs of physical violence.

The 13 detained were among a total of 136 Turks who arrived on Tuesday. Another 84 arrived yesterday, bringing to 1,871 the number seeking asylum since the beginning of May. The Home Office, which said it was likely that some of those who arrived on Wednesday would also have been detained because it was thought they might abscond, said it did not know how many were Kurds, but the British Refugee Council said yesterday: "We understand they all are."

The Home Office fears that many of the Kurds will work illegally and has detained about 300 while their applications for asylum are considered.

Twenty-five Kurds being held in prison have begun the second week of their hunger strike in protest against

detention.

The Medical Foundation for the Victims of Torture yesterday backed the allegations of many Kurdish refugees who claim to have suffered torture and beatings in Turkey. Dr Tom Landau, an expert in assessing the physical and emotional signs of torture, said that 98 per cent of the Kurds examined had suffered torture or violence.

Many had been subjected to *falaka*, whereby the soles of the feet are beaten with a rod. Some of the beatings were so severe that bones in the feet were exposed. Others had been beaten with sandbags, while 17 men said they had been tortured with electricity. Two said they had been locked in a room with poisonous snakes.

The refugees examined were referred to the foundation out of a total of 104 Kurds interviewed so far by the Kurdish Workers' Association, based in Hackney, east London, where there is already a large Kurdish population. The association has found temporary housing for over a thousand refugees on the floors of local church halls.

Mr Hasan Kebene, aged 18, who said

he had given up a well-paid job working on the electrical circuits of cars to take his chance in a foreign country, said he had suffered discrimination and frequent beatings as a schoolboy.

"There were 40 children in my class, about 15 of us were Kurdish. If we put our hands up in class the teacher would ignore us. If we tried to speak at school in Kurdish the teacher would beat us. They tried to make us feel lower than the other children.

"One time I was out walking with two friends at dusk when the police picked me up for no reason. They took me to the police station where they beat me with truncheons. They took me to a farm and made me do very hard work for two days, digging and labouring. I was released without charge," he said.

The Home Office yesterday confirmed it was examining proposals that would require Turkish citizens to have a visa to enter the UK after June 23.

The British Refugee Council said that would make it more difficult for the Kurds fleeing Turkey. "We fear it could limit the chance of genuine refugees to flee for their lives," it said.

## The Middle East International 9.6.1989

### Iraq and the Kurds

"Final solution"?

from Godfrey Jansen

Nicosia

With hostilities between the Iraqi army and Kurdish guerrillas spluttering along the border with Iran, the Iraqi government is going ahead with its plan to relocate several hundred thousand Kurds away from that border. The area affected is around the towns of Qala Diza, Raniya and Degala, and perhaps as many as 250,000 persons are involved. They are being moved into housing near Mosul, Irbil and Suleimaniya, still within the Kurdish territory in northern Iraq. Rumours that these Kurds were to be resettled in camps in the desert near Basra have proved to be inaccurate, at least so far.

The Iraqi authorities make no great secret of the fact that they are trying to create a "security zone", perhaps 30-40 miles wide, and empty of Kurdish inhabitants, along the frontier with Iran. Thus the guerrillas will not be able to receive support from any Kurdish population. Nearer to the border the Kurdish villages are being destroyed so that the area is completely depopulated, but farther into Iraq the plan

is to replace the Kurds with Arabs, if any can be found ready to cooperate with what could be a hazardous undertaking.

Clearly President Saddam Hussein is



seeking a "final solution" to his Kurdish problems, which every government in Baghdad has had to face since independence. The policy of depopulation and relocation is a drastic and radical one that will impose much hardship on the Kurds, but it is clear that Baghdad is determined to press ahead with it however unfavourable its impact on world public opinion proves to be.

The Kurds fought alongside the Iranians during the eight years of the Gulf war, but there was some small hope that after the cease-fire in July last year the Iraqi Kurds would decide that enough was enough and would come to terms with Baghdad. But Kurdish leaders like Masud Barzani and Jalal Talabani declared that

their armed struggle would continue.

The Iraqi army promptly launched a large-scale offensive against the Kurds and drove tens of thousands of them into Turkey and Iran, using poison gas. Many of the refugees in Turkey said defiantly that they intended to return to Iraq, directly or through Iran, to carry on the fight. They have been as good as their word. In February this year Masud Barzani said that he was planning to launch small commando units in attacks on targets in Baghdad and Basra. These have not happened but this is indicative of the boldness of Kurdish hostility.

One reason why the Iraqi government is particularly incensed against its Kurds is that, apart from their alliance with Iran, they continue to maintain their hostility against Iraq after rejecting two offers of a degree of autonomy, in 1970 and 1974, far in excess of anything offered by Turkey or Iran. By Saddam's thinking the Iraqi Kurds are not only traitors but ungrateful traitors. Also, the Kurds have always depended on foreign assistance from the West, though they have consistently been let down. Masud Barzani, after holding press conferences in European cities, especially Paris where Madame Mitterrand has espoused his cause, is visiting the US, where his disillusioned father, Mulla Mustafa, died.

Le Monde 9.6.1989

● Une réponse aux députés européens. — A Paris, plusieurs personnalités de l'opposition iranienne, dont M. Babak Amir Khosrovi, membre du bureau exécutif du Parti démocratique du peuple iranien, M. Hassan Nazih, membre du Conseil central des républicains d'Iran, et M. Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocrate du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont signé une déclaration dans laquelle ils critiquent certains aspects de la récente résolution des parlementaires européens sur l'Iran.

« En proposant le Conseil national de résistance comme le représentant du peuple iranien, les signataires de cette résolution ont commis une grave erreur qui n'honore pas le Parlement européen. Les parlementaires européens auraient dû être conscients de la pluralité de l'opposition iranienne. Ils devraient savoir que le Conseil national de résistance est une simple façade pour les Moudjahidines du peuple, une organisation antidémocratique qui ne représente qu'une minorité des opposants. »

L'Humanité  
9.6.1989



**SIVAN PERWER : « Chants du Kurdistan ».**

Ecartelés depuis 1923, entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, les Kurdes (ils sont 25 millions), restent méconnus. Véritable mémoire d'un peuple, leur musique trouve en Sivan Perwer l'un de ses principaux chantres actuels (interdit de radio et de télévision en Turquie), qui excelle dans les récits épiques et les chants d'amour, en s'accompagnant de son Tenbûr, luth kurde à six cordes. (Compact Auvidis A 6145.)

Le courrier des lecteurs

Ouest-France  
9.6.1989

Le sort des Kurdes

Un groupe de lycéens pour la défense des Droits de l'Homme du lycée Joseph-Loth à Pontivy (Morbihan) s'adresse au président de la République :

« Ayant préparé dans notre lycée une campagne de sensibilisation aux problèmes des Kurdes irakiens, nous connaissons les crimes commis par l'Irak et nous ne pouvons pas supporter la vente d'armes destinées à un pays qui viole constamment les Droits de l'Homme et de l'Enfant — même au bénéfice de notre commerce extérieur, M. le Président... Et puis, au moment où nous célébrons à tout vent le bicentenaire de la Révolution et de la déclaration des Droits de l'Homme, nous trouvons paradoxale cette attitude de la France... mais peut-être faut-il mieux céder aux exigences économiques et profiter du doux murmure médiatique ?... Profiter aussi que l'Irak ait encore des enfants à gazer, un peuple à massacrer pour vendre nos chers avions ? La politique exigerait alors de se boucher les sens et nous espérons, bien naïvement peut-être, qu'un

homme comme vous saura faire preuve de conscience. Ainsi pourriez-vous éviter que les jeunes pensent que la déclaration des Droits de l'Homme n'est qu'une farce, un paravent financier. »

La braderie de la Défense

M. R. Martin, de Toulon (Var) :

« Il y a quelques années, un chef d'état-major de la Marine, en désaccord avec son ministre, avait eu le courage de mettre « sa casquette au clou » selon l'expression consacrée dans la Marine. J'ose penser que les amiraux d'aujourd'hui ne sont pas d'accord avec la « braderie » de la Défense et qu'ils ont cependant autant de courage qu'avant. Alors, quelle explication donner au manque de réactions et d'actions ? Je n'en vois qu'une. Nous sommes si pauvres que nous ne pouvons plus leur offrir les clous nécessaires pour accrocher leurs casquettes. Au cours d'une grande fête, pourquoi pas en Eurovision ? nous pourrions ainsi remettre un « clou

d'or », un « clou d'argent » et un « clou de bronze » aux trois premiers officiers généraux ayant le courage de faire front à l'agression dont sont victimes les armées et, à travers elles, la France. »

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Irak kurdes

Plus de 3.000 réfugiés kurdes en Turquie intoxiqués par du pain empoisonné, selon le PDK

DAMAS, 10 juin (AFP) - Le Parti démocratique kurde d'Irak (PDK, pro-iranien de M. Massoud Barzani), a affirmé samedi que plus de 3.000 kurdes réfugiés en Turquie ont été intoxiqués en mangeant du pain empoisonné, accusant le "régime irakien" d'être à l'origine de ce crime.

Dans un communiqué distribué à Damas, le PDK indique que "plus de 3.000 réfugiés kurdes du camp de Mardine ont été empoisonnés, au cours des dernières 48 heures, par une matière dissimulée dans leur pain". "Parmi ces personnes, poursuit-il, 100 sont dans un état grave et risquent de mourir dans les prochaines heures".

Le camp de Mardine est l'un des trois camps établis en territoire turc pour accueillir les Kurdes ayant quitté l'Irak à la suite des bombardements chimiques menés, en août 1988, par l'armée irakienne contre les régions kurdes au nord du pays.

Selon le communiqué, "ce crime intervient quelques jours après l'échec d'une mission, menée fin mai en Turquie, par une délégation irakienne, venue convaincre (ces réfugiés) à regagner l'Irak".

Le document appelle "les organismes internationaux, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), à assumer leurs responsabilités et à dépêcher sur place une commission d'enquête médicale". Il demande par ailleurs aux autorités turques de "fournir une aide urgente à ces réfugiés, pour les sauver d'une mort réelle".

et/nas/po

idf

AFP 102209 JUN 89

Gazette Telegraph 11.6.1989

## Iraq accused of razing towns, forcing Kurds from their homes

Associated Press

NICOSIA, Cyprus — Kurdish rebels Saturday accused Iraq of razing several towns and forcibly relocating 19,000 people in a drive to stamp out the Kurdish identity and carve a security zone along the Iranian border.

Diplomats and other sources in Iraq say the government already has moved up to 500,000 Kurds and destroyed about 3,000 villages in a major relocation effort over the past few years. They say it is aimed at cutting off the rebels from sympathizers and breaking up the tight-knit Kurdish clan system.

Iraq acknowledges relocating people but denies forcing residents to leave.

Ahmed Abdul Qader Al-Naqshabandi, who heads the Legislative Council of the autonomous

region, said in an interview that the relocation is "only a communal program aimed at uplifting economic and social standards of villagers."

Rebels refuse to join the council, which was elected on the basis of a 1974 agreement for limited autonomy for Kurds, and consider its members pro-Iraqi.

According to reports from the Kurdistan region of Iraq, government forces dynamited about 2,400 homes in the towns of Twosuram and Sengeser and the nearby villages of Qadirawa, Madhobizinan, Soorkanh, Gelk and Mankan, a rebel spokesman said.

Iraq's 3.5 million Kurds have been battling for an independent homeland for decades. The Kurdish rebels sided with Iran during the eight-year Iran-Iraq war.

# A Mitterrand Who Rankles Diplomats

By Edward Cody  
Washington Post Service

PARIS — Here she goes again.

Danielle Mitterrand, the French first lady, is speaking her mind on human rights once more, venting indignation and sending ripples across the pond of Parisian diplomacy.

The cause this time is Kurds. After Mrs. Mitterrand visited Kurdish refugee camps in Turkey, she warned in public that trouble could erupt unless the Ankara government granted official refugee status to the Kurds who fled Iraq last year and have been living in makeshift camps on Turkish soil.

Piqued by her unofficial and distinctly unquiet diplomacy, the Turkish ambassador to France pointed out that his government had asked European countries, including France, to take in some Kurds or help meet the expenses of caring for them in Turkey.

In a statement, Ambassador Ilter Turkmen said the president's wife made what he termed a "private visit" April 29 to May 2, during which she visited the refugee camps. "Frankly," he added, "we did not expect political appeals, criticisms or statistics on the Turkish population" on her return.

The ambassador clearly has a lot to learn about Mrs. Mitterrand. To a degree that France has never seen before, she has exercised the right to declare her opinions and push her causes, even when officials who work for her husband are sticking to the velvet diplomacy that is more in line with French tradition.

"I am the wife of François Mitterrand," she said in an interview, "and he happens to be



Danielle Mitterrand

president of the republic. So I have a broader tribune." But, she added, that fact does not rob her of the right to express herself.

So while Foreign Ministry officials have dealt with the Turkish ambassador, she has been renewing her appeals and criticisms concerning the 36,000 Kurds confined to three camps in eastern Turkey.

"Since I've been back," she said, "I have been bearing witness to what I saw. I put all my emotion into what I do, because it is a tense situation." The refugee population, she added, "is not going to put up with living in those

camps all summer. Something is going to happen."

Not content with pointing a finger at Turkey, Mrs. Mitterrand provided a specific explanation of why the Kurds fled Iraq, a country to which France sells billions of dollars in arms and other goods, as part of a long-standing relationship that the president has been careful to preserve.

"In some places, where their Kurdishness is not recognized, they are massacred — I am speaking of Iraq," she said, "and in the countries where they flee, they are treated in conditions that are intolerable."

The Turkish ambassador has not been the only irritated diplomat in Paris. In April it was the Chinese envoy's turn. He was disturbed because Mrs. Mitterrand received the visiting Dalai Lama, the spiritual and temporal Tibetan leader who fled his country when it was absorbed by China and who has been a frequent critic of Chinese rule from his refuge in India.

"I am very honored to have met the Dalai Lama," she declared.

The Algerian Embassy also has had some problems with Mrs. Mitterrand. When soldiers in Algiers shot rioting youths in November, she expressed her indignation forcefully.

Similarly, Argentina objected some time ago when Mrs. Mitterrand voiced her feelings about torture. "No one will make me accept that one can institute torture and amnesty for the people who tortured," she said.

Mrs. Mitterrand, 64, said her appeals and condemnations were not intended to represent official French policy or the views of her husband. Instead, she said, they are designed to arouse public opinion, and perhaps eventually affect policy in France and other countries.

The trip to Turkey, for example, was arranged by Kurds who are friends of Mrs. Mitterrand's and who hoped the sight of the refugee

camps would prompt her to speak out on an issue that has dropped off the front pages in France and elsewhere. She said she willingly accepted the mission even though the world has grown inured to stories of Kurdish suffering.

"I have no power," she added. "I have only my power of indignation, my power of conviction. These are my only powers. Sometimes they are convincing. Sometimes there are other reasons, economics for example, that predominate."

The president has been "very respectful" of her right to speak out even on sensitive issues, Mrs. Mitterrand said. In any case, she added, most of the time there is no conflict between her human rights appeals and her husband's official work in the Elysée Palace.

"François is a man who defends human rights," she said. "I know there are realities that are difficult, but they are rare."

Immediately upon her arrival at the Elysée after her husband's election in 1981, Mrs. Mitterrand demonstrated reluctance to limit herself to the role of hostess, decorator and goodwill ambassador that France traditionally assigns its first ladies.

She came to political activism early in life. The daughter of a liberal school principal, she was a teen-age courier for the Resistance during the war and received a medal for her work when she was 20.

French analysts have written that her influence was important in the president's drift leftward earlier in his career.

Herald Tribune 12.6.1989

Libération  
12.6.1989

## Irak : réfugiés

Le Parti démocratique kurde d'Irak affirme que plus de 3000 Kurdes réfugiés en Turquie ont été intoxiqués en mangeant du pain empoisonné et accuse le « régime irakien » d'être à l'origine de ce crime. Selon le PDK, « 100 sont dans un état grave et risquent de mourir dans les prochaines heures ». Les réfugiés kurdes avaient quitté l'Irak à la suite des bombardements chimiques menés en août 1988 par l'armée irakienne.

## AU PROCHE-ORIENT

**INTOXICATION.** Le Parti démocratique kurde d'Irak (PDK, pro-iranien de M. Massoud Barzani) a affirmé samedi que plus de 3 000 Kurdes réfugiés en Turquie ont été intoxiqués en mangeant du pain empoisonné, accusant le régime irakien d'être à l'origine de ce crime.

Quotidien de Paris 12.6.1989

# Lettre ouverte à la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE

## A toutes les délégations

Vous êtes ici réunis, Mesdames et Messieurs, animés du noble objectif de contribuer à instaurer un meilleur climat, un climat d'amitié en Europe. La Turquie participe aussi à ce dialogue démocratique au titre d'Etat européen civilisé. Ce dialogue, je considère qu'il a lieu non seulement entre hommes politiques, mais entre nations, entre cultures, entre passés historiques-fondement du Présent et de l'Avenir. C'est ce qui m'incite à me tourner vers vous, les représentants officiels des gouvernements, les organisations sociales et les fondations ici présentes qui avez, j'espère, un cœur pour comprendre la douleur.

Je ne fais pas de politique et les conversations diplomatiques me sont étrangères. Je suis une femme écrivain, née en Bulgarie où je vis, travaille et publie. Mes premiers lecteurs sont les Bulgares, j'ai leur sympathie et j'ai l'entière possibilité de servir ma nation, sa culture, son passé, son présent. Dans un certain sens, la France est pour moi une deuxième patrie car ici, à l'Hôpital Broussais j'ai eu, pour la deuxième fois droit à la vie. En fait, les Arméniens de la diaspora, chassés de leur ancienne patrie ont le monde entier comme deuxième patrie. Nous restons Arméniens où que nous soyons parce que nous avons la Mémoire, nous avons la conscience de notre histoire et notre civilisation ancienne qui a le même âge que l'humanité.

Un peuple sans mémoire c'est comme quelqu'un sans père ni mère, sans famille, sans toit. Privée de la culture, la mémoire d'un peuple est comme un soldat sans armes. Celui qui ne l'a pas cherche à détruire ou s'emparer de l'arme que l'autre possède.

Sur les 2 549 monuments

arméniens de la culture chrétienne du Haut Moyen-âge en Turquie, seuls 197 subsistent encore en un état relativement décent. Ce pays fait tout son possible pour entraver les efforts des savants de nationalités diverses qui veulent étudier et préserver ces monuments faisant partie intégrante d'une culture autant arménienne qu'universelle. Même pour le bras protecteur de l'UNESCO l'Anatolie est peu accessible puisque cette organisation rend services à l'invitation seulement du pays sur le territoire duquel sont sis les monuments à protéger. Or le pays en question est davantage occupé à refaire les cartes géographiques, les anciennes comme les nouvelles. Au milieu du XX<sup>e</sup> s. même l'honneur d'Aphrodite n'a pas été épargné — un tiers du sol chypriote est sous les bottes des soldats... Jamais personne ne saura, je crois, compter combien de livres ont été brûlés, détruits à ce jour sinon volontairement, mais abandonnés à l'ouragan aveugle de l'ignorance, entre les mains d'une population affamée, illettrée tremblante. Pour effacer les traces des anciennes civilisations qui avaient fleuri là pour supprimer tout ce qui peut rappeler la présence d'autres peuples l'on recourt à toutes les formes d'assimilation, de violence et d'intimidation. Tout auteur honnête, tout auteur étranger qui tente de réhabiliter la vérité risque la condamnation tacite. Ce sentiment d'insécurité, je l'ai moi-même connu, ayant consacré ma vie à cette cause. A présent, peu nombreux sont les Arméniens qui peuvent se rendre sans encombre au mont biblique d'Ararat. En Turquie Orientale (c.à.d. en Arménie Occidentale) l'information officielle a annoncé qu'il n'y a plus d'Arméniens.

Comment cela est-il arrivé ? Ils

ont vécu plus de cinq mille ans sur cette terre, construisant leurs forteresses, leurs villes, leurs temples, toujours détruits, mais dont il restera toujours, ne serait-ce qu'une seule pierre taillée de la main civilisée d'un Arménien... Il en restera des témoignages — fussent-ils déplorables — des témoignages, des preuves du patrimoine matériel et spirituel lésé, de l'histoire pillée des Grecs, des Assyriens, des Arabes, des Bulgares, des Serbes, des Monténégrins, des Kurdes — de tous ceux qui ont dû pendant 5-6 siècles prêter leur cou pour l'éclat du Croissant.

L'Europe et l'Amérique sont peut-être trop éloignées pour comprendre la tragédie des peuples de cette partie du monde, ces peuples qui de leur corps ont barré l'invasion des Osmanlis vers l'Europe occidentale. Probablement Paris n'aurait pas été ce qu'il est aujourd'hui si ce conquérant avait mis les pieds place de Notre dame... Parce qu'à Istanbul même, la plupart des remarquables «anciens» monuments de l'Islam sont en fait des cathédrales et des églises chrétiennes transformées en mosquées... Sans doute la Renaissance européenne aurait-elle été étouffée dans les griffes d'une autre Inquisition, plus primitive et plus cruelle. Alors les Européens auraient compris dans leur chair la signification de l'«impôt de sang». Et ils auraient autrement compati aux hommes islamisés de force, asservis, à leur conscience dédoublée, tragiquement embrouillée.

L'on jugerait probablement à partir des normes d'une autre morale on verrait le jour d'aujourd'hui non pas isolé, mais précédé d'un hier. Et qui sera suivi d'un jour nouveau !

**Mme Sevdâ SEVAN**  
écrivain

Paris, le 5 juin 1989

Gamk (quotidien Arménien) 12-13.6.1989

The Times  
14.6.1989

# Iraq Army forces 100,000 Kurds to leave big town

By Hazhir Teimourian

Iraq has begun a huge military operation to deport the population of the Kurdish town of Qala Diza - estimated at a minimum of 20,000 families, or about 100,000 people - in the northern highlands to undisclosed destinations elsewhere in the country.

A message received yesterday in London from Mr Jalal Talabani, the leader of the party, said that the Iraqi Army moved into Qala Diza on Monday and began the forcible removal of the inhabitants in military lorries, with each family allowed to take only personal belongings.

Speaking from the capital of a neighbouring country, which he asked should not be named, Mr Talabani said that Qala Diza, the administrative

centre of the district of Pizhdar, had been surrounded by the Iraqi Army for some time and its telephone lines were cut. He did not know if there had been bloodshed.

Mr Talabani appealed to the big powers and the United Nations to exert pressure on Baghdad, even at this late stage, to halt the operation. Joining in the appeal were other Kurdish political leaders, notably Mr Massud Barzani, of the Kurdistan Democratic Party.

Qala Diza was originally given the deadline of mid-April to "co-operate with the Army for a smoother transportation", but only a small number of pro-government militiamen and their families left of their own accord.

In the event, the inhabitants

were given a temporary reprieve because, it is believed, the disclosure of the Government's intentions in the Western press embarrassed European weapons manufacturers at the Baghdad Arms Fair at the end of April.

An estimated thousand more families left the town recently when they were told that they could choose their destinations. The bulk of the population, however, decided that they lacked the means to go elsewhere. The present deadline for the town to be completely emptied is understood to be Sunday.

Qala Diza is only 10 miles from the border with Iran, but did not fall to Tehran's forces or the Kurdish autonomists during the Gulf War. The next town in the Government's

depopulation programme is Rania, another 10 miles west, where the population is estimated to be 50,000.

The Kurds fear that they will be sent to camps constructed for them in the southern desert near the borders with Saudi Arabia and Kuwait, from which they might not emerge alive.

They also suspect that Qala Diza and Rania, situated in a rich agricultural area, will be settled by Arabs, including Egyptian migrants, who receive government subsidies.

Baghdad denies this, and admits only to "minor relocations for security reasons". With the assault on such large towns as Qala Diza now under way, this denial appears threadbare.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRA0230 4 I 0215 TUR /AFP-WS36

Turquie

Reconduction de l'état d'urgence dans huit départements turcs

ANKARA, 14 juin (AFP) - L'état d'urgence appliqué depuis 1980 et systématiquement reconduit par le parlement tous les quatre mois dans huit départements du sud-est de la Turquie, a été reconduit mardi pour une nouvelle période de quatre mois, a annoncé mercredi l'agence turque Anatolie.

Lors de la session de l'Assemblée nationale, le ministre turc de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, a déclaré qu'au cours des quatre derniers mois, 38 attaques des rebelles kurdes, 11 accrochages entre forces de l'ordre et "terroristes séparatistes", 19 explosions et 11 manifestations illégales avaient eu lieu dans ces huit départements. Quatorze civils et 15 policiers ont été tués et 15 autres civils et 33 policiers blessés dans ces incidents, a ajouté M. Aksu.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé par ailleurs que 291 séparatistes kurdes avaient été arrêtés et 21 autres tués lors des opérations menées par les forces armées et les policiers dans cette région.

Les députés du parti populiste social-démocrate (PPSD - d'Erdal Inonu, principal parti de l'opposition) ont sévèrement critiqué cette décision et affirmé que "l'état d'urgence était devenu un mode de vie dans la région"

Nf/jm/dz

idf.sxb

AFP 141243 JUN 89

La mort de Khomeiny et le problème kurde en Iran

M. Ghassemlou, chef du PDKI, se dit toujours prêt à négocier avec Téhéran

Depuis près de dix ans, les maquisards autonomistes kurdes d'Iran mènent contre les forces gouvernementales une guerre que l'on a souvent qualifiée d'« oubliée ». Il n'empêche que celle-ci immobilise au Kurdistan iranien près de 250000 soldats gouvernementaux installés dans près de 3000 bases militaires d'importance variable. Depuis 1984, les pechmergas kurdes, soumis aux pressions des forces gouvernementales, ont abandonné leur stratégie de la « guerre de positions » pour ne se livrer qu'à des opérations de guérilla classique et ne contrôlent plus que des « zones libérées ». Dans quelle mesure la disparition de l'imam Khomeiny affectera-t-elle leur situation ?

De passage à Paris, M. Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), la plus importante des organisations de pechmergas iraniens, se montre relativement optimiste. « La mort de Khomeiny et les problèmes qu'elle crée, dit-il, ne manqueront pas de

miner encore plus le moral des forces gouvernementales déjà ébranlées depuis le cessez-le-feu avec l'Irak. Elles n'ont plus le cœur à l'ouvrage et esquivent volontiers l'affrontement. »

M. Ghassemlou est cependant persuadé qu'il n'existe pas de « solution militaire » au problème kurde en Iran. Il affirme qu'il a toujours été et demeure prêt à négocier avec Téhéran « sur la base de nos revendications dont les deux plus importantes sont l'autonomie et la démocratie ». « Si l'ensemble iranien se déclare prêt à nous accorder l'autonomie, notre parti en tant que représentant du peuple kurde ne peut refuser le dialogue », a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, l'après-Khomeiny lui paraît encourageant. « N'oublions pas, dit-il, que dès le départ, Khomeiny était contre toute négociation. Il nous avait condamnés il y a dix ans et n'avait pas depuis changé d'avis. Parmi ses successeurs, il y aura certainement des réalistes qui souhaitent trouver

des solutions concrètes aux problèmes auxquels fait face le pays, dont celui du Kurdistan. » M. Ghassemlou estime, par ailleurs, qu'il sera de plus en plus difficile de justifier un état de guerre au Kurdistan alors qu'on a cessé de combattre les Irakiens.

Il y aura donc des changements, mais il ne faut pas être trop optimiste, estime M. Ghassemlou, qui pense que ceux qui tablent sur l'effondrement rapide de la République islamique se trompent lourdement. « La République islamique, affirme-t-il, a beaucoup de forces en réserve et peut encore durer pendant un temps plus ou moins prolongé. » Il déplore le fait qu'il n'existe pour l'instant aucune opposition susceptible de renverser le régime de Téhéran. Mais une telle opposition peut naître dans l'avenir. « La majorité des Iraniens, j'en suis persuadé, ne sont ni pour la monarchie ni pour la République islamique. Ils sont pour une République dotée d'institutions démocratiques. Ils sont pour la paix et la sécurité. »

JEAN GUEYRAS.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

BBBL

FRAD396 4 I 0258 /AFP-IU30

Suède-Palme-Kurdes

attentat contre un responsable kurde cité dans l'affaire Palme

MIDDELBURG (Pays-Bas), 15 juin (AFP) - Hussein Yildirim, un avocat turc d'origine kurde, cité dans l'enquête sur le meurtre de l'ancien Premier ministre suédois Olof Palme, a été blessé mardi soir dans un attentat aux Pays-Bas, a annoncé jeudi la police à Middelburg (sud-ouest du pays).

Selon le porte-parole de la police de Middelburg, M. Tom Muller, M. Yildirim a été blessé à la cuisse dans un café du petit village de Retranchement, près de Middelburg, par des inconnus qui ont tiré de la rue à travers la fenêtre de l'établissement et ont pris la fuite. Un de ses compatriotes qui l'accompagnait, âgé de 29 ans, dont seules les initiales, L. K., ont été rendues publiques, a été touché à la mâchoire.

M. Yildirim, 50 ans, s'est réfugié en Suède en 1982 après avoir été emprisonné dans son pays pour ses activités politiques en faveur de l'indépendance du Kurdistan. Il a été l'un des fondateurs à Bonn en mars 1985 d'une organisation d'exilés kurdes en Europe, le Front national de libération du Kurdistan (ERNK en kurde).

Le 11 septembre 1986, près de six mois après l'assassinat d'Olof Palme (28 février 1986), il avait été cité par le journal suédois à grand tirage Expressen comme faisant partie des suspects impliqués dans le meurtre du Premier ministre. Il avait été présenté par le quotidien comme l'avocat et le porte-parole de l'organisation séparatiste kurde marxiste-léniniste PKK. L'avocat avait démenti tout rôle dans l'attentat.

MO-MH/jmg

AFP 151728 JUN 89



## KURDISH SOLUTIONS

In its continuing persecution of its Kurdish population, Iraq has turned to a new page in the totalitarian handbook. Last year it tried poisonous gas attacks upon civilian populations: this year it is back to forceable deportation.

In a six-month period between March and September last year, up to 10,000 Kurds are thought to have been killed in gas clouds, more than 5,000 in the Halabja alone. Although this clear breach of the 1925 Geneva Protocol drew criticism from Western countries, governments stopped short of further action.

Now new reports have described recent wholesale deportations, the latest beginning in the town of Qala Diza, 10 miles from the north-eastern border with Iran. The Baghdad Government has acknowledged that some people are being moved, but has disputed the motivation or location. The official Baghdad explanation is that they are going to model villages, within their own "autonomous" areas, where they can enjoy the benefits of electricity and modern plumbing.

It may be noted, however, that the original plan to move the inhabitants of Qala Diza in April was temporarily shelved after cries of alarm and protest from round the world. The approach of the Baghdad Arms Fair in late April was thought to have persuaded President Saddam Hussein to stay his hand. Now the scheme would seem to have started up again.

According to conservative estimates, more than 500,000 of the 4,000,000 Kurds in Iraq have been forcibly moved in recent years to desert camps near the borders with Jordan and Saudi Arabia. Others have fled to claim refugee status in Iran and Turkey. Altogether more than 4,000 villages are said to have been destroyed or depopulated — and in some cases resettled by Arab families.

The Kurds have been fighting the Iraqi Government for many years as part of a long vain struggle for independence. During the Gulf War they received help from Iran — hoping to capitalize upon their discontent. This no doubt explains why Saddam Hussein is now seeking a more final solution to his Kurdish problem.

The persistent refusal of the Baghdad Government to open its borders to official investigation invites people to think the worst. Lord Avebury, chairman of the Parliamentary Human Rights Group, was recently offered a visit to Iraq. But the offer has not been renewed since he laid down his own conditions for accepting — including the freedom to travel where he wanted and to speak to whom he pleased through his own interpreters.

The Iraqi Ambassador to London was summoned to the Foreign Office this week and asked for an official explanation. What he came up with were the usual denials — but no offer of independent verification. The camps in which Kurds are said to be living in the south — as well as the homes they have had to abandon in the north — should be open for inspection not only by the press but by the United Nations and the Red Cross.

The Times 16.6.1989

The Kurdish problem is not confined to Iraq. There are 10 million more in Turkey and a further five million in Iran as well as smaller concentrations in Syria and the Soviet Union. In no country are they treated very well: 1,900 Turkish Kurds are now seeking asylum in this country.

It is not just a widespread problem but an old one. It will not be erased by cruel persecution. Nor will it be solved by Kurdish insurrection. There is a great need for a regional solution, under international auspices, which will give to the Kurdish people a degree of self-determination which is acceptable both to them and to their host governments. As the Gulf War fades and as Turkey seeks to rebuild its future within Europe, this ought to be a good point at which to seek a just solution. Iraq seems to disagree.

### Kurds in Britain

## Some torture cases admitted by Turkey

By Emma Wilkins

The Turkish Government admitted yesterday that some Kurds who have fled to Britain seeking asylum might have been tortured in their homeland.

The Turkish Embassy in London said the government was prepared to investigate individual allegations of torture, which were supported by British doctors in *The Times* last week.

The embassy has written to doctors at the Medical Foundation for the Victims of Torture asking for the names and addresses of the 64 Kurds examined so that the claims can be investigated.

But the letter, from Mr Hayati Soysal, first counsellor at the embassy, questioned the foundation's general findings and asked for evidence of its ability to detect cases of torture.

Doctors at the foundation, which is based at the National Temperance Hospital, north-west London, refused to release the names and addresses of the Kurds, who fear their families and friends in Turkey will suffer. Mrs Helen Bamber, the foundation's director, said: "It is unthinkable that we would release the names of our patients. The recent cases of Kurdish victims of torture are not isolated. We believe there is a pattern and history of torture

perpetrated over many years in Turkey."

Mrs Bamber said the foundation's evidence of torture was based on a systematic and well-established series of examinations by distinguished doctors.

"Our forensic reports are accepted by governments and other bodies as accurate and objective corroboration of physical and mental torture," she said.

More than 1,800 Kurdish refugees have fled to Britain over the last two months.

The Turkish Government has consistently denied allegations of widespread persecution of Kurds made by the Medical Foundation and Amnesty International, the human rights organization.

The Times 16.6.1989

### Charniers turcs

Une enquête a été ouverte en Turquie après qu'un hebdomadaire eut révélé l'existence de charniers dans le sud-est du pays. Des centaines de Kurdes, liquidés par l'armée en 1984, y auraient été enterrés.

Evénement du Jeudi  
15.6.1989

Révolution 16.6.1989

### Droits de l'homme

Lors de son dernier Congrès, tenu le 4 juin dernier à Paris, la Ligue des droits de l'homme a exprimé sa condamnation de la répression en Chine et a renouvelé son appel international déjà signé par des milliers de personnalités pour « la défense de la culture kurde en Turquie ». La Ligue a également publié à cette occasion un appel pour la libération de Kutlu et Sargin signé notamment par Albert Jacquard, Charles Lederman, Gilles Perrault, Antoine Sanguinetti et Albert Daum.

### Londres est préoccupé par les déportations de Kurdes en Irak

Tout semble indiquer que, malgré les démentis répétés de Bagdad, les déportations forcées de Kurdes dans le nord de l'Irak se poursuivent. La Grande-Bretagne a exprimé, mercredi 14 juin, sa préoccupation à ce sujet au cours d'une rencontre qu'a eue M. William Waldegrave, ministre d'Etat au Foreign Office, avec l'ambassadeur d'Irak à Londres, M. Mohamed El Mashat. M. Waldegrave a notamment demandé à ce dernier des précisions au sujet de l'intention prêtée à Bagdad de déporter près de trois cent mille Kurdes pour les reloger dans des camps et des villes situés en dehors de la zone traditionnelle d'implantation des Kurdes. Il a également invité Bagdad à permettre aux diplomates et aux journalistes de se rendre au Kurdistan irakien pour vérifier le bien-fondé des accusations portées contre Bagdad par les dirigeants de l'opposition kurde.

Au début de juin, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), a indiqué que près de dix mille habitants de Twasora, dans le nord de l'Irak, avaient été contraints à évacuer cette localité, le 31 mai et que, le

1<sup>er</sup> juin, « les troupes blindées irakiennes avaient pénétré à Qaladiza ». Selon des informations d'origine kurde, les habitants ont reçu l'ordre de quitter cette localité avant le 18 juin. Mille familles relativement aisées auraient déjà obéi à cette injonction, mais le gros de la population, qui compte près de vingt mille familles, refuserait d'obtempérer, n'ayant pas les moyens de se reloger ailleurs.

Selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dix-sept mille habitants des localités de Sangezour et Degala ont été transportés par camions dans des camps situés près de la ville kurde d'Erbil. Les quelque deux mille cinq cents habitations de Sangezour auraient été depuis rasées.

Par ailleurs, le chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, a demandé à la Turquie et aux Nations unies d'enquêter sur les informations selon lesquelles du « pain empoisonné » aurait été récemment distribué dans les camps de réfugiés kurdes irakiens de Turquie, faisant plusieurs centaines de victimes. (AFP, Reuter, UPI)

Le Monde 17.6.1989

Témoignage Chrétien

19.6.1989

### KURDES : LA GUERRE OUBLIEE

La fin de la guerre Iran-Irak n'a pas mis un terme aux conflits qui opposent les gouvernements de ces deux pays à leurs propres Kurdes. Les organisations kurdes — le Parti démocratique du Kurdistan irakien et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani — font état de destructions massives de villes et villages kurdes par l'armée irakienne. Les dirigeants irakiens n'ont pas caché leur volonté de créer une « zone

de sécurité » tout au long de la frontière avec l'Iran et la Turquie pour éviter les infiltrations des peshmargas (combattants) kurdes. De leur côté, les Kurdes iraniens doivent faire face à la présence de plus de deux cent mille soldats et gardiens de la révolution dans les provinces kurdes de l'Iran. La fin de la guerre a fait apparaître chez les combattants kurdes la crainte que les deux gouvernements ne s'entendent sur leur dos.

## Iraqi's Command: Babylon, Rise Again!

By Paul Lewis  
New York Times Service

**BABYLON, Iraq** — When Nebuchadnezzar ran things around here 2,500 years ago, he left future Babylonian kings clear instructions that are finally being carried out.

Writing in cuneiform script on tablets of clay, royal scribes urged their master's successors to repair and rebuild his temples and palaces. The king ordered that inscribed bricks be put in the walls to confirm that they had been raised by "Nebuchadnezzar, king of Babylon from far sea to far sea."

Today, in a gesture rich in political significance but controversial in archaeological circles, President Saddam Hussein of Iraq is sparing no effort to obey that now-distant command.

For the last three years, more than 1,000 laborers imported from the Sudan — Iraqi men were away fighting Iran — have worked seven days a week through wet winters and scorching summers to rebuild what archaeologists call King Nebuchadnezzar's Southern Palace, a vast complex of about 500 rooms and the reputed site of the legendary Hanging Gardens of Babylon.

Walls of yellow brick, 12 meters (40 feet) high and topped with pointed crenelations,

have replaced the mounds that once marked the palace foundations. As Babylon's walls rise again, builders insert inscribed bricks recording that Nebuchadnezzar's palace was "rebuilt in the era of the leader Saddam Hussein."

"We must finish by September," said the director of restoration, Rabia Mahmood Qaysi, in his office in Babylon "It's the president's order." Outside, an immense, painting depicts Mr. Hussein standing before the rebuilt towers of Babylon.

Mr. Hussein's decision to rebuild Nebuchadnezzar's palace at the height of a war he almost lost was the centerpiece of a campaign to strengthen nationalism by appealing to history.

He encouraged Iraqis to see their country as the cradle of civilization and themselves as heirs to the great cultures of Babylon, Nineveh and Ur, which flourished thousands of years ago in Mesopotamia, between the Tigris and Euphrates Rivers.

His campaign also served subtler ends, justifying the costly war with Iran as the continuation of Mesopotamia's ancient feud with Persia. And it portrayed Mr. Hussein as successor to Nebuchadnezzar, Babylon's mightiest ruler.

Fortifications and temples are also being rebuilt at Nineveh and other ancient sites, although on a lesser scale. At Ctesiphon, a painting 100 meters long and 14 meters high celebrates the battle of Qadisiya in A.D. 636, in which the Arabs drove the Persians from what is now Iraq.

And sometimes the president compares the war to Nebuchadnezzar's struggle against the Elamites, the Biblical inhabitants of the land across the Tigris from Babylonia, at the head of the Gulf.

With the war behind him, Mr. Hussein has even greater need to strengthen national loyalty, experts say, as the country's ruling Sunni Moslem minority strives to preserve its dominance over the Shiite majority and the nation's rebellious Kurds.

"History is often used in nation-building in that part of the world," said Professor J.C. Hurewitz of Columbia University, who said the shah of Iran presented himself as heir to the Persian Moguls.

But diplomats say that Mr. Hussein's glorification of ancient Babylon is disturbing to his neighbors — for the king whose palace he is rebuilding ruled an empire from the Gulf to the Mediterranean, embracing what now are Kuwait, Syria, Jordan, Israel and parts of Saudi Arabia.

Last year a border clash with Kuwait produced negotiations but no settlement.

When King Fahd of Saudi Arabia visited Baghdad recently, he unexpectedly signed a nonaggression pact with the leader he had supported throughout the Gulf War.

"There's nervousness about Saddam Hussein's aims now that the war is over, which extolling ancient Babylon does nothing to calm," said Gary Sick, a Middle East ex-

pert and former aide to the U.S. National Security Council.

Western archaeologists are reluctant to discuss the palace restoration, their customary explanation being that because they are excavating in Iraq they want to keep good relations with the authorities.

The palace designs were prepared by two German archaeologists, Robert Koldewey and Walter Andrae, who excavated the site ear-

ly in the century.

"Reconstruction always involves guesswork, but it's a fair effort," said Andrew George, a British expert. He asserted, as do many Iraqi officials, that Iraq may be the birthplace of civilization but it has less to show tourists than many Middle East countries. "Instead of a pile of mud," Mr. George said, visitors now see something interesting."

## Palme's Widow Insists Accused Was at Scene

By Steve Lohr

New York Times Service

STOCKHOLM — Lisbet Palme, the widow of Sweden's slain prime minister, Olof Palme, told a Stockholm court Monday that she was certain the man accused of killing her husband was the same man she saw just after the shooting.

Speaking softly but firmly, showing no signs of the anguish that apparently prevented her from appearing in court as scheduled on Wednesday, Mrs. Palme testified that she had seen the defendant three times as she turned away from her husband's fallen body, looking for help.

The defendant's lawyer, Arne Liljeros, repeatedly asked Mrs. Palme about how certain she was about the identification of a man she saw after being wounded herself on a night more than three years ago, Feb. 28, 1986. But she insisted she had no doubts.

"Is there an ounce of uncertainty?" Mr. Liljeros asked at one point.

"No," she replied, "I am certain."

At Mrs. Palme's request, she

gave most of her testimony Monday without the accused, Carl Gustav Christer Pettersson, 42, in the courtroom. This was after he was escorted into courtroom to have Mrs. Palme identify him face-to-face.

With Mrs. Palme staring across the room at her husband's alleged murderer, Prosecutor Anders Helin, the chief prosecutor, asked, "Is that the man you saw?"

"Yes," she answered.

Then, Mr. Pettersson, who has maintained that he is not guilty, got to his feet, shaking his head. As Judge Carl-Anton Spak ordered him not to speak, Mr. Pettersson said to Mrs. Palme, "If you believe what you're saying, that's all right. But not otherwise."

The testimony of Mrs. Palme is the crux of the case against Mr. Pettersson. Since the trial began June 5, other key witnesses have proved to be of little use, altering their recollections in court from those recorded previously by police interrogators and thus undermining the prosecution's claim that the defendant lied about his where-

abouts and movements on the night of the killing.

The earlier setbacks for the prosecution made Mrs. Palme's testimony all the more crucial, and she proved to be an extremely effective witness. Her comments in court Monday were her first public statements about the murder.

Just how much her testimony will help the prosecution is uncertain. It remains a trial with no forensic evidence. No weapon was ever found. There was no apparent motive for the killing, although Mr. Pettersson does have a history of drug and alcohol abuse, as well as violence, including killing a man with a bayonet in the 1970s.

Moreover, Mrs. Palme has not testified that she saw Mr. Pettersson with a gun nor said specifically that he was the killer.

"She saw someone a short distance away and she firmly believes it was this man," said Jan Gehlin, a former judge and attorney who is attending the trial as a commentator for Swedish radio. "But that does not mean he was the assassin. The case is not closed in my opinion."

In her testimony, Mrs. Palme

brushed aside the defense attorney's suggestion that there were any inconsistencies in the statements she made previously to the prosecutors.

For example, in court documents, she said that she saw Mr. Pettersson three times shortly after her husband was shot. The first time was within seconds of the shooting at a distance that Mrs. Palme recalled as "five to seven meters," but the third time was from a much greater distance and, she estimated, about "one to three minutes" after Mr. Palme was shot.

Mr. Liljeros, the defense attorney, noted the long time that an alleged killer was still within sight and asked Mrs. Palme, "Is that reasonable behavior?"

"No, it is not," Mrs. Palme replied. "But he's not a normal man."

More than in some countries, the Swedish justice system allows witnesses to make observations and elaborate in their replies, sometimes straying from the question put to them. And Mrs. Palme, a 58-year-old child psychologist, repeatedly digressed to cite her professional training, apparently trying to impress the court that she was a reliable observer and witness.

Herald Tribune 20.6.1989

Le Monde 21.6.1989

SUÈDE : le procès de Christer Pettersson

## M<sup>me</sup> Lisbet Palme affirme avoir reconnu le meurtrier de son mari

STOCKHOLM

de notre correspondante

La tension était forte lundi 19 juin au palais de justice de Stockholm, où se déroule depuis le 5 juin le procès de Christer Pettersson, accusé du meurtre de l'ancien premier ministre Olof Palme. Pour la première fois, en effet, M<sup>me</sup> Lisbet Palme a donné publiquement le détail des circonstances dans lesquelles son mari a trouvé la mort à ses côtés le soir du 28 février 1986, en pleine rue, en sortant d'un cinéma.

Conformément aux conditions qu'elle avait posées à son audition (le Monde du 16 juin) et que la

cour a bien été obligée d'accepter pour sauver le procès du naufrage, M<sup>me</sup> Palme a répondu aux questions de l'accusation et de la défense, pendant plus de deux heures, en l'absence de l'accusé. Celui-ci a cependant pu entendre dans une autre salle ce qui se disait, et il n'a été conduit devant le tribunal qu'au moment de la confrontation. Un moment crucial que redoutait M<sup>me</sup> Palme compte tenu de son écrasante responsabilité de seul témoin à avoir vu de près l'homme qui venait d'abattre Olof Palme, mais qu'elle n'avait pas vu tirer pour autant.

Avec à ses côtés Joakim, l'un de ses trois fils, c'est de face, les bras croisés sur la poitrine, qu'elle a rencontré et soutenu sans fléchir le regard de l'accusé. Celui-ci était

blême, la bouche crispée, les mâchoires serrées et les yeux plissés. « Lisbet, dit le procureur Anders Helin, deux nouvelles personnes viennent de prendre place dans le box, l'accusé et son garde. Reconnaissez-vous l'une des deux ? » « Oui. » « Laquelle ? » « L'homme qui est assis à gauche de l'avocat de la défense. » « Est-ce l'homme que vous avez vu ce soir-là à l'angle des rues Tunnelgatan-Sveavagen ? » « Oui. » « En êtes-vous sûre ? » « Oui. » « Sans aucun doute ? » « Non. » C'était dit, sans hésitation, sans précipitation.

« Après

trois ans... »

C'est alors que Christer Petters-

n est intervenu, d'une voix forte, adressant directement, malgré les conjonctions à se taire du président de la cour, à celle qui venait ainsi de le condamner. « Je tiens à dire à Lisbet Palme qu'Olof Palme, dans son ciel, ne doit pas apprécier que... Si tu crois que c'est comme tu dis, alors c'est OK, mais si tu ne le crois pas, alors ce n'est pas OK. » Christer Pettersson eut du mal à poursuivre sa déclaration; les policiers, d'un bond, s'étaient jetés sur lui et l'avaient entraîné hors de la salle.

Ce bref tumulte passé, l'avocat de la défense, M<sup>e</sup> Arne Liljeros, essayait encore une fois, avec une pointe d'irritation, de faire admettre à M<sup>me</sup> Palme qu'il pouvait y avoir un léger doute. « Vous n'avez pas un

appareil de photo dans la tête. S'il y a la moindre place pour de l'hésitation, vous devez le dire. Trois ans se sont écoulés, je le répète. N'est-ce pas tout de même impossible d'être aussi sûre que vous prétendez l'être? » « Non, je suis sûre. » « N'est-ce pas une forme de souhait de votre part de voir ce problème résolu? » « Pour moi, il ne le sera jamais. » « Mon client affirme qu'il ne se trouvait pas à cet endroit-là. Y a-t-il le moindre incertitude? » « Non. » Et de nouveau : « Donc, après trois ans, vous êtes en mesure de faire une déclaration aussi catégorique? » « Oui. »

C'était fini. M<sup>e</sup> Liljeros baissait les bras devant la résolution de Lisbet Palme. Rien n'avait pu la faire

revenir sur sa certitude que Christer Pettersson était bien cet homme au regard fixe qui s'était retourné sur le chemin de la fuite dans une rue presque obscure et qu'elle avait déjà reconnu en décembre, lors de la confrontation vidéo.

Le procès n'est pas terminé pour autant. De nombreuses personnes doivent encore comparaître. Les responsables de l'enquête policière sont manifestement satisfaits de la tournure que prend maintenant le procès. Mais de son côté, M<sup>e</sup> Liljeros aurait, dit-on, un autre témoin dans sa manche pour confirmer l'alibi de son client. L'issue du procès n'est donc pas encore assurée.

FRANÇOISE NIÉTO.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRAD225 4 I 0160 TUR /AFF-FF46

Turquie-Kurdes

Dix militaires tués lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes

ANKARA, 22 juin (AFP) - Neuf soldats et un sous-officier turcs ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi près du village d'Usakli dans la province de Siirt (sud-est de la Turquie), par des rebelles kurdes, a rapporté jeudi l'agence turque Anatolie.

Selon Anatolie, le groupe de militaires patrouillait dans la région d'Usakli quand il est tombé dans une embuscade tendue par un groupe de rebelles kurdes, dont ni l'appartenance ni le nombre n'ont pu être déterminés.

Les groupes de rebelles kurdes qui opèrent dans cette région à grande majorité kurde appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara. Depuis la reprise des combats en août 1984, quelque 1000 personnes (civils, soldats, policiers et rebelles) ont été tués dans le pays.

ym/lin/jmg . idf

AFP 221446 JUN 85

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRAD364 4 I 0340 /AFF-FI58

Irak-Iran-Turquie

L'Irak décide d'établir une "zone inhabitée" le long de ses frontières avec l'Iran et la Turquie

BAGDAD, 26 juin (AFP) - L'Irak a décidé d'établir "une zone isolée et inhabitée" tout le long de ses frontières avec l'Iran et la Turquie, a annoncé lundi l'agence officielle irakienne INA.

Citant un communiqué de l'ambassade d'Irak en Grande-Bretagne, INA ajoute que cette zone s'étendra sur une distance de plus de 1.200 kilomètres, et sur une largeur de 30 kilomètres.

Le texte affirme aussi que cette décision "ne concerne pas seulement la zone autonome du Kurdistan irakien, mais aussi tous les gouvernorats (régions administratives) irakiens du centre et du sud".

Le Kurdistan irakien bénéficie d'un système d'autonomie depuis 1974, après plusieurs années de guérilla menée par des opposants kurdes.

L'Irak avait lancé en août dernier une offensive contre des opposants kurdes dans le Kurdistan irakien. Bagdad avait été accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre la population. Près de 120.000 Kurdes s'étaient réfugiés en Turquie.

Récemment, le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI, proche de Téhéran), M. Massoud Barzani, a accusé l'Irak de procéder à un "déplacement massif de population" dans la région de Suleimaniya. Selon lui, ce "programme prévoit la destruction des localités rurales dans le Kurdistan et la réinstallation forcée de près de 300.000 personnes dans des camps et des villes situées en dehors de la zone traditionnelle d'implantation des Kurdes".

L'ambassadeur d'Irak en France, M. Abdel Razzak Al-Hachimi, avait démenti que son pays "applique ou ait l'intention de mettre en application un

programme visant à vider le Kurdistan de sa population.

Le communiqué de l'ambassade d'Irak en Grande-Bretagne indique par ailleurs que "des compensations pécuniaires ont été accordées aux habitants des zones concernées pour faciliter leur déplacement vers d'autres régions et leur permettre de poursuivre une vie normale".

ht/jlp/mst idf  
AFP 261755 JUN 89

Herald Tribune  
23.6.1989

Turks Say Kurds Killed 10

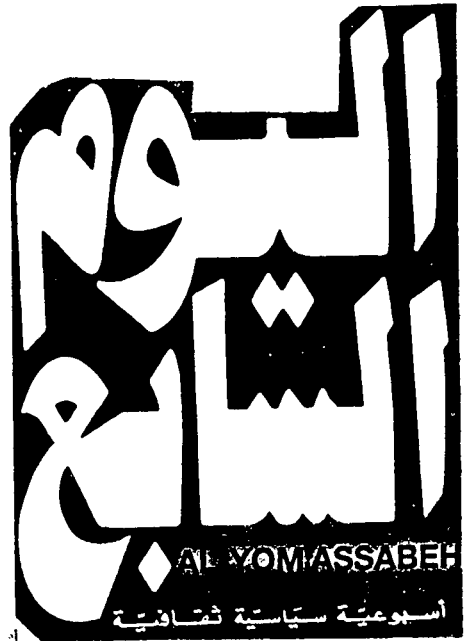
Reuters

DIYARBAKIR, Turkey — Ten soldiers were killed Wednesday in a gunfight with guerrillas of the separatist Marxist Kurdish Workers Party in southeastern Turkey near the town of Sirnak, officials said Thursday. There were no reports of deaths among the guerrillas.

26.6.1989

شعر

الشاعر الكردي شيركو بيكوس في قراءة شعرية في باريس  
من أجل الكلمة نفسها



شيركو بيكوس الذي لا يكاد عمره يتعدى الأربعين المقيم منذ سنوات في ستوكهولم، وجبل الشاعر الكردي الكبير، أحد مؤسسي الشعر الكردي الحديث، والذي حفظ العراقيون اسمه عبر قصيدة للجواهري في تكريمه، هو أحد أكثر الوجوه الشعرية تمثيلاً لحبوية الشعر الكردي والثقافة الكردية الراهنة، بعامته. يكتب الشعر، من قصير الأغاني إلى طويل الملاحم، ويرتاد التأليف المسرحي، إذ له، في هذا المجال، إلى جانب مجموعاته الشعرية التي تنيف على الثمانية، عملان هما: «كاوه الحداد» (١٩٧١) و«الغزالة» (١٩٧٦) وقد بحث إنتظار العامين الأخيرين جنساً من شعراء بالعربية، عبر ترجمة لمختارات من شعره، وضعها عدد من الأدباء الأكراد، صدرت عن «دار الأهالي للطباعة والنشر والتوزيع» في دمشق، وحملت عنوان: «مرايا صغيرة». عنوان موفق، في حدود كون المجموعة لا تعكس إلا قصائد الشاعر الموجزة (موجزة بفرادة، وعن إقتصاد وتكثيف ومفاجأة). أما شعره المطول نسبياً، فعليك الالتجاء إلى العدد (٢٠) من مجلة «الكرمل» لتقع على أنموذج منه، علماً بأن «الكرمل» نفسها نشرت ترجمة رائعة لعدد من قصائده القصيرة في العدد (٢٢) (وقعت الترجمة ب: اختيار بيان الصفدي، ولا نعرف إن كان قام بالاختيار أم بالترجمة أيضاً).

في هذا الشعر، الذي يقرله الأدباء الأكراد



غلاف الكتاب

المسافة قائمة، ويظل العربي جاهلاً بالتجليات التي يتخذها «كاوه الحداد» و«شيرين الكردية» ونوروز وظواهر وذوات أخرى فريدة في هذه اللغة التي هي مزيج من رقعة ساحقة وحمية عالية. أدب لا يتجلى في اللغة الكردية وحدها، بل منح العربية نفسها بعض أنشط عناصرها، ماضياً أو اليوم، كالسوريين سليم بركات وفاتح المدرس والعراقيين محيي الدين زكنة وبلند الحيدري، ويمكن قول الشيء نفسه عن التركية والروسية والفارسية.

قدّم الشاعر الكردي المقيم في السويد شيركو بيكوس قراءة للعديد من قصائده بدعوة من «معهد الدراسات الكردية» في باريس الشاعر حائز على جائزة دولة السويد للأدب، وكانت صدرت قبل فترة، ترجمة لنماذج من شعره عن «دار الأهالي» في دمشق بعنوان «مرايا صغيرة». هنا وقفة عند عمل الشاعر المجدد.

على الرغم من تقارب الشعين، والثقافتين، فإن العربي لا يكاد يعرف عن الأدب الكردي إلا أشياء قليلة. إن أسماء كفاثق بيكوس وعبدالله كوران وسواها هي في الغالب بالنسبة إليه محض أسماء، وفي غياب أنطولوجيا شاملة ومتمينة للأدب الكردي، شعره وحكاياته، تظل

## حول اوضاع اللاجئين في تركيا

### زوجّة ميران تدعو تركيا للعناية بالاكرد

الرئيسة المانيا الغربية والسويد - في حين طلب ٤٠٠ لاجئاً فقط الذهاب الى فرنسا. وقد حاولت ائتاع وزير الداخلية الفرنسي السيد بيير جوكسي بفتح الحدود. وابدت تحفظاً ملحوظاً بصدد موقف زوجها، ولكنها قالت انها سوف تطرح المسألة على «أهل مستوى» في غضون زيارتها الى الرئيس جورج بوش في نهاية هذا الاسبوع.

هذا وقد كشفت الانباء في النصف الاول من حزيران ١٩٨٩ عن حوادث تسمم بالحبيز شملت مايزيد على ألفي لاجئ كردي في ماردين. وتشير كل الدلائل الى ان اللاجئين الاكرد هم الآن ضحية تواطؤ تركي - عراقي مما يجعلنا نوجه - من جديد - انتقاد الرأي العام العالمي والهيئات الدولية والمنظمات الانسانية الى استمرار الوضع غير الانساني الذي لايزال يعانيه هؤلاء المواطنون العراقيون الذين اضطروا الى الهرب الى تركيا.

وان ليس للاجئين من وسائل لاهالة انفسهم، وهم في الواقع سجناه ثلاثة مسكرات: موس، وديار بكر، وماردين، والمسكرات محاطة بالاسلاك الشائكة. ولم تسمح لهم السلطات التركية بالاحتفاظ بقطعاتهم التي جلبوها معهم من العراق.

وقد رفضت تركيا ان تمنح الاكرد حالة اللجوء أو ان تسمح لهم بتلقي المساعدة مباشرة من المنظمات الانسانية غير الحكومية، مصررة على ان تقدم المساعدة المالية من دولة الى دولة وعبر الهلال الاحمر حصراً. وهذه الشروط غير مقبولة للجنة العليا للاجئين التابعة للأمم المتحدة، وان المفاوضات مع تركيا قد توقفت.

وقالت السيدة ميران ان معظم اللاجئين ارادوا ان يبقوا في تركيا ليكونوا على مقربة من بيوتهم. وانصح حوالي ٦٠٠ منهم عن رغبتهم بالذهاب الى الدول الاوروبية الغربية - وبالدرجة

نشرت صحيفة «الفاينشال تايمز» البريطانية في ٢٠ أيار ١٩٨٩ خبراً مطولاً حول زيارة قامت بها زوجة الرئيس الفرنسي ميران الى مسكرات اللاجئين الاكرد العراقيين في تركيا. لقد حذرت السيدة الفرنسية من الانفجار، اذا لم تمنح تركيا حالة اللجوء السياسي الى ٣٦ ألف كردي هربوا من العراق في ايلول الماضي، ولم تسمح لهم بتلقي المساعدة الدولية.

ان السيدة ميران التي زارت اللاجئين قبل ثلاثة اسابيع قالت ان (٣٠٠) طفل ماتوا من البرد في الشتاء الماضي في أحد المسكرات في ماردين حيث هبطت الحرارة الى عشرين درجة مئوية تحت الصفر، وأعربت عن خشيتها من ان عدداً اكبر سوف يموت من الجفاف في حرارة الصيف.

وكانت الحرارة في الخيام وغير محتملة اثناء زيارتها. يضاف الى ذلك، ان المدارس لم توفّر (٢٠) ع طفل دون سن الرابعة عشرة،

بمجهود فذ في تجديد اللغة الكردية وادائها الشعري، تقف، عندما يتعلق الامر بالقصائد الصغيرة، على عمل مخيلة لمأحة، موقف مفارق، لحظة مميزة في الوجود، سكبت عليهما عين الشاعر مسحة كآبة عميقة لا تطنء في موازنتها بأمل شيطاني تشف عنه تلاوين وصور أخاذة. هكذا يكتب مستحضراً لوزكا: «قال لوزكا: بالأمس قتلوا واحدة من كلماتي فجلست مع قصائدي في مجلس عزائها...»

واليوم، ومن أجل الكلمة الشهيرة نفسها لبست كل الكلمات الجميلة والبرينة في العالم، واحدة واحدة ربطة عنق سوداء حزناً عليها. وشأن الطبيعة الكردية، التي تمتزج فيها العناصر وتستسلم إلى احتفالات للمشهد والكائنات متجددة في كل لحظة، فإن الأشياء والكائنات تتبادل هنا «هوياتها» في غاية السهولة والبساطة.

في القصائد الطويلة، تخلي الوجازة القاطعة مكانها لأعراس دموية طويلة، تتوالد فيها الصور من الصور، وتتغذي اللوعة من اللوعة. نغمة تقدح زناد نغمة، فكرة تشعل أوار فكرة، كلمة تنعش فضاء كلمة. فكانك واقف تتمل بجوارحك كلها معزوفة الناي الكردي الشهير يطلق نغمات متتالية لا وقف فيها للنشيد، لا وقف للسريان، فالعازف يشحن نفسه فيما ينفخ، ويكون الشهيقي والزفير المدى المزوج المتواتر لنغمة بذاتها: كتب شيركو في «نزوح» «في عيد ميلاد الجبل العريس، وعلى طبق من فضة الفجر المذبوح، قدمت رأسك للريح ومشيت»

(...)

أهديت رأسك للريح المتمرد على السكون وكان الليل فارساً يحمل خلف سرجه الغابة المنكمشة على نفسها

إنها رحلة الثلج لتذوب في نار رثتها. إنها رحلة تعلمنا، في مواسم الهجرة، أن نجتمع هزة البراكين لنطعم بها أفواه الفقراء من أكفنا. أه يا فقراء، يا عباد شمس الجوع، إن سنابل كلماتي تخضر في مروج عيونكم العطشى. إنكم عيون تدخل عيني. أه يا فقراء أينما لقيت جذوركم نصبت بجانبها رأسي، أينما تلاطمت أمواجكم صرت لكم الضفاف، وأينما صرتم ضفافاً صرت أنا أمواجكم».

متابعة: كاظم جهاد

### اللاجئون العراقيون في باكستان يواصلون نضالهم

والمسورين قبل شرونها بجوهرها الوحي على المتصين. هذا وقد حاول التجمع الديمقراطي للاجئين السياسيين العراقيين ان يحصل على موافقة السلطات في اسلام آباد لتنظيم مظاهرة سلمية، احتجاجاً على هذه المعاملة غير الانسانية، وبنية التدخل لدى مقر الأمم المتحدة لحل قضية اللاجئين العراقيين. ولكن هذا المطلب رفض، مما حدا بالتجمع الى تقديم التماس الى جميع سفراء الدول في اسلام آباد، لاثنتين نظرم الى حرمانهم من ايسر حقوق الانسان الواردة في الاعلان العام لحقوق الانسان.

لا يزال اللاجئون العراقيون في باكستان يواجهون حالة خطيرة من التهديد بترحيلهم الى العراق بالاتفاق مع السفارة العراقية في اسلام آباد. وكان اللاجئون من الاكرد قد اعتصموا امام مقر الأمم المتحدة في العاصمة الباكستانية. وفي البداية لم تحل الحكومة الباكستانية دون اعتصامهم السلمي الذي طالبوا فيه بترحيلهم الى بلد آخر اكثر أمناً. ولكن الشرطة الباكستانية لغت بالقوة اعتصامهم بعد عودة به نظير من زيارتها الى بغداد. وقد استخدمت الشرطة كل الاساليب القمعية المعهودة وسيطرت على مفارق الطرق لمنع وصول مراسلي الصحف

Al-Ghad Al-Dimukrati  
N° 68 - 6.1989





28..6.1989

# INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

## Nationalisms Resurface

Today and every day, some 2,000 refugees stream out of Bulgaria and across the Turkish border — 52,000 men, women, and children since last month. That was when the Bulgarian government began expelling its own citizens of Turkish descent, whose forebears lived in Bulgaria for generations.

The plight of the Turkish minority in Bulgaria is sadly familiar. Recent months have seen protest demonstrations by Hungarians in Romania, Germans in Poland, Slovenes and Albanians in Yugoslavia, Armenians and Azerbaijanis in the Soviet Union. As superpower rivalry recedes, nationalism rises. As the Soviet empire unravels, nationalist rivalries resurface, sometimes angrily. These rivalries tear at the fabric of the fragile states of Eastern Europe.

In the past, these states have chosen repression and forced assimilation over accommodation. Now that the Helsinki accords and glasnost help focus attention on the plight of these minorities, Bulgaria has reached for another outrageous option — expulsion. It is just as gross a violation of

human rights as suppression, and just as strongly warrants protest by the United States to the Bulgarian government.

It also may require humanitarian aid to Turkey, which is being overwhelmed by Kurdish as well as Bulgarian refugees.

The victims of such modern tribalism are not confined to Eastern Europe, as Kurds and Armenians in Turkey, Catholics and Protestants in Northern Ireland and Basques in Spain can attest. Nationalist and ethnic pressures will doubtless challenge the Communist world more than the West, where accommodation has proved a more acceptable policy. Yet if the experience of the Austro-Hungarian or Ottoman empires applies, these nationalist yearnings will be difficult to satisfy. And the resulting international tensions will be difficult to contain.

The unstable mix of national chauvinism and international hate has fueled much conflict and can again. The Cold War is over, but war can erupt just as surely from tribal chaos as from superpower confrontation.

— THE NEW YORK TIMES.

## Other Comment

### How to Help the Kurds

The Kurds, it seems, are destined to be either forgotten or persecuted. Iraq's President Saddam Hussein is their latest tormentor. He has already exacted grim vengeance on Iraq's Kurdish minority for the support it gave Iran during the Gulf War.

The Kurds are not blameless. Since the 1960s they have been in almost continuous insurrection against governments in Baghdad. The way to stop them threatening Iraq's stability is to treat them humanely and cultivate their loyalty. The same lesson will have to be learned by the governments of Turkey and Iran, whose repression of Kurdish minorities is equally misguided.

The world can do more than merely tut-tut about chemical warfare and a policy of mass deportations. Because Iraq needs Western technical help and credits to rebuild its postwar economy, Kurdish rights can be defended even without a Kurdish state. Western governments and companies have been falling over each other to offer

Iraq services and loans. Governments in particular should think again.

Iraq should be told that its continued access to Western assistance will be contingent on a big improvement in the way it treats its people, starting with the Kurds.

— The Economist (London).

ان نمة حاجبة لان تبني الامم المتحدة قضية الشعب الكردي وتعمل على دهم نضاله من اجل حقوق المشروعة ومن اجل حقوق الانسان والديمقراطية في العراق عموماً ان ممارسة حرب الابادة ضد شعب بكامله ومصادرة حقوق الانسان الاولية في العيش بحرية وسلام وانتهاك المواثيق والانفاقات الدولية، ليس شأنًا داخلياً لهذه الحكومة او تلك، او امراً يخضع للمساومات السياسية الدولية او المصالح الاقتصادية والتجارية، وانما هو قضية نعي الانسانية برمتها. ان المسؤولية عن هذه الجرائم المروعة لانطال صدام حسين ونظامه وحدهما وانما تلك الحكومات التي تعمل على دعمه، وتلك الاحتكارات التي زودته بتكنولوجيا السلاح الكيماوي وساعدته على تصنيعه واستخدامه، حتى ضد ابناء شعبه، وهو مالم يحدث مثيله في التاريخ البشري.

ان الرغبة بسيادة سلام دائم وعادل في الشرق الاوسط لا يمكن ان يتم وثمة شعب يقتل ويباد وتصادر حقوقه، هو الشعب الكردي، وذلك سواء في العراق او ايران او تركيا حيث يتوزع الاكراد ويمشون.

اننا اذ نيلدر الى تأسيس اللجنة المالية للضمان مع الشعب الكردي، ندعو المؤسسات الدولية، وبخاصة الامم المتحدة، وكذلك الحكومات والقوى الديمقراطية ان ترفع صوتها ضد استخدام الاسلحة الكيماوية في كردستان - العراق وان تدعم نضال الشعب الكردي من اجل حقوقه القومية والديمقراطية وحقه المشروع في تقرير معيره كما ندعو الامم المتحدة والصليب الاحمر الدولي وغيرها من المنظمات الانسانية الى ارسال بعثات تحقيق الى منطقة كردستان للتحرف عن كتب على الجرائم البلاغية المرتكبة بحق الشعب الكردي، وصيان الرعاية الطبية للمصابين، واعتبار المارينين من الاكراد الى تركيا وايران لاجئين سياسيين، وتشدد في الوقت نفسه، على ادانة نظام صدام حسين رسمياً، لاستخدام السلاح الكيماوي المحرم دولياً.

وانطلاقاً من واقع ان عشرين مليون كردي يمشون موزعين، في تركيا وايران والعراق، محرومين من ابط حقوقهم الانسانية، وسط صمت وتواطؤ رهيبين، ندعو الامم المتحدة الى اعتناء بمنح للاكراد، بصفة مراقب دائم فيها.



Le Monde 29.6.1989

**IRAK**

**Le gouvernement reconnaît vouloir évacuer des Kurdes des régions frontalières**

Bagdad. - Accusé de déporter massivement la population kurde du nord-est du pays (*le Monde* du 17 juin), l'Irak a annoncé, lundi 26 juin, qu'il avait l'intention de transformer en no man's land une bande de 30 kilomètres de large à la frontière turque et iranienne. Dans un communiqué repris par l'agence irakienne INA, l'ambassade d'Irak à Londres a précisé que cette initiative était destinée à protéger les habitants de la zone frontalière qui ont particulièrement souffert de la guerre contre l'Iran. L'ambassade a ajouté que la mesure affecterait, outre les Kurdes, les Arabes vivant à proximité de la frontière iranienne.

*« Ces mesures sont destinées à soulager les habitants des zones frontalières des souffrances qu'ils ont supportées pendant la guerre »*, a affirmé l'ambassade.

Selon les rebelles kurdes réfugiés à l'étranger, plus de trente mille Kurdes ont d'ores et déjà été déportés. L'armée a obligé les habitants de Qala-Diza, dans le nord-est de l'Irak, à monter dans des camions de l'armée, et la « déportation en masse de la population » a commencé, selon un porte-parole de

l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

L'ambassade d'Irak à Londres a précisé que la zone-tampon concernerait les habitants arabes des provinces centrales de Diyala, Ouasit (Kut) et Misan (Amarah) ainsi que les faubourgs du port méridional de Bassorah, situés sur la rive orientale du Chatt-Al-Arab. Khanakin, principal accès à l'Iran, et Zakho, non pendant turc, sont, en revanche, exclus du no man's land.

Selon les organisations kurdes, dont certaines ont combattu aux côtés des Iraniens pendant la guerre du Golfe, le gouvernement « veut » l'intention d'installer quelques cent mille Kurdes dans des camps afin d'isoler les militants séparatistes du reste de la population.

Si l'on en croit l'ambassade, le gouvernement a distribué 3 000 dinars (9 600 dollars) à chaque famille citadine et la moitié de cette somme aux foyers ruraux. Les treize mille cinq cents familles du centre de Qala Diza ont reçu 10 000 dinars chacune (32 000 dollars) à cause des bombardements iraniens et « pour leur résistance courageuse à l'agression iranienne et aux traîtres qui ont collaboré avec elle ». - (*Reuter.*)

**POINT DE VUE**

Le Monde 30.6.1989

**Seigneurs du monde, Saigneurs du tiers-monde**

par Renaud, chanteur

**S**EIGNEURS de guerre, seigneur des peuples qui allez vous réunir bientôt à Paris, je ne vous souhaite pas la bienvenue. Votre présence dans ma ville va me gâcher mon 14-juillet. Non pas que je prenne plaisir à festoyer ce jour-là avec mon beauf en célébrant des idéaux vieux de deux siècles que l'on n'a cessé de bafouer depuis, j'ai une sainte horreur des fêtes d'Etat quand elles sont prétexte à défilés militaires, à déploiement de drapeaux, à consensus autour d'une bière ou d'un discours pompeux, mais ce 14 juillet 1989 avait quelque chose de symbolique que votre présence va salir. Mon petit bal des pompiers est à l'eau, merci, bravo !

Tant pis, tant mieux ! Nous ferons la fête une semaine plus tôt. Et, puisque cette année nous devions célébrer les sans-culotte d'hier dont vous osez revendiquer l'héritage, eh bien nous fêterons ceux d'aujourd'hui : les sans-pain, les sans-travail, les sans-joie, les sans-espoir, les sans-lumière. Ceux là n'existent pas que dans nos mémoires ou dans les livres d'histoire. Ils SONT l'histoire d'aujourd'hui, ils sont les victimes de

votre système, de vos lois, de votre impérialisme économique, de la dette et de l'apartheid. Et, ils vous accusent.

Ils meurent au Sahel ou en Kanaky, dans la forêt amazonienne ou dans les townships de Johannesburg, dans les prisons d'Ulster, dans les boues d'Almeiria, dans les émeutes de la faim à Alger, Caracas, à Buenos Aires, sous les chenilles des chars à Pékin, sous les gaz chimiques au Kurdistan. Ils sont kanaks, africains, kurdes, indiens, haïtiens, palestiniens, amérindiens, ils vivent dans des camps au Soudan, au Cambodge en Palestine, dans des bidonvilles à Kinshasa, à Rio, à Soweto, ils sont des centaines de millions sur cette planète bleue, vous serez sept à Paris.

Ils n'ont plus la parole, nous la leur rendrons. Nous chanterons la Révolution à venir pendant que vous croirez commémorer celle passée, sans même réaliser à quel point votre Sommet l'insulte.

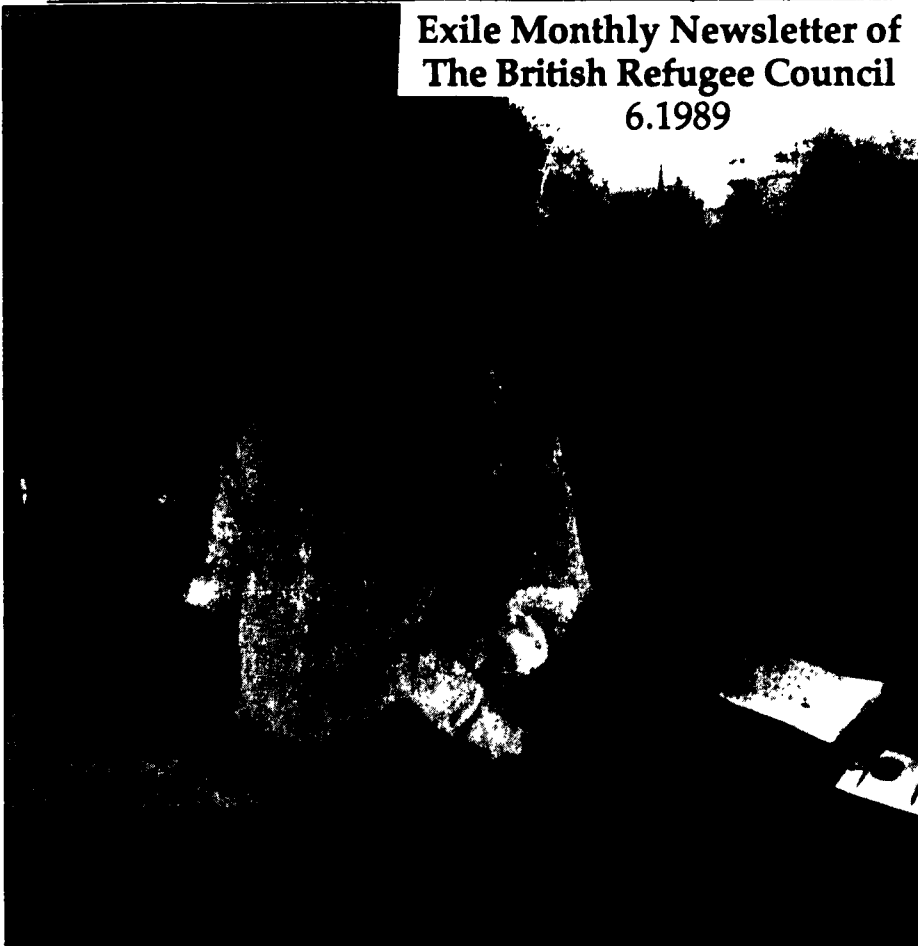
Nous crierons « Dette, apartheid, colonies, ça suffit comme ci » pendant que vous ferez vos comptes jusqu'au jour où les damnés de la terre vous en demanderont !

Libération 30.6.1989

**Turquie: Kurdes**

Dix personnes ont été tuées lors des derniers affrontements avec les séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie. Le bilan des violences séparatistes s'élève, depuis début mai, à 90 personnes, dont 38 soldats turcs.

**Exile Monthly Newsletter of  
The British Refugee Council  
6.1989**



Mehmet Utkun at the Kurdish Workers' Association.

## A BEAUTIFUL COUNTRY

**B**RC visited the Kurdish Workers' Association in Dalston last week, to talk to a recently-arrived refugee, Mehmet Utkun. The KWA occupies premises above a butcher's: five rundown rooms which are the hub of affairs for more than half of the Kurdish refugees in Hackney – a meeting place, a place to pick up news and advice, to find help in filling in forms, a place to kill time. Upstairs, past the people crowding the narrow steps, in a room at the top occupied by a sleeping man, we sat on the floorboards to talk, with KWA volunteer, Seho interpreting. Mehmet was evidently preoccupied but assured and composed. His answers were prompt and crisp, his anger only showing through when recounting events at Heathrow.

**Why did you personally leave Kurdistan?**

I didn't leave for a personal reason, I left for a national, liberation reason. Our nation needs people. All my family are political.

**In what way political?** My brother is a big man in the Kurdish nation. He is in the PKK (Kurdish Workers' Party) committee. Now he will be killed by the Turkish army. He is in prison.

**He has had his trial? A judge has given him the death sentence?** No judge. They come at three in the morning. First the mullah comes, in the cell. Then into the square and . . . (Mehmet drew his hand across the neck).

**What about other people in your family?**

My father was in prison for fifteen months. They said his shop was helping the guerrillas. They closed it.

**Have you had to leave family behind?** A wife and two children. It is a risk. I want them to join me here soon.

**What did you do?** I worked in a cafeteria.

**Why did you leave now?** Has the situation got worse? Yes. You know Halabja? This could happen now in Turkey. Since last year, the Iraqi Kurds are refugees in their own nation in Turkish Kurdistan.

**Would you say every Kurd is in danger?** Yes. The fighting never stops. Anytime it

can happen – genocide in Turkish Kurdistan.

**Why don't Kurds do what the Turkish authorities want them to?** Of course we are not going to do what they want us to. They want us to lose our nation.

**What must change before you go back?** When we can use our culture and our language. We want our nation, but our culture is more necessary.

**Is everybody who has come a refugee?** Some Turkish people have come, and they have gone back. Perhaps they are socialists, perhaps they have used our organisation's name.

**Every Kurdish person here has had experience of brutality and repression?** Of course. Why else would we come.

**Have Turkish travel agents pushed tickets to England?** Some travel agents have offered very expensive tickets. They come to the village. It is a mafia. Our organisation advises people to send them away.

**When did you arrive?** Nine days ago. There were 29 of us. At Heathrow, they took 13 and sent back 16. Without ever taking a statement from any of us. They read out 16 names, you this side, you that side.

**How did they choose the 16? Have you any idea?** No. They just read the names. The Turkish interpreter was shouting us down, just like in Turkey. Like we are nothing.

**What will happen to them, the 16?** I believe those 16 people have been arrested.

**Why?** Because when we left, the Turkish police at the airport said, "you will come back and drink tea with me". This is joking, saying, I will arrest you when you come back. To me they said, "the English government will reject you. Then I will make a long time on you".

**They did not stop you leaving?** No, they take money from us. Many who I was coming with gave money. 200, 300 marks.

**Has every single person here got as good a reason to leave as you?** Of course. Who wants to leave his country. Our country is a beautiful country. Here it is very hard to live.

Mehmet is luckier than many: he is staying with a friend. The decision on his asylum claim comes up in September. ♦

*The Kurdish area of Turkey is a war-zone. 400,000 Turkish troops are stationed there. Imprisonment, torture and summary execution are commonplace. Over 400 Kurds have been killed in the last year. Persecution is systematic: the Kurdish language and culture are banned, villages are regularly raided, and, since 1985, the authorities have set in motion a compulsory programme of resettlement of Kurds in Western Turkey.*

# THE BRITISH WAY

**Britain's tough stance on Kurdish refugees looks suspiciously like a message to Kurds to stay away.**

**C**oncern is mounting at the condition of Kurdish refugees in prisons around Britain. Particularly, there is alarm over the hunger strikers in Winchester Gaol. Since 28th May, 13 refugees have been on a liquids-only fast. Because there are no interpreters, medical supervision has been derisory. The protestors' previous medical history, essential to their proper care, is not known. The prison doctor, Dr. Ilbert, has announced he could not "be held medically responsible".

About 70 Kurds are in remand prisons, 16 Kurds at Winchester, 25-30 at Gloucester, others at Dorchester and Exeter. Another 70 are in Home Office detention centres. The reason for the detentions is not immediately obvious. Why, it is being asked, are church halls suitable accommodation for many, but not for these detainees? Why are they there, when the British Council of Churches has said that church accommodation is available? It is bitterly noted that the estimated £250 per day it costs to detain a refugee in prison is ten times what a refugee needs to live free.

Kate Allen, BRC's Settlement Officer, was horrified at Winchester Gaol to see seven arriving refugees, clearly disorientated, being met by an escort of five prison officers and an alsatian. An inmate told her "We thought there would be freedom in Britain. We were wrong".

Is this the message the British government is intent on sending to Kurds in Turkey? BRC fears that the imposition of visa restrictions on Turkey on 23rd June will further deter Kurds from exercising their right to seek asylum. 'Exceptional leave to remain' and refugee status was granted to over half of the first batch of 40 Kurdish applications last month. To the government, the fact that a large number of Kurdish refugees' title to asylum is incontrovertible is perhaps an added reason to discourage them from coming. ♦

## UK UPDATE

**Refugee Arrivals Project (RAP)** is an organisation that, once it has begun work, leaves one wondering how it could have ever not existed. Since opening its doors in January, it has helped hundreds of refugees arriving at Heathrow Airport.

The three workers have played a pivotal role in the reception of two large groups: Somalis, many of who arrived over the Easter Bank Holiday; and some of the 1500 Kurds who have come "landside" (immigration-speak for admission) since 2 May.

RAP is a "tripwire" organisation, alerting and briefing other groups to the needs of arriving refugees. With these contact groups, RAP organises the basic essentials for the first few days; when no contact is available, RAP does what it can to find accommodation itself.

Scottish justice appears to have miscarried. Many will remember the tragic death last January of **Somalian refugee Ahmed Abokar Shek** who was a community programme worker with the Scottish Refugee Council in Edinburgh. Ahmed and his friend **Abdirizak** were savagely attacked by a group of 8 to 10 white youths. Ahmed died from stab wounds.

Two men, who admitted being involved, were charged with murder and attempted murder but have now been acquitted of both charges. One turned state witness after his charges were dropped; the other was sentenced to 21 months imprisonment for "minor offences".

Scottish Refugee Council is sad at losing a friend and angry that his murderers have got away with it. It is trying to step up the campaign for more awareness of race-related problems. It has also set up funds for **Ahmed and Abdirizak**. Donations to either will be gratefully received by the Scottish Refugee Council, 317 Cowgate, Edinburgh EH1 1NA, tel. 031-557 8083.

A direct approach to the European Commission has unblocked the 1990 European Social Fund support for **Femdale, BRC's** training centre in Brixton. BRC director **Alf Dubs** bent the necessary ears in Brussels, and on 16 May confirmation was given for the £1.5 million to be released.

The confirmation brings to an end a long period of uncertainty. The Employment Training programme is running now at close to its full capacity of 300 full-time trainees.

Camden Council has agreed to grant a ten-year lease on **BRC's Langtry Walk hostel**. BRC has been in danger of losing the 80-bed hostel which opened as a short-stay centre in 1982.

Now it is a long term hostel it is deemed technically unfit for habitation, contravening health and fire regulations. To enable total refurbishment to be carried out, BRC has had no choice but to start vacating the building, by taking in no new residents. This has been a difficult decision, particularly with newly-arrived Kurdish refugees desperately needing accommodation. ♦



The Refugee Manifesto was launched by BRC on 19th May, timed to coincide with the build-up to the mid-June European Parliament elections. 'Open for Business, Closed for Refugees', the 13-foot high fortress gate provided a focus for the launch in Covent Garden; and a forcible symbol of the barriers against asylum-seekers being erected by European policy-makers in the lead-up to 1992. See page 2

## SEEKING SOLUTIONS

**BRC is throwing its full weight into finding solutions to the problems faced by the 1,500 Kurdish refugees who have arrived in Britain over the last five weeks.**

**W**orking closely with the Kurdish Workers' Association, Halkevi, the Kurdish Cultural Centre, and the Union of Turkish Workers, BRC is providing community work support, has persuaded the DSS to open an emergency office in Hackney, and is handling community groups' claims for reimbursement from the Home Office, which after hard lobbying by the BRC, it has promised to consider.

Above all, the prime concern has been the search for a solution to the accommodation crisis. Newly-arrived refugees, with little or no resources to fall back on, desperately need assistance in finding a place to stay.

Even more important, an address is the best way of keeping refugees of prison on first arrival. BRC has found 300 places, some bed & breakfast, some private. A secure place is needed

for refugees over the next 6-9 months while their asylum claims are considered.

With the Tower House hostel refused by Tower Hamlets Council, BRC is starting a search for alternative premises. The best hope appears to be an empty hospital, which has not been closed long. Failing that, an empty school could be the answer. The search for premises is the overwhelming priority of BRC. BRC is ready to occupy, equip and staff suitable premises immediately and open it within days. With detention increasing, it would be fair to say that every bed found represents a refugee saved from imprisonment. BRC considers that part of the inalienable right to seek again asylum is the right path to a decent existence while waiting for a decision. ♦

Hürriyet 12.4.89

# "İşte Apo, İşte PKK"ya beraat

**M**EHMET ALİ Birand ve Eren Güvener, gazetemi-  
de yayınlanması engellenen "İşte Apo, İşte PKK" adlı röportaj için haklarında 7.5-15 yıl ağır hapis istemiyle DGM'de açılan davadan, dün beraat ettiler. Mahkeme, oybirliği ile aldığı kararda, röportajın yayınlanması üzerine toplatılan 14-15-16 Haziran 1988 tarihli Milliyet gazetelerinin de iade edileceğini açıkladı. Savcının temyiz yolu açık bırakıldı.

Duruşmada, röportajın yazarı Mehmet Ali Birand bulunamadı. Gazetemiz Sorumlu Yazı İşleri Müdürü Eren Güvener ve avukat Prof. Çetin Özek duruşmada hazır bulundular.

Mehmet Ali Birand'ın beraat kararı karşısında mesajı şöyle oldu: "Hâkimlerin verdikleri bu karar, sağduyunun bir işaretidir. Daha fazla söylenebilecek bir şey olduğunu sanmıyorum. Bu karar bana ait değil, bütün basının geleceği ile ilgili bir karardır."

Eren Güvener ise duruşmadan sonra gazetecilere şunları söyledi: "Gerçekte bu davada bir basın özgürlüğü savaşı verildi. Türkiye'de basın özgürlüğü varsa, bu tür yayımlar her zaman yapılabilir. Hele ciddiyetiyle kendisini kanıtlamış Milliyet gazetesinin böyle bir davaya müs-

tahak olmayacağı açıktır. Bu nedenle ki, davanın beraatle sonuçlanacağına inanıyorduk."

Bir celse önce, "Millî duyguları zayıflatıcı propaganda yapmak" iddiasıyla ve TCK'nin 142/3.6. maddesi uyarınca açılan "davanın temelde çürük olduğunu, hukuk tekniği açısından ve bilimsel olarak" açıklayan Av. Prof. Çetin Özek ise, beraat kararından sonra şöyle konuştu: "Türkiye'de basın özgürlüğünün tam olarak var olduğuna inanmıyorum. Bu davanın açılmış olması da esasen bunu gösteriyor. Demokratik bir düzende, sansür niteliğinde yayının önlenmesi ve gazetecinin objektif haber verme hakkını kullandığında yargılanması söz konusu olamaz. Mahkemenin kararını, hukuka aykırı bir işlemin ortadan kaldırılması niteliği ile basın özgürlüğünün sağlanması yolunda önemli bir adım olarak değerlendirdim."

Duruşma saat 10.30'da açıldığı zaman, karar henüz yazılmamıştı. Salon boşaltıldı ve yarım saat sonra açıldığı zaman DGM Başkanı Hâkim Osman Şen, üyeler Şemsettin Şanal ile Dz. Kd. Hâkim Albay Gültekin Turan'ın oybirliği ile verdiği beraat kararını açıkladı. Savcı Günay Kurnu, esas hakkındaki mutalaasınca da mahkûmiyet istediği için kararı temyiz edecek.

## 'Siyasi şubede Amerikalı ve İtalyan sorgular var'

**İstanbul Haber Servisi** — Polis tarafından Dev-Sol adlı örgütün üyeleri olarak tanıtılan, ancak çıkarıldıkları savcılık tarafından serbest bırakılan altı kişi, gözaltında buldukları süre içerisinde kendilerini bir İtalyan ve bir Amerikalı uzmanın da sorguladığını ileri sürdüler.

Ömer Lütfü Top, Faruk Eren, Alper Ersoy, Muhittin Civelek, Nevzat Kaya ve Yaşar Zor, dün düzenledikleri basın toplantısında, siyasi şube müdürlüğüyle ilgili olarak şu savileri sürdüler:

"Bizlerin sorgularına Küçük Baba kod adlı bir İtalyan ve bir Amerikalı uzman katılmıştır. Bunların kim olduğunu ve siyasi şubede ne aradıklarını yetkililer açıklamak zorundadır."

Cumhuriyet 13.4.89

## ABD DIŞİŞLERİ RAPORU:

# Suriye, PKK ve Ermeni terörünü destekliyor

*George Bush'un başkan yardımcısı olduğu dönemde, Terörle Mücadele Özel Çalışma Grubu tarafından hazırlanan Uluslararası Terörizm Rehberi'nde PKK'dan "terörist örgüt" diye söz edilmemesi Ankara'nın sert tepkisine yol açmıştı.*

**WASHINGTON (AA)** — ABD Dışişleri Bakanlığı, Suriye'nin, Türkiye ile sınıır güvenliği anlaşması imzalamış olmasına rağmen, anlaşma hükümlerini çiğneyerek yıkıcı eylemlerde bulunan "PKK" örgütünü barındırdığını, mali açıdan desteklediğini ve teröristlerin bizzat Suriye Askeri İstihbarat Teşkilatı'nca eğitildiğini bildirdi. ABD Dışişleri Bakanlığı, PKK'nın, Suriye tarafından, Ankara ile ikili ilişkilerinde bir pazarlık aracı olarak kullanıldığını savundu.

Dışişleri Bakanlığının raporundaki ifade, 9 ocakta açıklanan ve George Bush'un başkan yardımcısı olduğu dönemde Terörle Mücadele Özel Çalışma Grubu tarafından hazırlanan Uluslararası Terörizm Rehberi'ndeki ifadede değişiklik. Uluslararası Terörizm Rehberi'nde PKK'dan "terörist örgüt" şeklinde söz edilmemişti. Ankara, George Bush ve eski Savunma Bakanı Frank Carlucci'nin imzaları ile yayımlanan rapora sert tepki göstermişti.

ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan ve geçen yıl uluslararası terör örgütlerinin giriştiği eylemleri kapsayan rapor Kongre'ye sunuldu.

Raporda, Suriye'nin geçen yılki uluslararası terör eylemlerine katkısı değerlendirilirken, ABD ve AT tarafından 1986 yılında bu ülkeye karşı uygulanmaya başlanan diplomatik ve ekonomik yaptırımların etkili olduğuna, bu nedenle geçen yılki uluslararası terör eylemlerinin hiçbirine Suriye'nin doğrudan karıştığına belirlenmediğine işaret edildi.

Bununla birlikte, Suriye'nin, kendi topraklarının yanı sıra işgal altında bulundurduğu Bekaa Vadisi'nde Türkiye'ye karşı eylemler yapan PKK, ASALA ve Ebu Nidal grubu dahil çok sayıda terör örgütünü barındırarak her türlü desteği sağlamakta olduğuna dikkat çekildi.

## Türkiye

"1988 Yılında Dünyadaki Terörizm Örnekleri" adını taşıyan raporda, uluslararası terör örgütlerince geçen yıl Türkiye'de 12 eylem gerçekleştirildiği belirtildi. Bu

rakamın bir önceki yıla göre azaldığı kaydedilen raporda, hükümet yetkilileri, polis ve askerlere karşı girişilen eylemlerden PKK'nın sorumlu olduğu anlatıldı. PKK'nın geçen yıl, özellikle Güneydoğu Anadolu'daki köylere, sivillere ve ekonomik hedeflere karşı saldırılarını sürdürdüğü, bu arada Türk güvenlik kuvvetlerinin önlemleri arttırması üzerine eylemlerini Batı Avrupa'daki Türk hedeflerine ve çıkarlarına kaydıracağı da raporda bildirildi.

## Ebu Nidal

ABD Dışişleri Bakanlığı raporunda, Kırıkkale Cephane Fabrikası'nın bombalanmasından Ebu Nidal Örgütü'nün sorumlu olduğu, olayla ilgili görülerek tutuklanan Ürdünlü bir diplomatın dokunulmazlığı nedeniyle daha sonra serbest bırakıldığı belirtildi. Çeşitli eylemlerden sorumlu görülen tutuklanan ve halen yargılanmaları sürdürülen uluslararası teröristler arasında iki Libyalı, bir Hizbullah Örgütü üyesi ile Müslüman Kardeşler Örgütü üyeleri sayıldı. Ayrıca Ankara'da görevli iki İranlı diplomatın sınır dışı edildiği, iki İranlı diplomatla bir İran vatandaşının da Humeyni muhalifi bir eylemciyi Türkiye'den kaçırmaya teşebbüs suçundan halen yargılanmakta oldukları raporda vurgulandı.

Raporda, Türkiye'deki yerel terör grupları, "Dev-Yol" ile "Dev-Sol"un geçen yıl önemli sayılabilecek çeşitli bombalama eylemlerinde buldukları, eylemlerine yandaşlarının devam eden yargılamalarını protesto amacıyla giriştikleri anlatıldı.

## Ermeniler

Raporda, solcu Ermeni terör örgütü ASALA'nın 1988 yılında hareketsiz kaldığı, bunda örgütün lideri Agop Agopyan'ın 28 nisan-da Atina'da öldürülmesinin de rol oynadığı anlatıldı. Agopyan'ın muhtemelen, kendisinden hoşnut olmayan ve gizli tutulan günlük programından haberdar bulunan ASALA üyelerince öldürüldüğü belirtildi.

Tercüman 14.4.89

# Nihayet ABD de kabul etti “PKK uluslararası terörist örgüt”

YILMAZ POLAT

**W**ASHINGTON, (Tercüman)- ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan 1988 yılı “uluslararası terörizm raporu”nda, PKK ilk defa, “uluslararası terörist örgüt” olarak gösterildi. Rapor, Türkiye ve Batı Avrupa’da faaliyet gösteren PKK’nın Suriye ve İran’dan dış yardım ve destek aldığı bildiriliyor.

Rapora göre, PKK’nın gücü bilinmiyor. Marksist-Leninist olan ve 1970’lerin ortasında Türkiye’deki bölücü Kürtler tarafından oluşturulan PKK’nın amacı ülkenin güneydoğusunda komünist bir devlet kurmak. Hedefi Türkiye’deki hükümet kuvvetleri ve siviller olan PKK, Batı Avrupa’daki Türk ve rakip Kürt gruplara karşı giderek daha aktif bir hal alıyor.

## Avrupa’ya kayma

ABD böylece PKK’yı ilk defa bu yıl uluslararası terörist örgütler arasına koydu. PKK ve İranlı teröristlerin 1988 yılında yaptığı 12 terörist saldırıyla Türkiye dünya ülkeleri arasında yüzde 18.2 ile ön sırada yer aldı.

Raporun Türkiye ile ilgili bölümünde de, PKK’nın hükümet yetkilisi polis, asker ve siviller ile ekonomik hedeflere saldırmaya devam ettiği anlatılırken, sıkı güvenlik tedbirleri yüzünden saldırılarını Batı Avrupa’daki Türk temsilciliklerine yönelttiği kaydediliyor.

## ASALA

Raporda, uluslararası terör örgütü ASALA’nın da Suriye ve Libya’dan destek ve üs aldığı, Filistinli teröristlerle sıkı bağları olduğu, Lübnan, Batı Avrupa, Amerika ve Ortadoğu’da faaliyet gösterdiği anlatılıyor. Nisan 88’de Atina’da liderleri Agop Agopyan’ın öldürüldüğü ASALA’nın gücü de birkaç yüz olarak gösteriliyor. Ermeni Soykırımını Adalet Komandoları ve Ermeni Devrim Ordusu adlı uluslararası terörist örgütlerin de 1975 yılında kurulduğu, gücü ve yerinin bilinmediği ve dünyadaki sağcı Ermeni topluluklarından yar-

dım gördüğü raporda yer alıyor.

## Dev-Yol

ABD Dışişleri Bakanlığı raporunda, Kırıkkale Cep-hane Fabrikası’nın bombalanmasından Ebu Nidal örgütünün sorumlu olduğu, olayla ilgili görülerek tutuklanan Ürdünlü bir diplomatın, dokunulmazlığı sebebiyle daha sonra serbest bırakıldığı belirtildi. Çeşitli eylemlerden sorumlu görülerek tutuklanan ve halen yargılamaları sürdürülen uluslararası teröristler arasında iki Libya’lı, bir Hizbullah örgütü üyesi, Müslüman Kardeşler örgütü üyeleri sayıldı. Ayrıca Ankara’da görevli iki İranlı diplomatın sınırışı edildiği, iki İranlı diplomatla bir İran vatandaşının da, Humeyni muhalifi bir eylemciyi Türkiye’den kaçırmaya teşebbüs suçundan halen yargılanmakta oldukları raporda vurgulandı.

Raporda, Türkiye’deki yerli terör grupları, “Dev-Yol” ile “Dev-Sol” un geçen yıl önemli sayılmayacak çeşitli bombalama eylemlerinde buldukları, eylemlerine taraftarların devam eden yargılamalarını protesto amacıyla giriştikleri anlatıldı.

## Suriye’nin durumu

Raporda Ortadoğu kaynaklı terör olaylarında Suriye’nin daima ön planda gözüktüğü kaydediliyor.

Suriye’nin Ankara ile ikili ilişkilerinde pazarlık unsuru olarak PKK’yı kullandığı ve bölücü hainlerin bizzat Suriye gizli istihbarat örgütü tarafından yetiştirildikleri bildiriliyor.

Raporda, 1986’da ABD ve AT’nin Şam’a karşı uygulamaya başladığı ekonomik müeyyidelerin faydalarının görüldüğü ve geçen yıl Suriye’nin eylemlere “doğrudan karıştığı yolunda delil bulunamadığı” belirtiliyor.

Bununla beraber Suriye’nin kendi topraklarının dışında Lübnan’da kontrolü altında tuttuğu Bekaa Vadisi’nde Türkiye’ye dönük eylemler yapan PKK, ASALA, Ebu Nidal dahil birçok terör örgütüne serbest hareket imkânı sağladığı hatırlatılıyor.

Milliyet 15.4.89

● İran sınırındaki Kala Diza kenti kuşatıldı, halkın kenti boşaltması istendi

## Irak’ta Kürtlere OPERASYON

**K**UZEY Irak’ta İran sınırına 25 kilometre uzaklıktaki Kala Diza kentini kuşatan Irak askerleri birliğleri, halktan kenti 25 Nisan’da önce boşaltmalarını istedi.

İngiltere’de yayınlanan The Sunday Times’ta yer alan bir habere göre, Kala Diza’nın 100 bin kişilik Kürt halkı, Irak’ta başka bölgelere yerleştirilecek. Kala Diza kenti buldozerlerle haritadan silinecek.

Irak askerlerince kentte dağıtılan el ilanlarında şöyle deniliyor: “Ordu, kenti 25 Nisan’da buldozerlerle yerle bir edecek. Başka hiçbir seçeneğiniz yok ve yumuşak bir taşıma için işbirliğinde bulunmanız tavsiye edilir. Her alıyca bir askeri jip veya aile bireyleri ve eşyaları için kamyonlar da yeterli yer tahsis edilecektir.”

Kala Diza kentinin bütün nüfusu

ınun göç ettirilmesi, Irak’ın kuzey sınırlarında bir “güvenlik bölgesi” yaratmaya yönelik olduğu ifade edildi.

Kentin dini lideri İmam Muhammed Delgayı’nın geçen cuma günü Bağdat’ta Irak lideri Saddam Hüseyin ile görüştüğü ve kentin haritadan silinmemesini istediği ancak, oldukça sert bir üslupla reddedildiği haber veriliyor.

100 bin kişilik Kürt nüfusun, nereye göç ettirileceği ise henüz belli değil. Kürt kaynaklar, dağlık ve yaylak alanlara alışık Kala Diza halkının, Kuveyt sınırına yakın çöle yerleştirilip çadırlarda yaşamaya zorlanmaları halinde çok kısa zamanda büyük can kayıplarına uğrayacaklarını vurguluyorlar.

Bazı Kürt kaynaklar ise, Kala Diza halkının Suleymaniyeye ve Erbil gibi şehirlere taşınabileceğini belirtiyorlar.

Edirne'de Kürtçe türkü eşliğinde halay

# Sloganlı konser

Behiç GÜNALAN Gurbet GÖKÇE EDİRNE, (hha)



**T**RAKYA Üniversitesi Öğrenci Derneği tarafından düzenlenen konserde, "Grup Yorum"un çalıp söylediği Kürtçe türkü eşliğinde, halay çekilip oynandı. 1 Mayıs Marşı'nın da söylendiği salonda, bir grup öğrencinin, sol yumruklarını havaya kaldırarak marşa eşlik ettikleri görüldü. Polis tarafından konserden sonra gözaltına alınan dördü Grup Yorum elemanı sekiz kişi, savcılıktaki ilk sorgularından sonra serbest bırakıldı. Edirne'de Trakya Üniversitesi Öğrenci Derneği tarafından düzenlenen ve saat 20.00'de başlayan konser, Ayvazoğlu Sineması'nda yapıldı. Çok sayıda sivil polisin de izlediği konserde, zaman zaman "Zam, zulüm, işkence, işte faşizm", "Kahrolsun faşizm", "İnsanlık onuru, işkenceyi yenecek" sloganları söylendi. Serdar Keskin, Ejder Akdeniz, Kemal

Gürel, Metin Kahraman, Tuncer Akdoğan ve İlçay Akkaya'dan oluşan Grup Yorum'un, iki bölüm halinde sunduğu konserin ikinci bölümünde, "Keçka Kurdan" (Kürt Kızı) adlı Kürtçe türkü söylendi. Türkiye, salonda bulunan ve çoğunluğunu öğrencilerin oluşturduğu gençler de eşlik ettiler ve kol kola girerek halay çektiler. Ayvazoğlu Sineması'nda, yaklaşık 800 kişinin izlediği konserde, daha sonra "Grup Yorum", öğrencilerin, "Yaşasın 1 Mayıs" sloganları arasında, "1 Mayıs Marşı"nı söylemeye başladı.

Bu marşı da Sinema Salonu'nu dolduranlar koro halinde söylerken, bazı gruplar da sol yumruklarını havaya kaldırdılar. 1 Mayıs Marşı'ndan sonra polis, konser salonundakilerin sessizce dağılmasına izin verdi. Daha sonra, saat 01.00'de alarma geçen polis, dördü "Grup Yorum" elemanı olmak üzere toplam 23 kişiyi, düzenlenen operasyonlarla gözaltına aldı. 23 kişiden 15'i, ilk sorgularından sonra serbest bırakıldılar.

Hürriyet 16.4.89



**HALAY SONRASI GÖZALTİ** Trakya Üniversitesi Öğrenci Derneği'nce düzenlenen konserde Grup Yorum, "Yaşasın 1 Mayıs" sloganları arasında "1 Mayıs Marşı'nı" söylerken, bazı gruplar sol yumruklarını kaldırarak eşlik ettiler. Kürtçe söylenen türkü eşliğinde de halay çekilip oynandı. Polis öğrencilerin sessizce dağılmasına izin verdikten sonra bazılarını gözaltına aldı...(Fotograf: Gurbet GÖKÇE -hha)

Tercüman 18.4.89

**Mahalli savcılıklar DGM'ye suç duyurusunda bulundular**

# PKK ağzıyla konuşan SHP'lilere soruşturma

**TOKAY GÖZÜTOK**

**M**ahallî seçim propaganda konuşmalarında, PKK örgütünün sloganlarını kullandıkları ve örgüt lideri Abdullah Öcalan (Apo)'ün ağzı ile konuştukları öne sürülen SHP'li 4 milletvekili hakkında Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'na suç duyurusunda bulunuldu.

Doğu ve Güneydoğu Anadolu illerinde yapılan bütün propaganda konuşmalarını banda alan yetkililer, SHP milletvekilleri **Mehmet Ali Eren** (İstanbul), **İbrahim Aksoy** (Malatya), **Mehmet Adnan Ekmen** (Mardin) ve **Fuat Atalay** (Diyarbakır)'ın konuşma ve açıklamalarında PKK propagandası yapar nitelikte beyanda bulduklarını bildirdiler. İlgililer, mahallî savcılıklar kanalı ile Diyarbakır DGM Savcılığı'na gönderdikleri suç duyurusu ile ilgili dosyalarda, milletvekillerinin ikazlara rağmen PKK ağzıyla konuşmalarını sürdürdüklerini ilâve ederek, özellikle PKK'yı huzursuz eden köy koruculuğu sistemi ile bölge valiliği konusunun örgütün hedefleri doğrultusunda tenkit edildiğini belirttiler.

Suç duyurusu ile ilgili dosyalarda ayrıca milletvekillerinin propaganda konuşmalarında kullandıkları sözlerle, PKK örgütünün bu konudaki sloganları ayrı ayrı yazıldı ve örgütün yayınladığı bildiriler ile dergiler belge olarak gösterildi.

## Milletvekili konuşması

Dosyada yer alan milletvekili konuşmaları ve örgüt

□ *Mahallî seçim propaganda konuşmaları sırasında 4 SHP milletvekilinin, PKK yanlısı sözler söyledikleri iddiasıyla savcılıklar hazırladıkları dosyayı Diyarbakır DGM Savcılığı'na iletiler*

□ *İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren, Malatya milletvekili İbrahim Aksoy, Mardin milletvekili Mehmet Adnan Ekmen ve Diyarbakır milletvekili Fuat Atalay, köy koruculuğu ve Bölge Valiliği uygulamasına karşı çıkıp "Kürt'ü Kürt'e kırdırıyorlar" demekle suçlanıyorlar*

sloganlarının bazıları şunlar:

SHP Malatya milletvekili (1 yıl süreyle ihraç edildi) **İbrahim Aksoy**'ün İdil ve Midyat ilçelerinde yaptığı konuşmalardan:

"... Köy korucu sistemi Kürtler'i, Kürtler'e karşı öldürme sistemidir..."

"... Köy korucularına sesleniyorum. Sizi birbirinize kırdırıp öldürtmek için bu silâhlar elinizde. Götürüp teslim edin elinizdeki silâhları..."

"... Sadece İdil'de 700 tane köy korucusu bulunmaktadır. Bunlar birer canı demektir..."

SHP Mardin milletvekili **Mehmet Adnan Ekmen**'in Cizre ilçesindeki konuşmasından:

"... Doğuda devlet terörü var. Burada korucu yaparak silâh verip 'Kardeşlerinizi öldürün' diyorlar. Sizde sesleniyorum. Bırakın silâhlarınızı. Faşistlerin oyununa gelmeyin..."

## Ve PKK belgelerinden

Bu konuda PKK yayın organlarında yazılanlar şöyle:

"... Faşist Türk sömürgeci devletin Kürt'ü Kürt'e

kırdırma siyasetine âlet olan sizler, T.C. silâhını almak, Kürdistan'a ihanet etmek demektir..."

"... Sömürgecilerin Kürt'ü Kürt'e kırdırma politikası olan köy koruculuğu boşa çıkarılmıştır..."

"... Faşist Türk devleti çareyi yine Kürtler'i Kürtler'e karşı savuşturmakta bulmuştur..."

"... Köy koruculuğu uygulamasıyla aşiret çatışmaları körüklendi. Kürt'ü Kürt'e kırdırmanın ortamı yaratıldı."

SHP Malatya milletvekili **İbrahim Aksoy**'ün 13.3.1989 tarihli Midyat konuşmasından:

"... O faşist baskılara âlet olanlar, halkımıza işkence yapanlar, köy koruculuğu adı altında halkımıza ihanet edenler şunu bilsinler ki, hesabı halkımıza bir gün vereceklerdir..."

Aksoy'un konuşmasında **PKK Botan** eyaleti **Fetih Planı**'ndaki şu cümlelere benziyor:

"... Çetecilik, temel ihanet çökertilmedikçe devrimin kitlesel yanı hep zayıf kalır. Bunları ciddi olarak ezmedikçe istenilen gelişmeyi sağlamamız güçleşir. Bu sebeple hangi biçim olursa olsun çeteciliği (köy koru-

culuğu) ezmek yeni dönemin en aslı görevidir..."

**ARGK** imzalı bildirimlerden:

"Köy korucuları, Kürdistan'a, Kürtlüğe ve Kürt halkına karşı daha fazla suç işlemeyin..."

SHP Diyarbakır milletvekili **Fuat Atalay**'ın mahallî seçim öncesi bir gazeteye yaptığı açıklamada:

"... Bir sömürge valisi gibi tüm demokratik ve bağımsız yargı organları üzerinde inisiyatif koyan, bu yoksul halkın imkânlarını anlamsız bir şekilde fabrika kurmak yerine, işyeri açmak yerine güvenlik harcamalarına veren Bölge Valisi **Hayri Kozakçıoğlu**'na artık yeter diyelim..."

PKK yayın organı **Serxwebün**'ün Temmuz 1987'de 67. sayısında yayınlanan yazıda aynı konuda şöyle deniyor:

"... Olağanüstü hal bölge valisi mi? Kürdistan sömürge valisi mi? Genel valiliğe atanan **Kozakçıoğlu** vatan kurtaran aslan..."

Aynı derginin Haziran 1988 sayısından:

"Sömürge valisi **Hayri Kozakçıoğlu**, yaptığı diğer bir açıklamada..."



**SHP milletvekillerinin diğer konuşmaları**

İlgililer Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'na yaptıkları suç duyurusunda PKK örgütünün en çok köy koruculuğu sisteminden korktuğunu, milletvekillerinin de sanki

örgütten talimat almış gibi bölgede köy koruculuğu sisteminin yok edilmesi için gayret sarf ettiklerini belirttiler. İşte bu konuda suç duyurusu dosyasında bulunan konuşmalardan diğerleri şöyle:

SHP İstanbul milletvekili **Mehmet Ali Eren'in** Derik ve Midyat ilçelerindeki ko-

nuşmalarından:

"... Köy korucularına sesleniyorum. Silâhlarınızı bırakın. Gönüllü köy korucuları da aldığı silâhları geri götürüp teslim etsinler. Köy korucuları bırakın silâhlarınızı."

SHP Malatya milletvekili **İbrahim Aksoy'un** diğer konuşmalarından:

"... Selâm size yigit Kürt halkı... Bu 26 Mart seçimi sadece HALO (Batman SHP belediye başkan adayı Dr. Nevzat Mirkan'ın bölgedeki lâkabı)'nun seçimi değil. Arkasından APO'nun seçimi geliyor... Ben sizin hakkınızı Avrupa'da korudum diye partiden ihraç edildim."

Hürriyet 18.4.89

Kürtleri güneye sürmek isteyen Irak Yönetimi, son anda vazgeçti...

# Kuzey Irak karışık

- Üç kasabayla bunlara bağlı köylerde yaşayan Kürtlere, buldukları yeri terk etmeleri için en geç Ramazan Ayı sonuna kadar süre tanıyan Bağdat Yönetimi'nin, bu plandan vazgeçmesine rağmen, bölgedeki gerginlik sürüyor...

İhsan DÖRTKARDEŞ Muhyettin TEMİZEL  
DIYARBAKIR/ VAN, (hha)

İRAK'ın kuzeyindeki Kürtleri, güneydeki çöl kamplarına sürmek için büyük bir temizlik operasyonu başlatan ve üç kasaba ile buna bağlı köylerde yaşayan halka, buldukları yeri terk etmeleri için en geç Ramazan Bayramı sonuna kadar süre tanıyan Bağdat Yönetimi, bu planından son anda vazgeçti. Doğup büyüdüleri yerlerden ayrılmamak için açık grevine giren Kürtlerin, Birleşmiş Milletler Genel Sekreteri **Javiers Perez De Cuelar'a** yaptıkları başvurunun, Bağdat Yönetimi'nin bu ani "Geri dönüş"ünde ne derece etkili olduğu henüz bilinmiyor.

Bu son gelişmeye rağmen, bölgedeki gerginlik bütün ağırlığıyla sürerken, Kuzey Irak'taki hareketlenmeler, İran'ın resmi haber ajansı İRNA ile Tahran ve BBC Radyoları'nda geniş biçimde ele alınıyor.

**YEDİ ÖLÜ**

Kaledize kasabasında, Cumartesi günü yapılan son operasyonda güvenlik güçlerinin yedi kişiyi öldürdüğünü bildiren İRNA, Bağdat Yönetimi'nin tahliye için kasaba halkına 25 Nisan'a kadar süre verdiğini öne sürerken, Tahran Radyosu, "Kaledize kasabası imamının

uyarması üzerine, buradaki binlerce insan açık grevi başlattı. Irak askerleri, büyük bir grubu, Suudi Arabistan sınırına sürdü. Kaledize kasabasının tahribini kolaylaştırmak amacıyla, Bağdat'tan askeri birlikler yola çıkarıldı" dedi.

Radyo, Tahran'daki Irak karşıtı gruplara dayanarak verdiği haberde, Kuzey Irak'taki Ranniye kasabasının Irak askerleri tarafından çevrildiğini, bölgedeki 1.5 milyon insanın ev ve işyerlerinden çıkamadıklarını öne sürdü ve Kürtlerden boşaltılacak olan yerleşim birimlerine, "Caş" adı verilen yönetim yanlısı kişilerin yerleştirilmek istendiğini duyurdu.

**20 GÜN SÜRE**

Bu arada BBC Radyosu da, Kaledize ve Ranniye Kasabaları'nın boşaltılması için bölgede yaşayanlara 8 Mayıs'a kadar, bir başka deyişle, Ramazan Bayramı'na dek süre tanıdığını bildirdi.

BBC, Irak'taki rejim aleyhtarlarının, geçen yıl Halepçe'de olduğu gibi, kimyasal silah kullanılmasından kaygı duyduklarını belirtirken, Saddam Yönetimi bunu yalanlayarak, Kürt gruplarından bir bölümünün yeni yerleşim merkezlerine yerleştirileceğini bildirdi.

Güvenlik kuvvetleriyle çatıştılar, 7 ölü verdiler

## PKK'ya büyük darbe

- Siirt'in Tenükpınar köyünde 10 gün önce "Gelsinler çatışalım" diye güvenlik kuvvetlerine meydan okuyan PKK'nın intikamcı "Hogir" grubuna, Mehmetçik hak ettiği dersi verdi
- Ölen iki kişinin cesedini olay yerinde bırakıp, 5 cesetle yaralıları yanlarında götüren PKK militanları, artık bölgede tutunamıyor.

Tercüman 21.4.89

**S**İIRT, (Tercüman)-Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Tünekpınar köyünde, "Gelsinler çatışalım" diyerek güvenlik kuvvetlerine meydan okumaya kalkan PKK eşkiyasının, 7 ölü vererek dersini aldığı açıklandı. 10 gün önce meydana gelen çatışmada, ölenlerden 5 militanla, yaralanan 5 kişiyi yanlarına alarak kaçırarak PKK eşkiyası, 2 cesedi de olay yerinde bırakıp kaçtılar.

Tünekpınar köyü yakınlarında görülen, PKK'nın "intikamcı" olarak tanımlanan, 30 kişilik "Hogir" grubunun vakaladığı köylü kadınlar, vasıtasıyla aşaiş birliğine haber göndererek, "Onlara söyleyin, biz burdayız, yürekleri varsa, gelsinler çatışalım" dedikleri öğrenildi.

**Askeri time pusu**

Durumun Siirt Bölgesi Güvenlik Komutanlığı'na telsizle bildirilmesi üzerine, havalanan helikopterler, teröristlerin gösterdiği noktalar üzerinde bir keşif uçuşu yaparak buldukları mevzilerini tesbit etti. PKK grubunun köyden gelebilecek bir askerî time karşı pusu kurduğunun öğrenilmesi üzerine, civar birliklerden bölgeye gönderilen destek kuvvetlerle, operasyona başlandı.

den 2'si öldürüldü. Akşam saatlerine kadar süren çatışmada çok sayıda teröristin vurulduğu ve arkadaşları tarafından mağaralara taşındığı görüldü. Karanlığın baskması üzerine, teröristler bölgenin sarp oluşu ve çok sayıda mağara bulunmasından yararlanarak izlerini kaybettirdiler.

Ertesi gün teröristlerin mevzilerine giren güvenlik kuvvetleri çatışma yerinde iki cesed, kan izleri ve kesik bir ayak buldu. Olaydan iki gün sonra alınan istihbaratta, teröristlerin kaçarken, ölenlerden 5 militanın cesedini beraberlerinde götürüp araziye gömdüklerini 2'si ağır, 3'ü hafif 5 yaralıyı da bazı köylerde tedavi etmek istedikleri öğrenildi.

Çatışma yerinde bırakılan iki cesed üzerinde yapılan incelemede, cesedlerden birinin PKK'nın Merkez Komite üyesinden olan, bir süre önce bölgeye gelen Suriye uyruklu "Averof Salih" kod adlı teröriste, ötekini de "Ahmet" kod adlı Hasan Ertaş adlı teröriste ait oldukları tesbit edildi.

Beklediklerinin aksine, usta bir manavrayla, gerilla taktiği uygulayarak arkalarını saran güvenlik kuvvetleri, militanları şaşkına çevirdi. Yoğun ateş karşısında mevzilerini terk ederek yakın mağaralara girmeye çalışan teröristler-

Hürriyet 23.4.89

## Peşmerge lideri kaçtı

DIYARBAKIR. (hha)

RAK birliklerinin geçen yıl ağustos ayında düzenlediği "temizlik" operasyonu arasında Türkiye'ye sığınan, Mesut Barzani'nin Zaho komutanlarından Serbest Lezzin'in, Diyarbakır'dan İran'a nasıl kaçtığı henüz açıklanamadı. Özal'ın, peşmergeleleri ziyaretinde kendisine derf ve dileklerini anlatan lider Lezzin'in, Barzani'nin çağrısına uyduğu sanılıyor

Tercüman 25.4.89

Peşmergeleler'den bir grup Apo'ya çalışıyor

# Kamptan kaçıp PKK'ya katıldılar

□ *Kucak açıp barındırdığımız Peşmergeleler arasından sayıları az da olsa hainler çıktı. Kamptan kaçan 300 kişiden büyük bölümü, Suriye'nin organize ettiği "birleşme" çalışmalarında yer alırken, bir bölümü de PKK'ya hizmet ediyor*

□ *Kaçan Peşmergelelerin Türkiye'ye girenken gömdükleri top, ağır makineli ve havan gibi silâhları da beraberlerinde götürdükleri belirlendi. PKK'nın kullandığı roket sayısının artması da buna bağlantıyor*

□ *Peşmergele kamplarında kalanlar 4 grupta yer alıyor. Bunlar: 1-Barzaniciler, 2-Talabaniciler, 3-Hizb-i İslâm (Humeyniciler), 4-Hizb-i Şui (Komünistler)*

□ *Kaçanlardan 15-20 kadarının, parayla nüfus cüzdanı alarak Türkiye'de kaldığı ortaya çıktı. Operasyonlar sırasında yakalanan 2 Peşmergelede Türk nüfus cüzdanı bulundu*

**Kaçan Peşmergeler'in Türkiye'ye girerken gömdükleri top, ağır makineli ve havan gibi silâhları da beraberlerinde götürdükleri belirlendi. PKK'nın kullandığı roket sayısının artması da buna bağlıyor**

**TOKAY GÖZÜTOK**

Irak'tan iltica eden Peşmergeler'den 300'ünün kaldıkları kamptan kaçıkları tesbit edildi. Aralarında liderlerin de bulunduğu bildirilen firarî Peşmergeler'in yarısından fazlasının Türkiye'ye girerken gömdükleri ağır silâhları da alarak Suriye tarafından organize edilen "birleşme" çalışmalarına, diğer bir kısmının ise PKK örgütüne katıldıkları belirlendi. Sayıları 15-20 civarında olduğu belirlenen üçüncü grubun ise, Türkiye'de saklandığı ve para ile sahte Türk hüviyet cüzdanı temin ettiği sanılıyor.

İlgililer kamplarda halen 36 bin civarında olan Peşmergeler'in 4 gruba ayrıldıklarını ve kendi aralarında seminer çalışmalarını yaptıklarını bildiriyorlar. Bu dört grup içinde çoğunluk itibarıyla birinci sırayı alan **KDP (Kürdistan Demokrat Parti)** yanlılarının liderleri **Mesut Barzani**'den gelen talimatla hareket ettikleri, ikinci sıradaki **Kürdistan Yurtsever Birliği**'ne mensup Peşmergeler'in ise lider **Celâl Talabani**'den gelecek

emri bekledikleri belirlendi.

Türk istihbarat ve güvenlik birimlerinin tesbitlerine göre kamplardaki üçüncü grubu "**Hizb-i İslâm**" diye tanınan Humeyni yanlısı Peşmergeler oluşturuyor. Kamptan kaçan ve Türkiye'de saklandıkları tahmin edilen Peşmergeler'in bu gruptaki kişileri olduğu ve Humeyni'nin ajanları ile bağlantı kurmaya çalıştıkları sanılıyor. Türkiye'de saklandıkları tahmin edilen Peşmergeler'in ayrıca para ile Türk nüfus hüviyet cüzdanı temin etme yollarına gittikleri anlaşıldı. Nitekim Cizre'de yapılan bir operasyonda yakalanan **Beşir Rahmetullah** ve **Ramazan Abdülkadir** adındaki Peşmergeler'de **Yakup** ve **Mehmet Üren** adına tanzim edilmiş iki Türk nüfus hüviyet cüzdanı bulundu.

Türk istihbarat ve güvenlik birimleri yetkilileri, kamptan kaçıp Suriye'deki birleşme çalışmalarına veya PKK örgütüne katılan Peşmergeler'in Türkiye'ye girerken gömdükleri silâhların bir kısmını çıkartıp beraberlerinde götürdüklerini

belirlediler. Zira, PKK örgütünün **Şirnak, Uludere, Alaköy** ve **Yelemal** köylerine son birkaç ay içinde düzenlediği eylemlerde, çok miktarda roket kullandığı tesbit edildi. Yetkililerin bir bölümü, eylemlerde kullanılan roket sayısının çokluğunu, gömülen silâhların bir kısmının PKK'nın eline geçtiği şeklinde değerlendirirken, karşıt görüşte olanlar ise şöyle konuşuyorlar:

"**PKK örgütü kuvvetinin büyük bir bölümünü kaybettiğinin farkında. Ve militanlar yakalanmak istemiyorlar. İşte bu yüzden yakalanmamak için çok sayıda roket kullanıyorlar.**"

**Cudi Dağı'ndaki teröristler**

İlgililer, PKK ile birleşmek amacıyla kamptan kaçan Peşmergeler'in Irak'ın kuzeyindeki kamplarda ve

Cudi dağlarında olduğunu belirlediler. Savaşın başlamasına rağmen Irak'ın hâlâ kendi topraklarına hakim olmadığını ve özellikle Kuzey Irak'ın bazı bölümlerinde PKK'ya ait kampların bulunduğu dikkat çeken yetkililer, Cudi dağlarında 100 kişilik bir PKK grubu görüldüğünü bildirdiğini söylediler. Yetkililer, şöyle konuştular:

"**Kamptan kaçan Peşmergeler'in, gruplar halinde gezen bu PKK'lılar ile birleşme ihtimali büyük. Bu gruba Abdullah Öcalan Birliği adı veriliyor. Ve grubu Doğan kod adlı Selâhattin Gün adındaki terörist yönetiyor. Ancak bu kişilerin de yakalanması an meselesi. Önümüzdeki günlerde alınacak yeni tedbirlerle Doğu ve Güneydoğu'daki dağlarda hiçbir terörist kalmayacak.**"



**YIYIP İÇİYORLAR:** Çatışmada ele geçirilen bir teröristin üzerinde bulunan fotoğraf... PKK eşkiyası, bölge halkından gasp ettiği bir koyunu kesip, eğlence düzenliyor; yiyip içiyorlar...



**CUDI'DEKİ EŞKIYA BAŞI:** Barındırıldıkları kamptan kaçarak PKK'ya katılan Peşmergeler'in, Cudi dağında birleştiği 100 kadar teröristi Doğan kod adlı Selâhattin Gün (ortada) yönetiyor. Abdullah Öcalan Birliği adı verilen grubun idaresinde Emin İlhan ve Üzeyir İlhan da, Selâhattin Gün'e yardım ediyor...

Cumhuriyet 25.4.89

## Olayda can kaybı olmadı PKK'lı eşkıya yük trenini taradı

GENÇ, (A.A)- Bingöl'ün Genç-Suveren istasyonu yakınlarında bir yük trenini durduran yasadışı bölücü örgüt (PKK) militanları, treni otomatik silâhla taradılar. Olayda ölen ya da yaralanan olmadı.

Yapılan açıklamaya göre, önceki gece saat 23.00 sıralarında, Genç-Suveren istasyonu yakınlarına gelen bir grup PKK militanı, araziye atılmış rayları demiryoluna taşıdılar. Aynı saatlerde istasyondan geçmekte olan yük treni, raylara çarpmamak için durdu. Bu sırada ortaya çıkan yasadışı örgüt militanları, çeşitli sloganlar atarak yük trenini otomatik silâhlarla taradıktan sonra kaçtılar.

Olayda can kaybının olmadığını, güvenlik kuvvetlerinin örgüt militanlarını yakalayabilmek için operasyonlara başladıkları bildirildi.

Olay sebebiyle, demiryolu, üç saat ulaşıma kapalı kaldı.

Tercüman 26.4.89

## Elli korucu silâh bıraktı

DIYARBAKIR/SIRNAK, (Tercüman)- Son zamanlarda büyük bir militan sıkıntısı içine düşen PKK, örgütteki eleman sıkıntısını gidermek amacıyla, yeniden adam kaçırmaya eylemlerine başladı. Son iki hafta içerisinde 31 kişi kaçırıldı.

Mardin, Siirt, Hakkâri bölgelerinden kaçırılan 3'ü kız, 31 kişiden 3'ünün Silopi merkez, 3'ünün Uludere'nin İnceler, 5'inin Beğdibi, 2'sinin Balı, 6'sının Uludere merkez, 2'sinin Şırnak Günece, 7'sinin Cizre Serap köyü ve 3'ünün Şırnak Dereler mevkii Taraklı mezrasından oldukları belirlendi. Taraklı'dan önceki gün kaçırılan 3 kişinin 18 yaşındaki Musta-

fa Karabağ, 19 yaşındaki Gürgün Kaplan ve 17 yaşındaki Selahattin Kabut oldukları belirtildi. Bölgede arama ve operasyonlar sürdürüyor.

Bu arada, Hakkâri'nin Uludere ilçesinde 50 köy korucusunun silâhlarını bıraktıkları öğrenildi. Uludere'nin Uzungeçit köyünde bir süredir PKK'ya karşı görev yapan korucuların, silâhlarını bırakmaya gerekçe olarak, "güvenlik kuvvetlerinin kendilerinden operasyonlara katılmayı istemelerini" gösterdikleri belirtildi. Korucular, "Biz operasyonlarla değil, köyümüzü korumakla görevliyiz" dediler.

Tercüman 27.4.89

## Kürtçe kaset kavgası

ANKARA, (Tercüman)- Geçtiğimiz pazar günü milletvekili lojmanlarında gençler arasında çıkan kavganın Adana DYP milletvekili Orhan Şendağ ile ANAP Erzurum milletvekili Sabahattin Aras'ın çocuklarının yaralanmasıyla sonuçlandığı bildirildi.

TBMM'de aylardır süregelen "12 Eylül öncesi-sonrası" tartışmalarına son verilemezken, milletvekillerinin çocukları da polis koruması altındaki lojmanlarda "Türkçe-Kürtçe" kavgası yaptılar. Milletvekili lojmanlarındaki olayın geçtiğimiz pazar günü ANAP'lı Nurettin Yılmaz'ın evinde kalan bir grup misafir gencin Kürtçe türküler dinlemesi ve bazı ANAP ve DYP'li milletvekili çocuklarının da buna karşı çıkmaya kalkışmasıyla meydana geldiği öğrenildi. Pazar günü akşam saatlerinde meydana gelen olayla ilgili soruşturma polis yetkilileri tarafından büyük bir gizlilikle sürdürülürken, DYP Adana milletvekili Orhan Şendağ ve ANAP Erzurum milletvekili Sabahattin Aras, çocuklarının ANAP Mardin milletvekili Nurettin Yılmaz'ın evinde misafir kalan gençler tarafından dövüldüğünü söylediler.

## İnsan Hakları Komisyonu'na götürülüyor "Dışkı" Avrupayolunda

Milliyet 30.4.89

Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın emriyle Yeşilyurt köylülerine dışkı yedirme iddiasının Başbakan Özal tarafından da doğrulandığını öne süren avukatlar, "Bizi dinlemediler, konunun uluslararası platformda çözülmekten başka çaresi kalmamıştır" dedi

DIYARBAKIR, MIL-HA ARDİN'in Cizre ilçesine bağlı Yeşilyurt'ta Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın emriyle köylülere insan dışkısı yedirildiği iddiasının Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na götürüleceği açıklandı. Yeşilyurt köylülerinin avukatları Orhan Doğan ve Hasip Kaplan tarafından yapılan yazılı açıklamada, konunun Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na götürülmesi için gerekli teknik ve hukuksal çalışmalara başlanıldığı belirtildi.

Avukatlar Orhan Doğan ve Hasip Kaplan, Başbakan Turgut Özal'ın 24.4.1989 tarihinde bir gazetede yer alan açıklamalarının geç olmakla birlikte Yeşilyurt olayına yeni bir boyut getirdiğini belirterek, şunları söylediler:

"Sanık binbaşı, Ankara 8. Asliye Ceza Mahkemesi'nde yargılanacak. Bir yanda dışkı olayını yalanlayan rapor ve kurul kararları, bir yanda da dışkı olayını doğrulayan Başbakan Sayın Özal'ın içtenliğine inandığımız sözleri var. Soruşturmanın benüz başında iken bizi 'Kadıvi kadıva

şikâyet zorunda bırakmayın, sorunu kendi iç hukuk kurallarımızla çözmek varken, Avrupa İnsan Hakları'na gitme durumunda bırakmayın" demistik. Ama artık görüyoruz ki, sorunu uluslararası platformda çözmekten başka bir seçenek kalmamıştır. Bu nedenle merkezi Strasbourg'da bulunan Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvuru için gerekli teknik ve hukuksal bazarlıklara başladığımızı, kısa bir süre içinde, insan haklarının ihlali nedeniyle tanınan 'bireysel başvuru' hakkını kullanacağımızı belirtmek isteriz."

Orhan Doğan ve Hasip Kaplan, Başbakan Turgut Özal'a gönderdikleri telgrafta, 285 sayılı kanun hükmündeki karamamenin 4. maddesinin, iç hukuk normu niteliğinde olan Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'ne aykırı olduğunu belirterek, kaldırılmasını istediler. Avukat Orhan Doğan ve Hasip Kaplan, İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu'ya gönderdikleri telgrafta da, müfettişlerin olayı yeniden soruşturması için gereken talimatı vermesini önerdiler.

2000'e Doğru  
7.5.1989

KKK İÇ GÜVENLİK EĞİTİM KILAVUZU

# 539 bin yurttaşa güvenilmez damgası

Kara Kuvvetleri Komutanlığı'nın yayımladığı "Hizmete Özel" kitaba göre, 539.840 yurttaş "güvenilmez" ve "kürtçü". Yayımlanma tarihi 25 Şubat 1986. İmza: Kuvvet Komutanı Orgeneral Necdet Öztoran, Bölge Valiliği'ne bağlı illerdeki aşiretler sınıflandırılıyor.

“**E**tnik Açısından Önem Arz Eden Aşiretlerin Dağılım Şeması.” Şema, Kara Kuvvetleri Komutanlığı'nın "İç Güvenlik Eğitim Kılavuzu"nda yer alıyor. Yürürlüğe giriş tarihi, 25 Şubat 1986. Kılavuzun "Başemir"inin altındaki imza dönemin KKK Komutanı Necdet Öztoran'ın. Şemaya göre aşiretler üç kategoriye ayrılmış: "Güvenilmez"ler "Kürtçülük Faaliyetlerini Destekleyenler" ve "Devlete Bağlı Olanlar". Değerlendirmeye alınan toplam insan sayısı, 879.560. Bunların 656.867'si "Güvenilmez" ve "Kürtçü" sayılmış. Yani, Kara Kuvvetleri'ne göre, bölgedeki her dört yurttaştan üçü karşı safta yer almaktadır.

Kılavuzda incelenen iller, Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Siirt, Şanlı Urfa ve Van. Bu illerde belirlenen aşiret sayısı, 203. Değerlendirmeye alınan bölgenin yüzölçümü hesaplandığında ortaya çıkan tablo daha da ürkütücü. Bölgedeki kilometrekareye düşen aşiret mensubu sayısı 10. Kılavuz bu 10 kişiden sekizini "Güvenilmez" ve "Kürtçü" ilan ediyor.

"KKK İç Güvenlik Eğitim Kılavuzu" bütün eğitim birliklerinde mevcut. Temel bir başvuru kaynağı. EK-B'si olarak belirtilen aşiretler şemasında "devlete bağlı olarak tanımlanan aşiretlerin sayısı 50. "Güvenilmez" sınıflamasında 66 aşiret var. "Kürtçülük faaliyetlerini destekleyen" 50 aşiret olduğu belirtilmiş. 203 aşiretin 116'sı "Güvenilmez" ve "Kürtçü". Bunların toplam nüfusu ise 539.840. Bu üç kategoriye girmeyen 37 aşiret var. Bunlara bağlı 117.057 kişinin durumu devlet açısından meçhul.

Hain de olabilirler, yandaş da. Ya da yandaş görünüp haindirler. Ya da tersi.

**KASAPLAR DERESİ'NİN SIRRI**

Güney'e indikçe, devletin gözünde muteber yurttaş sayısı azalıyor. Van'da "güvenilmez" ve "kürtçü"

sayılanların oranı yüzde 54 iken, Siirt'te bu oran doruğa çıkıyor: Yüzde 77. Siirt'teki 37 aşiretten 34'ü ve 140 bin toplam aşiret nüfusunun 108 bini "güvenilmez" ve "Kürtçü" damgasını taşıyorlar. Bu tablo Kasaplar Deresi'ndeki insan çöplüğünün neden başka bir ilde değil de, Siirt'te olduğunu da açıklıyor.

Diyarbakır'da devletin aşiret desteği yok. 19 aşiretten hiçbiri "devlete bağlı" değil. Şemaya göre en fazla devlet yanlısı aşiret Van'da. 33 aşiretin 17'si ve 261 bin nüfusun yüzde 53'ü devlete bağlı sınıflamasında. Van'ın ilginçliği hem devlet yanlısı, hem de kürtçülük faaliyetini destekleyenler sıralamasında birinci olması. Eğitim Kılavuzuna göre Van aşiret nüfusunun yüzde 46'sı Kürtçü. Güvenilmezlik sıralamasında ikinci olan Hakkâri'de ise rapora göre Kürtçülük destekleyen aşiret yok. Kitaba göre Kürtçülük faaliyetini destekleyenlerin en yoğun olduğu iller: Şanlı Urfa, Mardin Van. Bu üç ilde "kürtçü" nüfusun oranı yüzde 40'ın üzerinde. Siirt ve Hakkâri'de ise güvenilmezlerin oranı çok yüksekken, "kürtçü" vatandaşların nüfustaki payı çok düşük.

Devlet yandaşı aşiretlerin en yoğun olduğu Van'da bile rapora göre nüfusun yüzde 47'si "güvenilmez ve Kürtçü"

Haziran 1934 tarihli "İskân Kanunu"nun 10-A maddesi aynen şöyle: Kanun aşirete hükmi şahsiyet tanımaz. Aşiret reisliği, beyliği, ağalığı ve şeyhliği ve bunların herhangi bir vesikaya veya görgü göreneğe müstenit her türlü teşkilat ve tazzuuları kaldırılmıştır."

Ama yasalar yalnız halkı cezalandırmak için. Devlete gelince... O yasalara uymaz istediğinde elbette çiğner. Kendisi koymuyor mu yasaları?

**KIRILAN KOZ BİNİ AŞİİ**

Kürde "güvenilmez" damgasının ilk örneği değil bu kılavuz. Yine Kara Kuvvetleri Komutanı Necdet Öztoran'un emriyle "Kürt Memed'e nöbet bile emanet edilmiyordu. Doğu ve Güneydoğu nüfusunun kayıtlı erlere kritik yerlerde nöbet tutturulmayacağı emir altına alınmış. (2000'e Doğru, Yıl 1, sayı 29, 19 Temmuz, 1987). Tunceli'de ise Tuğ-

İÇ GÜVENLİK EĞİTİM KILAVUZU BAŞEMİRİ.

HİZMETE ÖZEL

T.C  
GENELKURMAY BAŞKANLIĞI  
KARA KUVVETLERİ KOMUTANLIĞI  
ANKARA

BÖT.K : 1700- 1-86/EYM.DÖK.H.Ş. 25 ŞUBAT 1986  
KONU : İÇ GÜVENLİK EĞİTİM KILAVUZU

B A Ş E M İ R

1. İÇ GÜVENLİK EĞİTİM KILAVUZU çakartılmıştır.
2. Bu kılavuz yayımlanmasıyla beraber uygulanmaya başlanacaktır.
3. Uygulama ve denetlemelerden doğacak öneriler doğrudan Dağ, Komd.Ok.ve Eğt.Mrk.K.lığına bildirilecektir.
4. Dağ, Komd.Ok.ve Eğt.Mrk.K.lığına, alınan öneriler değerlendirilecek ve gerekli düzeltmeler yapılarak onaylamak ve bastırılmak üzere K.K.Eğt.K.lığına gönderilecektir.

Necdet ÖZTORUN  
Orgeneral  
Kara Kuvvetleri Komutanı

general Osman Çitim'in imzasıyla "Yakala ve Öldür" emirleri çıkarılmıştı. (2000'e Doğru, Yıl 1, sayı 19, 15 Kasım, 1987) 1970'li yıllarda yazılan "çok gizli" damgalı Aşiret Raporu bütün Türkiye'deki aşiretleri aynı esaslara göre sınıflıyordu. Kılavuz'dakilerde farklı bir ka-

tegori var: "Yurdumuza bağlı görünürler" denenler. 12 Eylül'den sonra yurt sözcüğünün yerini devlet alıyordu.

2000'e Doğru'nun 13 Aralık 1987 tarihli 51. sayısında, "Devletin Gözüyle Hain ve Yandaş Aşiretler" başlığı ile yayımlanan raporda gü-

venilmez ve kürtcü sayılanların sayısı toplam 23 ilde 684.935 olarak yer alıyordu. Anlaşılan 12 Eylül yalnızca kavramları değiştirmekle kalmamış, güvenilmezlerin ve kürtcülerin de sayısını artırmış.

ADNAN AKFIRAT

Devlet İstatistikleri her 10 kişiden sekizini "Güvenilmez" ve "Kürtçü" ilan ediyor.

ETHİK AÇIDAN ÖNEM ARZ EDEN AŞİRETLERİN DAĞILIMI

İLLER	AŞİRET SAYISI	AŞİRET TOPLAM SAYISI	DEVLETE BAĞLI OLANLAR		KÜRTÇÜLÜK FAALİYETLERİNİ DESTEKLEYEN		GÜVENİLMEZ	
			AŞİRET MİKTARI	MÜPUSU	AŞİRET MİKTARI	MÜPUSU	AŞİRET MİKTARI	MÜPUSU
DIYARBAKIR	19	75.250	-	-	2	9.500	6	33.000
HAGGARI	16	82.500	5	27.000	-	-	11	55.500
MARDİN	75	275.597	11	25.550	29	126.480	11	50.960
SİİRT	37	140.150	8	19.200	1	2.000	26	106.450
ŞANLIURFA	23	45.000	9	13.000	4	18.000	10	14.000
VAN	33	261.903	17	137.943	14	120.950	2	2.200
TOPLAM	203	879.590	50	222.693	50	276.930	66	262.910

## Göçerler yine Çukurova yolunda

Tercüman 9.5.1989

# Ak göç başladı

"Çukurovam...Kundağımız... Kefen bezimiz... Dilerse buluttan ak, köpükten beyaz eder pamuğu..."

HALİL AĞAOĞLU

**A** DANA, (Tercüman)- "Çukurova'm, kundağımız... Kefen bezimiz. Dilerse buluttan ak, köpükten beyaz eder pamuğu."

Şair hem övmüş, hem yermiş Çukurova'yı bu misralarında ama..

Bir şeyini unutmuş.. Sarı sığağını...

Çukurova'nın sarı sığağı ile tanışmak her babayiğdin harcı değildir. O yakıcı güneş, deldi mi insanın kafasını, allak-bullak eder vücudu...

İyi de bunlar kimin umurunda..

Güney ve Güneydoğu illerinden gelen göçer tarım işçilerinin mi?

Sıksası, şişmanı, yaşlısı,

dü... İlle de Adana...

Önce şehrin dışındaki çimento fabrikasını, sonra "Küçük Amerika" olarak bilinen İncirlik kasabasını, kasabadaki mini şortlu Amerikalılar'ı gördüler Güneydoğulu'nun peçeli kadınları. Gördüler de gözlerini kapatmaya çalıştılar.

Neden sonra gözler çalışılacak tarlanın kenarına kurulması ile açıldı. Alabildiğine düz arazi. Gençler, çocuklar hemen indiler kamyonlardan... Yaşlılar biraz ağır davrandı. Bu ağırlıkta "nostalji" kokuyordu... Bu tabloları çok seyretmişlerdi. Belki yıllardır aynı yolculuk yaşıyor. Aynı telaş, aynı tedirginlik göze çarpıyordu. Herkeste anlamlı bir sessiz-

genci, çocuğu, sarı iri dişlisi, çatık kaşlısı, tike et tutmayan vücutlarıyla Güneydoğulu'nun mu?

★★★

Bu umursamazlık içinde, Güneydoğu illerinden Urfa'dan Viranşehir'den, Diyarbakır'dan, Mardin'den yıkık dökük ve zayıf, sinirli şoförün kullandığı kamyonu bindi yüzlerce tarım işçisi...

Yolda trafik polisleri durdurmak ve üstü açık kamyonla tarım işçisi taşıdığı için ceza yazmak istedi.. Ama şoför sinirli ya.. Durmadı... Bastı gaza...

★★★

Sonra Çukurova görünlük vardı yolculuğunu verdiği...

... "Vay Çukurova'm vay... Belki bu 15 gelişim. Her seferide bana dert verdin.

Beni ne umdurdun ne de buldurdun... Yazıklar olsun sana... Eh bu da yanında kalmaz.. Hele şu Harran bir sulanmaya başlasaydı."

Geleceğin belirsizliği şu anda yaşadıkları sıkıntılardan daha çok korkutuyor

Cumhuriyet 10.5.1989

## Sığınmacı umutsuzluk içinde

Şimdi kamplarda bekliyorlar. Aslında neyi bekledikleri de bilinmiyor. Geri dönmeyi mi? Geri gönderilmeyi mi? Bir başka ülkeye sığınmayı mı? Türkiye'de mülteci olmayı mı? Tümü. bir bilmece.

### KADRI GÜRSEL

**DIYARBAKIR** — 8 bin sığınmacının bekletildiği Muş kampındayız. Kapıda gazetecileri karşılayan kalabalık peşmerge grubunda İngilizce bilen biri var. Adı Hasan Sadı. Hemen soruyoruz: "Gelecekte ne bekliyorsunuz?" Yanıt kısa: "Geleceğimizden korkuyoruz, ne olacağımızı bilmiyoruz." Diğer kamplarda da durum aynı. Konuştuğumuz hemen tüm sığınmacılar bugün yaşadıkları sıkıntılar kadar geleceğinin belirsizliğinden de söz ediyorlar. Hepsini gelecek korkusu sarmış, adeta gelecek şokuna girmişler.

Belirsiz olan sadece gelecekleri değil. Aslında ortada tam bir niteleme karmaşası var. Basın kendileri için "sığınmacı" nitelemesini kullanıyor, oysa henüz sığınmacı değiller. Resmi dilde "Irak'tan gelen konuklar" olarak adlandırılıyor. Bu da

onları son derece rahatsız ediyor, bir an önce bu hukuki karmaşaya son verilmesini ve kendilerine "siyasi mülteci statüsü" tanınmasını istiyorlar. Havar adlı peşmerge, "Bizim için şimdiki ne olduğumuz, ne olacağımızdan daha önemli. Siyasi mültecilerin sahip olduğu haklara sahip olmalıyız" diyor.

Kamplarda iki türlü izlenim ediniliyor. Birincisi yaşama ilişkin, sorarak ve görek edinilen izlenim. İkincisi ise insanların ruh hali. Bunu biraz da hissederek anlıyoruz.

Muş ve Diyarbakır'daki afet konutlarına yerleştirilen Kürtler, Mardin Kızıltepe kampında çadırlarda yaşayan 16 bin kişiye kıyasla daha şanslılar. Muş'ta 8 bin, Diyarbakır'da 13 bin kişi kalıyor. Ancak çadır yerine beton konutlarda kalmanın getirdiği güçlük, yer darlığı oluyor. Örneğin 70 metrekairelik 450 konuttan oluşan Diyarbakır kampında konut başına ortalama 30 kişi düşüyor.

Kamplar tel örgü ile çevrili. Kamp sakinleri gerekli hallerde izin alarak kente inebiliyorlar. Bunun dışında kendilerine tanınan normal izin süresi Diyarbakır'da ayda bir 5 saat, Muş'ta haftada bir gün sabahtan akşama kadar. Kürtler kaçarken yanlarında getirdikleri altın ve dövizi çoktan tüketmişler. Artık paraları yok, para kazanma olanakları da... Peşmergelerin en çok canını sıkan konulardan biri bu. Üretken olmak istiyorlar. Muş kampında Serbest Ömer adlı peşmerge, Muş halkının kendilerine yardım ettikten, esnafın kamptan gelenlere daha ucuz mal sattığından bahsettikten sonra sözünü "İş olanaklarının sağlanmasına" getiriyor: "Çalışmak, para kazanmak istiyoruz. Bize bu olanaklar sağlanmalı." Kamp sakinlerinin nüfusu hızla artıyor.

Mardin Vali Yardımcısı Ahmet Nevruz'dan, Kızıltepe Kampı'nın açılmasından bu yana 670 bebeğin doğduğunu öğreniyoruz. Kamplarda doğurganlık hayli yüksek. Muş kampında peşmergeler kendilerine aile planlaması konusunda yardım yapılmadığını söylüyorlar. Doğan çocuklar kamplarda yaşamın sürdüğünün kanıtı, ama yeni yükleri beraberinde getiriyorlar. Zaten kamplarda çevreye şöyle bir göz atıldığında ilk göze çarpan şeylerden biri çocuk sayısı. Mardin Kızıltepe Kampının 16 bine yaklaşan nüfusunun 4548'i 0-5 yaş arası, 3588'i de 6-14 yaş arası çocuklardan oluşuyor. Çocuklar, içine düşülen belirsizlikten en çok payı alan kesim.

Sığınmacıların bir diğer sıkıntısı da Irak'ta bıraktıkları aileleri hakkında bilgi alamamak. Bir bozgun havasında Türkiye'ye kaçtıkları için geride bıraktıkları aile fertlerinin başına gelenlerden habersizler. Sağlıklı haber boşluğu ister istemez aslı astarı belli olmayan söylentiler doluyor. Hem geride kalanlar hem de geri dönenlerin akıbeti hakkında kaynağı belirsiz hikâyeler dolaşiyor ortalıkta. Örneğin kampta yaygın inaniş, geriye dönenlerin Irak'ın güneyine sürüldükleri ve toplama kamplarına kapatıldıkları yolunda. Muhammed adındaki peşmerge, ailesini geride bıraktığı için ikinci adını saklayarak (Kürtlerin soyadı yok, babalarının adları, soyadı yerine kullanılıyor) "29 Eylülde geldim, ailemden şimdiki kadar hiç bilgi alamadım. Kardeşim, kızım, çocuklarım, dayının oğlu hepsi orada kaldı, başlarına ne geldi, bilmiyordum" diyor.

Şimdi kamplarda bekliyorlar. Aslında neyi bekledikleri de bilinmiyor. Geri dönmeyi mi? Geri gönderilmeyi mi? Bir başka ülkeye sığınmayı mı? Türkiye'de siyasi mülteci olmayı mı? Tam bir bilmece. Bilinmezlerin ağır yükü kamptakilerin ruh hali belirliyor.

Milliyet 12.5.1989

## Kürtler Fransız TV'sinde

● TF-1'in yayınında Daniel Mitterand'ın gezisi Peşmerge kamplarında umut ve gösteri yapmak fırsatı doğurdu yorumu yapıldı

### • Mişel PÉRLMAN

#### • PARIS

**F**RANSA'nın özel kesime ait birinci kanal televizyonu TF-1, dünkü öğle ana haber bülteninde Bayan Danielle Mitterrand'ın gezisinin Iraklı Peşmerge kamplarında "umut ve gösteri yapmak fırsatı doğurduğunu" söyledi.

Bayan Mitterrand'ın Diyarbakır'a varışı ve mülteci Peşmerge kamplarıyla ilgili görüntüler yayımlayan TF-1'in muhabirlerinden Jean-Luc Mano, "Türk polisinin bu röportaja iyi gözle bakmadığını" one sürdü.

Ankara'nın Bağdat'la ticari ve ekonomik ilişkileri nedeniyle kamplardaki Peşmergelere mülteci statüsü vermediğini kaydeden Fransız gazetecisi, "kamp gerçek bir hapisbane" ifadesini de kullandı.

"Kürt halkı, Batı'nın kayıtsızlığını pahalı ödüyor" diyen Jean-Luc Mano, Peşmergelerin şikâyetlerini görürntüleyen bölümün yanı sıra röportajına Diyarbakır Cezaevi'nin uzaktan çekilmiş görüntülerini de ekledi. Cezaevindeki sert koşullara dikkat çeken gazeteci, ayrıca, burada yatmış ve kameraya sırtı dönük biriyle de kısa bir söyleşi yaptı.

Hürriyet 12.5.1989

Fransız TV'si mi? Veysi mi?

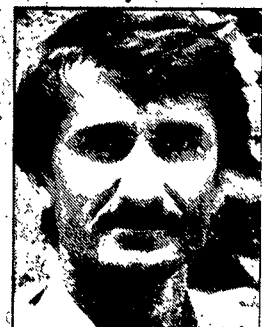
## Doğruyu kim söylüyor?

DIYARBAKIR, (hha)

**F**RANSIZ Televizyonu'nun en büyük kanalı TF-1'de, Kürtçe şarkı söylediği gerekçesiyle gözaltına alındığını bildirdiği Veysi Barak, bunun doğru olmadığını söyledi. Edinilen bilgiye göre, Pazartesi günü Fransız Televizyonu, Diyarbakır Üniversitesi'ne bağlı Eğitim Fakültesi'nde okuyan Veysi Barak'ın, Bayan Mitterrand'a Kürtçe şarkı

iddiasıyla tutuklandığını açıkladı. Kendisiyle görüştüğümüz Veysi Barak, sadece Liberation Gazetesi'ne tercümanlık yaptığını bildirdi, şu bilgiyi verdi:

"Bayan Mitterrand'la tanışmadım. Ancak ben,



"YANLIŞ ANLAMA": Fransız Televizyonunun, Kürtçe şarkı söylediği gerekçesiyle gözaltına alındığını ileri sürdüğü Veysi Barak, "Yanlış anlaşılma olmuş" diye konuştu...

Kürtçe şarkı söyleyenlerin gözaltına alınabileceğini belirttim. İbrahim Tatlıses de bu nedenle gözaltına alınmıştı. Herhalde yanlış anlaşılma olmuş. Herhangi bir baskı ve gözaltı olayı olmadı."

Hürriyet 12.5.1989

**İnsan Hakları Komisyonu'na başvurular**

**"Dışkı" olayı Avrupa'da**

● Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın sadece dayak olayı ile ilgili olarak yargılanacağını söyleyen avukat Orhan Doğan, "Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'nda 'Dışkı' olayı tartışılacaktır" dedi.

DIYARBAKIR (hha)

**KENDİLERİNE** Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan tarafından insan dışkısı yedirildiğini iddia eden Yeşilyurt köylüleri ve avukatları, "Dışkı olayının tartışılması için Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvuruda" bulundu.

Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na 8 sayfalık bir dilekçeyle başvuran Abdurrahman Mustak, Kamil

Mustak, Bahaddin Mustak ve Abdullah Gündoğan adlı köylülerle avukatları Hasip Kaplan, Orhan Doğan ve Mustafa Malgır dilekçelerinde, başvurularının amaçlarını şöyle sıraladılar:

1/ Yeşilyurt olayındaki hukuki işlemler çerçevesindeki insan hakları ihlallerinin saptanması,

2/ İşkenceye son verilmesi, 3/ İşkencecilerin ve onların fiillerini koruyan ve kollayanların saptanıp

yargılanması,

4/ Çağdaş ölçülere uygun, işkenceye gidik vermeyen insan hakları sözleşmelerine koşut, soruşturma ve savunma yöntemlerinin gerçekleştirilmesi.

Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na yaptıkları başvuruyla ilgili olarak bir açıklama yapan Avukat Orhan Doğan, Yeşilyurt ve dışkı olayı ikonusunda büyük özen, titizlik ve sabır gösterdiklerini belirtti, şöyle dedi:

"Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi, insan haklarının ihlali halinde kişisel başvuru hakkı tanıdığından, olay uluslararası platforma götürülmüştür. Binbaşı Çağlayan, Ankara 8'inci Asliye Ceza Mahkemesi'nde, sadece dayak nedeniyle kötü muamele suçundan yargılanacaktır. Dışkı olayı ise tartışılmayacaktır. Bu anlamda Avrupa İnsan Hakları Komisyonu, dışkı olayını değerlendirecektir."

**Paris gezisini iptal edince, gösterilerden kurtuldu**

Milliyet  
13.5.1989

**Semra Özal'a protesto**

● Mişel PERLMAN ● PARIS

**S**EMRA Özal'ın başkanı olduğu Türk Kadını Güçlendirme Vakfı'nın Fransız "İnsan Müzesi" ile Paris'te ortaklaşa düzenlediği sanat sergisinin açılışında kendilerini "Türk, Kıyılı ve Kürdistanlı kadınlar" olarak tanımlayan bir grup müze önünde protesto gösterisi yaptı.

Daha önce dağıtılmış davetiyelerde, vakıf başkanı sıtısıyla, serginin açılışında hazır bulunacağı ifade edilen Semra Özal'ın, Paris gezisini son anda iptal etmesi konuklar arasında sürpriz yarattı. Polis tarafından uzaklaştırılan az sayıdaki gösterici ise Trocadero Meydanı'nda Türkçe ve Fran-

● Türk Kadını Güçlendirme Vakfı'nın Paris'te düzenlediği bir serginin açılışına Semra Özal'ın katılacağını zanneden ve kendilerini "Türkiyeli ve Kürdistanlı Kadınlar" olarak tanımlayan bir grup, protesto gösterisi yaptı. 1 Mayıs olaylarını kınayan bildirim dağıttı.

sızca, "Semra Özal ve papatyaları Türkiyeli ve Kürdistanlı kadınları temsil edemez" başlıklı bir bildiri dağıttı.

1 Mayıs olaylarının kınandığı, kadınlar açısından, Türkiye'de ekonomik ve sosyal problemlerin eleştirildiği, çeşitli işkence olaylarının kınandığı bildiride, "Açlıktan, kadınların, ailelerinin onarıcı ücucutlarını sattığı" öne sürüldü. Semra Özal'ın belgede, ayrıca Başbakan Turgut Özal'ın

"vakıf başkanı olarak da nitelendi"

● SERGİ

Olayın "kadın elleri" teması etrafında düzenlenmiş "İnsan Müzesi"nin büyük holünde, müze giriş kapısına kadar açık kalacak şekilde, sergi için hazırlanmış gerçekleştirilen "Kadınlar" sergisi, sergilerin, bebek

"Kadınlar" sergisinin, sergilerin maketleri bu sergide sergilenmektedir. Türk Kadını Güçlendirme Vakfı tarafından sunulan bu sergi, Paris "İnsan Müzesi" Etnoloji Laboratuvarı Müdürü Prof. Jean Guart'ın yönetimi ve yardımcısı Bayan Teresa Battesti'nin sorumluluğunda gerçekleştirildi.

**MECLİS LOJMANLARINDA ÇOCUK CEPHELERİ**

**Kürtlük-Türklük kavgası**

Nokta 15.5.1989

Bir süre önce Kürtçe türkü yüzünden kavga eden milletvekili çocuklarının kavgası, aileler arasında ilginç bir saf-laşma yarattı. ANAP ve SHP'den Kürt kökenli milletvekili aileleri ortak tavır alırken, Meclis dışı bir koalisyonu da gerçekleştirmiş oldular

**L**okman Cebaz, o yanık sesiyle Kürtçe bir türkü söylemeye başladığında, ortalığın böylesine karışacağını bilmiyordu elbette. Kürtçe türkü, yaklaşık iki buçuk aydır birbiriyle sürtüşen iki gurubun arasının iyice açılmasına neden olacak ve çok geçmeden taşlı, sopalı, zincirli bir kavga patlak verecekti. Kavga iki kafayla bir burnun

kırılması ve çok sayıda hafif sıyrıkla atlatılmıştı atlatılmasına ama, yankıları bir hayli uzun sürecek benziyordu...

Kavga, Türkçe konuşan milletvekili çocuklarıyla, Kürtçe konuşan milletvekili çocukları arasında gerçekleşmişti. Günlerden 23 Nisan'dı ve yer de milletvekili lojmanlarıydı. Tatilden ve babalarının Ulusal

Egemenlik ve Çocuk Bayramı kutlamalarına katılmasından yararlanmak isteyen milletvekili çocukları, Gima ve kafeteryanın önündeki spor sahası olarak kullanılan alanda toplanmış, top oynamaya hazırlanıyorlardı. Ama oyun yarıda kalacak ve kıyasıya birbirine girecekleri milletvekili çocukları...

Kavgacılar arasında kendi çocukları da bulunan "Türkçesi" ANAP milletvekili Yasin Bozkurt ve Sabahattin Aras'a göre, olay önemsizdi ve öyle büyütülmesin filan da gerek yoktu. Oysa, "karşı taraf"ı oluşturan çocukların babaları olan ANAP milletvekili Nurettin Yılmaz ve SHP milletvekilleri Kemal Birlik ve Mahmut Alınak hiç de öyle düşünmüyordu. Olay önemliydi, çünkü, kendi çocuklarına karşı tavır alınıp kavga çıkartılmasının sebebi yabana atılacak gibi değildi; "Çocukları, anadilleri olan Kürtçe konuştukları için saldırıya uğramıştı"...



İlk sürtüşmeler kafeteryada ve lojmanların servis otobüslerinde başlamıştı. Karşılıklı laflar atılıyor, ters ters bakılıyor ve soğukluk hızla tırmanıyordu. ANAP milletvekili Nurettin Yılmaz'ın ziraat fakültesinde okuyan ortanca oğlu Serhan Yılmaz, "Kız arkadaşlarımıza, kardeşlerimize laf atıyorlarmış." diyor ve şöyle devam ediyordu: "Eğer servis otobüsünde bizden bir erkek yoksa, bizim kızları inek, köpek sesi çıkartarak aşağılamaya çalışırlarmış." Yılmaz'a göre, kız arkadaşları, bir sorun çıkmasın diye bu durumu uzun süre ailenin erkek çocuklarından gizlemişti. Bunu öğrendiklerinde ise gidip Aras'ın oğlu Erdem Aras'ı uyarışlardı. Yılmaz, Yasin Bozkurt'un "Tahmini-mize göre kavga kız meselesinden çıkmış. Yoksa benim oğlum pırıl pırıl insandır" sözüne de şiddetle karşı çıkıyordu. Kavganın kız meselesiyle uzaktan yakından ilgisi yoktu. Amaç "kendilerini sindirmekti. Çünkü anadilleriyle yani Kürtçe konuşmalarına tahammül edemiyorlardı..."

Kürt kökenli ANAP Siirt Milletvekili Kemal Birlik'in yeğeni Naim Birlik ile SHP Diyarbakır Milletvekili Salih Sümer'in oğlu Vahdet Sümer de Serhan Yılmaz'ı destekliyordu. Birlik ve Sümer'e göre, "Anadilleri olan Kürtçe'yi kullanmaları gayet doğaldı, nerede olursa olsun kendi kültürlerini yaşıyorlardı." Doğal olarak söz konusu leri sık sık gündeme getirdiklerini hatırlattıktan sonra şöyle konuşuyordu: "Orta halli ya da yoksul bir vatandaş söz konusu olduğunda aslan kesilip saat kapatan TEK, milyonlarca liralık kaçak elektrik kullananlara nasıl göz yumuyor?"

Keskin, küçük bir araştırma yaparak raporda adı geçen ünlü firmaların hiçbirinin borcunu hâlâ ödemediklerini tespit etmişti. Üstüne üstlük Keskin'in çabaları sonuç vermemiş ve TEK yetkilileri inanılmaz suskunluklarını sürdürmüşlerdi. Çünkü balık baştan koktuğu gibi ateş olmayan yerden duman çıkmazdı ve üzüm üzüme baka baka kararırды ne de olsa...

Gözler ritm sazlarda. Teftiş Kurulu raporunun gözardı edilmesinin akla yatkın bir sebebi vardı elbette. Büyük ve ünlü firmaların "hassas aletleri" bir yana, asıl "hassas aletler" kurumun kendi bünyesindeydi. Çünkü raporda, kaçak elektrik kullanan kişi ve firmaların kurum içinden birileriyle bağlantılı olduğu açık açık yazılıydı: "Kaçak elektrik kullanan aboneler, belirli bir bedel karşılığında

kurum elemanı olmayan ve piyasada elektrikçi olarak çalışan Erdoğan Şahin'e sayaç endeksinin düşürdüğü, ayrıca Erdoğan Şahin ile ilişki içinde bulunan ve kurumda çalışan Recep Ercan'a faturalarını düzelttiğini belirtmiştir..."

TEK'in "hatırlı" müşterilerinin peteğinde bal eksik oluyordu doğrusu. Kaçak elektrik uydurulamayanlar için başka "kıyakçılık" yöntemleri de vardı. Bunların en yaygın olanı ise, fatura tarihlerinde yapılan "küçük düzenleme"lerdi. 15-20 bin lira gibi cüzi bir ücret mukabilinde fatura üzerindeki 2 Nisan olan son ödeme tarihi, 29 Nisan'a dönüşüveriyordu.

Bazı TEK elemanlarının ünlü firmaydı, hatırdı, kıyakçılıktı derken sağladıkları çıkarların haddi hesabı yoktu. Üç müfettişin hazırladığı rapor sadece saptanabilen yolsuzlukları içeriyordu. Ama tespit edilemeyenlerin çok daha fazla olduğunu müfettişler de kabul ediyor ve raporlarında belirtiyorlardı. Buna göre her yüz aboneden en az yedisi kaçak elektrik kullanıyordu...

Münferit vakalar. Etimesgut'taki Kara Kuvvetleri Komutanlığı lojmanlarına gelen TEK görevlisi, "Pes doğrusu, bu kadar da olmaz"

demekten kendisini alamıyordu. Çünkü dört ay önce "Kaçak elektrik kullanıyor" diye lojmanlara mühür vuracakken, yöneticinin ricalarını kıramayarak vazgeçmiş ve "Bir daha olmasın" demişti. İşte yine aynı yöntemle başvurmuşlardı, üstelik aynı tarzda. Hiç değilse tarz değiştirselelerdi ya...

Kara Kuvvetleri lojmanları, Karadeniz Dostlar Restoran'la kıyaslanınca hayli masum kalıyordu doğrusu. Çünkü, rapora göre tam on kez kaçak elektrik kullanırken yakalanmıştı yönetici Ali Rıza Çalık... Müfettişler kaçak elektrik kullanırken yakalanma rekorunun Çalık'ta olduğunu da vurguluyorlardı raporlarında...

Bütün bunlar raporda yer alanların küçük bir bölümüydü. İnanılması belki güçtü ama bu rapor hâsır altı ediliyor ve TEK Genel Müdürü Muhittin Babaloğlu telefonlara bile cevap vermiyordu. SHP Milletvekili Adnan Keskin konuyu TBMM'ye getirmeye hazırlandığını belirterek şöyle noktalıyordu sözlerini:

"Dananın kuyruğu orada kopacak, bu minareye uygun kılıf bulabileceklerini sanmıyorum..."

Muşerref SEÇKİN

*Milletvekili mahallesindeki kavganın Kürtçe konuşan kahramanlarından Naim Birlik, Vahdet Sümer ve Perçin Birlik kendilerine tepeden bakılmasına çok alınıyorlar*



● Irak Kürdistan Cephesi oluşturuldu

Milliyet 14 5 1989

# Peşmerge saldırısı

● Mesut Barzani ile Celal Talabani'nin güçbirliği yaparak oluşturdukları Irak Kürdistan Cephesi'ne bağlı Peşmergelerin dört koldan yaptıkları saldırılarda, hükümet kuvvetlerine büyük kayıplar verdirdikleri öne sürülüyor. Cephe lideri Mesut Barzani, radyo konuşmasında, Kuzey Irak'taki topraklar tekrar kazanıncaya kadar süreceğ savaşın başlatıldığını söyledi

DIYARBAKIR, MİL-HA

**K**UZHEY Irak'ta Mesut Barzani ile Celal Talabani'nin güçbirliği yaparak oluşturdukları Irak Kürdistanı Cephesi'ne bağlı Peşmergelerin dört koldan yaptıkları saldırılarda Irak hükümet kuvvetlerine ağır kayıplar verdirdikleri bil-

diriliyor.

Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) lideri Mesut Barzani, Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB) lideri Celal Talabani, Irak Komünist Partisi lideri Aziz Muhammed, Sami Şengari liderliğindeki Millet Partisi ve Resul Muhammed liderliğindeki Kürdistan Sosyalist Partisi, Irak'a karşı Irak Kürdistan Cephesi'ni oluşturduklar. Cephe lideri Mesut Barzani, Kuzey Irak'taki topraklar tekrar kazanılinceye kadar süreceğ savaşın başlatıldığını açıkladı. Barzani radyo konuşmasında şunları söyledi:

"Kuzey Irak'ta özgürlük kavgamız için cephe hareketini açtık. Peşmergeler topraklarımıza sahip oluncaya kadar savaşlarımızı sürdüreceğ. Bizim bu hakk kavgamızda tüm ülkelerin yanımız-

da yer almasını bekliyoruz."

Yeni oluşturulan Irak Kürdistanı Cephesi'ne bağlı Peşmergelerin kuzeyde Süleymaniye, Erbil, Kerük ve Duhok vilayetlerinde dört koldan Irak hükümet kuvvetlerine karşı yoğun saldırılara giriştikleri ve çıkan kanlı çatışmalarda Irak'a büyük kayıplar verdirdikleri de radyodan duyuruldu. Radyo, haberinde Erbil kentine yapılan saldırılarda ise bir Irak helikopterinin düşürüldüğü, Duhok ve Şeyhan kentlerinde ise çok sayıda Irak askerinin öldürüldüğü, Süleymaniye yakınlarında bulunan Sordast Dağı çevresinde şiddetli çatışmalarda iki tarafın da kayıplar verdiğini belirtti.

Cumhuriyet 15.5.1989

*Sanık avukatları ve muhabirlerimizin polise iftira ettiği öne sürüldü*

## Cizre operasyonunda suç duyurusu

**Mardin Emniyet Müdürü, savcılığa verdiği dilekçede, gözaltına alınan sanıklara sorgulama sırasında işkence yapılmadığını savundu ve "işkenceyi, soruşturma yöntemi olarak düşünmediklerini" belirtti.**

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — Mardin Emniyet Müdürü Aydın Genç, "Cizre operasyonu"nda yakalanan sanıklara işkence yapıldığı konusunda usulsüz rapor alındığını öne sürerek, avukatlar Orhan Doğan ve Hasip Kaplan ile Cumhuriyet Gazetesi muhabirleri hakkında suç duyurusunda bulundu. Diyarbakır Cumhuriyet Savcılığı, konuyla ilgili hazırlık soruşturması başlatıldı.

Mardin'in Cizre ilçesinde 13 Ocak 1989 günü iki polis memurunun öldürülmesinden sonra başlatılan operasyonları yöneten Emniyet Müdürü Aydın Genç, mart ayında Mardin Cumhuriyet

Savcılığı'na suç duyurusunda bulundu. Dilekçesinde, gözaltına alınan sanıklara sorgulandıkları Emniyet Müdürlüğü'nde işkence yapılmadığını savunan Emniyet Müdürü Genç, "Avukatlar Orhan Doğan ve Hasip Kaplan sanıklara işkence yapılmış gibi gösteren raporlar almışlardır" savında bulundu. İşkence iddialarına yer veren Cumhuriyet Gazetesi muhabirlerinin de Doğan Kaplan ile birlikte "polise iftira etmek" suçundan cezalandırılmalarını isteyen Emniyet Müdürü Genç, işkenceyi bir soruşturma yöntemi olarak düşünmediklerini söyledi.

Mardin Emniyet Müdürü Genç'in dilekcesini inceleyen Mar-

din Cumhuriyet Savcılığı, halen DGM'de yargılanan sanıklarla ilgili "İşkence raporlarının ve açıklamaların Diyarbakır'da alındığı ve yapıldığı" gerekçesiyle dilekçeyi Diyarbakır Cumhuriyet Savcılığı'na 29.3.1989 tarih ve 602 sayılıyla havale etti.

Konuyla ilgili olarak avukatlar Orhan Doğan ve Hasip Kaplan ile Cumhuriyet Gazetesi muhabirleri hakkında Diyarbakır Cumhuriyet Başsavcılığı tarafından "emniyet güçlerini tahkir ve tezyif" suçlamasıyla 1989 tarih ve 3114 sayılı hazırlık soruşturması başlatıldı. Önümüzdeki günlerde avukatlar ve gazetecilerin ifadesinin alınması bekleniyor.

Bu arada dün bazı gazetelerde yer alan "Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvuran Yeşilyurt avukatları hakkında suç duyurusu" konulu haberlerle ilgili olarak "Cizre operasyonu"nda işkence gördüğü öne sürülen sanık-

ların avukatları Hasip Kaplan ve Orhan Doğan bir açıklama yaptılar.

Mardin Emniyet Müdürü Aydın Genç'in kendileri hakkında savcılığa yaptığı suç duyurusunun "Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na gittikleri için" değil, "Cizre operasyonunda işkence gören sanıklarla" ilgili olduğunu anımsatan Doğan ve Kaplan şöyle devam ettiler:

"Yeşilyurt'ta işkence olayı Ankara 8. Asliye Ceza Mahkemesi'ne intikal etmiştir. Dışkı yedirilmesi olayı ise tarafımızdan Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na gönderilmiştir. Bizim hakkımızda emniyet güçlerini tahkir ve tezyif iddiasıyla Diyarbakır C.Savcılığı'nda hazırlık soruşturması açılmıştır. Avukat olarak bizlerin yargılanması için Adalet Bakanlığı'ndan izin alınmadığı gibi, ifadelerimize de başvurulmamıştır."

17 yaşındaki S.I., DGM'de yargıç önüne çıktı Cumhuriyet 18.5.1989

## Konya'da bir 'bölücü' davası

SABİT HORASAN

KONYA — Edebiyat dersinde çıkan bir tartışmada, "Ben bu vatan için çalışmam. Ben Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da geri kalmış bölgeler ve köyler için çalışırım" şeklinde konuştuğu iddiasıyla hakkında dava açılan Konya Atatürk Kız Lisesi son sınıf öğrencisi 17 yaşındaki S.I.'nin yargılanmasına, Konya DGM'de devam edildi. Mahkeme, "milli duyguları rencide etmek" suçlamasıyla yargılanan öğrencinin tahliye istemini reddederek, sanığı

ruhsal durumunun belirlenmesi için hastaneye sevk etti.

TCY'nin 142/3. maddesi gereğince 5-10 yıl hapis istemiyle yargılanan öğrenci S.I., sorgusunda suçlamaları kabul etmediğini belirtti ve şöyle devam etti:

"Bu olayın kökeni daha önceye dayanıyor. Bir edebiyat dersinde öğretmenimiz Gürsel Kaya, kış ile ihtiyarlık arasında bağlantı kurdu. Ben buna karşı çıkmıştım. Gençlerin de bunahma girebileceğini söyledim. Öğretmenim, bunahma giren gençlerin tedavi görmesi gerektiğini savundu. Bundan

sonra öğrenci arkadaşlarım sürekli olarak 'Öğretmen sana gıcık, sen manyak mısın?' demeye başlayarak beni öğretmenimle karşı karşıya getirdiler. Daha sonra yine edebiyat dersinde, Ziya Gökalp'in 'Vatan' şiirini ikinci kez işledik. Öğretmenimiz, 'Bu vatan için çalışmayan var mı?' diye sordu. Ben de söz aldım ve Doğu ve Güneydoğu Anadolu için çalışabileceğimi, nedeninin ise bu yörenin sosyal, kültürel ve ekonomik yönden geri kaldığını, buraların geri kalmışlıktan kurtarılması gerektiğini savundum. Öğretmenim

ise bana, 'Sen bölücüsün' dedi. Ben de, bölücü olmadığını, bölücü olsaydım bu düşüncelerimi apaçık söyleyemeyeceğimi belirttim. O zaman bana 'Sen bu vatan içinden çıkmış bir yarıktınsın' dedi."

Mahkeme Başkanı Yargıç Celal Kalyoncu'nun "Sen Kürt müsün? Kürtçe biliyor musun?" şeklindeki sorularını öğrenci S.I. "Kürtçe bilmiyorum. T.C. vatandaşsım. Ancak aşiret olarak Kürdüz. Ama Kürtleri bir millet olarak kabul etmiyorum. Hepimiz birlik içindeyiz ve beraberiz" diye yanıtladı.

S.İ., sorgusunda kendisine okul idaresinde kilitli kapıların ardında baskı yapıldığını yineledi ve önceki ifadelerini kabul etmediğini, mahkemedeki ifadesinin geçerli olduğunu söyledi.

Duruşmada daha sonra edebiyat öğretmeni Gürsel Kaya, öğrenciler Ufuk Selek, Ayye Nur Beki, Zaliha Düzenli ve Serpil Genç'in tanıklıklarına başvuruldu.

Öğretmen Kaya ve öğrenciler, S.İ.'nin "Ben bu vatan için çalışmam. Ben Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki geri kalmış yörelerdeki Kürtlere hizmet edeceğim"

dediğini ileri sürdüler. Tanıklar, ayrıca S.İ.'nin bu konuşmanın geçtiği dersin ertesi günü sınıfta "Sınıfın bazarını bozduğum için sizden ve arkadaşlarımdan özür diliyorum" dediğini, hakkında dava açılan sözlerinden başka hiçbir zaman bu konuda bir şey söylemediğini belirttiler.

Daha sonra tekrar söz alan Atatürk Kız Lisesi son sınıf öğrencisi sanık S.İ., bölümlük kastı olmadığını, bugüne kadar Atatürk ilkerlerinden şaşmadığını, Batıda olduğu gibi Doğuya da devletin tüm olanaklarının götürülmesi is-

tediğinden başka bir amacı olmadığını dile getirdi.

DGM savcısı Adil Küçükay, okul idaresince 5 gün okuldan uzaklaştırma cezası verilen ve olaydan sonra iki kez devlet hastanesinde tedavi altına alınan sanık öğrencinin öğrenim ve ruhsal durumu nedeniyle tahliyesini istedi. Mahkeme heyeti 1'e karşı 2 oyla tahliye isteğini reddederken, S.İ.'nin hastaneye sevkine ve orada yapılacak tedavi ve kontrollerden sonra verilecek rapora göre karar verilmesi için duruşmayı iletir bir tarihe erteledi.

## 5 muhtardan şikayet dilekçesi

# "Korucular ikilik yaratıyor"

Şanlıurfa'nın Birecik İlçesine bağlı 5 köy muhtarı, "Korucular, aşiretler arası düşmanlık ve huzursuzluk yaratıyor. Köylü göç hazırlığında. Ellerindeki silahlar alınmalı" diyerek valiliğe şikayet dilekçesi verdiler

### • Mehmet FARAÇ

#### • ŞANLIURFA, (MİL-HA)

ŞANLIURFA'nın Birecik İlçesine bağlı 5 köyün muhtarı, köy korucularının "Aşiretler arası düşmanlık ve huzursuzluk yaratıklarını"ni öne sürerek, valiliğe şikayet dilekçesi verdiler. Muhtarlar, şikayet dilekçelerinde, koruculara verilen silahların geri alınmasını isterken, SHP Şanlıurfa İl Başkanı Feridun Yazar, bölgedeki aşiretlerin çatışması halinde, bunun tek sorumlusunun jandarma ve korucular olacağını söyledi.

SHP Birecik İlçe Başkanı Halil Karakaya'nın önceki gün bölgede huzursuzluk yarattıkları iddi-

Şanlıurfa'nın Birecik İlçesine bağlı 5 köy muhtarı, "Korucular, aşiretler arası düşmanlık ve huzursuzluk yaratıyor. Köylü göç hazırlığında. Ellerindeki silahlar alınmalı" diyerek valiliğe şikayet dilekçesi verdiler

asıyla köy korucuları aleyhine çeşitli kuruluşlara gönderdiği şikayet dilekçesinin ardından 5 bin kadar yurttaşın yaşadığı Derik, Kuyucak, Tüker, Akançay ve Ziyaret köyleri muhtarları, Şanlıurfa Valiliği'ne ortak bir dilekçe vererek, köy korucularından şikâyetçi oldular. Muhtarlar, Hadi Canpolat, Hasan Yavuz, Ali Kılıç, Mehmet Kılıç ve Ahmet Kılıç, valiliğe verdikleri şikâyet dilekçelerinde şu iddiaları ortaya attılar:

"Biz muhtarlar olarak, köy korucularına kinimiz yoktur. Sevdiğimiziz tek taraf, bölgemizde şu ana kadar hiçbir anarşik olayın olmamasıdır. Yalnız tarafı olarak aynı aşiretlere mensup yakın akrabalarından tespit edilen köy korucuları, halkı tehdit etmekte, kendileri dışındaki aşiret mensuplarına iftiralarda atmakta ve güvenlik kuv-

vetlerini olay varmış gibi yanıltmaktadır. Eskiyeye dayanan aşiret kavgalarının canlanmaması için köy korucularının silahlarının ellerinden alınmasını istiyoruz."

SHP İl Başkanı Feridun Yazar, Birecik ilçesinde jandarma, polis ve köy korucularının halkın üzerinde baskı kurduklarını ve bu nedenle huzursuzluğun arttığını ileri sürerek, "Bölgede, olağanüstü hal uygulanması yoktur. O halde köy korucularının görevi nedir? Bu adamlar bölgede anarşi yaratmak için görevlendirildi. Köylü göç hazırlığındadır. Bölgedeki aşiretler birbirine düşerse, bunun nedeni her türlü kanunsuzluğu yapan köy korucuları ve bunlara göz yuman jandarmadır. Devletin silahıyla terör estiren korucular görevden alınmalıdır" dedi.

## Kendilerini azınlık olarak kabul ettirdiler

# Almanya'da Kürt lobisi

- Çok sayıda yazılı organın yanı sıra, Batı Alman radyosu bünyesinde çalışan bir radyo istasyonuna sahip olan Kürt kuruluşları, şimdi de TV yayınlarını yapabilmek için yoğun bir mücadeleye girdiler
- Papa'ya mektup gönderen Bonn'daki Kürt Enstitüsü, kendilerinin Avrupa'daki 400 bin Kürt için çalıştıklarını ve amaçlarının Kürt kültürünün korunup yaşatılması olduğunu bildirerek, Kürtlerin azınlık olarak tanınabilmesi için kendisinin girişimde bulunmasını istedi

### • Bülent ZARİF • BONN

TERÖRE ve özellikle PKK'ya karşı mesafe koyan F. Almanya'daki Kürt kuruluşları, Almanlara kendilerini azınlık olarak kabul ettirmeyi başardılar. Başta Yeşiller olmak üzere, Sosyal Demokrat ve hatta iktidardaki partilerin bazı milletvekillerini de kendi saflarına çeken Kürt kuruluşları, bilinçli bir strateji ile Alman basın-yayın kurumlarını da etki altına almaya başladılar.

Çok sayıda yazılı yayın organının yanı sıra, F. Almanya'da, B. Almanya Radyosu bünyesinde çalışan ve eyalet düzeyinde yayın yapan bir radyo istasyonuna sahip olan Kürtler, şimdi televizyon ya-

yınları ve Kürtçe sosyal danışmanlık büroları açabilmek için de yoğun bir kampanya ile mücadeleyi sürdürüyorlar.

Kısa adı TKSP olan Türkiye Kürdistanı Sosyalist Partisi çizgisindeki F. Almanya Kürdistan İşçi Dernekleri Federasyonu - KOMKAR dışında, Gerçek ADK, KKDK ve KURDKOM gibi örgütlerin çatısı altında toplanan Kürtler, Bonn'da Alman Sosyal Demokrat Milletvekili Klaus Immer'in yönetim kurulu başkanlığı yaptığı Kürt Enstitüsü ile de karar merci Alman birimlerinde etken oluyorlar.

### • PAPA'YA MEKTUP

Çalışmalarını sadece F. Almanya ile sınırlandırmayan Kürt kuruluşları uluslararası alanda da yoğun girişimlerde bulunuyorlar. Papa'ya bir mektup gönderen Bonn'daki Kürt Enstitüsü, kendilerinin Avrupa'daki 400 bin Kürt için çalıştıklarını ve amaçlarının Kürt kültürünün korunup, yaşatılması olduğunu bildirerek, Kürtlerin azınlık olarak tanınabilmesi için kendisinin girişimde bulunmasını istedi.

İncil'in kendileri tarafından Kürtçeye tercüme edildiğini ve okuma-yazma bilmeyenler için de İncil'i tanıtmak amacıyla video kasetleri hazırlandığını bildiren Kürt Enstitüsü, Papa'ya mektubunda ancak bu şekilde Alman toplumuna uyumun gerçekleşebileceğini savunuyor. Kürt Enstitüsü, Almanya'da daha çok dini kuruluşlar nezdinde etken bir rol oynuyor.

# PKK 20 işçiyi kaçırdı

● Siirt'in Şırnak ilçesi yakınlarındaki TKİ'ye ait kömür ocağını basan PKK militanları, çok sayıda aracı, alev makineleri ve roketatarlarla tahrip edip, 20 işçiyi de silah zoruyla kaçırdılar

DIYARBAKIR, ŞIRNAK, MIL-HA

**S**İİRT'in Şırnak ilçesine önceki gece üç koldan baskın düzenleyen kalabalık bir grup PKK militanı, ilçeyi uzun süre abluka altında tuttu. Militanlar, ilçe yakınlarındaki TKİ'ye ait kö-

mür ocaklarına da baskın düzenleyerek 20 işçiyi kaçırdılar.

Sayıları 40 kadar tahmin edilen PKK militanları, önceki gece 22.00 sıralarında Şırnak'ın üç giriş noktasındaki güvenlik karakollarına otomatik silahlar, alev makineleri ve roketatarlarla saldırdılar. PKK militanları, ilçenin kenar mahallelerine de girerek bazı evlere ateş açtılar. İlçe giriş-çıkışlarını uzun süre tutan militanlar, 23'üncü Sınır Jandarma Tugayı birliklerinin müdahalesi üzerine

ablukayı kesip, dağlık bölgeye doğru çekildiler. PKK militanlarının Şırnak ilçesini ablukası ve güvenlik güçleriyle yer yer çatışmalar üç saat kadar sürdü. Siirt'teki 70'inci Sınır Jandarma Tugayı'ndan da takviye gelince hızla Cudi dağları yönüne püskürtülen PKK militanlarının izlenmesi, dün de gün boyunca sürdü. Cudi dağında PKK militanlarıyla güvenlik güçleri arasında yer yer çatışma olduğu bildirildi.

Bir grup militan Şırnak ilçesi-

ni ablukada tuttuğu sırada, diğer bir grup da, ilçeye 7 kilometre mesafedeki TKİ'ye ait kömür ocağını bastı. Militanlar buradaki çok sayıda araç gereci alev makineleri ve roketlerle tahrip ettiler. Ocakta çalışanları meydana toplayıp propaganda yapan PKK militanları, daha sonra işçilerden 20'sini silah zoruyla yanlarına alarak uzaklaştılar. Şırnak ve çevresine baskın ve abluka düzenleyen militanların helikopterlerin de desteğiyle izlendikleri ve Cudi dağında kısıpca alındıkları belirtiliyor.

## DOĞU'DA KİTLE HAREKETİ

2000'e Doğru  
21.5.1989

# Hakkâri'nin küçük generalleri

Üç astsubay, kız öğrencilere laf attı, karşı çıkanları dövdü. Hastanede bir kez daha saldırıya uğrayan öğrencileri polis gözaltına aldı. Halk meydana toplandı. Genel alarm verildi. 400 kişi Kürtçe-Türkçe sloganlar atarak yürüdü. Polis ve asker copla, silahla saldırdı. Halk taşla cevap verdi. Çocuklar subay lojmanlarını taşa tuttular. Savcı ve alay komutanı "olay kapandı" diyor.

**M**erasım bölümü tam 17.00'de "hazırol"da. Teğmen'in komutuyla tugaydan çıkılıyor. Hakkâri'nin topu topu 6 caddesi var. Bölük, tüfekleri, ay-yıldızlı Türk bayrakları, trampet, davul, zil ve zurnalarıyla Ceyhan Caddesinden girip Cumhuriyet Meydanı'nda İstiklal Marşı'nı okuyup İstiklal Caddesinden tugaya geridönüyor. İnzibat Özel Hareket Timi, Trafik Polisi ve Siyasi Şube Renault'larından oluşan uzun konvoyun merkezlerine dönmeye ise en erken 21.00'i buluyor. Hakkâri'de sokağa çıkma yasağı resmen yok, ama bu saatlerde hiç kimse sokağa çıkmıyor. Hakkâri'de bütün hafta sonlarının değişmez manzarası bu. Ama 14 Mayıs pazar akşamı bir değişiklik oldu. Halk sokağa çıktı. 400 kişi sloganlarla yürüdü, subay lojmanlarının camları kırıldı...

## ASTSUBAYLAR "YESİNLER SİZİ ANAM"

Hakkâri Devlet Hastanesinin arka yanı piknik yeri Merzan. Lise 1. sınıf öğrencileri piknikten dönerlerken 30 AE 056 plakalı Renault ile karşılaşıyorlar. Renault öğrencilere yaklaştıkça yavaşlıyor. Öğrencilerin yanında camları açılıyor ve içerideki üç kişi camlardan sarkarak başlıyor söylemeye: "Yesinler sizi anam, gel kız yanıma bakalım" Kızların en büyüğü 14 yaşında. Er-

kek öğrenciler de öyle. Öğrenciler akşam karanlığına yakalanmamak için hızla ilerlemeye çalışıyorlar ama boşuna. Araba peşlerinde izlemeye başlıyor. Önce iki kız öğrenci çıkıyor: "Bizim kadar çocuklarımız vardır, utanmıyor musunuz siz?" Araba duruyor. Ellerindeki bira şişeleriyle üç kişi iniyor: Personel Astsubay Üst Çavuş Mustafa Selçuk, Komando Destek Kıta Astsubay Üst Çavuş Reşat Görgün ve Havan Bölüğü Astsubay Yusuf Toksöz. Önce en yakındaki öğrenciye saldırıyorlar. Mustafa Taş yediği tokatlarla sendeleyince Lokman Engin'e geliyor sıra. İkisi kollarına yapıyor öbürü piknik tütününü kafasına indiriyor. "Seni öldüreceğiz, geberteceğiz" diyerek arabaya sokuyorlar. Kafasında bira şişesi kırıyorlar. Arabayı kullanan da kolunu ısırtıyor. Öğrencinin ağzından burnundan kan gelmeye başlayınca atıyorlar dışarıya.

## "HAKKARI'DE HERKEŞ EŞKİYA"

Başlıyorlar küfre: "Sizin ananızı s... Hakkâri'de herkes eşkiya. Sizin yaşamanız hata. Geberteceğiz hepimizi.." Çekip gidiyorlar.

Öğrenciler hastaneye gidip yaralarını pansuman ettiriyorlar. Çıkışta yine aynı araba. Yalnız astsubayın biri resmi elbisesini giymiş. Bir de silahları yanlarında. Kemal Demir

adlı öğrenci "yine niye geldiniz?" diye soracak oluyor. 14'lü tabancanın kabzası burnunun üzerine iniyor. Doktor, Kemal Demir'e 10 günde iyileşir raporu veriyor. Öğrenciler karşı koymaya yeltenince astsubayın biri getirdiği G-3'le iki el ateş ediyor. Halit Karadiz ve Sait Elmas da bir güzel dayak yiyorlar... Bir süre sonra polisler geliyor. Astsubaylar arabalarına binip gidiyorlar. Gitmeden önce de polisler şikâyetinde bulunuyorlar: "Bu eşkiyalar yüzüğümüzü çaldı, davacıyız..." Songül Karadiz, Nilüfer Ümit, Ali Korkmaz, Halit Karadiz, Mehmet Kılıç, Mustafa Taş, M. Salih Elmas adlı öğrenciler merkez karakoluna götürülüyorlar. Astsubaylar da karakola gidip ifade veriyorlar: "Yolumuzu kestiler açılın dedik. Kavga çıktı.." Bu sefer "yüzüğümüzü çaldılar" diyemiyorlar, çünkü, aramada yüzük bir astsubayın cebinde bulunuyor. Komiser Ahmet Sarıkaya tarafları dinliyor, astsubayların suçlu olduğu anlaşılıyor. Yardımcıları, Necdet Gündoğanlı ve İsmet Çalışkan'la bir olup öğrencileri "ikna" etmeye çalışıyorlar. Sonunda öğrenciler "barışmaya ikna" oluyorlar. Astsubaylar gidiyor, öğrenciler sabaha kadar bekletiliyor.

## ÖNCE COP SONRA ATEŞLİ SİLAH

Öğrencilerin gözaltına alındığını duyan herkes, Cumhuriyet Meyda-

nı'na toplanıyor. İlkokuldan liseye kadar bütün öğrenciler ellerinde taşlarla meydana geliyorlar. 400 kişilik kalabalık Merkez Karakolu'na doğru yürümeye başlıyor. Tugay Komutanlığı genel alarm veriyor. Hakkâri'de 3200 kişilik silahlı güç var. Kentin giriş çıkışları tutuluyor. Siyasi polis daha önce herhangi bir davadan yatıp çıkmış herkesi bire bir izlemeye başlıyor. Hatta bir kısmını kenara çekip küfrederek "et-kisiz"leştiriyor. Panzerler ağır silahlarla donanıp devlet dairelerinin çevresinde cephe alıyorlar. Özel

yor. Sloganlar hep bir ağızdan söylenmeye başlıyor. Dışarıdan gelen 100 kişilik bir grup çemberin yarılmasına neden oluyor. Herkes subay lojmanlarına doğru yürümeye başlıyor. Bir grup da Merkez Karakolu'na doğru gidiyor.

#### ÖZELLİKLE ÇOCUKLAR

İstiklal Caddesi başında subay lojmanlarına gidenler durduruluyor. Çevik kuvvet yakaladığını coplarla dövüyor. Yine de kurtulanlar özellikle çocuklar, subay lojmanlarını taşla tutuyorlar. Nöbetçi asker

diñç, olayla ilgileri olmadığı için sabah saliveriliyorlar.

Polis, Hakkâri'de daha da polis. Gerçi, slogan atılmaya başlandığında Biz de subaylara karşıyız ama öyle sloganlar atmayın" demişler; bu arada gazetecilere saldırmaktan da geri kalmamışlar. *Sabah* muhabiri Celal Beni "Polis bizi çalıştırmadı" diyor. "50-60 kişilik bir grup taşlarla yürüyordu. Resim çekmek istedim. Polisler 'asker ve polisin resmini çekmek yasak' diye engelledi. Gazeteci olduğumu söylediğim halde kalçama iki cop yedim" diye anlatıyor. Gözaltına alınanların hukuki sorunlarıyla da ilgilenen Av.Hüseyin Ümit, "tıpkı Filistin gibiydi" diyor.

#### ALBAY VE SAVCI "OLAY KAPANDI"

Astsubayların öğrencileri dövme-si olayını soruşturan savcı Ali Kaya, 17.5.1989 tarihinde kovuştur-maya yer olmadığı kararı veriyor. Astsubayların silahından çıkan boş kovanları öğrenciler toplayıp götürmelerine karşın, silaha ilişkin bir kovuşturma yapılmıyor.

İkinci olayı, yani "yürüyüşü" soruşturan savcı Niyazi Özkaya olayın bütün boyutlarıyla henüz çözülmediğini belirterek 2000'e *Doğru* muhabirine şunları söyledi:

"Karakolda herkes barışmış. Sonuçta bir şey çıkacağını sanmıyorum. Yürüyüş boyutunda bir şey yok zaten. İnsanlar düğüne gidiyorlarmış. Askerler, polisler onları kendilerini protesto için toplanmış sanmışlar. Karşılıklı bir husumet yok... Tabii çocuklar, gençler taş atmışlar ama biz bir fail yakalayamadık. Olay soruşturmada. Değerlendireceğiz."

İl Jandarma Alay Komutanı Albay Enver Poyraz ise önce basına açıklama yetkisinin olmadığını söyledi. 2000'e *Doğru* muhabirinin ısrarı üzerine "O pazar günüydü. Geçti, mazide kaldı. İncir çekirdeğini doldurmayan olaylar. Bunlar kişisel şeyler, ideolojik değil!" dedi. Asker gözüyle bakınca belli bir tahrik olabileceğini söyleyen albay, yine de değerlendirmelerinin "kişisel kavga" olduğunu ve "çoktan kapandı"ğını belirtiyor.

Hakkâri'deki siyasal parti yetkilileri de olayı, esas olarak resmi görevliler gibi değerlendiriyorlar. İptal edilen belediye başkanlığı seçime hazırlandıkları için olaydan söz edilmesini bile istemiyorlar.

SELAMİ İNCE/HAKKÂRİ



"Çocuklar da taş atmış."

Tim, Çevik Kuvvet her yeri tutuyor. Siyasi şubenin araçları dolaşmaya başlıyor. Polis ve askere ait binalar ikişer üçer kat kordona alınıyor. Yürüyüş "kahrolsun faşizm, kahrolsun sömürgecilik, polisler ölüm, subaylara ölüm!" sloganlarıyla başlıyor. Merkez Karakolu'nun önüne kadar güvenlik güçlerinin paniği arasında yürüyen 400 kişi burada çevik kuvvetin engeliyle karşılaşılıyor. Çevik Kuvvet işe coplarla başlıyor. Bir kişinin kafası yarıyor. Yürüyüşçüler dağıtılıyor. Cumhuriyet Meydanı'nda Ziraat Bankası'nın önünde tekrar toplanan yürüyüşçüler bu kez taşlarla polisler saldıırıyorlar. Saldırınca da çembere alınıyorlar. Çember zorlanınca da silahlar ateşleniyor. Yarım saat aralıkla silahlar patlıyor, itişme sürü-

bir el havaya ateş ediyor. Ardından taş atanların üzerlerine namlular çevriliyor, ateş başlıyor. Kentin elektrikleri kesiliyor. Panzerler subay lojmanlarını çembere alıyorlar. Merkez Karakolu'na yürüyenler, İl Jandarma Alay Komutanı Albay Enver Poyraz ve otomatik silahlı koruyucularıyla karşılaşıyorlar. Bir süre taşı tokatlı birbirleriyle çarpşıyorlar. Çevik kuvvet birçoğu çocuk 38 kişiyi gözaltına alıyor. Birkaç saat sonra da bırakıyorlar.

Jandarma ve polis caddelere bariyer kurup sokağa çıkma yasağı ilan ediyor. Bütün kahvehaneler, işyerleri kapatılmış durumda. Sivil halktan 5 kişi daha gözaltına alınıyor. Metin Ümit, Yalçın Demir, Kemal Demir, İsmet Taş ve Sait Öz-

PKK'dan Elazığ'da hain pusu, Eruh'ta operasyon

# 4 şehit, 4 terörist ölü

SIİRT. ELAZIĞ. (hha)

Hürriyet 24.5.1989

**S**İİRT'in Eruh İlçesi'nde güvenlik güçleriyle çatışmaya giren dört PKK militanı ölü ele geçirildi. Olayda 2 er şehit oldu, bir polis memuruyla bir er de yaralandı. Elazığ'da baraj inşaatı işçilerini taşıyan servis aracını tarayan militanlar, iki kişiyi öldürdü, iki kişiyi de yaraladı.

Eruh'un Payamlı Köyü'nün dağlık kesiminde, dün sabah saat 07.00 aralarında operasyon yapan güvenlik güçleriyle bir grup PKK militanı arasında silahlı çatışma çıktı. Gece geç saatlere dek süren çatışmada dört terörist öldürüldü. Biri Turgut Doğan adlı iki er şehit olurken; bir polis memuruyla bir er

Elazığ'ın Karakoçan İlçesi yakınlarında yapımı süren Özlüce Barajı'ndan mesai sonrası ilçeye dönen servis aracı, bölücü teröristlerin silahlı saldırısına uğradı. Dün saat 18.45 aralarındaki olayda, 06 H 8525 plakalı minibusün sürücüsü Zekeriya Öztürk'le işçilerden İmam Erol öldü; Ali Akyol ve Hasan Ali Öztürk de yaralandı.

## İngiltere, sahte Kürt ilticacılara kucak açtı

BIROL YİĞİTCAN

**L**ONDRA, (Tercüman)- İngiliz Katolik Kilisesi de sahte ilticacılara âlet olarak, Türkiye aleyhinde bir kampanya başlattı.

Kürt olduklarını iddia eden ve Türkiye'de işkence gördüklerini söyleyerek İngiltere'ye gelen sahte ilticacıların savunmasını İngiltere Katolik Kilisesi Başpiskoposu Kardinal Hume üstlendi.

LBC radyosuna bir demeç veren kardinal, iltica talebinde bulunan Kürtler'e, 1981'den beri Türkiye'de süren askerî rejim tarafından sistematik şekilde işkence yapıldığını iddia etti.

Ailelerin, aralarında para toplayarak 16-17 yaşındaki gençleri İngiltere'ye çıkardıklarını da belirten Kardinal Hume, haklarında soruşturma sürdüğü için hapisteye tutulan ilticacıları ziyaret ettiğini, işkence izlerini gördüğünü ve çektiklerini dinlediğini öne sürdü.

Cumhuriyet 27.5.1989

## Şemdinli'deki çatışmada 7 PKK militanı ölü ele geçirildi

# Cudi'de pusu: Beş er şehit

**Cudi dağı eteklerinde önceki akşam bir güvenlik timi pusuya düşürüldü. PKK militanları 5 eri otomatik silahlarla tarayarak şehit ettiler. Çatışmada bir teğmen de yaralandı.**

**Şemdinli dolaylarında dün sabaha karşı PKK militanları ile güvenlik güçleri arasında çıkan çatışmada 7 terörist ölü ele geçirildi.**

**Haber Merkezi** — Güneydoğu'daki PKK eylemleri mayıs ayı içinde yoğunluk kazanırken, önceki akşam ve dün de üç ayrı yerde meydana gelen çatışmalarda beş er şehit oldu, bir teğmen yaralandı, yedi PKK militanı ölü olarak ele geçirildi. Böylece, bu ay içerisinde bölgede tırmanan olaylarda 11 güvenlik görevlisi şehit olurken, 29 PKK militanı öldürüldü. Olaylarda, beş yurttaş da yaşamını yitirdi.

Havaların ısınmasıyla teröristlerin hareket kabiliyetlerinin artması, buna karşılık güvenlik güçlerinin operasyonlarını yoğunlaştırması sonucu bölgede "sıcak günler" yaşanıyor. Özellikle Siirt'in Şırnak ve Pervari yörelerinde geçen hafta başlayan çatışmalar dün de Cudi Dağları'nda, güvenlik kuvvetlerinin iz sürmesi üzerine devam etti. Bölgede meydana gelen olayların failerinin yakalanması amacıyla operasyonlarını yoğunlaştıran bir güvenlik timi, PKK'lı teröristlerce pusuya düşürüldü. Cudi Dağı eteklerinde önceki akşam saat 17.00 sıralarında Cevizdüzü Köyü yakınlarında pusuya düşürülen timde bulunan 5 er otomatik silahlarla taranarak şehit edildi, bir teğmen de yaralandı. Şehit edilen erlerin adları şöyle: Ömer Bayram, Süleyman Çelebi, Şaban Karadoğan, İsa Kurt ve Dursun Vural. Yaralı teğmenin adı belirlenemedi.

Olayın duyulması üzerine Şırnak'tan bölgeye takviye birlikler gönderildi. Gece de süren ve aydınlatma mermilerinin kullanıldığı operasyon, Şırnak ilçesinden de izlendi. Dün sabahtan itibaren beş güvenlik görevlisini şehit eden PKK'lıların yakalanması için bölgeye takviye birlikler gönderil-

meye devam edildi. Operasyonlara Siirt ve Diyarbakır'dan gönderilen helikopterler hava desteği sağlıyor.

Hakkâri'nin Şemdinli ilçesine bağlı Gelişen ve Ortaklar köyleri arasında güvenlik güçleriyle PKK'lılar arasındaki çatışmada ilk belirlemelere göre 7 terörist ölü olarak ele geçirildi bir er yaralandı.

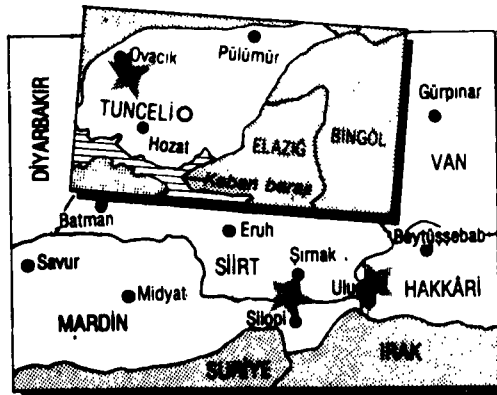
Şemdinli'nin Gelişen ve Ortaklar köyü arasındaki dağlık arazide bir grup PKK'nın görüldüğü duyumlarının alınması üzerine önceki akşam bölgeye askeri birlikler sevk edildi. 11 kişi oldukları sanılan PKK'lı grupla güvenlik güçleri arasında sabaha doğru çatışma çıktı. Çatışma sırasında ilk belirlemelere göre yedi PKK'lı ölü olarak ele geçirilirken, bir erin yaralandığı bildirildi.

Yetkililer, çatışmanın hâlâ sürdüğünü belirterek, teröristlerin çembere alındığını, ölü ve yaralı konusundaki kesin açıklamanın çatışma so-

na erdikten sonra yapılacağını söylediler.

Tunceli'nin Ovacık ilçesinde PKK militanlarıyla güvenlik güçleri arasında çatışma çıktığı yolunda duyumlar alındı. Ancak ilk alınan duyumlardaki dört polis öldüğü yolundaki iddialar resmi makamlarca doğrulanmadı.

Ovacık'a bağlı Atlıca, Doludibek ve Garippuşağı köyleri yakınlarındaki bir tepede PKK militanlarının görüldüğü ve çatışma çıktığı haberlerinden sonra dört polisin öldürüldüğü öne sürüldü. Ancak bölgedeki resmi yetkililer, çatışmayı doğrularken, dört polisin öldürüldüğü haberlerinin gerçek dışı olduğunu söylediler.



## GÜNEŞ

MAYIS 1989

# Bayan Mitterrand'ın Kürt tercümanı "kasıtlı" çeviri yaptı

# HANÇERLEREN DİK!



**İŞTE BU ADAM:** Bayan Mitterrand'ın Doğu Anadolu'ya yaptığı gezide kendisine eşlik eden çevirmenin Türkiye den Fransa'ya iltica eden bir Kürt kökenli bir Türk olduğu anlaşıldı. Kürtçe den Fransızca'ya çeviri yapan Remzi Kazal'ın, peşmergelerin önemli sözlerini tam olarak aktarmadığı belirtildi. Remzi Kazal'ın emniyette herhangi bir sabıka kaydının da bulunmadığı öğrenildi.



- **FRANSA** Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi ve Fransa Özgürlükler Vakti Başkanı Danielle Mitterrand'a Irak'tan ülkemize sığınan Kürt mültecilere yaptığı ziyaret sırasında Türkiye'den Fransa'ya iltica etmiş bir kişinin tercümanlık yaptığı belirlendi
- **REMZİ** Kazal adındaki tercüman, Bayan Mitterrand'ın peşmergele-ri ziyaretinde Iraklı Kürtlerin Türkiye hakkında söylediği övücü sözlerini Fransızca'ya çevirmede 12 yıl kadar önce Türkiye den ayrıldıktan sonra Fransa'ya giden ve bu ülke vatandaşlığına geçen Remzi Kazal'ın, Paris'teki Kürt Enstitüsü'nde görevli olduğu öğrenildi
- **BAYAN** Mitterrand'ın gezisine Dışişleri Bakanlığı tarafından Kürtçe ve Fransızca bilen bir tercümanın gönderilmeyişi, siyasi çevrelerde büyük teklife neden oldu



**F**RANSA Cumhurbaşkanı'nın eşi ve Fransa Özgürlükler Vakfı Başkanı Danielle Mitterrand'ın, geçtiğimiz günlerde Doğu Anadolu'daki Peşmerge kamplarına yaptığı gezide, kendisine eşlik eden ve Kürtçe'den Fransızca'ya çevirmenlik yapan Remzi Kazil adındaki tercümanın Türkiye'den Fransa'ya iltica etmiş Kürt kökenli bir Türk olduğu öğrenildi.

Bayan Mitterrand'ın gezisine katılan ilgili çevrelerden edinilen bilgiye göre, 12 yıl kadar önce Türkiye'den Fransa'ya giden ve Paris'e yerleşerek Kürt Enstitüsü'nde görev alan 33 yaşındaki çevirmen Remzi Kazil, Bayan Mitterrand'ın, Kürt Enstitüsü ile olan yakın ilişkileri sırasında kendisiyle tanıştı. Kazil, bu gezide de Bayan

Mitterrand'ın isteği üzerine tercüman olarak katıldı.

Ancak Danielle Mitterrand'ın gezisini izleyen bazı Türk yetkililerin, Remzi Kazil ile ilgili izlenimleri olumlu olmadı. Mardin Kızıltepe'deki ve Muş'taki Peşmerge kamplarının gezilişi sırasında, Bayan Mitterrand'ın Irak'tan kaçan Kürtlere Fransızca olarak yönelttiği soruları kelimesi kelimesine Kürtçeye çeviren Kazil'in, Peşmergelerin verdiği bazı cevapları Danielle Mitterrand'a tam olarak aktarmadığı ilgililerce gözlemlendi.

Bu konuda GÜNEŞ'e bilgi veren, ancak adının açıklanmasını istemeyen bir ilgili, kendisinin de raz Kürtçe anladığını belirttik, kendilerini savaş cehenneminden kurtardığı için Türk hükümetine te-

şekkür eden ve Türkiye hakkında ovücü ifadeler kullanan bazı Peşmergelerin sözlerinin, Kazil tarafından Fransızca'ya çevirmediğini vurguladı. Bu arada, Bayan Mitterrand ile birlikte Türkiye'ye gelen bir Fransız görevli de, Kazil'in Türkiye'ye ve Türklere pek sempatik bakmadığını farkına varmalarını belirtti.

Öte yandan, Danielle Mitterrand'ın bu gezisine Dışişleri Bakanlığı tarafından Kürtçe ve Fransızca bilen bir tercüman bulunarak gönderilmeyişi ise siyasi çevrelerde tepki uyandırdı. Bu konuda görüşünü açıklayan bir ANAP milletvekili, "Dışişleri Bakanlığı da Kürtçe bilen bir çevirmen gönderseydi, Kazil'in kasıtlı olarak atladığı bazı cümleleri duyulmazsa o tercüme

ederdi. Böylelikle Bayan Mitterrand da Peşmergelerin söylediklerini kelimesi kelimesine duymuş olurdu" diye konuştu. Adının açıklanmasını istemeyen bu milletvekili, bu konuda Dışişleri Bakanlığı'nı hatalı bulduğunu vurgulayarak, "Protokol Genel Müdürlüğü'nün, Bayan Mitterrand'ı havaalanında karşılaması yetmiyor, bakanlık daha dikkatli davranmalıydı" dedi.

Öte yandan, çevirmen Remzi Kazil'in, Doğu Anadolu illerinden birinde işe-yi bitirdikten sonra öğrenim amacıyla Fransa'ya gittiğini belirten yetkili kaynaklar, kendisinin Türkiye'de ayrılıktan önce eyleme katılmadığını ve dolayısıyla emniyette herhangi bir sabıka kaydının bulunmadığını da bildirdiler.

GÜNAYDIN

MAYIS 1989



### Çadırları gezdi

Danielle Mitterrand, peşmergelerin kaldığı çadırları gezdi ve tercüman Remzi Kazil'i vasıtasıyla onlarla sohbet etti.

## Bayan Mitterrand'a dilekçe yağmuru

Bahar TUNALI-AH EKEYILMAZ

**D**İYARBAKIR (Günaydın)- Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'a incelemelerde bulunduğu Iraklı peşmergelerin kamplarında dilekçe yağdı. Diyarbakır, Muş ve Mardin'deki mülteci kamplarında kalan Iraklı peşmergeler bir fırsatını bulup, Fransa'ya mülteci olarak kabul edilmeleri, ya da yardım da bulunulmasını içeren dilekçelerini verebilmek için yoğun çaba harcadılar.

Genellikle Kürtçe, Arapça ve İngilizce yanlı dilekçeler çeşitli kanallarla bayan Mitterrand'a





Cumhuriyet 2. 6. 1989

## Siirt'te 37 kişi gözaltında

**SIİRT (Cumhuriyet)** — Hafta sonundan bu yana sürdürülen operasyonlarda Siirt kent merkezi ve köylerinden 37 kişinin gözaltına alındığı bildirildi. Yetkililer, aralarında SHP'lilerin de bulunduğu gözaltındakilerin neyle suçlandığı konusunda bilgi vermediler.

Siirt kent merkezi, Sağlarca, Çınarlısu, Demirkaya, Meşedere, Yazlıca ve Payamlı köylerindeki

operasyonlarda gözaltına alınanların daha önceki operasyonlarda olduğu gibi "PKK'ya yardım ve yataklık"la suçlandıkları sanılıyor. Aralarında çok sayıda SHP üyesi ve köy imamlarının da bulunduğu 37 kişiden isimleri öğrenilenler şunlar:

Nusret Kılıç (SHP'li belediye meclis üyesi), Beşir Kılıç (delege), Hâkim Kibici (üye), Ahmet Başyigit, Abbas Demirhan, Sabri Sarık (Sağlarca köyü imamı), Seyfettin Boğaz, Ziya Karataş (üye), Sait Sağır (Çınarlısu köyü muhtarı), Selahattin Olcaç (delege), Mehmet Kaya (Kayaboğaz köyü eski muhtarı), Adli Üzümlü (Demirkaya köyü eski muhtarı), Yaşar Yıldız (Karayolları işçisi), Nezir Gündüz (Karayolları işçisi).

## Hakkâri'de iki terorist öldürüldü

DIYARBAKIR, (hha)

**HAKKÂRİ**'nin Beytüşşebap ilçesinin kırsal kesiminde, operasyon yapan güvenlik güçleriyle teroristler arasında çıkan silahlı çatışmada, iki militan, silahlarıyla birlikte ölü ele geçirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, önceki gece saat 04.00 sıralarında, Beytüşşebap'ın Ayırım bölgesinde operasyon sürdüren güvenlik güçleri, bir grup teroristle karşılaştı. "Teslim ol" çağrısına uymayan teroristlerle, güvenlik kuvvetleri arasında çatışma çıktı.

Hürriyet 3.6. 1989

Cumhuriyet 3.6. 1989

## PKK'LI ÇELİK'İN 99 SAYFALIK İTİRAFNAMESİNDEN:

# Eylemlerde 79 kişi öldürdük

**DIYARBAKIR (AA)** — Yasadışı bölücü örgüt PKK Merkez Komite üyesi (Hayri) kod adlı Halit Çelik, güvenlik kuvvetlerince yakalandıktan sonra itiraflarda bulundu. Sanık Çelik, Siirt'in Kasaplar Deresi'nde 60 cesedin bulunduğunu SHP il örgütüne ihbar ettiğini öne sürdü.

Bir süre önce güvenlik kuvvetlerince yaralı olarak Siirt'te yakalanan Halit Çelik, 190 sayfalık itiraflarda bulundu. Halit Çelik, 1979 yılına kadar kaldığı Erzurum'da MHP'nin görüşlerini benimseydiğini, daha sonra gittiği Almanya'da dayısı tarafından yasadışı bölücü örgüt PKK'ya sokulduğunu iddia ederek şunları söyledi:

"Çalışmak için gittiğim Almanya'da bir süre davayım yanında kaldım. Davayım çevresinde tamamen bölücülerle doluydu. Bölücüler, benim de onlara katılmam için çalıştılar. Daha sonra örgütün Suriye'nin başkenti Şam'da bulunan karargâhına giderek Abdullah Öcalan ile görüşürüldüm. Uzun bir süre askeri ve siyasi eğitimden geçtikten sonra Mahsum Korkmaz ve 20 kişilik bir grupla Türkiye'ye eylem yapmak için geldik."

İtirafçı sanık Halit Çelik, yaklaşık 4 yıl süreyle Siirt, Mardin, Bitlis ve Hakkâri yörelerinde eylemlerde bulunduğunu ve 79 kişinin öldürülmesi, 22 kişinin de yaralanması olaylarında fiilen görev aldığını açıkladı.

Yakalanmadan önce Siirt'te bulunan ve "Kasaplar Deresi" diye adlandırılan mevkide bölücü örgüt üyesi 60 kişinin cesedinin bulunduğunu SHP il örgütüne bildirdiğini ileri süren sanık Çelik, "Bizim girişimlerimiz üzerine Kasaplar Deresi olayı başına intikal etti. Derede 60 cesedin bulunduğunu iddia ediyorum" dedi.

Örgütün askeri kanat sorumlusu (Ağır) kod adlı Mahsum Korkmaz'ın aynı grupta bulunan ve onun yerine geçmek isteyen Fevzi Aydın tarafından öldürüldüğünü de bildiren Çelik, bu olayın duyulmasından sonra Siirt yöresinde faaliyetlerde bulunan militanların bir dönem dağıldığını da kaydetti.

Halit Çelik, örgütün daha sonra Fevzi Aydın'ın Lübnan'daki kampta cezalandırıldığını ileri sürdü.

### Katıldığı eylemler

21 Mart 1986 — Siirt'in Ağaçyurdu Köyü'ne baskın düzenleyerek 5 köy korucusunun öldürülmesi,

1 Mayıs 1987 — Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Kehlöke Köyü yoluna mayın döşenmesi ve 1 üst-

teğmen ile bir erin şehit edilmesi,

8 Temmuz 1988 — Mardin'in Midyat ilçesine bağlı Başyurt Köyü Yuvalı mezarasının basılarak 9 kişinin öldürülmesi,

10 Kasım 1987 — Bitlis'in Konalga Köyü'nde bir erin şehit edilmesi,

Mart 1988 — Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Aydıncı Köyü öğretmeninin evinde asılarak öldürülmesi,

Mart 1988 — Mardin'in Nusaybin ilçesine bağlı Dahminin mezarısında sekiz kişinin öldürülmesi,

11-12 Temmuz 1987 — Siirt'in Kozluk ilçesine bağlı Tuzlagözü bucağı Karatepe mevkiinde 2 er ile 3 korucunun öldürülmesi,

16 Nisan 1986 — Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Bozkuş Köyü'nde bir kişinin öldürülmesi,

7 Mart 1987 — Mardin'in Nusaybin ilçesine bağlı Açıkyol Köyü'ne baskın düzenleyerek 6 kişinin öldürülmesi,

1 Mayıs 1986 — Bitlis'in Konalga Köyü muhtarının öldürülmesi,

— Siirt'te Yüzbaşı Hakkı Akyüz'ün şehit edilmesi,

8 Temmuz 1987 — Mardin'in Midyat ilçesine bağlı Yuvalı Köyü'ne baskın düzenleyerek 8 kişinin öldürülmesi,

20 Haziran 1987 — Mardin'in Pınarcık Köyü'ne baskın düzenlenerek 30 kişinin öldürülmesi,

14 Temmuz 1987 — Siirt'in Hera Dağı'nda 1 kişinin öldürülmesi,

İdam cezası istemiyle yargılanan sanık Halit Çelik'in yargılanmasına önümüzdeki günlerde Diyarbakır DGM'de başlanacak.

### Bölücüler çoban kaçırdı

Siirt'in Pervari ilçesine bağlı, Okçular Köyü'nde bölücü teroristlerce bir çoban kaçırdı. Herekol Dağı eteklerinde bulunan Okçular Köyü Yaylası'na inen 20 kişilik terorist grubu, hayvan olatmakta olan çobanlardan Hüseyin Ulaş'ı silah zoruyla kaçırdılar.

Bölücü teroristlerin en son 20 gün içinde Herekol Dağı, Cemikarı Yaylası'ndan 12 kişiyi silah zoruyla kaçırdıkları bildirildi.

Güvenlik kuvvetlerince bölücü teroristlerin yakalanması amacıyla Herekol ve Korkandil Dağları, Cemikarı Yaylası ile Botan Vadisi'nde operasyonlar sürdürülüyor.

Hürriyet 6.6.1989

# Özal: "Bende Kürt kanı olabilir"

WASHINGTON, (Hürriyet)

**B**AŞBAKAN Turgut Özal, kendi kökenini bilmediğini belirterek, "Bende Kürt kanı olabilir" dedi.

Başbakan Özal, bu açıklamaları ABD'nin en prestijli dergilerinden The New Yorker'ın son sayısında yayımlanan mülakatında yaptı. Özal, derginin geçen kışın ayında Türkiye'ye gönderdiği yazar Milton Viorst'un sorularını yanıtlarken "Kürt Sorunu" hakkında özete şunları söyledi:

"Kürtlere gelince, bu batının anlamadığı bir konudur. ABD'ye göç eden insanlar pek çok farklı dil konuşuyor ve etnik farklılıklar gösteriyorlardı. Ancak, ABD'ye gelince hepsi kendisini Amerikalı olarak gördü. Pek çok farklı kültürün bulunduğu Türkiye'de de biz aynı şeyi yapmaya çalışıyoruz. Doğu Anadolu'da bazılarına Kürt dediğimiz insanlar yaşıyor. Ancak aynı insanlar Ankara, İstanbul ve İzmir'de de yaşıyorlar. Bu insanlarla Türklerin bunlar dışında kalan bölümü arasında hiçbir fark yoktur. Bende Kürt kanı olabilir. Ancak, kendimi Türk olarak görüyorum..."

Özal, sözlerine devamla Atatürk'ün bir "Ulus Devleti" yaratmak istediğini ve "Ne Mutlu Türküm Diyene" dediğini hatırlatarak şöyle devam etti:

"Bu insanlar Türktürler ve kendilerine kendi davranılmamaktadır. Orduda general olabilirler, devlet başkanı olabilirler. Orduda indibiduların çoğu Kürttür, çünkü sert insanlardır. Evlerinde kendi dillerini konuşurlar, ancak azınlık değillerdir. Neden azınlık istiyorlar? Kanımca, bu yanlışır. Keşke, batı bunu anlayabilseydi..."

Başbakan Özal, basın özgürlüğünden söz ederken de, yasaları çiğnedikleri takdirde gazetecilerin hapis cezasına çarptırılmasına karşı çirkinliğini ima etti. Özal, bu konuda da şunları söyledi:

"Ben başbakanım. Pek çok insan politikalarını eleştiriyor. Bu normaldir. Ancak gazeteciler yalanı söylediklerinde, bana ya da aileme hakaret ettiklerinde, avukatlarına peşlerinden gitmelerini söylüyorum. Örnek olarak 2.000'e Doğru adlı dergiyi ele alın. Dergide bu kadın var, Bayan yazıcı (Özal, "Miss Yazıcı" diyor)... Her hafta ya bana ya da Cumhurbaşkanı'na hakaret ediyor. Durması gerekiyor. Kendisinin hapse gitmemesi için hiçbir neden yok. Eğer yasa ihlal edilmişse, bir kişinin cezalandırılması gerekir. Akal takdirde yasa değişmelidir. Belki de bazı yasalarımız değişmelidir..."

Başbakan Özal'ın The New Yorker'da yayımlanan bir başka önemli açıklaması da Türkiye'nin Avrupa Topluluğu'na üyeliğinin gerektireceği insan haklarına ilişkin düzenlemeleri konu aldı. Yazıda, Özal'ın kabine üyelerini "Tam üye olduktan sonra Türkiye üye olmasaydı gözetili olarak yapılmayacağı" düzenlemelerin gitmek zorunda kalacağı konusunda uyarıda kaydedildikten sonra Özal'ın mülakatında söylediği "Bazen bir başkanın dayak yedikten sonra öğreniyoruz" şeklindeki sözleri aktarıldı. Milton Viorst, Özal'ın bu sözlerinden yola çıkarak kendisinin "AT'ye tam üyeliğin bedeli insan hakları olup olmadığına bunu ödemeye hazır olduğu" değerlendirmesini yaptı.

Hürriyet 6.6.1989

# Kuzey Irak'ta çatışmalar

DIYARBAKIR, (hha)

**İ**RAK Hükümeti'nin Kuzey Irak'ta yaşayan ayrılıkçı Kürtleri, güney bölgesine zorunlu olarak göndermeye başlaması, direnişlere yol açtı. Bölge, yeni çarpışmalara sahne olurken, Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) Lideri Mesut Barzani, "Zorunlu göç"ün durdurulması için, ulusalara kuruluşlara başvurdu.

Irak Hükümeti, Kuzey Bölgesi'ndeki Kalendiza ve bağlı köylerinde yaşayan, yaklaşık 200 bin ayrılıkçı Kürt'ü, güney bölgesine sürmek amacıyla yeni bir hareket başlattı. Kürt Haber Ajansı-(ANK) tarafından verilen habere göre, Irak ordu birlikleri Kalendiza İlçesi'ni kuşattı. 26 - 27 Mayıs günlerinde Humal, Tekya ve Serher köylerinin yakıldığını ileri süren Kürt Haberler Ajansı, Kalendiza yakınlarındaki Tüşveoran Köyü'nde yaşayan ve sayıları 10 bine varan 1885 ailenin, Güney Bölgesi'ne sürüldüğünü kaydetti.

1 Haziran'dan itibaren, Kalendiza İlçesi'nin kuşatma altında bulunduğu belirtilen haberde, Irak 23'üncü Kolordu'ya bağlı birliklerle ayrılıkçı Kürtler arasında, "Zorunlu göç"e karşı direniş ve çarpışmaların sürdüğü açıklandı. Çarpışmalarda çok sayıda kişinin öldüğü ve yaralandığı bildirilirken, ilçeye giriş çıkışların yasak olması nedeniyle, çarpışmalar hakkında detaylı bilgiler alınmıyor.

Irak Hükümeti tarafından başlatılan son uygulamalar nedeniyle, Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) Lideri Mesut Barzani, BM Genel Sekreteri ve diğer uluslararası kuruluşlardan "Zorunlu göç"ün durdurulması için girişimlerde bulunmalarını istedi.

Irak Hükümeti, geçtiğimiz nisan ayı içerisinde de Kuzey Irak'ta yaşayan ayrılıkçı Kürtleri sürgün etmek amacıyla hareket başlatmış, ancak direnişle karşılaşınca sürgün olayını gerçekleştirememiştir.

Cumhuriyet 8.6.1989

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin açıklaması

# PKK'nın açıklaması abartmalı

**DIYARBAKIR (Cumhuriyet Bürosu)** — Olağanüstü Hal Bölgesi Valisi Hayri Kozakçıoğlu, mayıs ayı içerisinde güvenlik kuvvetleriyle girdiği silahlı çatışmada 24 teröristin ölü, birinin de sağ olarak ele geçirildiğini bildirdi.

Kozakçıoğlu, gazetemizde dün yer alan Brüksel mahiçli, PKK'nın kitle örgütü durumundaki "Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi (ERNK) Avrupa Temsilciliği" adına düzenlenen basın toplantısında ileri sürülen iddiaları yanıtladı. Haberde yer alan 6 subayın esir alındığı, Eruh, Şırnak, Cudi bölgesinde gerçekleştirilen eylemler sırasında 250 askerin öldürüldüğü, 4 helikopterin düşürüldüğü, çok sayıda askeri aracın tahrip edildiği, 140 köy korucusunun silahsızlandırıldığı ve

bunlardan bir bölümünün cezalandırıldığı, buna karşılık kendi mensuplarından 12 kayıp verildiği iddialarının, "her zaman olduğu gibi propagandaya yönelik son derece abartmalı" olduğunu belirten Bölge Valisi Kozakçıoğlu, açıklamasını şöyle sürdürdü:

"Olağanüstü Hal Bölge Valiliği sorumluluk alanında 1989 mayıs ayı içinde teröristlerle güvenlik kuvvetleri arasında meydana gelen silahlı çatışma, kundaklama ve pusula eylemi sonucunda sadece 1 subay, 3 erbaş, 12 er ve 1 geçici köy korucusu olmak üzere toplam 16 güvenlik görevlisi şehit edilmiştir. 1989 mayıs ayı içerisinde şehit olduğu belirlenen subay 23.05.1989 günü teröristler tarafından Silirt ili Şırnak İlçesi Elmadığı'nda pusula düşürülerek şehit edilmiştir.

Bu dönem zarfında 1 subay dışında iddia edildiği gibi güvenlik kuvvetlerine mensup subaylardan ne şehit edilen ne de esir alınanın olmadığı belirlenmiştir.

Yine Brüksel'de yapıldığı bildirilen açıklamada mayıs ayı içerisinde 250 askerin şehit edildiği iddia olunmaktadır. Bu sayı da son derece abartmalı ve yanlıştır.

Hürriyet 8.6.1989

## Jirkiler geliyor

**S**İLVAN'da yayınlanan Mücadele Gazetesi'nin 25 Mayıs tarihli nüshasının manşetinde şöyle yazıyor.

"Jirkiler PKK avında."

Ve haberden bölümler:

"Hakkârî'nin Beytüşşebap yöresinin en büyük ve en savaşkan aşireti olarak bilinen Jirkiler, PKK'nın saldırıya geçerek İlderin kardeşi Adil Adıyaman'ı öldürmesi üzerine intikam amacıyla topluca dağa çıktılar.

1984 yılı Ağustosundan beri silahlı eylem yürüten PKK'lılar büyük aşiretleri değil, daha çok arkası olmayan kişileri hedef alıyordu....

Fakat PKK merkez komitesi yayın organı Serxwebun dergisinin yayınlanan bir talimatta, köy korucuları ile birlikte Jirkiler'in de içinde bulunduğu bazı aşiretler hedef gösterilmişti.

Jirki aşiretli kimdir?

Hakkârî'nin Beytüşşebap ilçesine bağlı dağlık yörede yaşayan daha çok hayvancılık yapan Jirki aşiretli sertliği ve savaşkanlığı ile tanınır. Nitekim geçmiş yıllarda da aşiret devletin güvenlik güçleri ile çatışmaya girmiş, aşiret reisi Ahmet Adıyaman ölürken, kardeşi Tahir Adıyaman ailenin önde gelenleriyle birlikte dağa çıkmıştı. 15 Ağustos 1985'te başlayan PKK'nın silahlı eylemlerinden sonra Tahir Adıyaman güvenlik güçleri ile anlaşarak dağdan inmiş aşiretinin başına geçip yörenin en güçlü korucular örgütünü oluşturmuştu."

Türkiye Avrupa Topluluğu'na girince, herhalde Le Monde Gazetesi'nde de şöyle bir başlık göreceğiz:

"Beytüşşebap'ın en savaşkan aşiretli Jirkiler Avrupa'da..."

Tercüman 8.6.1989

Af Örgütü'nün kin kusan turizm broşürü:

# "Güneşin bile hapse atıldığı ülke: Türkiye"

## DIŞ HABERLER SERVİSİ

"**U**luslararası Af Örgütü" turizm rehberlerini taklit ederek hazırlattığı Türkiye'ye kin kusan ve bölücülerin sözlüğünü yapan bir broşürü bütün ülkelerde evlere tek tek dağıtıyor.

Örgüt ülkemize gelecek turistlerin hayatının kesin tehlikede olduğunu iddia ediyor ve "Güneşin dahi hapsedildiği Türkiye'ye gitmeyin!" deniliyor.

"Türkiye... Hapsedilmiş Güneş Ülkesine Seyahat" başlığını taşıyan 14 sayfalık broşürde, Türkiye, bir "Kâbuslar ülkesi", "Karanlıklar krallığı", "Baskının, işkencenin, tecavüzün kol gezdiği bir diktatörlük" olarak tanıtılıyor.

"Avrupa turizm acenteleri, müşterileri kaybetmemek için gerçekleri gizliyorlar, biz size hakikati bütün çıplaklığıyla delilli, isbatlı olarak anlatıyoruz" denilen broşürde, "Türkiye'ye renkli bir tabiat görmek için gideceksiniz. Fakat oranın rengi bambaşka. Orada, güneşin bile hapsedildiği o ülkede öldürülebilirsiniz, ırzınıza geçilebilir, hapisaneyi boylayabilirsiniz. Çünkü o ülkede insan hakları nedir bilinmez" gibi ifadeler yer alıyor.

Broşürde her sayfanın üstünde Türkiye aleyhtarı bir slogan görülüyor. Bir kılıç fotoğrafının bulunduğu "İşken-ce" sayfasında, 250 bin siyasi tutuklunun hepsine işken-

ce edildiği, insanların çocuklarının gözleri önünde falakaya yatırıldığı, ırzlarına geçildiği, öldürüldüğü ileri sürülüyor.

Diğer sayfalarda, Türk Ceza Kanunu'nun "faşist ruhlu" olduğu, 141 ve 142. maddelerin bu ruhu taşıdığı savunuluyor. "Türk rehberler casustur, konuşmalarına dikkat edin. Ermeni ve Kürt sanat âbidelerine hayranlıkla bakmayın. Kadınsanız ırzınıza geçilebilir" tarzında uzun uzun korkutucu telkinlerde bulunuluyor.

## Türkiye'yi görün!

Öbür taraftan F.Almanya'nın en ünlü mağazalar zinciri "Hertie", müşterilerine üzerinde "Türkiye'yi görün!", "Rüyalarınız gerçek olsun!" yazısı bulunan çantalar dağıtıyor. Aynı adı taşıyan bir seyahat bürosuna da sahip bulunan "Hertie" mağazalarının, bu çantalarından 1.5 milyon adet yaptırmış olduğu bildirildi.



"Hapsedilmiş Güneş Ülkesi Türkiye" adını taşıyan broşür ülkemizle ilgili birbirinden iğrenç yalanların dökümü halinde. Bölücülerin ağzından yazılan broşür özellikle Fransa'da tek tek evlere dağıtılıyor

Milliyet 8.6.1989

PKK Brüksel'de basın toplantısı düzenledi:

## "250 Türk askerî öldürdük"

● PKK'nın Avrupa'daki sözcülerinden Ali Tepeli, Mayıs ayında meydana gelen çatışmalarda Eruh ve Şırnak'ın Beyrut'a döndüğünü, 4 helikopterin düşürüldüğünü ve 6 subayın esir alındığını iddia etti

• Ahmet SEVER

• BRÜKSEL

**P**KK adına dün Brüksel'de düzenlenen basın toplantısında, geçtiğimiz Mayıs ayı içinde meydana gelen aralıksız çatışmalarda Eruh ve Şırnak'ın Beyrut'a döndüğünü ve 6 Türk subayının esir alındığını iddia edildi.

PKK'nın Avrupa sözcülerinden Ali Tepeli basın toplantısında, Mayıs ayında Eruh ve Şırnak'ta tam 12 gün süreyle aralıksız çatışmalar yapıldığını, bu çatışmalarda 250 Türk askerlerinin öldürüldüğünü, 4 helikopterin düşürüldüğünü ve 6 Türk subayının da esir alındığını ileri sürdü. PKK safındaki kayıbin ise 12 kişi olduğunu belirtti.

Bu arada Van'ın Çatak ilçesine bağlı, Andiçen koyunun Yarcun Yaylası'na, dün saat 21.00 sularında baskın düzenleyen bir grup PKK militanı, kimlikleri açıklanmayan 15 ile 24 yaşları arasındaki 3 çobanı silah zoruyla kaçırdı.

Cumhuriyet 11.6.1989

## COSTA GAVRAS'LA AYAKÜSTÜ SÖYLEŞİ 'Yılmaz Güney neden yasak anlamıyorum'

KADRİ GÜRSEL

Fransız Devrimi'nin iki yüzüncü yıldönümü nedeniyle Fransa'nın Ankara Büyükelçisi Eric Rouleau tarafından verilen kokteyle gittiğimizde hoş bir sürprizle karşılaştık. "Missing", "Z", "Sıkıyönetim" gibi unutulmaz filmlere imzasını atan Yunanlı ünlü sinema yönetmeni Costa Gavras oradaydı.

Fransız Sarayı'nın bahçesinde içkisini yudumlarken yanına yaklaştık. Bizi dostça karşıladı ve ayaküstü sohbetimizde havadan sudan ve sinemadan konuştuk... Yakın arkadaşı Eric Rouleau'nun davetlisi olarak gelmişti İstanbul'a ve birkaç gün geçirdikten sonra dönecekti.

Söz, hemen şu an İstanbul sinemalarında oynayan, 20 yıl önce çekirdiği filmi 'Z'den (Ölüm suz) açıldı. 20 yıl önce yaptığı bir filmi, bunca zaman sonra nasıl buluyordu? Dilini, havasını, Gavras, "Filmler çocuklar gibidir. onları hep seversiniz" diye yanıtladı, bu sorumu da sonra "Bu filmi bugün yapmazdık"

ka türlü yapardım, ama 'Z' duyguyla, tutkuyla yapılmıştır" dedi

Sonra Cannes'a geçtik. Cannes'da ünlü filmi Missing (Kayıp ve Yılmaz Güney'in Türkiye'de gösterilmeyen ve bu yolda hiçbir ümit olmayan filmi 'Yol' ile 1982'de Altın Palmiye ödülünü paylaşmışlardı. Gavras ödül töreninde Yılmaz Güney ile yaşadığı anı şöyle anlatıyor: "Yılmaz Güney'i çok sevdim. Cannes'da ikimiz de ödüle layık görüldüğümüzde, ikimiz de kucaklaşmıştık ve o an çok sembolik bir andı. Bu artık bir sinema olayı olmaktan çıkmıştı. Artık Türkler ve Yunanlılar vardı, sadece dostluk vardı."

Gavras, Güney'in filmlerinin Türkiye'de hâlâ neden yasak olduğunu anlamadığını söylüyordu.

Türkiye'de yaptığı siyasi filmlemlerle tanınan, "Siyasi olmayan sinema yoktur, bütün filmler politiktir" diyen Yunanlı sinema adamı Costa Gavras'ın Başbakanı G. Gavras'la de belki daha konuşmaları çok şevvirdi, ama bu Z'ye katılma için bu kadar...

## Diyarbakır'da Halepçe anıtı

**DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Belediye meclisinde 6 DSP'li tarafından Halepçe katliamında ölenlerin anısına anıt yapılması için verilen önerge dünkü oturumda görüşüldü. Belediye Başkanı Turgut Atalay önergeyi mecliste okuduktan sonra seçilmeden önce anıtı vaat ettiğini belirterek, "Bu zamanlama ışıdır, proje için çalışmalar var. Bunun için kamuoyu yaratmak gerekir. Anıtı kesinlikle dizeceğiz" dedi.**

Cumhuriyet 14.6.1989

## 'Zehirli ekmek' yiyen 2 bin kişi tedavi görüyor Sığınmacı kampında tartışma

**MARDİN/KIZILTEPE (Cumhuriyet) —** Sığınmacıların barındığı çadır kentte 8 haziran gecesi başlayan "zehirli ekmek" tartışması sürerken olayda zehirlenen 2 bin kişinin çadırlarda tedavi görüldüğü, 50 kişinin de kısmi felç geçirdiği bildirildi. Valilik yetkilileri olayla ilgili herhangi bir açıklama yapmazken gazetecilerin kampa giriş ve çıkışları yasaklandı, sığınmacıların fotoğraf makinelerine el konuldu. Kızıltepe kampına ekmek sağlayan fırın olay üzerine 15 gün süreyle kapatıldı.

Mardin-Kızıltepe karayolunda bulunan kampa her öğün 1800 ekmeğin geldiğini, 8 haziran akşamı gelen ekmeğin 1200'ünde zehirli madde saptıklarını öne süren geçici barınma merkezi sığınmacı komitesi üyeleri Zübeyr Mal, Hüseyin Basri ve Zeytin Gururî şunları söylediler:

"Bu işi tezgâhlayan Irak ajanları ve işbirlikçileridir. O gece kampa getirilen ekmeğin kötü bir kokusu vardı. Ekmeği kendi doktorlarımıza gösterdik.

Zehirli olduğunu belirlediler. Hemen hoparlörden kimse yemesin diye uyarı yaptık. Ancak çok kişi yemişti. Zehirli madde 10 dakika içerisinde kendini gösterdi. Hastaneye gittik 'bir şey yok' dediler. Kampa döndükten bu yana yaklaşık 2 bin kişi çadırlarda tedavi görüyor. Yeniden hastaneye gitmemize izin verilmiyor. Burada verdikleri sadece ağır kesici, bununla zehirlenmeye karşı nasıl tedavi sağlanır?"

Kampta bulunan yaklaşık 50 kişinin zehirlenme dolayısıyla kısmi felç geçirdiğini, buna karşın hiçbir önlemin alınmadığını savlayan komite üyeleri, olayla ilgili araştırma yapılarak gerçeğin ortaya çıkarılmasını istediler. Olay gecesi kaldırıldıkları Mardin Devlet Hastanesi'nde muayeneden sonra Vali Aykut Ozan'ın, "Yalan söylüyorsunuz. İşte zehirlenme görülmedi" sözleriyle üzüldüklerini anlatan Kürt sığınmacılar, acil sağlık yardımında bulunulmasını istediler.

Cumhuriyet 14. 6. 1989

## Cizre MİT binasına bomba

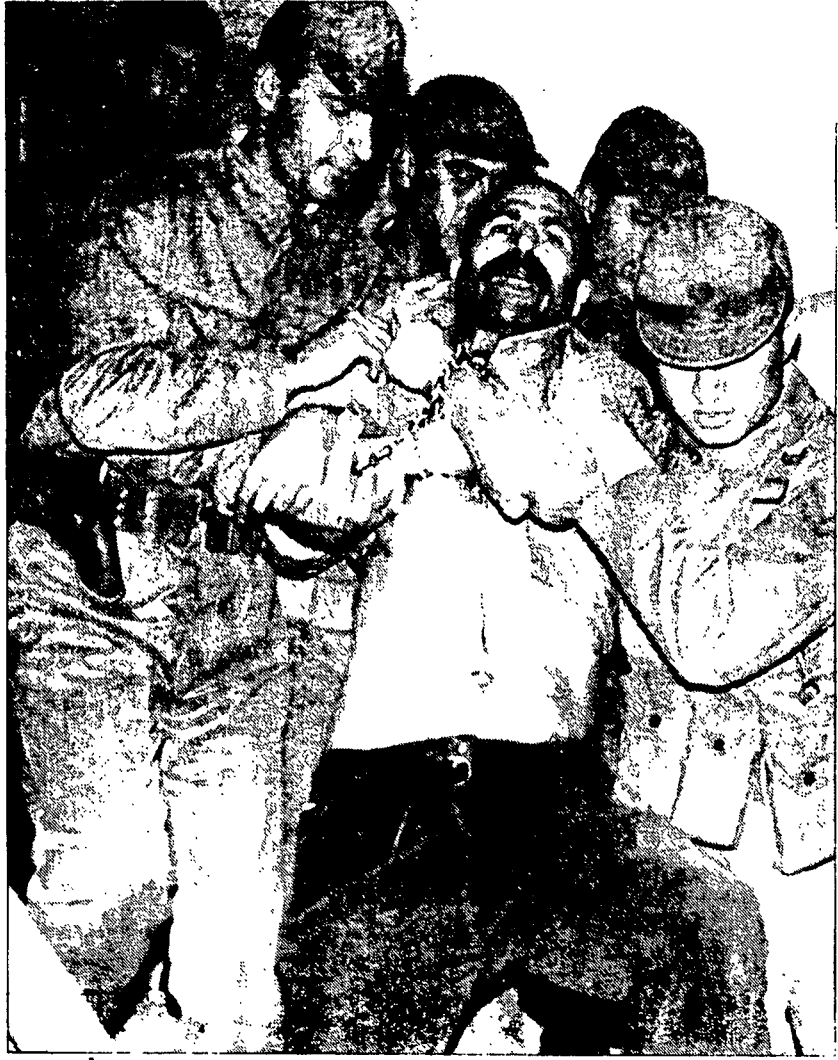
**MARDİN (Cumhuriyet)** — Cizre-Silopi karayolu üzerindeki bir konaklama tesisine yapılan saldırıda iki kişi yaşamını yitirdi, 4 kişi yaralandı. Cizre şehir merkezindeki MİT binası yakınında patlayan bomba can kaybına yol açmadı.

Türkiye'den çeşitli Arap ülkelerine Habur sınır kapısı yoluyla mal taşıyan TIR'ların konakladığı Cizre-Silopi karayolundaki İnci Tesisleri, önceki gece 22.00 sıralarında otomatik silahlarla tarandı. Kimliği belirlenemeyen ve üç kişi oldukları bildirilen saldırganların hedef gözetmeksizin açtıkları ateş sonucu Ahmet Tün ve Ali Yıldızaydın adlı yurttaşlar yaşamalarını yitirdiler. Olayda yaralanan dört kişi de Cizre ve Mardin Devlet Hastaneleri'nde tedavi altına alındılar.

Mardin'in Cizre ilçesindeki MİT binası yakınlarındaki bombanın da aynı saatlerde patladığı bildirildi. Kent merkezindeki binanın duvarının hasar görmesine yol açan olayda ölen ya da yaralanan kimsenin olmadığı bildirildi. Olaydan sonra kimliği ve sayıları belirlenemeyen saldırganların yakalanması için kent girişindeki köprü tutularak giriş çıkışlar kesildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Yardımcısı Nafiz Kayalı, TIR parkına saldırının "adi" bir vaka olduğunun sanıldığını belirtti. MİT binasının bombalanmasıyla ilgili bilgilerin kendilerine henüz ulaşmadığını anlatan Kayalı, Cizre-Silopi karayolunda saldırganların bulunması nedeniyle operasyonlara başlandığını söyledi.

Hürriyet 16.6.1989



**ADLİYE DE SOYUNMAYA KALKTI** Kürtçülük propagandası yaptığı iddiasıyla yargılanan 36 yaşındaki Akif Özdemir, cezaevlerinde kendisine işkence yapıldığını öne sürerek adliye'de soyunmaya kalktı. Özdemir le beş jandarma eri başa çıkamadı.



**HANGİSİ DOĞRU** 15 yaşındaki Tahsin Çalpuocu'nun sırtındaki yanık, SHP milletvekiline göre işkence yarası. İçişleri Bakanına göre ise akü suyu izi.

Sosyal Demokrat Halkçı Parti, Tunceli Milletvekili Kamer Genç tarafından işkence gördüğü iddiasıyla Meclis kulisine getirilip Sağlık Bakanı Halil Şıvgın'a sırtındaki yara izleri gösterilen genç için İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, "Onlar işkence izi değil akü suyu yanığıdır" dedi.

SHP Tunceli Milletvekili Kamer Genç, bakanın bu cevabının

"Hem komik hem yalan" olduğunu iddia etti ve 15 yaşındaki Tahsin Çalpuocu'nun şiddet ve cebir gördüğüne ilişkin Elazığ Devlet Hastanesinden alınmış raporu bulduğunu da kaydetti.

## İşkence gündemde

Tayfun AYDER / BURSA. (hha)  
Ermin ÖZGÖNÜL / ANKARA

**KÜRTÇÜLÜK** propagandası yaptığı iddiasıyla yargılanan Akif Özdemir adlı sanık, çeşitli cezaevlerinde kendisine işkence yapıldığını öne sürerek Bursa Adliyesi'ni birbirine kattı. 36 yaşındaki Akif Özdemir, "İşkence izlerini gösterebilmek" amacıyla soyunmaya kalktığı mahkemede, "Vurulan coplar yüzünden ameliyatla kaburgalarım alındı" diye bağırды. Akif Özdemir'le beş jandarma eri başa çıkamadı.

## Uluslararası Af Örgütü Türkiye Sorumlusu: İşkenceciler şimdi daha dikkatli

### HALİL NEBİLER

Bütün dünyada "İnsan hakları ihlalleri" konusunda faaliyet gösteren "Uluslararası Af Örgütü" (Amnesty International); Türkiye'nin gündemine raporlarıyla, hükümete yaptığı önerilerle sık sık giriyor.

Son olarak, nisan 1989 raporuyla hükümetin işkencede 40 kişinin öldüğünü kabul ettiğini yayınlayan örgütün Türkiye sorumluluğu, Londra'da yaşayan bir Federal Almanya yurttaşında bulunuyor.

Türkçeyi çok rahat bir biçimde konuşabilen Uluslararası Af Örgütü Türkiye Sorumlusu Helmut Oberdiek, örgütünü, Türkiye'deki insan hakları ihlallerinin son durumunu ve bu açıdan geleceğe ilişkin beklentilerini anlattı. Düşüncelerini açıklarken, "Türkiye'de tüm insan haklarında ihlaller vardır" diye konuşan Oberdiek, sorularımızı şöyle yanıtladı:

— İnsan hakları konusunda Türkiye'de çalışmakla başka ülkelerde çalışmak arasında bir fark, bir risk değişimi var mı?

**OBERDIEK** — Diğer ülkelerde Türkiye arasında, insan hakları ihlalleri konusunda bilgi toplamak açısından fark, Türkiye'nin bir anlamda daha kolay olması. Mesela İran'la kıyaslandığında, İran'a girmek bile mümkün olmuyor. Ortadoğu ve Arap ülkelerinde çalışanlarımızın adını gizlemek zorunda kalıyoruz.

Bir zamanlar burada takip edilme olayları vardı. Af Örgütü'nün Türkiye'de kimlerle temas ettiğini, kimlerle konuştuğunu öğrenmek istiyorlardı. Af Örgütü temsilcilerine doğrudan doğruya bir tehdit yok. Ama görüştüğümüz kişilere bir gözdağı, bir tehdit var.

— Örgütünüz son olarak, hükümetin kabul ettiği işkencede ölen 40 kişinin listesini yayımladı. Bu tür sonuçlar aldığınızda ne düşünüyorsunuz, ne hissediyorsunuz?

**OBERDIEK** — Aslında bu durum tek başına sevindirici değil. Yani, nihayet, hükümet kabul etmek zorunda kalmış denilebilir. Sevinç kaynağı, ancak işkencenin azaldığına dair ipuçları, sonuçlar gelirse, bu olabilir. İşkencenin azalmasına yönelik önlemler alınır, örneğin gözaltı süresi kısılır, avukatla görüşme hakkı tanınır, ancak bunlara sevinebiliriz.

— Önümüzdeki dönemde, örneğin bir 10-20 yıl içinde, Türkiye'de insan hakları ihlalleri açısından

nasıl bir gelişme bekleniyor?

**OBERDIEK** — İyimser olmasam tabii, bu kuruluşta çalışmam. Bir iyimserlik taşıyorum. Fakat, mutlaka 10 yıl içinde işkence kalacak gibi kesin bir şey söylemek mümkün değil. Ben aslında dışarıdan çok, Türkiye içindeki güçlere güveniyorum. Mesela, İnsan Hakları Derneği gibi kuruluşların güçlenmesine de bağlı olarak bu olaylar azalabilir. Ve belki bir gün ortadan kalkabilir, ama ne zaman olur, onu bilemem.

Bugünkü mevcut ortamda işkence azaldı diyemem. Fakat poliste bir tedirginlik var. Yani er azından, işkenceyle adam öldürmekten çekiniyorlar. Öyle bir durum olursa, kesinlikle ortada bir delil var demektir. İşkenceye, işkenceden ölen bir insandan daha kesin bir delil olur mu? Bu açıdan, işkence yapanlar, adamı en azından öldürmemeye çok dikkat ediyorlar.

— Türkiye, Birleşmiş Milletler İnsan Hakları Sözleşmesi'ni 1988 Eylül ayında, Avrupa Sözleşmesi'ni 1989 Şubat ayında kabul etti ve bunlar yürürlüğe girdi. Bu sözleşmelerden sonra Türkiye'deki uygulamada herhangi bir değişiklik gözlediniz mi?

**OBERDIEK** — Avrupa Sözleşmesi'nin getirdiği en önemli öğe, bir kontrol komitesi oluşturulmasıydı. Fakat henüz bu oluşum ve denetime başlayamadı. Yıl sonuna doğru ancak oluşur. Bir etkinliği olacaksa ancak 89'un sonuna doğru olabilir. Türkiye, sözleşmelerde kabul edilen önlemleri almamış. Aslında kısacası şudur: Türkiye'de sözleşmeler uygulanmıyor. Onaylandı, ama uygulanmıyor.

— Af Örgütü, siyasi bir dünya haritası üzerinde Türkiye'yi insan hakları açısından nasıl görüyor? Çok mu karanlık, günlük güneşlik mi?

**OBERDIEK** — Kıyaslama yapmadan hemen şunu söyleyebilirim. Türkiye'de, Af Örgütü'nün gündeminde olan bütün insan hakları ihlalleri vardır. İdamların uygulanmıyor olması, idam konusundaki kaygılarımızı ortadan kaldırmış değildir. İdam cezasının kalkması gerekli. Diğer konularda; sağlı sollu düşünce suçü mevcut. İşkence mevcut. Siyasi yargılamalar için adil yargılama yok. Tüm konularda ihlaller mevcut.

Olumlu yanı da şu: Türkiye toplumunda duyarlı insanlar çok. Sadece bu bakımdan bile çok karamsar bakmak doğru olmaz. İnsan hakları savunucuları özellikle 1986'dan bu yana çoğaldı. Bu, çok ümit verici bir olay.

Cumhuriyet 20. 6. 1989

## 2000'e Doğru toplatıldı

İSTANBUL (ANKA) — Haftalık 2000'e Doğru Dergisi'nin son sayısı İstanbul DGM tarafından toplatıldı. Derginin Faik Bulut'un "Belene ya da Diyarbakır" başlıklı yorum yazısında "Kurtuluş propagandası" yapıldığı iddiasıyla toplatıldığı bildirildi.

## Eruh'ta mayın patlaması: 1 ölü

ERUH (AA) — Sırt'ın Eruh ilçesine bağlı Donerdöver köyünde bolucu teröristlerce yola döşenen mayının patlaması sonucu bir çocuk öldü. Teröristlerce Eruh'un Donerdöver köyü yoluna döşenen mayına basan Şukrî Sevgi (10) adlı çocuk, mayının patlaması sonucu feci şekilde parçalanarak öldü. Öte yandan, Ormaniçi köyünde de bolucu teröristlerce öldürüldüğü sanılan bir kişiye ait ceset bulundu. Her iki olayla ilgili soruşturma ve operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

## PKK'nın eski sözcüsü Yıldırım kızgın

# "Apo gidici"

Uğradığı silahlı saldırıyı APC'nün düzenlediğini öne süren Hüseyin Yıldırım, Avrupa da hiçbir kitle ve kadronun Apo'dan yana olmadığını belirterek, "Artık bitmiştir" dedi



Hüseyin Yıldırım

• Ahmet SEVER  
• OOSTBURG

HOLLANDA'nın Belçika sınırındaki küçük bir kasabasında "AN" kot adlı bir arkadaş ile birlikte kurşun yağmuruna tutulan ve bacağından yaralanan PKK'nın Avrupa eski sözcüsü avukat Hüseyin Yıldırım, "Bizi Apo vurdu" dedi.

Çenesinden vurulan "AN" kot adlı arkadaş ile, Hollanda polislerinin son derece sık gözetiminde tutulduğu hastanede Türk gazetecileri ile görüşen Hüseyin Yıldırım, "Apo gidici olduğumu çok iyi biliyor" diye konuştu.

PKK kampına ilk defa 1988 yılın da gazetecilerle birlikte gittiğini, kamp ta hiç kimsenin Apo'ya itiraz edemediğini, parti içinde eleştiri ve özleştirmenin bulunmadığını ve herkesin robotlaştığını söyleyen Yıldırım, "Eleştiri yapan önder düzeydeki herkes fiziki ve siyasi olarak tasfiye edildi. Partiyi kendi şahsına münhasır görüyor. Bunlar değil bir kurtuluş hareketinde, mahalle muhtarlığı yönetiminde bile geçerli değildir" dedi.

M. Ali Birand ile yaptığı görüşme, teslimiyetçi bir tutum aldığını, partinin stratejisini değil kongreye, en

yakın arkadaşına bile danışmadan değiştiğini ve Türk devletine uzlaşma mesajı gönderdiğini belirten Yıldırım, "Partide büyük bir baskı ve sindirme mekanizması kurdu. Karşı çıkanları değişik yollarla tasfiye etti. Herkesi robotlaştırdı. Ders verme adı altında kamptakilere 'Kürt halkı sağır, dilsiz ve çürümüş bir halktır. Siz adam olamazsınız. Bir adım ileri gidemezsiniz' diye hakaret etti" şeklinde konuştu.

Hüseyin Yıldırım, kampta bunları gördükten sonra Apo'ya en küçük inancı kalmadığını ve onu suçüstü yakaladığını ileri sürdü.

Milliyet

23.6.1989

HASAN CEMAL

## Yaşadığımız Günler

Türkiye, tarihinin en güç dönemlerinden birini yaşıyor. Hangi açıdan bakarsanız bakın, iyimserlik verici işaretler yok. Tersine, insanın içine kasvet çöktüren gelişmeler var içte ve dışta. Sürekli derinleşen bir bunalım ortamı dikkati çekiyor. Ülkemizin geleceğine dönük iyimserliğimizi her zamanki gibi koruyoruz. Ancak yaşadığımız günler için aynı şeyi söylemek elimizde değil ne yazık ki. Örneğin, Güneydoğu'dan iç açıcı haberler gelmiyor. PKK terörü sürmektedir. Son bir buçuk ayda şehit olan güvenlik görevlimizin sayısı 23'e ulaşmış bulunuyor. Önceki akşam, Cudi Dağı'nın Irak sınırı yakınındaki PKK pususuna düşürülen bir astsubayla on erimiz şehit edildi. Türkiye Cumhuriyeti'nin temel taşı olan Lozan Antlaşması'nı yok etmek isteyenler, şunu çok iyi bilmeli: "Milli Misak" sınırlarını değiştirmeye kimse nih gücü yetmez. Buna yeltenenlere bu ülkenin tarihsel bilinci geçit vermez. Şehit olanları bu gerçeğin ışığında anmak isteriz. Güneydoğu'da durum ciddiyetini zaten öteden beri koruyor. Batı'da da durum farklı değil. Bulgaristan'daki zulümden kaçan soydaşlarımız akın akın Türkiye'ye sığınıyorlar. İslam dünyasında, Doğu'da, Batı'da, bu konuda izlenen kayıtsızlık, Türk insanına dışlanmışlığın, yalnızlığın o buruk duygusunu yaşıyor bir kez daha. Üst düzeyde bir Dışişleri yetkilisinin deyişiyle, sanki Türkiye bir "ateş çemberi"nin içinde... Böylesine bir dönemden geçiyoruz. Ekonomik durum da iyi değil! TÜSİAD

Başkanı Cem Boyner'e göre, 1980'lerin "en ciddi ekonomik krizi" yaşanıyor. Yüksek İstişare Konseyi'nin dün Ankara'da yaptığı toplantıda Sayın Boyner şu noktaların altını çizmiş:

- Ekonomi yönetiminde "kapalılık ve belirsizlik politikası ısrarla" devam ettiriliyor.
- "İş âlemi, -sözde piyasa ekonomisi- uygulamalarıyla, kamu kaynaklı, tepeden inme sürpriz kararlara ayak uydurabilme"nin peşinde koşuyor.
- "Ne yazık ki bizler, siyasi meseleler çözüme kavuşmadan, hükümetin halkla yeniden bütünleşerek görevi sürdürüp sürdüremeyeceği konusunda bulutlar dağılmadan, ekonomik meselelere kalıcı ve uzun vadeli çözümler getirebileceğini artık fazlaca iyimser bulmaktayız."

TÜSİAD Başkanı'nın söyledikleri son derece açıktır.

Gitgide derinleşen bir bunalım ortamındayız. Yüzde 21.80'lik siyasal desteğe sahip olan bir hükümetle daha çok yol alamaz Türkiye.

Hâlâ "1992'ye kadar seçim yok!" diyen, "Yeni cumhurbaşkanı da bu Meclis seçer!" diyebilen Başbakan Özal, inandırıcı olamaz. TÜSİAD Başkanı'nın konuşması, inandırıcı olmadığını bir örneğidir.

En kısa zamanda erken seçim, bunalımın aşılması yolunda geçilmesi gereken ilk duraktır.

Bundan başka bir yol olmadığını, ANAP saflarındaki sağduyu sahibi kişilerin, muhalefetin ve özellikle SHP'nin en kararlı biçimde Özal'a göstermesi gerekir.

Türkiye, 21.80'lik bir iktidarla yol alamaz; bu kadar ağırlığı "21.80" çekemez!

Cumhuriyet 23. 6. 1989

Tercüman 23.6.1989

# Bulgar zulmü Sosyalist Enternasyonal'in gündemine alınmadı İnönü, Kürt lobisine yenik düştü

SITKI ULUÇ  
Stockholm'den bildiriyor

Stockholm'de 18. dönem çalışmalarını sürdüren Sosyalist Enternasyonal Kongresi'nde SHP'nin bütün çabalarına rağmen Bulgar zulmü gündeme girmezken, ABD Temsilciler Meclisi Dış İlişkiler Komisyonu'na bağlı İnsan Hakları Alt Komitesi'nde Sofya'nın Türkler'e yaptığı baskılar kınandı.

Bugün açıklanacak "yeni prensipler" bildirisi ile sona erecek Sosyalist Enternasyonal Kongresi'nde söz alan delegeler ve kulislerde görüş bildirenler, SHP'ye aradığı desteği vermediler. İnönü ekibi planladığı ikili görüşmelerin hepsini de gerçekleştirmedi. SHP'nin toplantıda "yalnız bırakıldığı" dikkati çekti.

Birçok sosyalist liderin Türkiye, Bulgaristan ve SHP konulu soruları cevaplandırmaktan kaçındıkları dikkat çekerken İsveç Başbakanı ve Sosyalist Parti lideri İngvar Carlsson'un basınla yaptığı sohbetlerde, "Türk sosyalistlerin iç işlerine karışmak istemediğini, ancak SHP ile DSP'nin bu kadar uzun zaman ayrı kalmalarına bir anlam veremediğini, normalde büyük balığın küçük balığı yutması gerektiğini" ima ettiği görüldü. Sosyalistler bu durumu da "Türk sosyal demokratların güçsüzlüklerinin ve acemiliklerinin bir örneği" olarak gösteriyor ve aynı Türk sosyalistlerin "olgunlaşmasını beklediklerini" kulislerde ifade ediyorlar. Stockholm'de "Türk sosyalistlerin lider Ecevit'in yokluğunu hissettiklerini" belirtenlerin de sayısı fazla gözüküyor.

## DYP 7 yaşında

ANKARA, (AkaJans)- DYP, kuruluşunun 7. yıldönümünü kutlamaya hazırlanıyor.

DYP'nin kuruluşunun 7. yıldönümü dolayısıyla yarın Ankara'da genel merkez ile bütün il ve ilçe teşkilâtlarında kutlama törenleri yapılacaktır.

Edal İnönü'nün önceki gün Kongre önünde yaptığı konuşma da "tatmin edici" bulunmadı. İnönü'nün "yalnız ve rahatsız, kendinden emin olmayan" şeklinde yorumlanan konuşmasında

"Daha hassas konulara değinilmesi bekleniyordu" diyen gözlemciler Türk sosyal demokratlara, "Bazı baskıların yapıldığını" hatırlattılar.

## İnönü'den taviz yok

Stockholm'de sosyalistlerin teklif ettikleri bir nevi "pazarlık" SHP lideri İnönü tarafından geri çevrildi. Güvenilir kaynaklar, Erdal İnönü'nün özellikle "Kürt meselesi" hakkında hiçbir tavize yanaşmadığını, bu sebeple sosyalistlerin Bulgaristan konusunu ortak bildiriye sokmakta zorluklar çıkardıklarını açıkladılar.



Cumhuriyet 24. 6. 1989

# GÖZLEM

UĞUR MUMCU

## Yabancılaşma...

Güneydoğu'da bir savaş yaşanıyor ve o yörede insanlarımız ölüyor.

Kamuoyu bu savaşa iyice yabancılaştı. Sanki Lübnan'daki o bitmez tükenmez iç savaş haberlerini izliyoruz.

Kamuoyu bu olaylara öylesine yabancılaştı.

Oysa son yıllarda terörden bu kadar acı çeken halkımızın bu tür olaylara karşı çok duyarlı olması gerekmez mi?

12 Eylül öncesinde teröre karşı da aynı ilgisizlik ve duyarsızlık yaşanmış; sonuçta terör eylemleri ile başlayan süreç, ülkeyi bir iç savaş eşiğine kadar sürüklemiş, bu koşullar bir iktidar boşluğu yaratmış, bu boşluk da bir askeri yönetimi işbaşına getirmişti.

Yaşanan bu terörün sayısal dökümleri ilginç sonuçlar verir.

Örneğin 1975 yılında başlayan Ermeni terörü, 80 ve 81 yıllarında doruk noktalara çıkmıştı. Ülke içindeki terör de hemen hemen aynı tarihlerde yoğunlaşmış, sanki görünmez bir el bu iki terörü birlikte yönetmiştir!

Bu terör olaylarının gelin sayısal dökümünü yapalım:

Ermeni terör örgütü "ASALA", 1977 yılında Türk temsilciliklerine 3 saldırıda bulunmuş, bu saldırılar 1978'de 4, 1979'da 9 saldırı ile sürdürülmüş, 1980'de bu saldırı 14'e çıkmış, 1981'de 11 saldırı olmuş. Saldırı sayısı 1982'de 13'e, 1983'te 10'a, 1984'te beşe düşmüştü.

Aynı tarihler iç terörün de tırmanışa geçtiği tarihlere dir.

1978 aralığından 1979 Eylülüne kadar 9 bin 52 olay yaşanmış, bu sayı 1979 Eylülünden 1980 Eylülüne kadar 23 bin 842'ye ulaşmış, olay sayısı 12 Eylül 1980 tarihinde 5 bin 789'a inmiş, 1981'de bu sayı 703'e düşmüştü.

1978-79 yılları arasında silahlı saldırı sayısı 2 bin 80'dir. 79-80 arası silahlı saldırı sayısı 7 bin 10'a yükselmiş, 1980 12 Eylül'ü ile birlikte silahlı eylem sayısı 610'a düşmüştü, 81-82'de de bu sayı 95'e inmiş.

1978 aralığı ile 1979 Eylülü arasında yaşanan silahlı eylemlerde 898 kişi ölmüş, bu sayı 1979 Eylülü ile 1980 Eylülü arasında 2 bin 812'ye çıkmış, 12 Eylül 1980 ile 11 Eylül 1981 arasında bu sayı 2 bin 812'den 282'ye inmiş, 1983'te de 48'e.

1978 yılından 1982 yılına kadarki sürede 9 subay, 19 astsubay, 50 er, 95 polis ve 57 bekçi olmak üzere 230 güvenlik görevlisi öldürülmüştü.

Bu sayılar açıkça gösteriyor ki dış terör ile iç terör hemen hemen aynı tarihlerde birlikte tırmandırılmış.

Önceki gün PKK teröristleri, on erimizi ve bir astsubayımızı şehit ettiler. Dün de beş sivil Şırnak'ta bilinmeyen kişilerce öldürüldü.

PKK herhalde saldırılarını temmuz ayında ve özellikle ağustos ayında daha da tırmandıracak...

15 ağustos, PKK terörü için bir önemli gündür. Çünkü 15 Ağustos 1984, PKK'nın Eruh ve Şırnak'ta düzenlediği ilk büyük saldırının tarihidir.

1984 yılı PKK örgütü için dönüm noktasıdır. PKK, 1984 yılında Ermeni terör örgütü ASALA ile birlikte eylem planı hazırlamış, daha sonra ASALA sahneden çekilmiş, PKK saldırıya geçmiştir.

Saldırıları, temmuz aylarında başlar ağustos aylarında şiddetlenir.

1989 yılı 12 ağustos günü Uludere - Ortabağ'da 1 binbaşı, 1 astsubay, 1 başçavuş ve 20 er öldürüldü. Aynı ay içinde PKK sekiz kişiyi öldürdü.

PKK, 8 Temmuz 1987 günü Mardin'in Yuvalı ve Peçenek köylerinde 31 yurttaşımızı öldürdü, aynı ayın 21'inde Şemdinli'de

beş yurttaş öldürüldü, 19 ağustos günü Sırt - Eruh Kılıçkaya Köyü'nde 25 yurttaşımız öldürüldü.

1987 ağustosunda PKK'nın öldürdüğü yurttaş sayısı 38'i buldu.

1988 temmuzunda güvenlik kuvvetleri 20 PKK militanını öldürmüştü, ağustos ayında öldürülen PKK'lı sayısı 5.

Her 15 ağustos öncesi ve sonrasında saldırılar düzenler.

Bu yüzden önümüzdeki günlerde çok dikkatli olmak gerekir.

1984 yılı 15 ağustos gününden bugüne kadar Güneydoğu'da PKK 20 subay, 18 astsubay, 178 er ve erbaş, 35 köy korucusu ve 13 emniyet görevlisi öldürmüştü.

Toplam sayı 264.

12 Eylül öncesi ve sonrasında öldürülen güvenlik görevlisi sayısı ise 230.

PKK, 1984 yılının 15 ağustosundan bugüne kadar 8 muhtar, 11 öğretmen ve 421 yurttaş öldürmüştü.

PKK'nın öldürdüğü güvenlik görevlisi, sivil görevli, köy korucusu ve yurttaş sayısı 704'e ulaşmış. Buna karşı güvenlik kuvvetlerince öldürülen PKK'lı terörist sayısı 375.

Terörün bu sayısal dökümü bizleri şu sonuçlara ulaştırıyor:

12 Eylül öncesi iç ve dış terör arasında bir eşgüdüm tanık olunmuştur... Ermeni terörü, 1974 Kıbrıs Barış Harekâtı'ndan sonra başlatılmıştır. ASALA, 1984 yılında PKK ile ortak toplantı yapmış, daha sonra sahneden çekilmiştir... Bulgaristan'da Türk azınlığına Bulgar baskısı 1984 yılında başlatılmıştır... Aynı 1984 yılı PKK terörün başlatıldığı yıldır.

Bugün Bulgarların soydaşlarımıza yaptıkları insanlık dışı baskılar ile "PKK terörü" hemen

hemen aynı günlere rastlıyor.

Bu da hesaba katılması gereken bir başka olgudur.

Öyle anlaşılıyor ki önümüzdeki temmuz, ağustos ve Eylül ayları her bakımdan çok önemlidir.

Cumhurbaşkanlığı seçimi, öncesi ve sonrası ile çok yönlü olasılıklara açık bir dönüm noktasıdır.

Milliyet 24.6.1989



## "45 Kürt tutuklandı"

• Kaya KARACA

• HAMBURG

**H**AMBURG'un eğlence semti St.Pauli'de gerçekleştirilen bir operasyonda, uyuşturucu satıcısı 45 Kürt tutuklanırken, çok sayıda çalınmış mal ele geçirildi.

Yaklaşık 100'e yakın polisler katıldığı ve tüm St.Pauli semtinin

çember altına alındığı operasyonda ayrıca 50 gram da eroin bulundu. Polisin verdiği bilgiye göre, tutuklanan Kürtlerden birisi de 50 yaşlarında bir kadındır.

Polis, gerçekleştirilen operasyon ile uyuşturucu mafyasına ağır bir darbe indirildiğini ve özellikle Kürtlerin elinde bulunan sokak ticaretinin önüne geçildiğini kaydetti.



# PKK, Şırnak'ta bir astsubayla 10 eri öldürdü Pusuda 11 şehit

## 1 astsubay 10 er şehit

• Kasım KADIRHAN • ŞIRNAK (MİL-HA)

**S**İİRT'in Şırnak ilçesi yakınlarındaki Cudi Dağı Mağrapınarı mevkiinde PKK militanlarınca pusuya düşürülen 1 astsubay ile 10 er şehit edildi. Aynı bölgede gece pusu kuran 8 erin de kayıp olduğu bildirildi.

PKK militanlarının eylemleri değişik bölgelerde devam ederken, önceki akşam Cudi Dağı'nda operasyona çıkan jandarma timi, PKK'nın kurduğu pusuya düştü. Açılan çapraz ateş sonucu 1 astsubay ile 10 er şehit edildi. Olayda yaşamlarını yitiren güvenlik kuvvetlerinin isimleri şöyle: Jandarma astsubayı İrfan Çiftçi ile erler Bayram Alkış, Mehmet Özer, Talat Öztoran, Yusuf Yıldız, Recep İnce, Sadettin Erdoğan, Ahmet Yılmaz, Harun Batı, Ruhl İnce ve Mikail Solak.

Bu arada aynı bölgede devriye görevi yapan ve gece militanlara karşı pusu kurdukları öne sürülen 8 jandarma eri ile de haberleşmenin kesil-

diği bildirildi. Yetkililer, konuyla ilgili herhangi bir açıklamada bulunmadı.

### • BOTAN BÖLGESİNDE ALARM

Son günlerde PKK militanlarının eylemlerinin yoğunlaşması üzerine güvenlik kuvvetlerinin Siirt'in Şırnak, Eruh, Pervari; Hakkâri'nin Uludere ve Mardin'in Silopi ile Cizre bölgelerinde olağanüstü önlemler aldığı bildiriliyor. Bu bölgelerde geceleri seyreden araçların konvoy halinde ve jandarma gözetiminde yollarına devam ettikleri öne sürüldü. Militanların, eylemlerinden sonra dağlık bölgelerdeki sığınaklara yerleşmiş olabileceği ihtimali üzerine bölgede yoğun aramalar da sürdürülüyor. Olağanüstü Hal Jandarma Kolordusu Komutanı Korgeneral İsmail Selen de çatışma bölgesine geçti.

Öte yandan Şırnak-Uludere ilçeleri arasındaki dağlık bölgede bulunan Uşaklı mezarısı civarında güvenlik kuvvetleri ile PKK militanları arasında da önceki gün başlayan çatışmanın devam ettiği bildirildi. Çatışma bölgesi, özel hareket timlerince çembere alındı, yöreye havadan takviye birlikleri indirildi.

Olaydan sonra Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necip Toruntay'a bir mesaj gönderen Başbakan Turgut Özal güvenlik güçlerine yönelik bu tür saldırıların karşılıksız kalmayacağını söyledi. DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel de yayınladığı mesajda olayı nefretle karşıladığını ve eşya yağın kökünün kazınmamasından duyduğu üzüntüyü belirtti.

Siirt'in Şırnak ilçesi sınırları içinde devriyeye çıkan askerlerle ateş açan PKK çetesi, çatışmada bir astsubayla 10 eri şehit ettikten sonra karanlıktan yararlanıp kaçtı. 8 er kayıp. Karadan ve havadan yoğun operasyonla katiller aranıyor

● Şehitlerin isimleri şöyle: Astsubay Çavuş İrfan Çiftçi, jandarma erleri Bayram Alkış, Mehmet Özer, Talat Öztoran, Yusuf Yıldız, Recep İnce, Sadettin Erdoğan, Ahmet Yılmaz, Harun Batı, Ruhl İnce ve Mikail Solak

## SAVCILIK ERUH'TA HAREKETE GEÇTİ

# Kayıplar için soruşturma

**Ömer Savun'un kaybolmasından sonra köylülerle birlikte Ormaniçi köyünü terk eden muhtar Halil Ekin, can güvenliği olmadığını belirterek Eruh'ta ifade veremeyeceğini bildirdi.**

### CENGİZ MUMAY

ADANA — Siirt'in Eruh ilçesinde gözaltına alındıktan sonra kaybolan üç köylüye ilgili, valilik ve savcılık tarafından soruşturma başlatıldı. Hafta sonunda Eruh'un Güçlükonak köyü yakınlarında bulunan ve Osman Esendemir adlı köylüye ait olduğu sanılan parçalanmış cesedin teşhisinin zor olduğu belirtildi. Gözaltına alındığı 90 gün öncesinden bu yana kendisinden haber alınamayan Ömer Savun'un avukatı Orhan Doğan, bir ay önce verilen suç duyurusu dilekçesine henüz yanıt alınmadığını söyledi. Ömer Savun'un kaybolmasından sonra köylülerle birlikte, Ormaniçi Köyü'nü terk eden muhtar Halil Ekin, can güvenliği olmadığını belirterek Eruh'ta ifade veremeyeceğini bildirdi.

Kayıp köylülerle ilgili olarak basında çıkan haberler ve ailelerin başvurusu üzerine Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, Siirt Valiliği'nden bilgi istedi. Valilikten Diyarbakır'a, "kayıp köylüler" ile ilgili olarak şu bilgiler verildi:

"Ömer Savun adlı yurttaşın gözaltına alındıktan sonra kaybolmasıyla ilgili olarak ailesi tarafından yapılan başvuru, jandarmaya iletildi. Jandarmadan gelen bilgide Ömer Savun'un serbest bıraktığı ve muhtemelen PKK'ya katılmış olabileceği bildirildi. Diğer kayıplarla ilgili aile başvuruları yok. Ancak Eruh ilçesinde henüz kimliği belirlenemeyen bir ceset bulundu."

Bu arada Eruh Cumhuriyet Savcılığı yetkilileri, Ömer Savun'un kardeşi Ahmet Savun'un şikâyeti üzerine soruşturmaya başladığını ve ba-

zı köylülerin ifadesine başvurulduğunu açıkladılar. Yetkililer, Hüseyin Demirtaş adlı bir başka kayıp köylü için kendilerine henüz bir başvuru yapılmadığını belirttiler ve incelenmek üzere Adli Tıbbı gönderilen başı, gövdesi, bacakları ayrılmış, kolları bulunmayan ceset için "Giysilerinde Osman Esendemir adlı kayıp bir köylüye ait kimlik bulunmuştu. Cesedin parçaları neredeyse iskelet gibiydi. Teşhisi zor olabilir, ancak kemik yapısından yaşı belirlenebilir" dediler.

Siirt Valiliği'nden alınan bilgide ise Savun ailesinin başvurusunun yanı sıra, kayıp olduğu belirtilen Hüseyin Demirtaş ve Osman Esendemir adlı "kayıp köylüler"le ilgili araştırmaya başlandığı belirtildi.

### Can güvenliği

Bu arada Ömer Savun'u jandarmanın isteği üzerine 50 gün önce Fındık Tabur Komutanı olan binbaşya teslim ettiğini bildiren Ormaniçi Köyü muhtarı Halil Ekin, Eruh Cumhuriyet Savcılığı'nın kendisini ifadesine başvurulması için aradığını öğrenince, buraya yazdığı dilekçede, "Benim Eruh bölgesinde can güvenliğim yoktur. Tüm köy baskılardan dolayı İdil'e göçtük. Bu nedenle ifademizin tallimatla İdil Savcılığı'na alınmasını istiyorum" dedi.

### 'Sorumlu binbaşdır'

Muhtar Halil Ekin, yıllardır çeşitli baskı ve işkenceye maruz kaldıklarını anlatarak, "Ömer'in ailesi benden bilgi istiyor. Benim onu jandarmaya teslim ettiğimi valilik de açıkladı. Şimdi kaybolmuşsa sorumlusu binbaşdır" diye konuştu.

Ömer Savun'un kardeşi Ahmet Savun ise resmi girişimlerde bulunduktan sonra Avukat Orhan Doğan'a gerekli adli işlemlerin yapılması için vekalet verdi.

Milliyet 25.6.1989

## Otomobili taradılar PKK 5 can daha aldı

● Silirt'in Şırnak İlçesinde PKK militanlarının taradığı araçta bulunan Abdürrezzak Atabay, Nebi Yıldız, Ömer İnal, Hacı Yaşar ve Sekban Çoban adlı kişiler öldü.

• ŞIRNAK, MİL-HA

**S**İLİRT'in Şırnak ilçesinden Balveren köyü istikametine gitmekte olan bir araç, PKK militanları tarafından tarandı. Olayda beş kişi hayatını kaybetti.

Dün saat 04.00 sıralarında Şırnak'tan Balveren köyüne giden Abdürrezzak Atabay yönetimindeki 47 DS 954 plakalı otomobile Araköy mevkiinde bir grup PKK militanı tarafından ateş edildi. Olayda Abdürrezzak Atabay (23), Nebi Yıldız (26), Ömer İnal (27), Hacı Yaşar (39) ve Sekban Çoban (24) adlı vatandaşlar öldü.

Olaydan sonra kaçan militanların yakalanması için bölgede geniş çaplı arama ve operasyonları başlatıldığı bildirildi.

Hürriyet 26.6.1989

Daily Telegraph Gazetesinin iddiası:

## “Peşmergeler zehirlendi”

Faruk ZABCI / LONDRA

**M**ARDİN'in Suriye sınırı yakınlarındaki bir peşmerge kampında, mültecilere küflü ekmeğe dağıtılmasından sonucu iki bin kişinin zehirlendiği öne sürüldü.

İngiliz Daily Telegraph Gazetesinin dünkü sayısında yer alan habere göre, bölgeyi gizlice ziyaret eden “Ulusalaram Tıbbi Yardım Örgütü”nün bazı üyeleri, zehirlenme olayının 13-17 Haziran tarihleri arasında meydana geldiğini bildirdi.

Cumhuriyet 27.6.1989

## Kürtlere işkence iddiası

*İngiltere'nin en etkili tıp dergisi sığınma hakkı isteyen Kürtlerin çeşitli işkencelerden geçtiklerini anlattıklarını, vücutlarında da bunu doğrulayan izlere rastlandığını bildirdi.*

Haber Merkezi — İngiltere'nin en etkili tıp dergisi olarak bilinen “Lancet”te dört İngiliz doktorun imzasıyla bir mektup yayımlanarak son haftalarda İngiltere'den siyasi sığınma hakkı isteyen bazı Türk uyruklu Kürtlerde ciddi işkence izlerine rastlandığı belirtildi.

Londra'da “İşkence Kurbanlarını Tedavi Merkezi”nde çalışan Stuart W. Turner, Tom Landau, Jill Hinshelwood ve Helen Bamber imzasıyla yayımlanan mektupta İngiltere'den sığınma hakkı isteyen Kürtlerden bir kısmının falakaya yatırıldıklarını, bir kısmı-

nın Filistin askısına alındıklarını, bir kısmının da şiddetli dayak yediklerini anlattıkları ve vücutlarında da bunu doğrulayan izlere rastlandığını bildiriliyor. Mektupta şöyle devam ediliyor:

“Kötü muameleye maruz kalan bu kişilerden yüzde 88'inde işkence izlerine rastlandı. Deneyimlerimize göre bu çok yüksek bir orandır. Bir çok işkence yöntemi vücutta iz bırakmayabilir, ancak her türlü şiddet hareketi insanın ruhunu onarılmaz bir biçimde yaralar. İnsanları başka ülkelere sığınmaya iten neden de daha fazla şiddet hareketlerine maruz kalacakları korkusudur.

Bu kişilerin muayeneden geçirilmesinden sonra görüşümüze göre Türk vatandaşı bu Kürtler işkence dahil örgütlü şiddet olaylarına maruz kalmışlardır. Bu Kürt mültecilerden bir kısmının İngiltere'nin iltica sistemine getirdiği sınırlamalar nedeniyle sınırdan geri çevrilerek ülkelerine geri gönderildikleri kaygısını taşıyoruz. İngiltere'den sığınma hakkı isteyen Kürtler ve diğer bütün mültecilerin önce sorunlarının hakça dinlenilmesi bundan sonra kendileri hakkında gereken işlemlerin yapılmasını diliyoruz.”



29 Haziran 1989 Perşembe

**Hürriyet**'in  
YENİ YAZI DİZİSİ

# Terör üçgeninde BOTAN

## 'Devlet bizi hatırlasın'

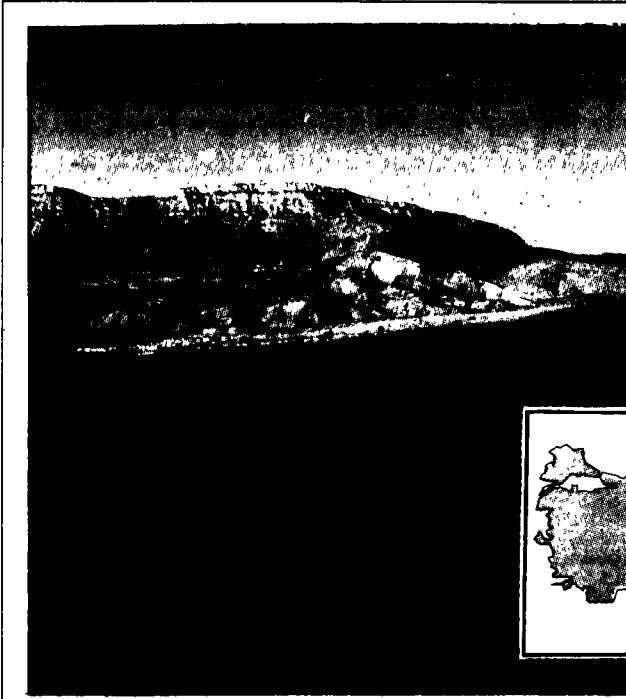
Yazı ve Fotoğraflar:  
Aydın ULUN

### Başlarken

**O**LAĞANÜSTÜ Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'na göre; **Botan** haric, doğu ve güneydoğudaki diğer yerlerde devlet, anarşiye, teröre karşı gereken önlemi almıştı. Ancak, devleti zorlayan, terörün durulmadığı bu **Botan** bölgesi neydi ve ne gibi özellikler içermekteydi?... Bu yazı dizisinde **Botan**'i, **Botan** bölgesi insanını anlatmaya çalışacağız... Yöre insanlarının şu andaki dertleri, ne elektrik, ne yol, ne su... Hatta, ne de açlık... "Bir yandan, terorist korkusu, bir yandan devlete yaranamamam belası... Ne yapacağız, ne edeceğiz, şaşırılmışız?..." diye sormada **Botan** insanı... Eskiye ve beraberindeki güzele dair tüm sıcak duygular, davranışlar yazık ki buralarda yok artık... **Botan**'da günler ve hele ki geceler kuşku, fesat ve terörün ölüm korkusuyla kol gezmede...

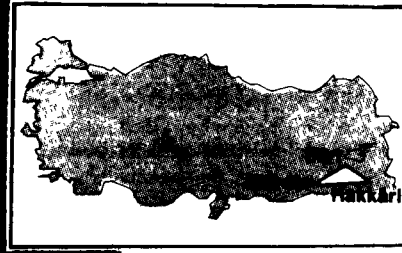
● Yolu da, suyu da, havası da Cudi Dağı'ndan soruluyor Botan'ın... Binlerce yıldır, yüzyıllardır, Botan'ın varoluşu Cudi Dağı'ndan soruluyor. Böyle kesilmiş, Botan ile Cudi'nin kavli... Ama şimdi, Cudi demek, yöre halkının canını yakan terör demek.

● Güvenlik güçlerinin görev yaparken zorlandığı yerde, Botan halkı çaresiz. Bir yanda, dağdan her an inebilen eşkiyanın saldırdığı dehşet, öte yanda da, devlete yaranamamanın, derdini anlatamamanın iç ezikliği, yöre halkının belini büküyor.



### Botan, "mert" demek

**GÜNÜMÜZDE**, "Mardin, Siirt, Hakkâri üçgeni" diye bilinen Botan yöresi; Dicle Nehri'nin çevirdiği Cizre merkez olmak üzere Eruh, Şırnak, Pervari ve Siirt'e beş kilometre kala ayrılan Botan Çayı'nın olduğu alanı kapsamakta... Daha önceki yıllarda ise Suriye'nin Derik ve Irak'ın Zaho bölgeleri de bu alanın içindeydi... Yöredeki bir isim olan Botan'ın Türkçe'deki anlamı, "güvenilir, mert, sağlam" olarak bize çevrildi. Tarihçesi ise oldukça eskilere uzanmakta... MÖ V. Yüzyıl'da ünlü tarihçi Herodot, yöreyi (Paktut), Boht-Llar adıyla anar. Yine Herodot'a göre, bütün Dicle kentleri "Boht" ve "Be Cenevi" adı ile ikiye ayrılıyordu. Ancak Dede Korkut kitabı ile 1597'de yazılan Bitlis Sancakbeyi Şerefhan'ın "Şerefname" adlı kitabında, "Boht"ler hanedanına "Boğd-uz" denilmesi, bu Kürt kavminin Türkler'den geldiği iddiasına yol açmıştır...



**H**AYIR hate her dü cavemin, keremke!..." (Hoş geldin, iki gözüm, buyur.) Botan insanıydı...

Eskilerden ve gözü, gönüü tok Kürtler'dendi... Şu gönül insanı denilen cinsi hanı... Yaş kemale çoktan ermişti ya, yine de siyah koyu gözlerindeki fer, Cudi Dağı'ndaki on dörtlü ayın şavkına inattı sanki... Doğumu Cudi, ölümü de Cudi'de olacaktı... Oyle diyordu işte!... Zaten Botan demek, önce Cudi demekti onun gözünde... Sonra Namaz, Gabar, Herakol'du... Ama Botan'ın yolu da, suyu da, havası da, kısacası varoluşu önce bu dağdan sorulur-

du... Bin yıllardan, yüzyıllardan beri, böyle kesilmişti Cudi'yle Botan'ın kavli...

### BOTAN ŞAHI CUDI

**V**E Botan'ın şahı Cudi, şölen isterdi dört bir yanında barındırdığı insanlarından... Her yılın temmuzunda Cizre, Şırnak, Silopi, Eruh ve diğerlerinden binlerce insan gelip panayır kurar, kendi dillerinden türküler söyler, maniler yakar, eğlenir, oynar ve Nuh'un Gemisi'nin yanında, yöresinde, insan boyuna eş öyle ateşler yakarlardı ki, koca Cudi Dağı tek mil yalaza kesilir, taa Derik'ten, Zaho'dan, koca oviden bakan Botan insanı, sabahlara kadar Cudi'nin yanışını seyredip de

adıklar adarlardı...

"Vakta ki cendürme dipçigiyle tepemize binmiş, sonra da terör canımızı almaya başlamıştır, biz Botanlılar işte esaat, busaatır yaşamaya küs olmuşuzdur. Törelirimizi, eğlenmeyi, gülmeyi ceviz sandıklarımızla açar olmuşuzdur lavemin (oğlum)..."

### PUŞT AKŞAMLAR

**K**OYLÜLERİN hep-sinin aynı adı verdikleri "Doç yolu" (askerler için yapıldığından...) bittikten sonra, Cudi'nin eteklerine turmanıp da öyle giriyorum köye... Eşin dostun ısrarla can güvenliğinin ol-



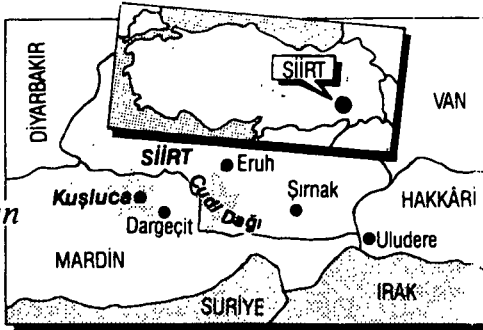
**YEREL GIYSİLER İÇİNDE** "Şal şepik", Botan yöresinin has kıyafetlerinden... Artık bu giysiyi kolay kolay yapamıyorlar... Çünkü insanlar, giderek bu yörelerden ve geleneklerden, törelerden uzaklaşıyorlar... İşte bu kıyafetler içindeki insanları görünce dayanamayıp aralarına girerek bir de fotoğraf çekiyoruz ve fotoğrafın adını da "Botan Hatırası" koyuyoruz...

*Dargeçit'te üçü asker  
beş kişi öldürüldü*

# PKK yine saldırdı

*Mardin'e bağlı Midyat ilçesinin Dargeçit kasabasının Kuyubaşı köyünde yapılan karakol*

*inşaata, PKK'nın saldırısına uğradı. İnşaatta çalışan 2 işçi ile işçileri koruyan 3 er öldürüldü. Son iki haftadır Cudi Dağı'nda sürmekte olan çatışmalarda 1 terörist öldürüldü, 3 teröristin de cesetleri bulundu. Olağanüstü Hal Valiliği bölgede geniş çaplı arama ve operasyonlara devam edildiğini bildirdi.*



madığı bu bölgelere rivayet olunur ki "askerler bile ihbardan ihbara" gidemiş... Anlayacağımız, kuş uçar, katır geçmez Botan köylerinden biri... Korucusu yoktu ve yukarıdan beri sözlerini aktardığım, evine misafir olduğum o insan da "yöre erbabı"ydı... Kaçak kahve ve Bitlis tütününe sarmaş dolaş bir yarenliğin son demlerindeki lakırdılarına geldiğimizde Botan'ın korkulu, pusulara açık akşamı da başlıyordu hafiften...

"Kalırsan, yatarsan ba-

sızla... Lakin gidicisin... Vakittir begim... Akşamlar Botan'a puşt çöker oldu. Yanımızdayken tırnağına hanel gelmez ya, bizden sonrasının ne olacağı bilinmez... Mevzuya son sözümüz şudur: Botan insanı, Cumhuriyetçi ve Misakı Milli'dir... Dağdakiler boş hayaldedir... Hude (Allah) devlete zeval göstermesin! Filhakika biz, devlete kırılmış, küsmüşüz... Eşkiya ise çoğumuzun barışığı degildir... Lakin devlet, gönlümüzü

alacağına, bizi daha darlandırır... Kırılması eller cendirma düşürür, devlet baba boğazımıza biner, eşkiya öldürülür, bu sefer de, terör aman vermez, can korkusundan koca köy boşalır... Bizim işimiz zor... Senin de gazeteci beg!... Kapı sana hep açık... Uğur be! Serserimin!" (Güle güle, başımla beraber...)

Cumhuriyet 30. 6. 1989

**ŞIRNAK/MARDİN (Cumhuriyet)** — Midyat'ın Dargeçit kasabası Kuşluca Köyü'nde yapılan karakol inşaatında çalışan işçilere ve bunları koruyan jandarma erlerine ateş açıldı. Silahlı saldırıda üç er, iki inşaat işçisi öldürülürken beş kişi de yaralandı.

Cudi Dağı'nda sürdürülen operasyonlarda önceki gün bir terörist öldürüldü. Olayda bir jandarma eri yaralandı. Bu yörede sürdürülen aramalar sırasında daha önce öldürüldüğü anlaşılan üç teröristin cesedi bulundu.

Mardin'in Midyat ilçesine bağlı Dargeçit kasabası Kuşluca Köyü Kuyubaşı mevkiinde önceki akşam 18.00'de karakol inşaatı için taş toplamaya giden altı işçi ile bunları koruyan jandarmalara pus kuruldu. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği söz konusu olay için yaptığı açıklamada teröristlerin seyir halindeki traktöre açtıkları ateş sonunda traktörü kullanan Şakir Akbulut ile Rarince Durgun adlı yurttaşla-

rın yaşamını yitirdiğini, piyade onbaşı Arif Şenocak ile erler Turan Yıldız ve İdris Güzel'in şehit edildiklerini bildirdi. Çatışmada ayrıca üç jandarma eri ile iki yurttaş yaralandılar.

Son iki haftadır Cudi Dağı'nda güvenlik güçleriyle teröristler arasında meydana gelen çatışmalarda öldüğü sanılan üç teröristin cesetleri bulundu. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği önceki gün Siyahtepe mevkiinde bir, dün de Ağaçaltepe mevkiinde iki teröristin cesetlerinin bulunduğunu bildirdi. Valilik, teröristlerin cesetleriyle ilgili kimlik belirleme çalışmalarının sürdürüldüğünü ve bölgede geniş çaplı arama ve operasyonlara devam edildiğini bildirdi.